Gérard Bergeron (1922-2002)

Politologue, département des sciences politiques, Université Laval

(1968)

NE BOUGEZ PLUS!

Portraits de 40 de nos politiciens

Un document produit en version numérique par Réjeanne Toussaint, ouvrière
bénévole, Chomedey, Ville Laval, Québec

[Page web personnelle](#). Courriel: rtoussaint@aei.ca

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une bibliothèque fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay, sociologue

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs.
C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

DU MÊME AUTEUR

FONCTIONNEMENT DE L'ÉTAT

(Avec une préface de Raymond Aron. Ouvrage publié avec le concours du Conseil National de la Recherche scientifique de France. Collection « Sciences politiques », Armand Colin, Paris 1965, Édition anglaise en préparation.)

Prix de thèse de la Faculté de Droit et de Sciences économiques de Paris, 1965.

Prix de la section Sciences humaines des Concours littéraires et scientifiques de la province de Québec, 1966.

DU DUPLESSISME AU JOHNSONISME

(Les chroniques d'Isocrate au DEVOIR avec une partie inédite. Collection « Aspects », éditions Parti Pris, Montréal 1967).

LE CANADA FRANÇAIS : APRÈS DEUX SIÈCLES DE PATIENCE

(Collection « L'Histoire immédiate », éditions du Seuil, Paris, 1967).

Prix Montcalm 1968, attribué par le Syndicat des Journalistes et Écrivains de France.

Cette édition électronique a été réalisée par Réjeanne Toussaint, bénévole,
Courriel: rtoussaint@aei.ca

À partir de :

Gérard Bergeron

Ne bougez plus! Portrait de 40 de nos politiciens.

Montréal : Les Éditions du Jour, 1968, 224 pp.

[Autorisation formelle accordée, le 12 avril 2005, par Mme Suzanne Patry-Bergeron, épouse de feu M. Gérard Bergeron, propriétaire des droits d'auteur des œuvres de M. Gérard Bergeron]

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 6 juin 2009 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Gérard Bergeron (1968)

Ne bougez plus! Portrait de 40 de nos politiciens

Montréal : Les Éditions du Jour, 1968, 224 pp.

Table des matières

1.

CEUX D'OTTAWA ET D'AILLEURS

Les grands patrons

Pierre Elliott TRUDEAU

Robert STANFIELD

Thomas DOUGLAS

Réal CAOUETTE

Quelques-uns de ceux qui comptent:

John DIEFENBAKER

Marcel FARIBAUT

Robert CLICHE

George HEES

Paul HELLYER

Eric KIERANS

David LEWIS

Jean MARCHAND

Gérard PELLETIER

Jean-Luc PEPIN

Mitchell SHARP

John TURNER

Ceux d'ailleurs:

JOEY Smallwood

Louis ROBICHAUD

John ROBARTS

Dufferin ROBLIN

Ernest MANNING

W. A. Cecil BENNETT

En guise d'intermède folklorique:

Ralph COWAN

JUDY LaMarsh

Charlotte WHITTON

BONA Arsenault

Yves GABIAS

2.

CEUX DU QUÉBEC

Les grands patrons :

Daniel JOHNSON
Jean LESAGE
René LEVESQUE
Pierre BOURGAULT
Gilles GREGOIRE

Quelques-uns de ceux qui comptent:

Maurice BELLEMARE
Jean-Jacques BERTRAND
Jean-Guy CARDINAL
Paul DOZOIS
Paul GÉRIN-LAJOIE
Émilien LAFRANCE
Pierre LAPORTE
Marcel MASSE
Jean-Noël TREMBLAY
Claude WAGNER

Celui de Montréal:

Jean DRAPEAU

Ne bougez plus! Portrait de 40 de nos politiciens

AVANT-PROPOS

Plus je vieillis, plus je juge les gens d'après leur caractère,
non d'après leurs idées.

Jawaharl Nehru

[Retour à la table des matières](#)

Tout le monde pense politique en référence à telle tête qui a tel nom. Tout le monde : de l'observateur - reporter - commentateur des « milieux généralement bien informés », en passant par cet être abstrait et multiple du citoyen moyen, jusqu'à l'intéressé, sporadique, des grandes manoeuvres électorales. Sans exclure les hommes politiques eux-mêmes, qui sont naturellement enclins à ne propager que le profil politicien de l'Autre... Il n'y a guère que l'histoire à consacrer quelques rarissimes hommes d'État.

Or, l'homme concret, le leader individualisé est absent des travaux de la science politique. Pourquoi, par exception confirmant la règle, un adepte de ladite science ne tenterait-il pas de l'y introduire ? « Une fois n'est pas coutume... »

Les historiens présentent les hommes politiques dans ou à travers les événements qu'ils narrent et dont ils s'efforcent d'exposer la trame. Mais, par définition de leur métier, c'est trop tard pour nous, contemporains. Les journalistes et chroniqueurs politiques de toute farine nous montrent avant tout les véhicules humains de toute politique. Mais, à force de superpositions et de retouches, ces visages deviennent aussi

flous que sont éphémères leurs denrées quotidiennes. On a besoin de contours plus dessinés pour des esquisses moins fugaces.

Il eut été, sinon injuste, du moins discourtois de donner dans le portrait-charge. Il faut laisser leurs plates-bandes aux caricaturistes, qui les cultivent d'ordinaire avec quelque conviction inspirée, et abandonner leurs champs de bataille aux adversaires partisans, dont les évolutions sont plus démunies d'esprit, sinon d'efficace (électorale, s'entend).

Comme je les aime mes têtes de pipe ! Des hommes qui auraient pu être libres, font un impossible autant qu'indispensable métier. Pour qui en connaît quelque peu les petites « grandeurs » et les grandes « servitudes », il n'est guère possible de dire systématiquement du mal de cette maudite engeance ! A l'inverse, je n'ai pas eu à lutter contre la tentation de la complaisance ... Dans un entre-deux, d'oscillation j'en conviens, j'ai plutôt tenté de montrer mes têtes de pipe sous leur jour, étymologiquement, aimable, mais qui ne leur est pas toujours favorable - ce dont je décline la responsabilité.

Il fallait laisser à ces princes qui nous gouvernent quelques-uns de leurs titres de noblesse, dont le principal, et le plus injustement contesté sans doute, est cette mystérieuse « impulsion intérieure » qui les entraîne à s'embarquer, le coeur allègre, dans de telles galères ! On n'a pas à prendre parti au sujet de cette « impulsion », infiniment diverse d'ailleurs. Elle va de l'exhibitionnisme pur et simple et du trivial instinct de domination, ou de son illusion, jusqu'au dévouement quasi mystique à la chose publique et confinant parfois, en ses conséquences, au drame ou au martyr personnels, qui n'en sont pas moins réels parce qu'en apparence, du moins, librement consentis.

« Qu'on dise de moi le mal qu'on voudra ... pourvu qu'on en parle ! » Cette vérité a autant cours sur la scène politique que sur la scène tout court ... Aussi n'ai-je pas d'inquiétude : ceux qui pourraient, l'espace d'une minute, se sentir vexés du mal que je dis d'eux se calmeront aisément en lisant celui que je dis de leurs collègues ou homologues, de l'un ou de l'autre côté de leur barricade ... Plus m'inquiète la déception de ceux qui s'estimeraient avoir été, à tort, oubliés. L'éditeur est témoin que vingt-sept autres « portraits » avaient été tirés, qui n'ont pu être reproduits ici faute d'espace. S'il y a éventuellement d'autres éditions ... Comme la politique, l'édition reste un art du

possible. Elle est, de plus, soumise aux exigences du commerce, comme la politique l'est du sacro-saint Budget.

La Politique a ceci de commun avec le monde du spectacle qu'on n'est pas comme on est, qu'on est ce qu'on paraît être, ce qu'on laisse voir. Prenons donc nos fauteuils. Les trois coups ! Le défilé commence...

Ne bougez plus!
Portraits de 40 de nos politiciens.

1

Ceux d'Ottawa et d'ailleurs

LES GRANDS PATRONS

Pierre Elliot TRUDEAU

[Retour à la table des matières](#)

Au plan personnel le plus ahurissant des destins : il s'est trouvé à le faire par d'incessantes provocations contradictoires. Puis, la capricieuse et soudainement bénéfique Dame Chance l'a converti en Destin. Comme titre de film ou de roman l'histoire pourrait s'intituler : Comment devenir premier ministre en faisant tout pour ne jamais l'être. Au plan de l'analyse politique, la plus spectaculaire mythologie de notre époque, tout à fait spontanée en son principe et ultra-accélérée dans son évolution. Au plan de la prévision, ce ne peut être qu'un succès éclatant, qui relancera la chose politique Canada, ou qu'un fiasco monumental qui en précipitera la fin.

Il avait tout pour jouer un rôle politique de premier plan. Il a tout fait pour n'être jamais en situation de pouvoir le jouer. Ce n'était pas décision volontaire ou masochisme subconscient, ni même classique goût du risque ou instinct fantasque du paradoxe à surmonter. C'était, chez lui, un état de nécessité d'une nature, non une exigence de rigueur intellectuelle ou morale pour un but à poursuivre.

Sa nature ? Celle d'un individualiste forcené. C'est déjà rare. C'est encore plus rare dans le monde de ceux qui prétendent exercer une influence sociale ou politique. Mais cet individualiste forcené n'avait même pas la base conventionnelle qu'on retrouve chez tous les anticonventionnels systématiques. A la recherche du pour, il engageait autant de passion que dans la démolition du contre. Aussi, ce rôle politique de premier plan ne pouvait être que le premier rôle, après un noviciat immédiat très court - l'apprentissage, en apparence à rebours, s'étalant sur vingt-cinq ans. Et c'est ce qui rend ce destin personnel proprement ahurissant.

Tout ce que, depuis vingt ans, il avait fait, dit ou écrit, tout ce qu'il était du moins par ce qu'il paraissait être, était en contradiction, comme soigneusement planifiée, avec une carrière politique tout court. Mais voilà qu'à point nommé cette « mauvaise réputation » joue strictement à l'inverse, que se dessine un profil unique pour une situation inédite, prévisible mais inattendue. Toute une somme d'handicaps et de côtés négatifs composent tout à coup une personnalité à polyvalences, toutes positives. Il apparaît l'idéale préfabrication humaine pour diriger un Canada en crise.

Automne 1965, les Libéraux fédéraux veulent avoir à tout prix, parmi leurs candidats de la prochaine élection, Jean Machand. Le prix à payer fut Pierre Elliott Trudeau. Il n'est pas entré par la petite porte ; il est entré par la fente de la porte ! Histoire à forte tension dramatique, parsemée de quelques incidents rocambolesques - et qu'on écrira peut-être un jour ! Hiver 1968, deux ans et demi plus tard, ce parti lui demande de bien vouloir lui faire l'insigne honneur de se porter candidat au leadership. Le 4 avril, le parti l'investira avec éclat et ferveur. Entre les deux dates, il s'est passé quelque chose et dans le parti et dans l'homme. Plus encore dans le parti que dans l'homme.

L'homme a toujours vécu sa vie d'après l'exigence du tout ou rien. Du tout : non pas être simplement fidèle à soi-même, mais se faire, puis rester soi-même ; dit rien, ne pas plus se préoccuper des conséquences pour soi-même que de sa dernière chemise ! Il a toujours eu toutes les espèces de moyens de se f... des conséquences ? Si l'on veut ; mais cet esprit de bravade n'excluait pas l'inquiétude, peut-être à certaines heures angoissante, que tout cela n'aboutisse pas à des oeuvres concrètes.

Une fois dans le parti, il n'a pas changé, comme député, secrétaire parlementaire, ministre. Il a simplement été en position de montrer qu'il pouvait être marquant ès qualités. Le parti, lui, a appris à le connaître par delà ses écrits passés et les signes

extérieurs de sa mauvaise réputation. Il a surtout perçu que Trudeau était un oiseau rare, hors de toutes catégories, qu'on ne pouvait donc à son sujet invoquer les critères courants. Le parti comprit qu'il devait, qu'il pouvait s'ajuster à Trudeau. Qu'il y avait, là, un fort risque à courir et pour le parti et pour le pays. Que ce risque valait d'être couru, que, pour le mieux ou le pire, il serait plus excitant à assumer que celui des Conservateurs qui venaient de miser sur un risque plus sûr.

Qu'avait-on à reprocher à Trudeau à l'automne 1965 ? Tout ! D'être un intellectuel, cette tare infamante dans les partis politiques nord-américains, sauf chez le N.P.D. D'avoir donc des idées peu ou pas populaires, de les avoir exprimées souvent à contre-courant et toujours à rebrousse-poil. D'avoir encore tel style de vie, d'arborer d'in vraisemblables modes vestimentaires, d'escorter en voitures-sports des blondes jamais les mêmes, de faire de bizarres voyages pour l'aventure ou l'épate, de donner l'image d'un playboy james bondisé ... Bref, on lui reprochait d'être lui-même. Mais être globalement et à ce point si peu conforme, ce peut être aussi du matériel pré-mythologique. Personne ne s'en rendait compte au début. Dans un milieu qui le considérait comme l'hétérogénéité en personne, ce que Trudeau fit pour se faire accepter en se montrant utile, tout simplement, devenait une première amorce, involontaire de part en part, pour la prise de possession d'un parti. Il était en train de devenir ce type qui, si la première chance lui est accordée, doit tout rafler !

Il y fallait, en outre, beaucoup de chance, en fait, une cascade de chances. Mais ne faut-il pas plutôt évoquer cet assez extraordinaire rendez-vous d'une Chance, objective et créée par d'autres, avec un Destin personnel, porté confusément mais s'explicitant tout à coup ? Cascade de chances ou Chance organisatrice d'un Destin que cette succession de faits qui auraient pu ne pas se produire ?

Par deux fois Marchand faillit se retirer à Cap Rouge, tant était épaisse l'opposition qu'on manifestait à la « troisième colombe » pour son admission dans le parti. Pearson aurait pu ne pas nommer Trudeau comme son secrétaire parlementaire, n'ayant ainsi pas la chance de le connaître intimement - et de réduire à leurs humaines proportions les choses abominables qu'il avait dites ou écrites contre lui et le parti libéral. Ministrable, Trudeau aurait pu diriger un autre département que celui de la justice et ne pas piloter en Chambre, avec la force et le doigté qu'il fallait, le fameux Bill Omnibus pour faire sauter les derniers tabous d'une société puritaine et janséniste sur (les sujets tabous par excellence. Pearson aurait pu annoncer sa démission avant ou assez longtemps après le moment où Trudeau commence, toujours à cause du fa-

meux Bill, à faire parler de lui, à devenir national figure. Marchand aurait pu ne pas se récuser dans la course au leadership, auquel cas Trudeau serait resté à l'écart. Les trois professeurs d'histoire de Toronto auraient pu ne pas lancer une pétition dans les milieux universitaires pour inciter Trudeau à poser sa candidature. Après le désistement de Marchand - alors que Trudeau exprimait son ahurissement : « Etes-vous sérieux ? » ... Une farce de journaliste ...- Pearson aurait pu ne pas donner son feu vert sur le caractère tout au moins plausible d'une telle candidature. L'intérêt qu'on commençait à porter à la candidature, hier encore invraisemblable, aurait pu n'être pas confirmé et multiplié s'il n'y avait pas eu la conférence constitutionnelle de février 1968, qui permit à Trudeau de s'affirmer et comme mainteneur du Canada et comme supervedette de l'ère électronique.

On reconstitue aujourd'hui l'enchaînement qui a la rigueur d'un scénario bien construit. Il fallait davantage : une extraordinaire qualité de présence, qui, sans le vouloir expressément, assume l'événement qui est fait d'une cascade d'occasions à saisir, et qui furent toutes saisies. Le reste de l'histoire, c'est-à-dire la course pour le leadership puis la campagne électorale, c'est en termes d'action planifiée, de manipulations d'opinions, de symbolique politique qu'il faudrait pouvoir la raconter. Nous avons tous été baignés par cette ambiance mythique, mythifiante. Le porteur dit mythe dégageait une extraordinaire puissance affective tout en continuant à faire appel, de façon sèche et parfois grinçante, à de froides valeurs de rationalité.

C'est cela qu'il faudrait pouvoir expliquer. Confirmation éclatante des thèses fondamentales de Mc Luhan ? Assez certainement. On aimait une image. Moins la façon dont elle se présentait, que sa manière de se laisser approprier - ce qui est plus que de l'assimilation. Le contenu, de froides valeurs de rationalité. Mais leur convoyeur, la chaleur humaine même : un sourire engageant, l'allant d'un champion sportif, et ce *something different* dans la plus conventionnelle des activités humaines, la politique.

Phénomène de juvénilité féminine ? Trop de faits de trudeumanie, de trudeauite, de trudeaulâtrie, de kissomanie, etc ... furent patents pour qu'on n'y voit pas un phénomène politique important. Ne serait-ce que pour fournir l'occasion aux citoyennes d'en parler entre elles, aux citoyens de s'interroger là-dessus... Ce ne sont pas des gamines qui ont élu Trudeau chef du parti libéral, puis premier ministre du Canada. Cela fait passablement de paroissiens et de paroissiennes en haut de 21 ans ! Ce n'est pas de charme, ni de séduction qu'il semble s'agir, même chez celles qui proclamaient « le charme fou ! » Non plus qu'à l'autre extrême, d'envoûtement ou de quelque sorcellerie

exercée par les charlatans de la publicité visuelle. Non, quelque chose de mitoyen plutôt, qui serait un étrange pouvoir de fascination. Il était avant tout dans le regard d'eurasiatique ... Il mobilisait deux sortes d'adhésions complémentaires. « *This guy* » - « ce gars-là » était à ce point, et à tous égards, nouveau qu'il en paraissait agréablement incongru en politique : première étape de l'adhésion. La seconde : « Ce gars-là », qui est peut-être la chance du Canada, mérite d'avoir l'occasion de le prouver. Après, on se réservera, démocratiquement.

Bien avant la montée spectaculaire de Trudeau, l'historien Kenneth McNaught voyait une identification entre le destin politique du Canada et le sien propre. Trudeau est lui-même trop intelligent et autocritique pour ne pas voir ce qu'il y a d'accablant dans un pareil défi à relever, comme ce qu'il y a de factice et de transitoire dans un phénomène qui le dépasse et dans lequel il n'aura donné que les quelques « coups de pouce » opportuns. L'homme d'État reste à surgir de tout cela. Il en a l'étoffe et la formation. La pire injure qu'on pourrait lui faire serait de le mettre en garde contre la duperie de sa mythologie. Comme par un instinct de conservation, il a réduit à l'avance les attentes-expectations que son involontaire charisme suscitait. Et cela tourne maintenant en rond, comme en circuit fermé : parce qu'il n'a rien promis ou si peu, qu'il n'a affirmé qu'un nouvel état d'esprit pour aborder les problèmes, qu'il se proclame un pragmatiste idéaliste, on ne voit guère en ces mises en garde, qui ressemblent à des objurgations, que la preuve qu'il n'est vraiment pas comme les autres ! Se trouve ainsi alimenté le mécanisme à deux étapes, déjà décrit, sur l'incongruité du personnage en politique et sur la chance à lui donner pour la chance même du Canada.

Il reste que c'est sur les résultats de son action politique qu'il sera jugé. Trudeau est le prototype vivant, en une écorce d'homme, de la dualité culturelle canadienne. Ce fut sa force, stratégique et globale, jusqu'à maintenant. D'elle peuvent découler beaucoup de faiblesses, tactiques et partielles, sur le plan de l'appréciation des événements. Sans qu'il y ait contribué autrement qu'en faisant, pour son propre compte, l'harmonie équilibrée et féconde de sa culture double, il se trouve à être porteur de deux types d'attentes non mutuellement incompatibles mais partiellement contraires. Il a dit clairement au Québec qu'il n'aura de spécial dans la Confédération que le profit à tirer comme « province pas comme les autres », mais se comportant, statutairement, comme les autres. Non moins clairement aux Canadiens anglophones de ne pas

voter pour lui s'ils s'attendent de le voir ramener le Québec à la raison en se montrant intraitable.

On n'est certes pas élu premier ministre du Canada pour présider à la liquidation de la Confédération, d'une part. Mais de l'autre, quand on est né Trudeau, à Montréal, et qu'on est représentant d'une circonscription québécoise, à l'heure où le Québec a des raisons objectives de se sentir gêné aux entournures dans l'ensemble canadien, on ne peut affronter ce problème que par la seule logique legaliste. D'ailleurs, on ne le lui a pas fait dire : « J'aurais été Canadien français d'adoption, si je ne l'avais déjà été de naissance ». Il y a deux choses à distinguer : le type de réaménagement constitutionnel à trouver et à appliquer ; la manière de contrer les prétentions estimées exorbitantes du Québec. Il tient le gros bout du bâton pour l'opération fondamentale. Mais il devra ne pas sembler se servir d'un bâton pour défendre son terrain. Cela veut dire que le premier ministre du Canada ne peut employer le même langage que l'essayiste de Cité Libre ou le paneliste de Radio-Canada. Cela veut aussi dire qu'il faut avoir l'élégance de la force qu'on a.

Si, dans le Québec depuis 1962, on se « pette les bretelles », s'il y a risque qu'on finisse par se « petter la gueule », c'est peut-être qu'on s'est rendu compte, enfin, qu'on avait des bretelles ! L'auteur du *Fédéralisme* et la *Société canadienne-française* était devenu passablement déphasé dans l'appréciation de l'évolution du Québec post 1960. A la charge d'émotivité parfois aveugle des courants nouveaux, il répondait par une contre-charge de rationalité pas plus perspicace. Or, la politique, comme toute vie qui va, ne se déroule pas aux deux extrêmes d'une émotivité s'exacerbant elle-même, ou d'une super-rationalité rarement ordinatrice des arrangements collectifs. Il y avait une terrible rationalité - historique - dans l'émotivité qu'il dénonçait. Sa véhémence rationalisante était elle-même imbibée d'émotivité, brouillant les perspectives réelles du paysage d'ensemble. Sa raideur, qui pourrait n'être que la continuité d'une pensée trop exclusivement logique, aura au moins permis de faire sortir du plan logomachique les fameuses aspirations constitutionnelles de beaucoup de Québécois qui se situent, sécuritairement, en deçà de l'option séparatiste. Mais, pour présider aux réaménagements qui s'imposent désormais, la logique de l'essayiste d'hier devra se transformer en une dialectique plus large de l'homme d'action, qui ne se contente plus de raisonner par l'absurde à partir de postulats univoques. Une dialectique, qui ne nierait pas un des contraires en une opposition caricaturale, mais qui les réintégrerait en synthèses elles-mêmes évolutives.

Et puis, il y a le ton et les formules à employer. On a souvent tort d'avoir trop raison. Il ne faut pas donner l'impression que ces problèmes vous « ennuiement élégamment » (René Lévesque dixit). Quels changements à faire dans les législations et dans les consciences collectives des divers groupes anglophones du Canada pour que les Canadiens français se sentent maîtres chez nous, désormais extensibles à tout le Canada ! En sa qualité de super-Canadien, Pierre Elliott Trudeau se trouve placé dans une unique circonstance historique pour faire crever, d'un côté comme de l'autre, toute une série d'ambiguïtés maintenant séculaires ... La relance du Canada nouveau est à ce prix initial. C'est ce qui rendra ensuite les accommodements, inévitables, plus supportables de part et d'autre.

Pierre Elliott aimera toujours lancer des boules de neige à Sir Wilfrid ou à Staline. Il devra aussi apprendre à en recevoir avec la sérénité de la statue qu'on lui édifiera plus tard. Car le premier de nos premiers ministres nés en ce siècle est d'ores et déjà le premier héros du Canada contemporain. Par lui, toute une jeunesse canadienne s'est mise à s'intéresser à la politique - fût-ce pour le dénoncer comme le vilain de l'histoire ! Ce presque quinquagénaire établit d'emblée un rapport de contemporanéité entre une jeunesse piaffante et une destinée collective à reformuler. On aime son dilettantisme de qualité qui lui a permis de se forger une personnalité capable d'assumer un destin inouï. On le croit sur parole quand il dit : « Je m'amuse beaucoup en politique » ... ou qu'il écrit : « Il ne faut pas chercher d'autre constante à ma pensée que celle de s'opposer aux idées reçues... et cela m'a conduit au pouvoir, - sans que je le voulusse vraiment et surtout sans que je m'y attendisse ». On aime dans son libéralisme sa propre liberté vécue : « Je n'ai jamais pu accepter de discipline, sauf celle que je m'imposais à moi-même, - et il fut un temps où je m'en imposais beaucoup ». On aime ses boutades. « Je suis à gauche, mais pas plus loin ». À Kitchener, pendant la campagne électorale, une dame lui demande à brûle-pourpoint : « Ma fille croit que vous, M. Trudeau, et Jacqueline Kennedy feriez un couple idéal. Qu'en pensez-vous ?- Je suis opposé à toute domination étrangère ! »

Il arrive au pouvoir au moment où la base de la pyramide des âges éclate. Ce sont des jeunes à travers le Canada, dont le père est de son âge, qui feront son avenir qui commence maintenant. Une jeune fille, à Winnipeg, a commis ce mot fantastique : « *It's more than Canada deserves !* - Le Canada ne mérite pas tant ! » Une tranche de la jeunesse québécoise inverserait la proposition : « Le Québec mériterait mieux ! » C'est à lui qu'est dévolue la responsabilité d'éviter l'affrontement éventuel de la jeu-

nesse du One Canada ! et de celle du Québec d'abord ! C'est toujours assez terrible quand une jeunesse dit sa déception à qui elle s'était assimilée ...

Pierre Elliott Trudeau, c'est encore la preuve qu'il ne faut jamais trop vouloir quelque chose pour l'obtenir ...

... qu'on a l'âge de sa bonne forme physique ou de ses artères, ainsi que de cette part d'adolescence dont on ne réussit pas à se dégager à l'âge mûr...

... que la tant célébrée expérience politique petit s'acquérir dans les livres...

... qu'un intellectuel canadien-français peut surmonter son inhibition culturelle d'origine en étant deux fois plus fort que celui d'une seule culture.

C'est enfin un libéral, qui veut faire l'économie des querelles non réglées du 19ième siècle pour lancer le Canada dans le 21ième siècle, alors que les nationalismes n'auront vraisemblablement plus la force propulsive historique qu'ils ont encore en notre siècle. S'il réussit - et il sait mieux que quiconque que rien n'est joué - il aura rendu caduques toutes les questions relatives aux One Nation, Deux Nations, multi-nationalité etc... S'il réussit, il aura été le premier homme d'État à appliquer avec succès une politique d'anticipation, qu'on pourrait presque qualifier de (political) science fiction, et qui serait une espèce de préfiguration des sociétés politiques des 22ième et 23ième siècles ...

Mais l'intermède décisif, c'est à lui, maintenant, de le composer et de le jouer.

Robert STANFIELD

[Retour à la table des matières](#)

La glace brûle. Le froid à ce point peut fumer. Comme la glace artificielle.

Un crâne en dôme, brachycéphale sous certains angles, dolichocéphale sous d'autres. Des buissons de sourcils surplombent les yeux, petits sous l'auvent des paupières épaisses. Fort nez, menton carré, bouche ordinaire. Une bonne tête d'Écossais. On l'imaginerait volontiers en chef de clan, portant le kilt, sur fond musical de cornemuse. Mais ce Canadien écossais semble plutôt s'être échappé de la fresque des Pères de la Confédération : il pourrait être un des non barbus qu'on ne reconnaît pas, ce qui exclut Sir John A. et George Étienne Cartier. Et pourtant avec quelque chose de moderne, peut-être parce qu'intemporel, fait d'une allure dégingandée à la Gary Cooper.

Mr Cool brûle, comme la glace. « Ils vont m'accepter comme je suis ou pas du tout ». Il n'est pas celui dont on pourrait triturer la public image. Il a laissé dire lorsqu'un publicitaire lyrique a lancé le surnom : « Honest Abe Lincoln of the East ». D'abord parce qu'il admire Lincoln comme Tupper et Laurier, Roosevelt et Stevenson ; ensuite parce qu'il savait que ça ne prendrait pas, pas plus que lorsqu'une agence de publicité avait fait le même rapprochement il y a dix ans au sujet de Dief - en inversant le point cardinal. Mais si les sorciers publicitaires tâtent de la familiarité - skipper par exemple - ils se verront rappeler à l'ordre, c'est-à-dire au silence. La banane à la télévision ? Inoffensif, involontaire. « D'ailleurs j'aime les bananes mais je leur préfère les pommes » - il y a plus de pommiers que de bananiers en Nouvelle-Écosse ! Sommé de dire ce qu'il pense de l'image politics par Peter Newman, qui lui rappelait que la sienne n'avait pas la réputation d'être très exciting, il répondit : « Je ne crois pas que personne ne soit vraiment très heureux de sa propre image. J'estime d'autre part, qu'est importante l'impression qu'un leader crée chez les citoyens. Je ne fais pas campagne et je n'aime pas faire campagne sur des questions de personnalité. »

Mr Cool brûle, mais pas à la façon de Diefenbaker qui flamboie ou de Trudeau qui réchauffe jusqu'au point d'ébullition. Il brûle d'un coup ; on sent la brûlure comme

une rapide incision. Ça suffit : on sent qu'il est là, sans émotions à fleur de peau, avec tout ce qu'il y a de plus correct même dans l'humour, d'une assurance tranquille, qui n'a pas plus à être courageuse qu'elle n'est susceptible de dépression. Il ne se propose pas, il propose. Il n'attaque pas, il discute. Il ne polémique pas, il analyse. Il ne force pas son talent, s'il fait peu de choses avec grâce. Il ne cherche pas à posséder. Mais il est des formes de détachement qui ressemblent à des prises de possession. Réflexion d'un camionneur de son Truro natal : « He's like God to folks down here ».

En politique fédérale, quelque chose nous échappe toujours sur elle-même et sur ceux qui la font. On doit toujours combler ses lacunes après des retards considérables. Il faudrait, en même temps qu'on s'y intéresse, connaître les politiques, changeantes, des dix provinces et les hommes qui les font changer. Pourquoi, fut-on surpris de l'émergence soudaine de Bob Stanfield ? Parce qu'on n'avait pas encore secoué le stéréotype de la Nouvelle-Ecosse dévolue comme féodalité au libéral Angus Macdonald. Son emprise y était aussi forte que celles de Smallwood, de Duplessis ou de Bennett dans leur province respective - la couleur en moins ! Or, si la couleur est absente des leaderships provinciaux, la public image ne vient pas jusqu'à nous. On n'apprend la force de ce leadership que par sa durée - c'est le cas de Robarts, comme celui de Stanfield. Le cas-limite, c'est évidemment Manning dont la durée est devenue le fondement et l'essence même d'un régime. Donc, le successeur d'Angus Macdonald n'avait pas la couleur des pachas de Terre-Neuve, Québec et B.C. On n'avait pas de raison de l'imaginer sur le trône du sultan.

Sauf Dalton Camp et... Bob Stanfield lui-même ! Il y a deux ans à peine, si l'on avait prédit que les Conservateurs fédéraux, faisant fi des malheureux précédents de Bracken et de Drew, s'apprêteraient à donner, comme successeur à Diefenbaker un premier ministre provincial, les paris se seraient ouverts entre Roblin, dauphin désigné, et l'étoile montante de Robarts. Quelques imprudents auraient lancé le nom de Stanfield, mais comme dark horse, en cas de désistement d'un des deux. Robarts se désista, mais Stanfield est tôt apparu un candidat beaucoup plus important qu'un coursier de relève. Dès le premier tour, il a largement distancé le favori Roblin, les anciens fédéraux Fulton et Hees, pour ne pas parler de Diefenbaker qui n'acceptait pas d'avoir « blanchi sous le harnais ». Comme d'habitude, les Conservateurs francophones du Québec firent une convention en retard, qui s'alignèrent sous Roblin, Fulton et Hees dont le français parlé était tellement meilleur ...

Nous ignorions à peu près tout de la carrière provinciale de Stanfield et, à travers elle, de l'homme qui la soutenait depuis vingt ans. Tout commence en 1945. Aux élections de cette année-là, les Conservateurs avaient été anéantis. - There were just too damn many Liberals around », se disent quelques Conservateurs, dont Bob Stanfield, qui vont s'employer à ressusciter le parti. Après trois ans, il faut un leader en titre au parti fantôme : « Je ne me voyais pas comme leader à ce moment-là. Et je ne pense pas que qui que ce soit d'autre ne se soit vu tel non plus ».

Mais Stanfield est un bon nom en politique provinciale. Le père, Franck, fut député et lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. Des oncles et d'autres membres de la famille plus éloignée avaient à diverses époques tâté de la politique néo-écossaise. Ce n'est pas forcément avoir la politique dans le sang, mais Bob Stanfield se trouvait marqué par son nom et avait le second avantage d'être indépendant de fortune. Les Stanfield avaient fait leur pécule familial dans une industrie de filature pour sous-vêtements d'hommes. Entreprise prospère à structures paternalistes, le syndicalisme y est féroceement rejeté par les employés eux-mêmes. Le diplômé de Dalhousie et de Harvard ne fait pas partie de l'administration de l'entreprise, n'ayant d'autre lien avec elle que la jouissance d'un important héritage de son père. Il est libre. Il sera chef des Conservateurs à partir de 1948.

Tout était à faire. Tout se fera en six ou sept ans. Victoire éclatante en 1956. D'autres suivent jusqu'à la plus sensationnelle, celle du printemps 1967 : les Conservateurs enlèvent 40 des 46 sièges ! On avait déjà commencé à parler de Robert Stanfield en dehors des Maritimes insulaires et péninsulaires. Le congrès du leadership conservateur viendrait tôt ou tard. Roblin avait perdu des plumes lors d'une élection précédente. Robarts, qui devait en appeler au peuple plus tard avec un succès déjà prévisible, était plus que réticent. Fulton, qui n'avait pas pu s'accrocher dans sa B.C. natale, n'apparaissait pas faire le poids, non plus que Hees, que les cercles intérieurs des Conservateurs fédéraux n'avaient jamais pris complètement au sérieux. Stanfield n'avait pas eu à prendre parti dans les révoltes de palais. Il n'était pas un principe de contradiction, plutôt un éventuel principe d'unité entre les éléments pro-Dief. et les effectifs plus nombreux de la rébellion anti-Dief. Il avait encore un autre avantage tactique : Dalton Camp. Le publicitaire de Toronto et président du parti avait été le planificateur de ses sensationnelles victoires en Nouvelle-Ecosse. Bob Stanfield présentait une remarquable fiche de vote-getter, et une autre aussi impressionnante de leader provin-

cial who gets the things done, ce qui est le suprême hommage. Il pouvait chausser les deux échasses de la renommée politique trans-canadienne.

Et tout cela éclatait à point nommé. Il sait bien qu'il n'a pas le charisme, décourage les collaborateurs zélés qui jonglent avec l'idée de lui en plaquer un. Il dit se contenter du seul don qu'il se reconnaît : il est celui qu'on croit, mais davantage selon la nuance importante de believability que de credibility. « Par ma façon de faire un discours les gens savent que je ne cherche pas à les impressionner. Ainsi, je dois dire la vérité ». Il aime la musique, les roses et les bananes : ça suffira pour la légende. À l'occasion, il l'assaisonnera d'une remarque humoristique. À un représentant du consortium international United Fruit, qui lui décernait un diplôme pour avoir contribué à la promotion de l'industrie bananière, il répondit : « Je ne veux pas paraître pin-gre, mais un chèque aurait été beaucoup plus apprécié ».

La vanité et Stanfield ne se sont jamais rencontrés. Il possède la modestie de ceux qui savent se plaisanter avec esprit. Quelques mois après son accession au leadership, les sondages Gallup indiquent un indice de popularité inattendu. Commentaire devant son état-major : « Croyez-vous que je devrais me retirer alors que je suis encore en tête ? » Son esprit, qui ne cherche pas à être finaud, sait être fin quand il s'agit de désamorcer une bombe. Un jour, un fan de Diefenbaker fait une contre-offensive inattendue contre ceux qui ont déboulonné son idole. L'explosion virtuelle est étouffée par cette seule remarque du nouveau leader : « Bah ! je ne crois pas qu'il y ait eu attaque contre qui que ce soit, par qui que ce soit. On a voulu être gentil à mon égard, c'est tout ».

Deux tâches majeures attendaient le nouveau leader conservateur : réunir les deux grandes factions du parti, qui recouvrent plus ou moins mal beaucoup de frictions de personnalités et de solidarités régionales ; renouer avec le Canada français qui, après le baiser Lamourette à Diefenbaker en 1958, retournait à sa bouderie de plus d'un demi-siècle. Il réussit assez bien dans la première tâche. Par désintéressement et doigté, il sut profiter de sa qualité d'outsider pour rallier ceux qui n'étaient pas figés dans leur rancune. Aux autres, il fit de pressantes remontrances qui n'avaient rien de dictatorial. Il sut s'accommoder de ce caillou dans son soulier qu'était devenu un Diefenbaker obstiné à ne pas quitter l'avant-scène et nourrissant l'espoir chimérique de quelque revanche contre le sort - dont le vieux « lion des Prairies » donnera, le soir de l'élection de juin 1968, un petit échantillon devant les caméras de la télévision...

Stanfield perdit l'élection. Il se trouvait devant un adversaire imbattable en juin 1968 : comme Drew devant Saint-Laurent en 1953, comme Pearson devant le Diefenbaker de 1958. Il y aura d'autres manches. Au Parlement, dans les Commissions, il a cette rare qualité - intraduisible en français - d'être un sharp cross-examiner. Les circonstances changeant, il pourrait bien apparaître plus redoutable et astucieux campaigner qu'il n'a pu le montrer. La partie qui lui fut imposée, il a dû la jouer en dessous de ses moyens.

Une défaite sur le plan canadien aurait pu être compensée par une demi-réconciliation avec le Québec. Mais il a achoppé lamentablement comme Drew et le Diefenbaker des pires années. Il était pourtant bien disposé envers le Québec ; dans le sillage de Marcel Faribault, il pouvait compter sur cinq ou six gros candidats, phénomène qu'on n'avait pas vu depuis l'époque de Bennett. A certains moments de la campagne, il apparaissait comme le défenseur du Canada français devant un adversaire qui semblait manier la trique de la discipline. Il reconnaissait volontiers que « nous, Canadiens anglophones, sommes enclins à réagir de façon émotive » devant la question du Québec et ne prétendait pas détenir de « solution magique au problème des relations entre Canadiens français et Canadiens anglais. Tout ce dont je puis vous assurer est que je m'y dévouerai entièrement et que je serai ouvert à toutes les propositions ». Il dépassait la déclaration d'intentions généreuses.

Il n'éludait pas le fond du problème devant des auditoires anglophones : « Nous ne pouvons pas exiger de nos compatriotes de langue française d'être des Canadiens quelque peu plus enthousiastes, si nous leur disons aussi qu'en pratique ils ne peuvent pas développer leur langue et leur culture, sauf à l'intérieur des frontières du Québec. » Les discussions juridiques autour du thème des deux nations par Marcel Faribault, les diverses mises au point sur le statut de celui-ci auprès du chef de parti ont épaissi quelque ambiance d'ambiguïté dont les Conservateurs ont pâti. Il ne reste plus qu'à espérer qu'il y ait une nouvelle dernière chance pour que les Québécois ne deviennent pas orphelins à Ottawa aussitôt que la tendance nationale cesse d'être favorable aux Libéraux.

Robert Stanfield, lorsqu'il parle, fait penser à un pasteur anglican comme on les imagine dans les films d'Hollywood. Tout est réfléchi, mâché. Sérieux et inattaquable. Il ne prend pas de risques inutiles. On sent qu'il préfère avant tout n'avoir pas à se dédire : il n'est pas vite ; il tourne sa langue sept fois avant de parler. Jusqu'à maintenant, il a été surtout *reliable*. Peut-être devra-t-il apprendre à moins cacher l'astuce

qu'on lui prête ? À devenir quelque peu plus vif ? Sous Trudeau, tout risque d'évoluer très, très vite !

Thomas DOUGLAS

[Retour à la table des matières](#)

L'homme apparaît minuscule sous une tête d'écureuil aux yeux pétillants de finesse : la barre des lunettes surplombe l'horizontalité des dents fortes comme s'apprêtant à ronger ; son toupet bouclé, encore abondant pour un sexagénaire, lui tiendrait lieu de queue panachée pour se grandir. Par association, on penserait encore à un Riquet à la houppe de notre politique.

Si le Parlement comme la digne Académie française, décernait un prix de vertu, il en serait le premier lauréat. C'est un juste, un pur, un croyant : « Nous nous acheminons quotidiennement vers la victoire ultime de la justice sociale au Canada. Elle est aussi inévitable que le lever du soleil, demain matin. » Mais, comme dans le conte de Perrault ou « l'amour est aveugle », les électeurs canadiens passent à côté du parti qui les aime le plus.

Le Nouveau Parti Démocratique a ranimé le C.C.F. vieillissant plus qu'il n'a relancé un éventuel grand parti. Il maintient, pourtant, en l'ayant quelque peu renouvelée, une tradition nécessaire à notre politique : celle d'un socialisme humaniste, non ou peu doctrinaire, aiguillon idéaliste aux flancs des deux grands partis. Ces Libéraux pressés sont la bonne conscience d'éléments progressistes, candidats et électeurs, qui prati-queraient l'abstention électorale, comme ils sont la mauvaise conscience de Libéraux moins pressés - ou plus pressés de faire quelque chose d'un pouvoir accessible ! À double titre, nos socialistes sont utiles, même s'ils ne semblent pas pouvoir faire la grande trouée que promettait l'éloquence officielle du congrès de fondation de 1961.

Ils s'étaient alors donné comme leader le premier chef socialiste à avoir réussi de façon continue en Amérique du Nord : pendant 17 ans, Douglas avait dirigé un gouvernement C.C.F. en Saskatchewan. Une bonne foi socialiste plus une belle humeur

malicieuse, s'ajoutant à un record aussi exclusif, étaient les garants du succès attendu - si succès il devait y avoir. Il est encore à venir. Concentrant les efforts de son parti dans quelques circonscriptions stratégiques lors de la dernière élection, Douglas a laissé tomber la métaphore ampoulée : « Vous êtes la marée que rien ne peut arrêter. » Il se contente d'aspirer désormais à n'être, avec son groupe, que la voix qui ne crie pas tout-à-fait dans le désert puisque les idées du parti continuent d'être piratées par les vieilles formations.

Tommy n'avait que six ans lorsque ses parents émigrèrent de l'Ecosse natale en 1910. Après un rapatriement durant la première guerre mondiale, il revint définitivement au Canada en 1918, à l'âge de 14 ans. Etudes à Brandon College, puis à Mac-Master et finalement à l'Université de Chicago. Sans négliger des études plus austères, il y manifeste des dons pour le théâtre et l'art oratoire, décrochant en chaque matière des premiers prix. Son idéalisme profond ne l'incite pas d'abord à se lancer dans la bousculade politique. Il se fait d'abord homme d'église. Le pasteur (baptiste) Douglas accepte une cure à Weyburn en Saskatchewan en 1930. Il n'a que 26 ans au début des *angry thirties*. Quatre ans plus tard, au plus creux des années grises, il se présente - mais sans succès - aux élections provinciales comme candidat du parti agricole-ouvrier. L'année suivante, sous l'étiquette du nouveau C.C.F., créé à Regina en 1933, il est de la première fournée des élus socialistes fédéraux que dirige Woodsworth. Il y siègera pendant neuf ans jusqu'au moment où on le sollicite d'accepter le leadership du parti provincial de la Saskatchewan.

Pour son coup d'essai, c'est un coup de maître : il prend le pouvoir en 1944, le conserve pendant 17 ans. Il donne son premier gouvernement socialiste à l'Amérique du Nord. Dans une province à structures socio-économiques agraires, tout à côté des deux provinces créditistes de l'Alberta puis de la Colombie-Britannique, la preuve est faite de la déviance des provinces de l'Ouest qui donnent leur chance aux tiers-partis devant les carences et même l'ineptie des formations traditionnelles. Pas plus que le Social Credit, le Cooperative Commonwealth Federation n'accédera à l'existence nationale, ou plutôt pancanadienne : des *splinter parties*, comme on dit encore. Avant même l'ouragan Diefenbaker de 1958, la C.C.F. sentait le besoin de se refaire en élargissant sa base, en rafraîchissant sa doctrine, en opérant sa jonction avec les forces syndicales. Ce fut une longue, pénible gestation que celle du N.P.D.

L'optimisme de commande des 1800 participants du congrès de fondation recouvrait mal une inquiétude fondamentale sur un avenir moins prometteur qu'on l'affir-

mait. On comptait beaucoup sur l'idéalisme sincère et les dons oratoires du nouveau leader, qui, en 1944, avait enlevé la forteresse de la Saskatchewan et l'avait tenue depuis. Il ne s'agissait que de répéter l'opération sur un champ de bataille plus vaste. Mais à l'élection de 1962, le nouveau leader n'avait réussi qu'à faire élire 19 députés tandis que l'ancien homme fort de la politique provinciale essuyait lui-même une cuisante défaite dans sa ville de Regina. Le parti et les Communes ne pouvaient se priver d'un parlementaire de cette importance et de cette classe. Un collègue heureux, le député de Burnaby Coquitlan, démissionna pour lui faire place. À l'élection complémentaire qui suit, il est élu député de cette circonscription de la Colombie-Britannique.

Léger recul à l'élection de 1963 : perte de deux sièges, à moitié compensée par un gain à une élection partielle subséquente, 18 au lieu de 19. A ces deux déceptions s'ajoutera celle de l'élection, une fois de plus anticipée, de novembre 1965 qui ne fit que des perdants. Le NPD dut se contenter de n'enlever que 21 sièges. L'enthousiasme était pourtant grand dans les mois précédant la bataille. L'organisation était mieux étoffée au moins au niveau central ; la caisse, grâce à l'apport des contributions syndicales, avait quintuplé. Le parti gardait toute sa raison d'être même si les Libéraux continuaient à lui voler son programme, pièce à pièce, car ils « ne nous ont ravi que les programmes périphériques. Ils n'ont pas abordé les problèmes fondamentaux ». Aussi, « nous visons cette fois à réussir la grande percée et à remplacer l'opposition officielle, le parti progressiste-conservateur. Si cela arrive, il est tout probable que les partis traditionnels se coaliseront ; alors nous serons vraiment revenus au régime des deux partis. » Après l'élection de 1968, on est encore assez loin du compte. Chaque parti aurait pu faire sien le slogan : « Let's get the economy rolling ».

On peut se demander quel sort le corps électoral aurait fait à un Tommy Douglas à la tête d'une formation à plus vaste infrastructure. C'est peut-être trop de parler de son charme ou de son magnétisme. Mais même cette mauvaise langue de Peter Newman ne put s'empêcher d'écrire que sa personnalité « unit dans de séduisantes proportions la pétillante familiarité du commis aux merceries dans le grand magasin d'une petite ville à l'épuisant enthousiasme du professeur d'histoire universelle d'école normale baptiste ». Le common man chez lui coexiste avec l'intellectuel à la dialectique plus volontiers ironique que dévastatrice. Dans ce parti qui compte deux ou trois fois plus d'universitaires que tous les autres partis réunis, il n'est pas celui qui comprend

moins et moins vite. Mais, pas plus que son état-major ou ses partisans, il n'est en possession d'un avenir que bouchent des masses d'inertie.

L'idée socialiste est d'une acclimatation difficile en cette société préopulente ou postindustrielle d'Amérique du Nord. Elle se trouve devant un dilemme. Ou de se durcir en se radicalisant - c'est un langage de dangereux martiens (maintenant qu'on ne peut plus brandir l'épouvantail communiste). Ou de se diluer en planification, socialisation graduelle et partielle - c'est un langage superflu que parlent les deux autres partis (moins fort au pouvoir que dans l'opposition, il est vrai). Au sujet du conflit bi-ethnique, le NPD réclame à la fois un gouvernement central fort et la nécessité de donner au Québec un statut propre, pour ne pas dire particulier ou spécial. En fait, on semble n'avoir consenti que du bout des lèvres à la thèse des deux nations par une transformation radicale du Sénat, qui rendrait l'inutile seconde Chambre protectrice de la dualité ethnique du pays. M. Cliche se trouve auprès de M. Douglas dans le même rapport que M. Faribault auprès de M. Stanfield.

Un bon mot de Douglas vaut d'être retenu, qu'on pourrait transposer au rôle de réacteur qu'il joue envers le parti libéral. Il était alors premier ministre de sa province. Un contradicteur peu élégant le trouvait trop petit pour la fonction.

- « Je pourrais l'avaler », dit-il avec une ferveur anthro-pophragique.

- « S'il m'avalait, il aurait beaucoup plus de cerveau dans l'estomac qu'il n'en a dans la tête ».

Réal CAOUETTE

[Retour à la table des matières](#)

C'est un vendeur. Pas n'importe lequel : il vendrait des réfrigérateurs aux Esquimaux ou des chauffeuses aux Noirs d'Afrique équatoriale. Agent d'assurances, il vendrait un million dans les premiers trois mois. Grand maître de la pression sale, il en aurait montré à MM. Barnum et Camilien Houde eux-mêmes. Il n'est pas seulement puissant, il est la puissance d'un dynamo qui refait son énergie en la dépensant. Il est inusable.

Il n'est pas de la race des fonceurs, des nerveux, des irascibles, des agressifs. Il se répand, comme le robinet. Il n'est jamais tendu mais toujours intense. Sa force n'est pas de toujours toucher mais de frapper avec la régularité du métronome. Ce n'est pas un archer ou un franc-tireur embusqué : c'est un marteau-pilon. Un marteau-pilon extrêmement précis qui casserait la coquille en laissant la noix intacte. On ne lui résiste pas. Pour lui échapper, il faut ne pas être dans le secteur.

Il est tellement fort, le sait, qu'il n'a même pas la faiblesse du cabotinage, péché mignon de toutes les vedettes. C'est une force de la nature, à condition de bien avoir à l'esprit que la nature en question est celle de *l'homo creditistus*. Il est l'*angry young man* de la deuxième génération de cette espèce qu'il a tirée de l'existence souterraine. Il est vite ! Mais la vitesse n'a d'intérêt pour lui que comme compression inattendue de la force. Son record de vol supersonique le grise moins que l'impressionne d'être la locomotive qui tire le train.

Super *homo creditistus*, il a les qualités psychologiques de l'espèce humaine courante, indifférenciée. Il sait être humain. Il chante le Ptit Bonheur aux Couche-Tard avec la gentillesse d'une vedette en vacances. Il a cette fausse froideur de ceux qui déclenchent des réflexes affectifs. Qui n'est pas *homo creditistus* ne peut pas comprendre. « Si vous pouviez vous entendre avec Réal... », dit-on avec peine à M. Jean Marchand. Il est « Réal ». Il commande la confiance intimiste, tout super *homo creditistus* qu'il soit. Un doctrinaire de la pourriture socialiste, David Lewis, a dû lui

concéder qu'il était un « démagogue charmant ». il ne laisse pas prise à la caricature comme le Prophète Louis ou la Papesse Gilberte. C'est en vain que, dans La Presse, Normand Hudon charge pour lui composer une gueule sinistre. Il est rassurant comme l'ancien secrétaire-trésorier de la Chambre de Commerce des Jeunes de votre patelin.

On l'a déjà accusé d'être volontiers mal embouché. C'est qu'il est direct. Il ne perd jamais le contact. La logique verbale de Raymond Devos est inexistante à côté de la sienne. Jongler avec les mots est enfantin. Jongler avec les idées, voilà le grand art. Il jongle avec les idées - toujours les mêmes -, mises en forme d'axiomes - toujours les mêmes. Cinq ou six axiomes suffisent à assurer un renouvellement perpétuel. Les axiomes s'intervertissent entre eux : il faut savoir quand harponner par l'axiome cinquième, ou premier ou troisième, confirmer la prise avec l'axiome quatrième, enlever la proie avec l'axiome deuxième. Ou l'inverse, ou l'une ou l'autre des combinaisons quasi indéfinies. Mais le renouvellement est encore assuré à un deuxième degré : chaque axiome peut être accroché par la fin, le début, ou le milieu : autant de mots, autant d'axiomes, autant d'idées. Disant toujours la même chose, elle ne sera jamais dite de la même façon. La Vérité passe en mouvement perpétuel. Et le dynamo est inusable.

« Y parle t'y ben ! Y leur a t'y donné ça ! » « Leur », selon le contexte, représente : les socialistes ou communistes (bien entretenir la confusion), les « vieux partis », les banquiers et les capitalistes, les « gars d'Ottawa », les chefs syndicalistes (bien distinguer des « bons » syndiqués), les intellectuels (tous « pseudo »...). Mais quand il parle - c'est un euphémisme car il est à tout coup dévastateur -, quand il déferle donc, il n'a pas la démagogie des origines. Il n'entretient pas le culte du self-made man, ce qui est capitaliste, matérialiste et non créditiste. Parti de peu, il n'a pas senti le besoin d'apprendre des « mauvaises manières » qu'il n'avait pas d'instinct. Il est fait Monsieur distingué, mise soignée mais sobre, cheveux impeccables, la manchette avantageuse.

« Réal » est sincère. Il dit toujours quelque chose. Il ne fait pas de bavardage à vide comme Camilien (« Ma ville... ») ou Duplessis qui n'a jamais dit que deux choses (« Ravoir notre butin » et la nécessité de l'autorité et du travail). Il ne commettrait pas cette bourde : « La santé, c'est la meilleure assurance-santé », mais il dira « Je ne suis pas contre l'assurance-chômage, je veux la rendre inutile ». On a déjà dit qu'il était un « ignorant intelligent ». C'est le sous-estimer. D'abord les rues en sont pleines d'ignorants intelligents. Ça ne les distinguerait pas. Les choses qu'il sait, il les sait avec tel-

lement de conviction et les communique avec tellement d'intensité que ça lui donne l'intelligence naturelle de sembler connaître toutes les autres choses. C'est peut-être ça, le petit mystère du leadership.

« Réal » est sincère. Il vire-volte ; mais il n'esquive jamais. Les coups ne portent pas contre lui. Son univers mental le met à l'abri des pièges de la dialectique. Il a réponse à tout parce qu'il a déjà répondu à tout dans son esprit. Selon le peu de l'intervention des axiomes, il a, prêtes, les mille réponses aux mille objections possibles (voir le troisième paragraphe plus haut). Comme il n'hésite jamais, n'est jamais embarrassé, sa sincérité est sans faille visible. Il n'a pas la sincérité laborieuse et les procédés navrants du politicien classique.

Quand il décolle de la réalité, c'est en enlevant un paquet de réalités incontestables. Et tout le monde a la certitude qu'on continuera à évoluer dans un monde de réalités. C'est tout comme si le décollage n'avait pas eu lieu. Ce sont les autres qui sont dans les nuages, ne savent pas le prix de la « personne humaine », ou ne se sont pas donnés la peine d'apprendre le crédit social. Ça explique tout.

« Le peuple », ce n'est pas quelqu'un avec qui l'on assimile, c'est quelqu'un à qui parler. Comme avec les anciens condisciples du Collège de Victoriaville. « Je n'ai rien contre les intellectuels non plus (écrivez ça dans le Magazine Maclean). Je leur reproche de flotter dans les nuages et de ne pas connaître le peuple. Le N.P.D. et tous ces gars, ils descendent d'en haut pour parler au peuple et s'imaginent que le peuple ne s'en aperçoit pas. Moi, je fais le contraire » (septembre 1962).

Pédagogue, il aurait pu être vulgarisateur génial comme René Lévesque à Point de Mire. Il peut faire tout passer. Il crève l'écran. Il est là. Il possède. Nul ne peut prétendre connaître Réal Caouette s'il ne l'a pas vu au moins quelques semaines à ses quarts d'heures hebdomadaires. C'est une « bête à télévision ». Sans télévision, il n'y aurait pas de Réal Caouette, il n'y aurait pas eu le 18 juin que nous connaissons. Comme on le dit en langage du métier au théâtre ou au cinéma, c'est « une nature ».

Sincère, « Réal » est courageux. Un auditoire n'est pas antagoniste. Si le climat est un peu amical, le challenge est plus stimulant. M. Johnson évite un auditoire d'étudiants. « Réal » y va. Et même à Toronto (après l'admission que ses héros politiques étaient Hitler et Mussolini). Il sait bien qu'en une seule fois, il ne pourra pas vendre le crédit social. Mais il sait qu'il enlèvera au moins quelque chose. Au minimum, une

révision du personnage imbécilement croque-mitaine qu'on essaie de lui fabriquer. En aucune occasion, il ne fut complètement perdant.

S'il était moins sincère, il serait habile. Il ne ranimerait pas le souvenir de notre anticonscriptionnisme à « la dernière » ; il se tairait sur son admiration réelle pour Hitler et Mussolini. Quand on est une figure nationale, un instinct d'autoconservation devrait jouer. Pensez-vous ? La marque sociale première d'un *homo creditistus* est de dire ce qu'il pense. Et il pense ! Un pays riche comme le Canada, qui ne nourrit pas ses chômeurs, ne mérite pas qu'on le défende. Hitler et Mussolini avaient du bon. Alors pourquoi ne pas le dire si on le pense ? Si on le pense c'est que c'est vrai. Contrairement à l'homo politicus du type courant et décadent, l'homo creditistus croit que « toute vérité est bonne à dire ».

Du fascisme ? Allons donc, le Crédit social est pour « la personne humaine ». Les « pèlerins d'un monde meilleur » (Vers Demain, bien entendu) attachent peu d'importance aux accidents historiques. Ce n'est pas leur faute si Hitler et Mussolini ont mal tourné. « J'admire les qualités de leader de Mussolini et je regrette qu'il ait été fasciste. J'admire chez Hitler ses réformes économiques et je constate qu'il avait sorti son peuple de la misère. Je regrette qu'il ait employé, pour la guerre au lieu de la paix, les idées qu'il avait » (Le Magazine Maclean, septembre 1962).

« ... les idées qu'il avait... » C'est grave pour vous et pour moi : c'est grave pour nous, car, ne serait-ce que pour cette « idée-là », nous croyons que les juifs sont des « personnes humaines », en aucun cas « inutiles ». C'est gênant pour « Réal » au niveau des co-leaderships entremêlés : M. Thompson le lui aurait fait comprendre. Mais pour l'homo creditistus de bonne souche ? Aucune importance. Rappelons-nous : avant et même pendant la guerre, que discussions-nous dans nos collèges ? De la juiverie internationale (ouvrage recommandé : Protocoles des Sages de Sion), de la franc-maçonnerie, des avantages respectifs du totalitarisme et de la démocratie - et celle-ci en prenait un coup ! On discutait, bien entendu, aussi des sujets littéraires ou patriotiques ; mais les premiers sujets faisaient les grands soirs.

L'homo creditistus de la deuxième génération est une espèce arrêtée sur bien des points au legs moral de la première. Ce n'est pas l'actualité qui le rafraîchit, il fait maintenant l'actualité. Car il est au pouvoir. Et le super homocreditistus, « Réal », dirige la phalange. C'est la grande vedette canadienne de 1962.

Le « gars nommé Réal Caouette » est un homme dangereux. D'autant plus qu'il n'a pas de vis-à-vis.

.....

Qu'ajouter à ce portrait écrit en décembre 1962, publié dans Le Devoir du début janvier 1963, et reproduit dans mon Du Duplessisme au Johnsonisme (Editions Parti Pris, 1967) ?

D'abord les faits nouveaux. A l'élection d'avril 1963, les caouettistes perdirent quelques sièges mais ils obtinrent un plus grand nombre de suffrages dans le Québec. A celle de novembre 1965, leurs effectifs parlementaires diminuèrent de moitié. Enfin, à celle de juin 1968, les caouettistes opérèrent une remontée en obtenant une quinzaine de sièges. C'est encore assez loin de la marque des 26 députés de 1962. Mais l'emprise créditiste sur le Québec semble aussi tenace que l'empreinte du sous-développement dans certaines régions. Comme dirait Caouette avec l'accent d'Ottawa, the créditistes are here to stay !

L'homme, lui-même, semble plus confiant et à l'aise que jamais. Il est délesté du co-leadership de Thompson et de l'assistant-leadership de Grégoire. Il a su démontrer qu'il a un sens de la responsabilité dans des régimes de gouvernement minoritaire. Il n'a pas abusé de sa fameuse « balance du pouvoir ». On lui en a su gré dans les grands partis, et presque autant au N.P.D.

Maintenant qu'il ne peut plus brandir cette arme de sa sagesse parlementaire, il n'est pas toutefois démuni. Il continuera d'être le haut-parleur d'une voix du refus. D'une voix du refus qui inquiétera la fausse bonne conscience de ceux qui, au pouvoir ou dans l'opposition, sont mieux politiquement et intellectuellement nantis.

Et lui, Réal Caouette, il ne s'arrêtera pas tant qu'il ne sera pas allé au bout de sa fusée ! Ce qui peut durer longtemps car il s'est maintenant placé en orbite...

QUELQUES-UNS DE CEUX QUI COMPTENT

John Diefenbaker

Jamais peut-être une carrière n'aura tant ressemblé à une personnalité : en dents de scie. Les plus hautes aspérités, les plus profonds creux ; quelques pointes aiguës après une succession de courbes en dépression surtout au début d'une carrière qui n'en finissait plus de ne pas démarrer. Trente ans de la frustration de l'éternel perdant avant l'heure, enfin arrachée au destin, du plus éclatant succès de l'histoire électorale canadienne. Puis, le déclin sera presque aussi rapide qu'avait été vertigineuse l'ascension. C'était assez pour devenir un personnage historique de son vivant, mais qui, par malheur pour lui, ne saura précisément pas sortir de l'histoire. Elle avait cessé d'être son histoire : évidence insoutenable. Les séquelles d'une légende vivante, plutôt que de le prolonger en le portant, grignotaient au jour le jour le personnage, enfin réduit à l'état d'anachronisme encombrant. Le plus grand acteur de la politique canadienne, peut-être parce que le plus sincère, aura eu la lamentable sortie du cabot se refusant d'entendre les murmures annonciateurs des huées rageuses.

C'est à se demander quand une telle obstination devient le plus pathétique : à la phase des interminables commencements ou à celle de la déchéance accélérée. Autant Pearson, qui n'aspirait pas à devenir premier ministre ni même ministre, fut conditionné et, à l'heure de la grande décision, presque poussé par les circonstances, autant Diefenbaker les aura forcées toute sa vie jusqu'au point où, le sommet atteint, elles craqueront, le casseront lui-même à la fin. Au lieu d'admettre la flagrante cassure, il se réfugiera dans sa légende, désormais sans scintillement. Menant un combat perdu d'avance contre sa propre arrière-garde, il défiera l'heure de l'humiliation ultime : « On prédit ma disparition depuis 40 ans. Après ma troisième défaite, il y a quelques années, Mackenzie King avait écrit dans son journal qu'enfin on n'entendrait plus parler de Diefenbaker. Pourtant je suis devenu premier ministre et pourtant je suis encore là ». C'était en juillet 1967.

Deux mois plus tard, le leader démissionné de son propre parti ne recueillit qu'une pauvre cinquième place au premier scrutin pour l'élection d'un nouveau leader. Sa légende, que s'était employé à ranimer le Youth-for-Dief-Group, ne suffisait plus à mâter la progressive mutinerie du gros des troupes. Ce n'était pas assez. A l'âge de la retraite, qui eut pu être glorieuse par ses titres et qu'on aurait volontiers magnifiée pour une belle sortie, il ne lâche pas. Il s'accroche. Dégalonné, il reprend le service comme un vieux grognard de l'Empire. Tout le monde est médusé, sauf lui. Il n'admettra jamais d'être devenu une nuisance pour le corps de la troupe. Pour être rappelé d'exil, Aristide le Juste avait dû partir ; et c'est l'ostracisateur Thémistocle qui mourra en avril infâmant chez les Perses ...

L'Homme des Prairies était pourtant né en Ontario en 1895. Contrairement à la croyance commune, le premier des chefs de gouvernement canadiens à n'être pas de descendance britannique et française avait quatre générations d'ancêtres remontant à l'époque de la colonisation de lord Selkirk. Il n'était qu'un gamin lorsque ses parents s'installèrent en Saskatchewan. Dès son temps de collège, il est membre du Conservative Club. Toute sa vie, il pratiquera, avec une ferveur ininterrompue, croissante même, le culte exclusif de « Sir John A », au milieu d'icônes du grand homme pieusement rassemblées. De grande taille, ce qui ne lui déplaira pas - rapport à Lincoln -, il a l'oeil fulminant comme Moïse descendant le Sinaï. Son énergie concentrée ne demande qu'à se répandre en style oratoire flamboyant. C'est l'épithète qui vient naturellement sous la plume (les commentateurs, antagonistes ou favorables. Le jeune avocat se fait tôt une réputation de pénaliste de classe dans tout l'Ouest. Il gardera toujours dans la vie publique ce ton accusateur de procureur de la Couronne, plus attentif à l'effet produit sur les jurés - le corps électoral - qu'à amener à quia les Libéraux, ces invraisemblables adversaires, les autres ne comptant pas.

En 1925, il se lance dans la politique à l'âge de 30 ans : c'est le premier d'une série de déboires électoraux. L'année suivante, c'est nul autre que Mackenzie King qu'affronte le jeune politicien. Sa carrière d'avocat, maintenant florissante, le console pendant quelques années de ce double échec. Il change d'arène un temps. Il se fait à nouveau battre aux élections provinciales de la Saskatchewan en 1929, puis en 1934. En 1938, c'est une plus cuisante défaite puisqu'il était depuis deux ans chef du parti conservateur de sa province.

Fait bizarre, il faillit n'être jamais député fédéral ! Cette même année, plutôt dégoûté, et pour cause, de la politique après ces cinq échecs successifs, on lui offre une

candidature fédérale dans Lake Centre. Choisi, il remercie, se récite, puis s'en va au grand soulagement, du reste, de sa première femme, Edna. A la sortie, il est arrêté par un de ces importuns, à l'aguet d'une consultation juridique gratuite ! Il acquiesce avec complaisance. Quelques minutes passent : il y avait confusion dans la salle ; on le réclamait. C'est alors l'élection à l'unanimité. Il se fait faire douce violence. Le candidat progressiste-conservateur arrache de justesse le siège de Lake Centre en 1940. Le vent avait tourné. Aux consultations subséquentes de 1945 et de 1949, il triplera sa majorité de l'élection précédente. Dans Prince Albert en 1953, il renverse une majorité adverse de 9,000 voix pour obtenir une pluralité confortable de 3,000 suffrages. Délectable revanche clans son comté qui l'avait d'abord rejeté en 1925 et 1926.

Mais on n'est pas Diefenbaker pour se contenter longtemps de l'étiquette « membre influent du parti ... » Seul le leadership est à sa mesure. Ce n'est pas l'opinion de la majorité des membres de la convention conservatrice, qui lui préfèrent John Bracken en 1942 : il n'était alors député que depuis deux ans. En 1948, George Drew est élu contre lui. C'est une veine d'être dans un parti qui fait une telle consommation de leaders ! Une nouvelle succession s'ouvre en 1956. Et cette fois-ci, le laissé pour compte (le 1942 et 1948 l'emporte. Comme quoi la vertu, en l'occurrence l'obstination, est toujours récompensée. C'est d'autant plus notable qu'il ne reçoit à peu près aucun appui des délégués québécois, M. Balcer et son groupe quittant avec ostentation la salle. Manion, Bracken, Drew n'avaient pas réussi à amadouer ce Québec récalcitrant. On s'en passera à l'élection fédérale de 1957 (stratégie Gordon Churchill) comme on s'en était passé à la convention de l'année précédente !

Seulement, le parti n'avait été gagné qu'à moitié. Le gouvernement Diefenbaker est minoritaire. Sur le fond des 22 ans d'usure et d'arrogance du gouvernement libéral, s'étaient déroulés les historiques débats au sujet du pipe-line (la guillotine parlementaire) et de la crise de Suez (M. Saint-Laurent dénonçant les supermen européens, Eden et Mollet). Il y avait surtout eu la magie Diefenbaker qui, à l'échelle du pays maintenant, allait accomplir l'impossible. Quand ladite magie jouera à fond à l'élection printemps 1958, Québec, cette fois-ci, se mettra au pas avec l'ensemble du pays : 52 sièges sur un total de 208. Ce cap magique des 200 sièges n'avait jamais été atteint et ne le sera probablement plus. Les Libéraux sont écrabouillés, les tiers-partis effacés. A retenir : en 1957, Diefenbaker avait pu prendre le pouvoir, quoique précaire, sans le Québec ; l'année suivante, son écrasante majorité aurait pu se passer de la contribution québécoise. Dans son propre parti, puis par deux fois au niveau électoral,

« Dief » vient de réussir un triple grand chelem. Qui pourra faire mieux ? Ou qui pourra faire pire, avec autant d'atouts dans son jeu ? Comme en une autodestruction savamment calculée, il allait perdre, une à une, toutes les cartes avec la prophétique assurance de ne pouvoir pas n'avoir pas raison en tout. Mais ça devient assez gênant à la fin quand c'est contre tout le monde.

De son apothéose de 1958 jusqu'à la défaite partielle de 1963 (puisque la victoire libérale n'était que partielle comme l'avait été la sienne de 1957 ...), Diefenbaker rate-ra la plus grande chance historique qu'aucun premier ministre canadien n'aura eue. Sa *dedication*, sa *devotion*, mots qu'il affectionne, n'ont pas à être mis en cause. Non plus que son amour sincère et profond pour « les humbles, les petits, les obscurs ». Il y avait de la noblesse dans l'idéalisme sincère de ce juriste qui tint à donner aux Canadiens leur premier *bill of rights*. Sa réputation de spécialiste de relations internationales était plutôt surfaite dans l'opposition ; mais, au pouvoir, ce conservateur foncier lança des politiques qu'on pouvait qualifier de gauche au sujet de la Chine, de Cuba, du commerce entre les deux blocs, etc ... Il n'était pas d'un courage médiocre d'essayer de contrer la fatalité de ce continentalisme qui nous aspire sans le vouloir, simplement parce que nos trop proches voisins sont dix fois plus nombreux, vingt fois plus riches, cent fois plus puissants que nous. Cela remonte loin dans sa psychologie. Evoquant des souvenirs de ses 16 ans, il confia un jour à un journaliste : « Les élections de 1911 m'ont profondément marqué. A cette époque j'avais conclu que la politique libérale sur la Réciprocité n'avait pas changé depuis Edward Blake, lorsque la doctrine du continentalisme devint philosophie du parti libéral. J'ai toujours cru à un destin indépendant pour le Canada, et le parti conservateur avait les mêmes vues ». L'historien du futur établira ce qu'il y avait d'impossible dans son « grand dessein », qu'ensuite le gordonisme relaiera, mais sans empêcher le sharpisme de prédominer.

A l'intérieur, Diefenbaker s'est trouvé en situation de refaire le Canada pendant les années de sa majorité faste : coller l'Ouest au Canada central, ranimer les zones déprimées des Maritimes, réconcilier le Québec avec le parti conservateur pour que les parlant français ne soient pas absents, un gouvernement sur deux, de la capitale et de la scène fédérale. Il n'aura réussi que le premier objectif au point de s'identifier à la région des westerners. Sans la nécessaire contrepartie à l'Est, ce phénomène d'assimilation devenait un principe latent de dislocation de l'ensemble s'ajoutant à la béance du Québec. Diefenbaker n'a pu, ou plutôt il a presque tout fait pour ne pas rendre le

parti conservateur recevable aux Québécois. La cause structurelle la plus profonde du démantèlement de son parti tient probablement dans cet échec.

La cause personnelle réside dans cette espèce d'autoritarisme pourtant désintéressé, dont il fit preuve partout et presque toujours : dans son parti, au cabinet, au parlement.

Même en tenant compte de sa hargne viscérale pour Pearson, on doit convenir qu'il était, contrairement à celui-ci, meilleur chef d'opposition que chef de gouvernement. Il tenait les Libéraux pour des usurpateurs, (les falsificateurs, des voleurs du temple parlementaire, alors qu'il eut été suffisant de plaider efficacement leur incapacité, pourtant manifeste à plus d'un égard. Son égocentrisme à saveur messianiste ne fit finalement qu'une seule dupe : lui-même. Sa ténacité n'était plus que de l'entêtement à se cramponner au gouvernail, quitte à faire couler le bateau conservateur. Son prophétisme, qui eut été à propos en 1911 ou à la rigueur dans les années 1920, n'était plus guère qu'un anachronisme générateur de beaucoup d'impatiences et de quelques crispations.

Ce protagoniste des droits individuels fut aveugle sur les droits collectifs. Il ne se reconnaissait que deux maîtres et deux prédécesseurs : « Sir John A. » et Sir Georges-Étienne Cartier. D'eux à lui, c'était le vide. Avant eux, il ne s'était rien passé. La thèse des deux nations, s'appuyant sur le principe des deux founding peoples, était une machination libérale pour détruire le Canada. La Commission Laurendeau-Dunton n'en était que le néfaste outil. Mystique du *Canadianism without hyphen*, il n'avait jamais pu considérer les Canadiens français que comme un parmi les autres groupes ethniques, auquel il consentait qu'ils puissent prétendre conserver leur langue d'origine. Mais rien d'autre, surtout rien de plus. Il avait une bonne conscience inentamable à leur sujet : « En 1922, en Saskatchewan, j'ai défendu la cause des commissaires d'écoles d'expression française. On m'a dit : 'Ne défendez pas cette cause ; cela va vous causer (les difficultés à l'avenir'. Mais comme je n'ai jamais manqué de faire ce qui semblait juste et bon, je suis allé en appel (sans cette cause et j'ai gagné... Il n'y a pas eu d'honoraires ».

Quarante ans plus tard, il s'estimera généreux d'avoir accordé la traduction simultanée aux Communes, les chèques bilingues, nommé le premier gouverneur-général d'origine française. « Trop peu, trop tard », avait commenté André Laurendeau. Il n'a certes pas été la cause unique de la rébellion indépendantiste du Québec au tournant

(les années 1960. Mais c'est sous le gouvernement le plus fort qu'ait connu le Canada que les Québécois ont eu le sentiment d'avoir été orphelins à Ottawa comme jamais ils ne l'avaient été les 40 années précédentes. Par son action, ses omissions, surtout par la négation d'un problème pourtant flagrant, Diefenbaker aura aiguisé puis accéléré le courant antifédéral de la révolution tranquille. Sera dévolu à son successeur, pendant cinq ans de situation gouvernementale précaire, un rôle accaparant de freinage de contre-courants, d'absorption de chocs.

Diefenbaker fut l'homme de ce qui fut, de ce qui peut-être aurait dû être. Il pensait le continentalisme en référence nostalgique à un Commonwealth qui était devenu autre chose. Il a essayé de gouverner ce qu'il imaginait être le vrai Canada, le Canada désirable, idéal. Il se coupait ainsi de certaines grosses réalités pour des motifs supérieurs, se refusant non seulement aux avis et aux conseils, mais niant même la véracité de certaines données de fait incontestables.

Le ratage d'une telle chance historique, la dimension d'un tel fiasco, un tel déphasage dans l'incapacité à saisir le sens d'une époque nouvelle ont de quoi laisser pan-tois. Surtout que tout cela procédait d'une bonne foi certaine, gonflée de générosité et de principes estimés supérieurs. Non seulement, il croyait tout ce qu'il disait, mais il le disait comme si c'était la seule vérité.

En fermant le chapitre Diefenbaker, on est porté à substituer ce jugement peut-être trop dur par l'expression d'un sentiment confus de sympathie presque affectueuse, décourageant toute analyse ultérieure.

Marcel FARIBAULT

[Retour à la table des matières](#)

Il est notaire et financier, conservateur et nationaliste. Tout ce-la coexiste dans un homme dont la solide culture rend plus rassurante l'intelligence à la fois prudente et décomplexée. Il est une catégorie à lui seul : celle de la droite dite *intelligente* ; entendons : qui impose respect à la gauche piaffante et se donnant volontiers des airs de supériorité intellectuelle. En France, on lui composerait un portrait-robot en évoquant Antoine Pinay, Raymond Aron et Jacques Rueff. Au Canada français, il est Marcel Faribault, un prototype qui épuise toute l'espèce.

Au moins dix ans avant son entrée effective en politique, *on* prévoyait ou annonçait qu'il se lancerait dans la grande aventure, quand *on* ne lui en faisait pas un devoir impérieux. Il était tenté, laissait dire, ne se décidait pas. Ou plutôt décidait de décider plus tard. Il invoquait les charges familiales, se convainquait plus aisément que ceux qui le sollicitaient : « La principale raison, c'est que j'ai sept enfants dont aucun n'est établi. Douglas Fisher a dit qu'il abandonnait la politique pour se consacrer à sa famille. Eh bien ! vous comprenez mon hésitation », disait-il en 1965 après un appel public - et tardif - de Diefenbaker. Deux ans plus tard, il acceptait le rôle de consultant constitutionnel et financier du gouvernement Johnson. Mais en position sécuritaire - dans la quiétude feutrée du Conseil législatif qu'on imaginait, par sa présence active, soudain réanimé.

Puis ce fut sa sortie à la conférence conservatrice des Penseurs à la Maison Montmorency. Été 1967 : une bombe venait d'éclater dont l'impact couvrait tout le Canada anglais. On s'était plus ou mal remis des effets du cri fameux de tel général-président d'une lointaine (jusque-là) République. Et voilà qu'éclate une seconde bombe, la « bombe Faribault ». Croyant à la *politique de présence*, il s'était donc amené à la Maison Montmorency. Il expose les grandes lignes d'un fédéralisme rénové. En discussion générale, il croise le fer avec quelques participants dont le plus coriace est Richard Bell, député conservateur de Carleton. Faribault vent bien que le Canada français soit une réalité plus large que le seul Québec francophone, qu'on traduise les *deux nations* par l'expression « two founding peoples ». C'est ce qu'il croit, qu'il af-

ferme et ne s'en excuse pas. Mais - *horrible dictu* devant des auditeurs qui n'avaient pas tous rompu avec le toyrisme victorien - il proclame : « Pour nous, la constitution est aussi sacrée que la monarchie l'est pour vous ».

Il se fâche même : « Je n'accepterai jamais qu'on me dise que ceci ou cela est dorénavant figé. Tout est négociable : les grands pouvoirs législatifs d'Ottawa aussi bien que la royauté ». Et, ramenant ceux de ses auditeurs anachroniques à l'heure de 1967, il leur lance : « Vous allez faire des efforts pour comprendre le point de vue du Québec, ou c'est la fin du Canada. Si vous refusez, c'est que vous n'avez que faire de l'existence même du Canada et qu'il faut laisser le Québec se détacher de la Confédération ». De semblables propos, venant d'un tel homme, font le tour de presse, *from coast to coast*. Assez peu d'approbations, même implicites, mais, aussi, relativement peu de commentaires horrifiés : plutôt une zone gris-clair-gris-foncé d'observations sur l'importance d'entendre, par l'une de ses voix les plus autorisées, le *Quebec case*. Mais, dans le même temps, on discerne quelque inclination à présenter Faribault comme une espèce de *villain* qui vient de jeter bas le masque, alors qu'on se met à magnifier le maire Drapeau, qui vient justement de donner la réplique à de Gaulle, en nouveau *héro* du Canada en marche vers son deuxième centenaire ...

Des mois passent : Pearson démissionne. Le *pageant* libéral commence. La *trudeaumanie* déferle. Trudeau décide de faire contresigner par le peuple canadien l'espèce de blancseing que les Libéraux, réunis en grand festival électronique, viennent de lui conférer.

N'y tenant plus, Faribault *embarque* cette fois, car c'est l'avenir du Canada qui est en jeu ! Dans l'intervalle, la tribu conservatrice s'était trouvé un nouveau chef : Stanfield, le pondéré dyna-mique qui a fait ses preuves dans la Nouvelle-Ecosse, a remplacé Diefenbaker, le *flamboyant* qui, pour sauver son panache déplumé, était en train de sacrifier le gros de ses troupes. Qu'il y ait eu un abîme entre les postulats historiques et constitutionnels de Diefenbaker et de Faribault, on s'en doutait bien un peu. Et certaine incompatibilité de caractère était aussi visible à l'oeil nu. Qui a jamais *pu collaborer* avec le « lion des Prairies » ? Avec Stanfield, c'est, ce sera différent. C'est d'abord un nouveau parti conservateur qui est sorti du congrès de septembre 1967. C'est même un nouveau Canada anglais qui « veut nous comprendre. Si le dialogue qui est amorcé se poursuit, on en viendra vite à un accord, nous obtiendrons vite ce que nous voulons ». Et puis les enfants Faribault ont trois ans d'âge de plus depuis le refus à Diefenbaker en 1965. Surtout, il s'agit d'une urgence nationale. L'avenir du

Canada est en cause. Comme les Conservateurs de Macdonald et Cartier ont fait le Canada, leurs descendants sous le leadership de Stanfield et Faribault le referont à l'aube du deuxième centenaire. Faribault *embarque* donc cette fois-ci et à fond ! Mais il est moins connu du grand public que le journaliste ou l'universitaire qui paraît quatre fois par année à la télévision de Radio-Canada.

Il ne le dit pas, mais pour qui connaît Trudeau et Faribault, l'engagement de ce dernier a quelque chose de l'explication *Postgraduée* entre l'ancien professeur et le *brillant élève*, qui a pourtant toujours été un « doctrinaire de la pire espèce ».

Faribault et Trudeau avaient déjà croisé le fer, mais c'était dans des milieux plus ou moins *académiques* et qu'un vain peuple ignore somptueusement. Cette fois-ci, c'est visière levée, en plein milieu de l'agora que Faribault s'attaquera au *trudeaumanisme*. C'est le Conservateur qui est le plus libéral, en matière constitutionnelle du moins. Le Libéral en force et en titre est d'un conservatisme constitutionnel que le Québec, agité en sa propre retrouvaille depuis sept ou huit ans, rejettera. Ou devrait rejeter ..., - car on ne peut pas parler au futur en feignant d'ignorer la suite de l'histoire qui nous est connue.

À cinquante-neuf ans - c'est dix ans de plus que de Gaulle en 1940, alors qu'il allait « entrer dans l'histoire » -, Marcel Faribault se lance dans la bagarre politique. Il se cherche, se trouve vite une circonscription : ce sera Gamelin où foisonnent des « visages typiquement canadiens-français » ... Il *fait* les salons de barbier, les coins de rue, les supermarchés, du porte à porte. Il s'efforce de se soumettre aux règles du jeu. Son application avait quelque chose de pathétique avant même qu'on connaisse les résultats du 25 juin 1968. Il suscite d'autres candidatures conservatrices prestigieuses. Il est le bras droit, le principal lieutenant, le numéro deux, le chef de l'aile québécoise du parti conservateur, mais sans la désignation officielle par le parti ni le caucus, ni surtout la sacrosainte consécration électorale. Et Dalton Camp le lui fera sentir ! S'ensuivront entre Camp, Faribault et Stanfield, des précisions tout ce qu'il y a de plus *anti-climax* dans une bagarre électorale dont l'objectif majeur est de décrocher le Québec de son allégeance inerte au parti libéral surtout quand il est dirigé par « un des nôtres ».

Le reste de l'histoire est connu. Faribault et les autres *gros candidats* conservateurs, recrutés par ses bons soins et sur la base de son crédit moral, sont tous battus. Le *trudeauisme*, dont le moins qu'on puisse dire est qu'il n'a pas spécialement flagor-

né le Québec, maintient la « province pas comme les autres » dans sa traditionnelle obédience libérale. Plutôt que d'avoir contribué à enlever la forteresse Québec, Faribault aura (ou *aurait* : *on* n'a pas fini d'en discuter dans les cénacles introspectifs du parti conservateur) affaibli l'armée de Stanfield. Il y aurait introduit un principe de contradiction alors qu'il devait être le symbole efficace de l'union enfin retrouvée. Penseur plus rigoureux que profond, bon clarificateur de concepts, Faribault a été malgré lui, enveloppé dans la ribambelle logomachique qui danse autour du destin d'un grand pays à faire enfin : statut particulier, rôle spécial, *One Nation*, les deux nations (au sens sociologique), *Two founding Peoples*, la « Province pas comme les autres », *Dix contre Un ou le Pari confédératif*.

Il fallait, aux Communes, un Faribault à côté d'un Stanfield pour que le second donne sa pleine mesure devant un Trudeau. On s'en consolerait aisément s'il ne s'agissait que d'un parti, à nouveau affaibli par manque d'assiette québécoise ; mais c'est tout le Canada qui s'en trouve appauvri alors qu'il devra se donner des *titres clairs* pour perdurer.

Nul n'a quelque fondement à se réjouir de cette faillite doublement in *extremis*. Au niveau de l'analyse électorale, une constatation s'impose qui est probablement la clef de toutes les autres qu'on peut faire : Marcel Faribault, ou de l'incapacité d'imposer d'emblée une public image, hors du jeu charismatique justement.

Saint Marshall McLuhan, priez pour nous, démocrates, en cet âge où *the Medium is the Massage* !

Robert CLICHE

[Retour à la table des matières](#)

« L'avocat Cliche » du Père Gédéon, était du chœur de chant de sa paroisse comme son légendaire client processif. D'une famille dont la dynastie rouge date de la Confédération, il était depuis ses jours d'étudiants un coq politique de son village, c'est-à-dire de toute « la Beauce » dont les confins ont toujours débordé la circonscription électorale du même nom. La quarantaine atteinte, bien assis dans sa profession, « l'avocat Cliche » était prédestiné au rôle de notable régional. Le jour où il ferait campagne pour lui-même, il serait presque assuré de son élection. Et comme il serait de ce type rare d'élu rural éminemment *ministrable*, tous les espoirs lui seraient permis...

C'est pourtant à ce moment-là, au printemps 1963, que Robert Cliche rompt toutes les amarres traditionnelles, fait campagne pour le Nouveau Parti Démocratique. « Si je n'avais pas laissé les Libéraux, ce sont eux qui m'auraient laissé ». Jusque-là, « l'avocat Cliche » n'était connu que des Beaucerons et d'une zone assez diffuse d'initiés de la classe politique québécoise. Au Centre Paul-Sauvé, en ce jour du Poisson d'avril 1963, littéralement, il *fait un malheur*, ce qui, en termes transposés du langage de théâtre, signifie un succès retentissant. C'est pourtant la première fois qu'il sort de son fief régional. Pour un coup d'essai, c'est un coup de maître. La gauche québécoise, toujours en instance d'un leader, trouve soudainement un tribun, qui, pourtant ne sort ni de la petite bourgeoisie urbaine ni de l'appareil syndical.

« L'avocat Cliche » de la Beauce parle un langage dru que n'aurait pas désavoué un René Lévesque : « Les promoteurs de la Confédération étaient contents de leur oeuvre puisqu'ils s'étaient pompeusement donné le titre de Pères de la Confédération. Mais à force de ne pas bouger, d'être stables, ils sont devenus les *Pépères* de la Confédération ». Voilà pour la déclaration de foi nationaliste. Voici pour la compromission socialiste : « Je dénonce nos classes dirigeantes canadiennes-françaises dont les capitalistes se sont assis autour d'une table unilingue, sans rien dire, pour ne recevoir que des miettes. Les dirigeants d'Ottawa ont décidé de nous acheter avec des Goldstar, avec des Pinky, avec des timbres-primes ». Aux élections suivantes de 1965

et 1968, il développera le sens de la formule-choc, qui ne fait pas mouche à tout coup, mais qu'on retient.

À l'élection d'avril 1963, ce nouveau converti au N.P.D., vraisemblablement à la suite de l'affaire des ogives nucléaires, ne recueillit que 740 votes dans sa Beauce natale. Sous l'étiquette libérale plus conforme, il en aurait recueilli dix fois plus sans trop se forcer. Pendant 65 ans, la Beauce avait été d'une stricte obédience libérale jusqu'à 1949. Mais les dernières années avaient vu quelque flottement de la fidélité beauceronne. Le crédit social s'y implantait en 1962, délogeant le libéral Jean-Paul Racine, député depuis 1958, qui lui-même avait supplanté l'indépendant Raoul Poulin, vainqueur aux élections de 1949, 1953, 1957. Mais il ne faut jurer de rien en politique beauceronne. Pendant que le Canada et le Québec réaffirment, élection après élection, leur fidélité aux candidats de Saint-Laurent, la Beauce vote *indépendant*. Au moment de la tornade diefenbakerienne de 1958, les « jarrets noirs », par esprit de contradiction, renouent avec leur allégeance libérale traditionnelle. En 1962, les Beaucerons s'en remettaient au « Vous n'avez rien à perdre » caouettiste. Ils ont quelque faiblesse pour les rebelles-traditionnels : un Edouard Lacroix aux beaux jours de l'Action libérale nationale et de la naissance Union nationale ; un Raoul Poulin, transfuge de l'Union nationale décevante, et député fédéral indépendant. Pourquoi pas Robert Cliche, le seul gros candidat rural du N.P.D. québécois ? Pourquoi pas ? ... puisque Cliche lui-même l'affirme : « Les comtés ruraux s'en viennent aussi comme la région de Montréal ».

1965 et 1968 allaient en faire la décevante démonstration : s'ils *s'en viennent*, les comtés, urbains aussi bien que les comtés ruraux, c'est d'un pas plutôt lent. Décidé à faire une première trouée dans la région métropolitaine, Cliche prépare des mois à l'avance sa campagne dans la nouvelle conscription de Duvernay, fait une campagne de tous les diables ! Peu de chances : les aléas des partis libéraux canadien et québécois suscitent la candidature d'Eric Kierans. Les trois autres *gros candidats* nudistes subiront le même sort que le leader québécois. Tout le monde déplore un échec aussi total. A la fin de l'été 1965, Cliche avait dénoncé « l'escalade publicitaire » de l'adhésion de Jean Marchand ait parti libéral. Puis, il allait s'attaquer à ses amis, dits « les trois colombes », Marchand, Trudeau, Pelletier. De même, lors de la campagne de 1968, il s'était élevé contre les services d'information de Radio-Canada, suspects de donner dans la *trudeaumanie*. Si le fonctionnement du laminoir électoral était soumis à des règles de justice ou de simple opportunité, il donnerait leur chance à un Cliche,

un Taylor ou un Lapierre comme députés d'opposition devant un Trudeau, un Marchand, un Pelletier dans leur pouvoir confirmé et bien amplifié. Plus que jamais le parti libéral, par sa tradition d'accueil et de perméabilité idéologique, semble rester le seul instrument par où peuvent passer les *idées de gauche* - restons volontairement vague - au Québec.

On a déjà décrit Cliche comme le « Caouette de celui qui pense », comme on aurait pu dire du N.P.D. qu'il est le crédit social du riche ... « Ce qui frappe, dans l'itinéraire de cet homme, c'est la limpidité », écrivait un Claude Ryan admiratif, qui ajoutait « Il apporte quelque chose de frais et de jeune dans notre climat politique ». Grand et élancé, quoique bâti en force, Robert Cliche a quelque chose de chevalin dont on ne sait pas trop si c'est le geste ample, ou le rire énorme à secouer les colonnes du temple, ou la crinière bouclée en poivre et sel ... Au collège, alors qu'il raflait les prix d'éloquence, il plaisantait sur « ma hure », comme Mirabeau qui allait déclencher la révolution française. Robert Cliche ne semble pas avoir trouvé son *style* de tribun, en empruntant des éléments à Caouette, au Père Plouffe, à René Lévesque. Un Cliche, moins forcément technicien de la tactique électorale, aurait pu se révéler lui-même avec plus de liberté dans une formation moins difficile à porter, à *vendre*. A la fin de la campagne de 1968, Cliche commit l'inutile erreur d'annoncer son retrait de la vie politique s'il était défait. On y trouvait l'indice de son éventuelle adhésion au M.S.A. de René Lévesque. De même qu'il avait pu susciter quelques candidatures *poujadistes* dans les circonscriptions rurales lors de l'élection de 1968, Cliche pourrait servir de pont entre les effectifs actuels du M.S.A. et sa potentielle clientèle rurale.

En 1965, Cliche déclarait : « Je ne suis pas un rêveur, mais je commence à rêver... Je commence à penser que nous sommes peut-être à la veille d'un miracle. ». Le « miracle » ne se produisit pas à l'automne 1965 non plus qu'en juin 1968. C'est pour Robert Cliche la fin d'un beau rêve éveillé. Si, en adhérant au N.P.D. en 1963, Robert Cliche estime s'être trompé, il aura, pendant cinq ans, bien réparé son *erreur*. Si, au contraire, il estime ne s'être pas trompé, ce qu'il aura tenté de faire depuis force le respect. Il avait peu à gagner, beaucoup à perdre d'essayer.

George HEES

[Retour à la table des matières](#)

Dans la dynastie *Playboy* au Parlement, il est le numéro un. Sa royauté ne sera contestée longtemps après que par l'actuel premier ministre du Canada. Il n'y eut pas de *heesmania*, mais ce que les adversaires libéraux appelaient de la *heesteria* quand il les mettait dans l'eau chaude. Six pieds deux pouces, deux cents livres d'os et de muscles, un physique d'éternel jeune premier de cinéma, ancienne étoile sportive dans les compétitions de force (boxe, football) : un charme opérant que les hommes même ne pouvaient nier, la bonne humeur, contagieuse et toujours égale, du *jolly good fellow*. Régulièrement marié, il s'entoure d'un premier cercle de femmes : son épouse et ses trois filles. Enfin, millionnaire, « ce qui aide » pour la recherche du bonheur, politique ou pas.

En Angleterre, des Tories de son espèce, ça se conçoit : il y en a toujours quelques-uns. De Toronto la Pure, dans le gris de notre politique, ça faisait plutôt curieux. On s'y fit : Hees ne sentit pas le besoin, de changer, donnant plutôt ici et là quelques coups de pouce à sa légende. Les Libéraux, ait pouvoir ou dans l'opposition, affecteront de ne pas le prendre au sérieux. « C.D. » (prononcer à l'anglaise ; pour la jeune génération, Howe évidemment !) l'interpellait « the juvenile member for Broadview » ou d'un plus incisif « Junior ». Pour le ministre libéral des Pêcheries, James Sinclair, il était « très charmant, mais mieux doué au physique qu'au mental ». Devenu titulaire de l'important ministère des transports, il était selon les Libéraux, la preuve la plus éclatante de la pauvreté des effectifs dieffenbakeriens pour constituer un ministère. « Il est une cervelle d'oiseau et nous allons le prouver ! » Ils commettent de douteux jeux de mots à son sujet : « *Mister Heel.. ., heesteria* ». Il n'est jusqu'au grave Times de Londres qui le décrit comme « un homme dont la personnalité décline l'habileté ». Faisant écho à la formule dédaigneuse des Libéraux : « *Good suit - no brains* », il répond à Jack Pikersgill, qui, avec un brin de méchanceté, allait aux nouvelles du nouveau ministre des Transports : « Oh, I'm just a voice in a suit ! »

L'homme surprit agréablement tout le monde, peut-être à commencer par lui-même. Il fit mieux que tirer son épingle du jeu aux Transports : il en fut un très bon

ministre. Quand il rompra avec le cabinet Diefenbaker en 1963, même les Libéraux reconnurent son habileté et son dynamisme en le nommant au palier supérieur de l'Expo 67, puis au Montreal Stock Exchange. Eloge a *posteriori* fort significatif même s'il faut faire la part d'une certaine ironie vengeresse dirigée contre Dief ... Le fait est que Georges Hees releva avec succès le défi de donner de la *substance* politique à sa légende.

D'abord, il sut se défendre. Un jour l'opposition l'attaqua pour avoir démis un contremaître de la Voie Maritime, coupable d'avoir *fait de la politique* libérale. Lionel Chevrier a la parole : « Je ne trouve rien dans les règlements qui permette cela ». Arborant un large sourire, Hees lit lentement une lettre de C.D. Howe, écrite en 1936 (!), qui approuvait la mise à pied d'un débardeur, à l'emploi de l'administration fédérale, coupable, lui aussi, d'avoir pris ouvertement partie pour les Conservateurs d'alors. Remarque finale de Chevrier : « Le ministre s'amène à la Chambre certes bien préparé ».

Son sens de l'organisation et son application au travail surprisent autant ses collègues que ses adversaires, et, moins qu'eux tous, les journalistes qui le notèrent les premiers. Son *motto* était simple : « Je veux faire tout ce que j'entreprends mieux que quiconque ». Sa justification également : « Beaucoup de gens pensent que pour être un bon ministre, il faille toujours avoir l'air tourmenté. Je ne crois pas qu'un type morose intéresse qui que ce soit. Quand je suis inquiet, je n'en fais pas la publicité. J'aime frayer avec les gens. La vie me plaît. »

Député depuis 1950, il est élu quatre ans plus tard contre Gordon Churchill, à la présidence de son parti. Avant la victoire inattendue et incertaine de 1957 et celle, éclatante, de 1958 où le *diefenbakerisme* joua à fond, il y avait eu certes les historiques débats sur le pipe-line et la crise de Suez. Mais il y avait aussi eu la réorganisation patiente du président Hees, qui avait parcouru tout le Canada dans les années 1954-55-56 pour réanimer l'organisation squelettique des Conservateurs. Il annonce déjà l'ère *trudeaumaniaque*, celui qui donne à travers le pays son « lecture *course in political charm* ». Il croit qu'on peut, donc qu'on doit *vendre* les candidats conservateurs comme un savon ou une marque d'automobile. La politique commence dans la rue et sur les *bas de porte*. Quant à lui, ce n'est pas encore *les bains de foule*, mais « aussitôt que je vois une main qui pend au bout d'une manche, je la serre (I *shake it!*) ». Les temps ont changé, auxquels il faut s'adapter : « *It's about time we realized that people would rather be entertained than educated* ». Il n'attend pas d'être chef du

parti pour apprendre à balbutier le français. Pendant sept ans, un professeur privé lui enseigne la langue de la « province pas comme les autres ». Et pour confirmer ses progrès, il passe la plus grande partie d'un été à Québec. Comme président itinérant du parti, il est une des rares figures *nationales* d'une formation dans l'opposition depuis vingt ans.

Quand il s'est agi de donner un successeur à George Drew, il a plus que des velléités de présenter sa candidature au leadership. Une enquête rapide conclut un caractère médiocre de ses chances. Il rallie l'oriflamme de Diefenbaker. A l'élection de 1958, le Québec se mettant au pas avec le reste du pays (52 sièges conservateurs), George Hees s'y était multiplié durant la campagne, y passant 24 jours à *vendre* l'option conservatrice. Son charme bon enfant et son bilinguisme y avaient fait merveille. Avec Harkness et Balcer, il sonna l'heure de la rébellion contre l'insupportable Diefenbaker, ce *renegade in power* selon le titre du livre de Peter Newman. Après une retraite de deux ans, il affronte dans la stratégie circonscription de Northumberland Pauline Jewitt, professeur de science politique, qui, dans l'intervalle, s'était emparé de ce siège. Deux adversaires redoutables, mais deux styles très différents : tandis que, selon le journaliste James Stewart, Hees « aime à voir et à se faire voir », Jewitt, elle, femme également charmante, « aime à écouter et à être écoutée ». Ce sera « *Hees or Hers* ». Ce sera Hees !

C'est un petit jeu de société (politique) que de se demander qui les Conservateurs auraient choisi comme leader s'ils avaient su que l'opposant devait être Trudeau. N'auraient-ils pas porté une plus grande attention à George Hees en considérant ses *avantages* qu'on lui imputait comme *faiblesse* ? Il ne fume ni ne joue, va au dodo à onze heures, se tient en bonne forme physique, marche quatre milles par jour, connaît toutes les piscines Y.M.C.A. du pays, pratique encore le golf et le ski après avoir délaissé le tennis et le badminton, celui qui fut *line-backer* des Argonauts vainqueurs de la Coupe Grey en 1938, celui qui descendit sur le ring le champion poids lourd des armées britanniques. Ce lève-tôt de six heures, qui est au bureau avant huit heures, qui se proclame « un des meilleurs dormeurs du monde » (« I fall asleep just like that »), qui est une merveille de santé et d'équilibre physique, peut encore faire un gogo endiablé avec une *pin up* sur une table d'un grand hôtel lors d'une convention de son parti, ou encore composer un prince charmant plausible, sur un cheval blanc, aux côtés d'une Blanche-neige, sous les traits de Joyce Davidson, étoile speakerine de la télévision torontoise ... Certes, il ne négligeait pas sa publicité ce ministre qui, invité à

présider le match d'investiture des Rough riders et des Argonauts, pratiqua son botté pendant deux heures avant de s'amener dans le stade. Il battit d'une verge le botté de Lord Alexander qui, en 1951, avait lancé le ballon à 31 verges. (Pour ceux qui l'auraient oublié, Alexander fut l'élégant et athlétique gouverneur-général du Canada.)

Peut-être la chance de George Hees était-elle en avance sur son temps ? Pour plus d'un Canadien il rendit séduisant ou tout au moins recevable, le vieux parti conservateur, celui qui déclarait se situer « *pretty well in the center* ».

Paul HELLYER

[Retour à la table des matières](#)

À la Convention libérale, il était le choix de Judy La Marsh parce que c'est tout un homme ! Evidemment, avec ses six pieds trois pouces et demi, c'est un argument irréfutable. À part la grande taille, il ferait penser à quelque version revue et corrigé de Diefenbaker : sans ses cheveux, ni les yeux, ni les tics ; avec la même raideur et ce je ne sais quoi d'entêté, d'encombrant dans le personnage, qui aurait trente ans de moins, mais en paraissant quinze de plus que son âge réel. Une force de la nature qui s'est transformée en force de la politique. Une force qui eut suffisamment confiance en elle-même pour solliciter le leadership de son parti. Il arrivera troisième, devant laisser passer Winters pour le sprint final. S'il y a un numéro deux discernable dans l'équipe Trudeau, ce ne peut être que lui. Il peut compter avec le temps.

À l'âge de 44 ans, il a derrière lui presque vingt ans de vie politique. Bachelier à l'Université de Toronto - condisciples : l'organisateur libéral, Keith Davey, Douglas Fisher et ... Judy La Marsh ! -, il est aussi diplômé en aéronautique, tout en ayant fait deux ans de service dans l'aviation canadienne. Ce fils de fermier s'était d'abord lancé dans diverses affaires avant de se mettre à construire des maisons dans la banlieue torontoise. En 1949, à l'âge de 25 ans, il se fait élire dans un comté tory depuis la Confédération (Davenport) : réélu en 1953, il est battu aux élections de 1957 et 1958 quand souffle la tornade diefenbakerienne. Mais, douce revanche, quelques mois après, il sera le premier libéral à se faire élire dans une élection partielle au moment

de la toute-puissance conservatrice. A la fin du gouvernement Saint-Laurent, le jeune député fut l'assistant parlementaire du ministre de la défense nationale. Quatorze mois plus tard, il est ministre associé de la Défense. A trente-quatre ans, il devient le plus jeune ministre canadien depuis que Charles Tupper, au XIX^{ème} siècle, avait été nommé ministre de Sa Majesté à l'âge de 32 ans. Dans le nouveau gouvernement Pearson de 1963, il renoue avec son ancien ministère, cette fois-ci comme titulaire. Quatre ans plus tard, il passe au ministère des Transports. Paul Hellyer présentait une belle fiche de services politiques au moment d'entrer en course pour le leadership. En fait, il n'attendit pas le signal de la démission de Pearson pour partir ...

Entre-temps, il avait fait sa marque dans le parti, au cabinet, dans l'administration militaire du pays. Dans l'opposition, il s'était déclaré favorable au Bomarc ; au pouvoir, on lui attribua communément le mérite d'avoir changé la politique nucléaire du gouvernement Pearson. Mais son grand succès fut l'unification des trois forces armées canadiennes. Avec la capacité d'encaisser et la souplesse dialectique de l'enclume, il fit face à tout : les trois *establishments* militaires, les oppositions officielles et celle du parti, la révolte des Amiraux, diverses menaces de sédition, etc ... Il fallait certes un homme fort pour accomplir ce qui était estimé impossible au Canada ou ailleurs. En campagne pour le leadership, Hellyer évoquera cette dure lutte qu'il put mener à bien grâce à sa jeunesse et à son endurance physique.

On ne fait pas impunément ses classes en administration supérieure dans un tel milieu sans être frappé par la force de l'organisation militaire. Aussi mena-t-il sa campagne pour le leadership selon un mode quasimilitaire. La *machine Hellyer*, sous la direction de Bill Lee, ancien officier de l'armée de l'air, fut la plus huilée, peut-être la mieux nantie de toutes. Si elle n'enleva pas finalement la place, c'est que la magie *trudeaumaniaque* faussa toutes les règles du jeu. Le plus jeune des candidats après Turner paraissait être celui de la *vieille garde* en instance de se renouveler. Son programme se composait d'idées moyennes, davantage susceptibles de ne pas soulever d'objections majeures que de rallier des adhésions convaincues. Des anciens, des spécialistes de notre histoire politique, évoquèrent la grisaille ambiguë de Mackenzie King à la Convention de 1919... Un dénouement à *la King* n'était pas impensable.

Hellyer ne courtoisa pas les délégués du Québec. Des droits culturels et linguistiques égaux pour les Canadiens français, mais non pas des droits égaux plus un statut particulier pour le Québec. Trudeau n'a jamais parlé autrement. Une seule idée nouvelle, à tort estimée comme farfelue en certains milieux : celle des grandes villes de

demain. Ce constructeur de maisons de banlieue, devenu ministre des Transports, entrevoyait un réseau de communications futuristes entre les aéroports et les centres-villes, les zones urbaines pour décongestionner les grandes villes comme celle de la région Windsor-Montréal, etc ... Des idées qu'illustrent couramment les revues d'architecture et d'urbanisme - ce qui ne les disqualifie pas pour autant. On y viendra : plutôt tôt que tard.

Quel est cet homme qui n'a pas fait encore son deuil de n'être pas premier ministre du Canada ? L'humour ne semble pas plus être son fort que le progressisme. Nous n'avons relevé qu'une boutade dans tout ce qui a été écrit à son sujet. A un journaliste qui l'interrogeait sur ses lectures, il répondit, au sujet des ouvrages de fiction, en pointant du doigt la tour du Parlement : « *We get enough fiction around here, don't we ?* » En société, il n'est pas très liant : il intimide comme beaucoup de grands timides à forte volonté. Ayant déjà pratiqué les grands airs d'opéra, ce baryton est aussi cloué d'une oreille juste qui lui a permis d'apprendre tôt un français convenable, qu'il parle presque sans accent. Il ne cache pas sa profonde foi baptiste en bon paroissien de l'United Church. Sa carrière politique, il la considère comme un « ministère chrétien comme je le comprends. » Un de ses collègues libéraux, qui le considère par ailleurs, déplore que Hellyer « agisse trop souvent comme quelqu'un qui se croit destiné, par une sorte d'onction sacerdotale, à remplir le rôle de premier ministre. »

Les mots *principes* et *reviennent* souvent à son sujet. Selon Keith Davey, « *he has a set of principles and he lives by them* ». « *Je suis un authentique réformiste,* » insiste-t-il. Ou : « *Je suis plus radical que vous pensez* ». Il accepte l'étiquette de *radical*, mais « au sens du dictionnaire, c'est-à-dire au sujet d'une personne qui cherche des solutions à partir des premiers principes. » Principes et pragmatisme se conjuguent ainsi : « *J'examine les choses à partir de leur principe premier et c'est ainsi que j'aborde les problèmes qui me sont posés* ».

La question reste ouverte de savoir quels sont ces *principes*, surtout qu'il s'agit de principes *premiers* ...

Eric KIERANS

[Retour à la table des matières](#)

Il est venu trop à point dans notre politique québécoise pour ne pas croire qu'il ne se soit inventé. La *révolution tranquille* battait son plein sous Lesage. Les Québécois anglophones n'avaient pas de représentants de premier plan dans l'équipe dirigeante. Il en fallait un. Ce sera lui. C'était devenu nécessaire aussi bien pour le gouvernement, qui *devait* faire entériner sa politique du mouvement par la minorité dominante, que pour celle-ci de prendre des gages sur l'avenir au cas où le mouvement déclenché irait à son terme...

L'occasion de son entrée en politique fut le déferlement caouettiste de 1962. La menace d'une démagogie simplificatrice au niveau fédéral le fait se lancer dans la politique... provinciale ! Au moment où le président de la Fédération libérale du Québec détient un magistère d'influence comparable à celui du chef du parti et qu'il proclame que « la vie est plus palpitante ici que dans tout le reste du pays », il prépare en catimini son transfert au plan de la politique fédérale. Il n'est pas tellement un homme double qu'un être successif : l'étape A n'est vraiment intéressante que comme parcourue, pas question de s'y installer ; c'est l'étape B qui importe, qui n'importera plus lorsqu'elle aura permis de s'engager dans l'étape C. Sa vie est un mouvement perpétuel, comme son existence quotidienne, en miettes survoltées : il gesticule et grimace, se penche en avant et éclate de rire par en arrière, enlève ses lunettes et les remet, part et revient, mime et s'immobilise. La vie est courte, il est pressé. Pressé de parcourir l'étape suivante.

C'était, il y a cinq ans, son refus de s'arrêter qui motivait son plongeon dans la politique : « J'ai 49 ans, et je ne veux pas passer les prochaines quinze années à ne faire que de l'argent ... Dans n'importe quelle activité, vous avancez, vous avancez, et puis crac ! vous voilà à la veille de vous arrêter ». Il faut repartir avant même que d'être arrivé. En fait, il ne faut pas plus arriver que de ne viser qu'à *arriver*.

Fils d'un immigrant irlandais et d'une mère d'ascendance allemande, Eric Kierans naquit dans le quartier pauvre de Saint-Henri. Il reçoit une éducation anglophone et

catholique et prend son baccalauréat à Loyola College en 1935. L'époque est pénible au point de vue économique et toute chargée d'événements politiques : « En 1935, l'année de mon diplôme, je faisais des discours pour les candidats libéraux : 20 minutes, 5 dollars. C'était moitié par conviction, moitié parce que les temps étaient durs ». Il est d'abord vendeur, puis conseiller en commerce. En 1945 et 1952, il achète deux petites sociétés industrielles en faillite, en fait des entreprises prospères. « Je suis entré, j'ai jeté un coup d'oeil ici et là, et j'ai aperçu un tas de gens tranquillement assis sur leur derrière, ne faisant rien de la journée. Je les ai mis à la porte ». Pendant ce temps, l'industriel Kierans décide d'étudier la science magique de l'économie. Après six ans, il termine ses études, traverse la barricade en devenant professeur auxiliaire. En 1953, on le nomme directeur de l'Ecole de commerce de McGill. Puis c'est l'autre grand saut quand il devient président des Bourses Canadienne et de Montréal. Depuis une vingtaine d'années, elles sont en perte de vitesse devant le dynamisme polarisateur de la Bourse de Toronto. Il leur injecte une vitalité nouvelle - ce qui n'empêche pas un de ses subordonnés d'opiner que ce professeur d'université « *doesn't know anything about the stock market* ».

C'est dans les milieux très anglophones de McGill et de la bourse montréalaise que l'homme d'affaires-économiste prend conscience de l'incongruité de son unilinguisme culturel dans une ville comme Montréal. « L'Université McGill était plus ou moins un groupe anglais à 100 pour 100, et lorsque je suis arrivé à la Bourse, j'ai senti que je devais remédier à ma situation à cet égard, par respect pour les autres. J'étais honteux et embarrassé de voir les autres obligés d'employer toujours ma langue à moi ». Sous la présidence de Kierans, une douzaine de sociétés industrielles canadiennes s'inscrivirent aux bourses montréalaises : des Québécois pouvaient maintenant acheter des parts d'entreprises québécoises. « Le moins qu'on puisse dire est qu'il s'agit d'un *requin* fort sympathique », écrit André Laurendeau. (Un Caouette rageur avait imputé à la sortie de Kierans contre l'utopie créditiste la responsabilité du recul du Ralliement des Créditistes à l'élection de 1963. Entre autres aménités, il l'avait traité de sauvage, de vampire, de requin de la haute finance.)

Le président Kierans sortait déjà de sa Tour (qui n'était pas encore construite mais qui ne sera pas « d'ivoire ») boursière. Lors de la ténébreuse *affaire Coyne*, le gouverneur de la Banque du Canada avait été lâché par à peu près tout le monde, y compris par ceux qui l'y avaient installé. Kierans se porte à la défense de ce « courageux Canadien » dont la « politique était erronée sur plusieurs points, mais au moins il allait

carrément au fond des choses ». Plus tard, il s'éleva avec une conviction de croisé contre ces clauses du premier budget Walter Gordon imposant une lourde taxe sur la vente d'actions canadiennes aux étrangers, *i.e.* aux Américains. Quelques jours plus tard, ces dispositions furent rappelées. Une autre fois, alors qu'il était ministre provincial, il fait des représentations personnelles et directes auprès de hautes instances de Washington. Il se fait rappeler sèchement par Ottawa qu'il est peut-être apte mais non habilité à conduire la politique économique extérieure du Canada.

Au total, s'il ne s'était pas inventé, il aurait fallu l'inventer cet anglophone québécois, économiste et financier par surcroît - ce qui ouvre bien des portes ! -, qui prend fait et cause pour le néo-nationalisme québécois, enfin positif et en mouvement. Avant de se déclarer « frères ennemis », Frère Eric et Frère René vont faire la paire du duo progressiste dans le cabinet Lesage. L'un n'a pas de meilleur allié que l'autre duettiste dans ce complémentaire duo de solistes invétérés. Si Kierans appuie Lévesque, c'est que la position de celui-ci est praticable. Si Lévesque est d'accord avec Kierans, c'est que l'attitude du second est valable. Ce tandem symétrique a reçu sa consécration institutionnelle et finale lorsque les deux frères furent affectés aux départements jumeaux du Bien-Etre et de la Famille. Objectif premier : mettre de l'ordre dans cette pagaille ; second : rapatrier toute la sécurité sociale d'Ottawa !

Puis, arriva un moment où *rien ne va plus* entre ces deux impulsifs réfléchis. Ce n'est pas de strict aménagement institutionnel qu'il s'agit : à la rigueur, on peut toujours s'entendre et ... attendre ! C'est de perceptions globales qu'il s'agit au sujet d'un Québec en devenir. Au point où le « Québec d'abord ! » de Lévesque commence à dire « *So what !* » au reste du Canada, Kierans dit : « *It does matter* », même pour un Québec juste viable. « Je peux partager presque toutes les opinions de René sauf celle-là ». Et ce sera le schisme en moins d'un an. Le dramatique du congrès de la F.L.Q. de 1966 ne sera dépassé que par celui du congrès de l'année suivante. Kierans, candidat à la présidence du trio des *Réformistes*, mettant tout le poids de son prestige, alors au zénith, derrière la contre-attaque Lévesque au sujet de la déclaration du président Irenée Lapierre, selon laquelle « Lévesque n'était plus rentable pour le parti libéral », au congrès de 1966 ; ce même Kierans, un an plus tard, du haut de sa tribune présidentielle, *exécutant* dans les grandes formes l'option Lévesque et son instigateur, en remettant même aux procédés de Lesage ! Dans les semaines qui suivront, Kierans se livrera, selon Lévesque, à du « terrorisme économique ». Sans insister, on ne peut

s'empêcher de constater que la crise canadienne est en train de devenir un cimetière de grandes amitiés.

Tous les candidats sérieux au leadership du parti libéral étaient, sauf Kierans, des ex-ministres du cabinet Pearson. De l'avis de tous, il présenta un programme original, cohérent et audacieux mettant en cause plusieurs des politiques fédérales par lesquelles le parti libéral se définissait et que ne contestaient guère les autres candidats. Il échoua lamentablement au vote. Ce qui est sans pitié, qui est avant tout un concours de popularité. Sans point d'appui dans ce parti, pour lui étranger et jusque-là en grande partie adverse, il n'était pas, en outre, à l'aise dans ces grandes manœuvres de *pageantry*.

Où échouerait-il ? Techniquement, il est encore président de la F.L.Q. Il a émis toutes sortes d'opinions et de critiques qui ne cadraient pas très bien avec celles de la Fédération et du parti libéral du Québec. Comme le disait un député : « Le parti libéral ne s'est pas débarrassé de René Lévesque pour adopter toutes les idées de Kierans qui, au surplus, est un Irlandais ». Ce « bon Anglais » du Québec paraissait tout à coup un « maudit irlandais » plutôt sournois et double-jeu. Contrairement aux pronostics unanimes des journalistes, Kierans sera du cabinet postélectoral de Trudeau, comme ministre du futur département des communications. Première mission d'urgence : régler la grève des postiers et celle des employés de Rod Service.

Surnagera-t-il dans la *grande ligue* pan-canadienne ? Lors d'une passe difficile de la *révolution tranquille* (affaire Sidbec, Kierans prônant une société d'État), il avait cité ce passage célèbre de Wilfrid Laurier pour sa justification de rester dans le cabinet Lesage : « Il peut arriver qu'un membre dit cabinet qui a donné son assentiment à cette politique ne soit pas convaincu qu'elle soit la meilleure ... Mais, s'il demeure membre du cabinet, c'est parce qu'il croit que, dans l'ensemble, il est préférable que ses propres opinions sur le sujet se plient devant les opinions des autres ». Kierans aura l'occasion de voir ses opinions *plier* devant celles des autres.

Si elles n'ont pas la flexibilité requise, ou si la bougeotte de Kierans le reprend, il y a encore un palier qu'il n'a pas encore exploré. Quelque Fonds monétaire international ou quelque Banque des Règlements internationaux présentera bien une présidence vacante...

David LEWIS

[Retour à la table des matières](#)

Le porte-parole du N.D.P. aux chaînes françaises de notre radio-télévision, c'est lui : un petit homme intense mais non nerveux, dont les abondants cheveux gris ne l'empêchent pas de paraître quinze ans plus jeune. Pourtant, un vétéran des partis C.C.F. et N.P.Q. comptant une trentaine d'années de service, avant d'avoir atteint 60 ans. De la ligne dure et pure du parti, il s'est quelque peu adouci dans l'action mais sans avoir rien dilué de ses exigences fondamentales ni émoussé son esprit caustique. Le nouveau député de York-Sud commençait ainsi son *maiden-speech* après son élection de 1962 : « J'ai écouté le chef de l'opposition, j'ai écouté le leader du gouvernement, et je me suis senti attristé pour mon pays ». Suivait un diagnostic implacable sur le syndrome dont souffrait le grand corps politique qui s'appelle Canada. Surtout depuis les cinq ou six dernières années, David Lewis est devenu la valeur sûre et stable de son parti.

Il est né en Pologne il y a 59 ans. Son père, de condition ouvrière, dut fuir la persécution communiste. La famille s'installe à Montréal en 1921. Le jeune David prend son B.A. à McGill. Candidat d'une bourse Rhodes, un membre du jury lui demande quelle est la grande ambition de sa vie. Réponse : diriger un gouvernement socialiste au Canada. (C'était pendant l'année la plus dure de la crise : 1932.) Edward Beatty, président du C.P.R. lui demande : « Que feriez-vous en premier ? - Je nationaliserais le C.P.R. ». Ce n'est pas encore fait.

En Angleterre, il participe aux marches de la faim, devient adepte de Stafford Cripps, le plus radical des travaillistes. De 1937 à 1950, il est secrétaire général du parti C.C.F. Un peu plus tard, il en deviendra le président. Quand il y a perplexité dans les rangs du parti, quelqu'un inévitablement dira : « *What does David think ?* » - comme on réfère à une voix de dernier recours. Mais c'est l'important avocat des causes syndicales qui sera l'un des principaux responsables de la liaison entre la C.C.F. et le Congrès canadien du Travail et, quelques années plus tard, de la fondation du N.P.D. Tant est grand son prestige que T. C. Douglas met comme une des conditions de son acceptation pour solliciter le leadership du nouveau parti que David Lewis soit

candidat à la prochaine élection. Dans quatre élections précédentes, il n'avait pu se faire élire. Mais, sous l'étiquette du N.P.D. il se fera élire continûment en 1962, 1963, 1965, 1968.

Au Parlement, il *est d'attaque*, mais sa poudre n'est jamais mouillée. Pour être une espèce de conscience de son parti et peut-être un certain remords des esprits progressifs des autres, il n'en a pas moins un humour assez corrosif. Pour les Libéraux, la sécurité sociale, c'est « un enfant illégitime, » qui devient, chez les Conservateurs, « un enfant trouvé. » Ou, les Libéraux « conservent encore cette arrogance qui laisse croire que de les éloigner du pouvoir devient une offense à Dieu ». Définition du crédit social : « Le mouvement politique le plus immoral de toute l'histoire du Canada ». Mais Réal Caouette est un « démagogue charmant » qui n'est « pas gêné par la connaissance, les principes ou la cohérence ». De Pearson il dira qu' « il fut homme d'État avant de devenir politicien. Mais maintenant, il est un politicien pur et simple - et pas toujours si pur ».

Depuis la défaite de Douglas à l'élection de 1968, David Lewis apparaît le candidat le plus sérieux à sa succession. Il laisse dire et préférerait que ce soit un membre de la « jeune génération » : Fisher, Brewin, Taylor, Lapierre, etc... Avec son sourire tout en finesse, il a déjà observé : « Je crois que Douglas est le meilleur chef politique de ce pays. Je crois que je suis le second meilleur ». Mais quand « le meilleur » se retire ? ... En juillet 1968, le caucus des députés N.D.P. l'élisait leader parlementaire de ce groupe. Ce qui est déjà un bon pied dans l'étrier ... d'autant que personne parmi la jeune génération ne se détache vraiment.

De fait, grâce à sa formation, à sa dialectique combative, à sa finesse d'esprit qui le rend plus avenant que dans sa jeunesse, il est peut-être encore le plus jeune d'eux tous ...

Jean MARCHAND

[Retour à la table des matières](#)

Le cheveu rebelle parce que trop dru, la moustache aussi grisonnant en broussailles, le visage raviné par l'inquiétude plus encore que par le surmenage, la pipe à laquelle il s'est converti sur le tard, la taille trapue et les mains fortes : tout cela rappelle des photos de Joseph Staline jeune. Comme Staline - première et dernière analogie *morale* ! - il aura accédé à un grand pouvoir par la responsabilité d'un secrétariat-général. En travaillant à moderniser notre syndicalisme autochtone, Marchand aura dû se défendre pendant les vingt ans de sa première carrière d'être un *révolutionnaire*. S'appliquant depuis quelques années à réactiver le fédéralisme canadien par l'insertion efficace du Québec nouveau, il doit se défendre aujourd'hui d'être devenu un *réactionnaire*. Lui, en évoluant sur un plan plus large, n'a pas changé : il continue et *se* continue. Ce sont les générations, dont il est une espèce de lien-signe de contradiction, qui ont changé. Parmi ses jeunes contempteurs, séparatistes d'aujourd'hui, combien trouverions-nous de fils de ceux qui, il y a vingt, vingt-cinq ans, considéraient d'un oeil méfiant cet organisateur syndical, certes « socialiste », peut-être « communiste » (sic à la Duplessis) ?

Personne n'est entré en politique avec autant de crédit et de passif à la fois. Comme René Lévesque par la télévision, Marchand par le syndicalisme était une figure de dimension provinciale, qu'on connaissait d'ailleurs bien au-delà des limites de sa juridiction confédérale. Il existait. Ce n'est pas la politique qui l'a fait. Cela donne une plus ferme confiance en soi pour s'y reconnaître en entrant dans cette jungle. Mais cela augmente aussi les attentes collectives et les fortes réticences individuelles. L'homme apparaît à découvert. Ses lacunes, comme ses erreurs, seront bien amplifiées. Il est attendu à trop de détours. S'il ne fonce pas, on ne comprendra pas. S'il fonce, ça risque d'être sur une mauvaise cible ou sur une bonne cible mais de la mauvaise façon. Ce n'est pas un destin fatal. C'est une vie terriblement périlleuse à mener à travers toutes sortes d'accidents de route.

Premier handicap : il a percé trop tôt, trop complètement. Le temps passe, qui l'absorbe. Surgit un deuxième handicap : après vingt ans d'exercice d'un grand rôle,

ou on s'y cramponne bureaucratiquement - et les structures syndicales le permettent ; ou on s'en détache avec lucidité et courage - et c'est la grande aventure sur un plus vaste terrain sans topographie bien connue, ni stable. Il était homme à relever ce second défi du deuxième handicap. De fait, la politique, non seulement intéressait depuis toujours ce *politicien* né, mais elle l'appelait avec de plus en plus d'insistance, jusqu'à l'aspirer presque à la fin. Mentalement, il y consentait depuis longtemps. Son débat télévisé avec Caouette en 1962 n'était que le prologue de ce qui s'annonçait. En 1963, n'eut été l'affaire des ogives nucléaires entreposées sur notre sol, il aurait plongé comme Guy Favreau, qu'il avait du reste incité à faire le grand bond.

Deux ans plus tard, il démissionnait de sa présidence confédérale, devenait chômeur volontaire, se mettait en disponibilité. « C'est un choix rationnel que j'ai fait, c'est tellement rationnel que moi-même je ne l'ai pas encore accepté viscéralement. Depuis la réunion du bureau confédéral, je continue à vivre comme si je devais demeurer président et quand je songe au départ, j'ai le vertige ». En effet, « ce n'est pas facile de consommer la rupture. Après 23 ans, on finit par avoir pas mal de racines ». Il voulut sceller son entrée en politique par un contrat tacite : ne pas tirer profit de son prestige et de ses relations dans le monde syndical pour mousser sa carrière et sa popularité politiques ; en contrepartie, ce monde syndical devrait ne pas le considérer comme son homme lige au palier gouvernemental.

Double obsession : il refuse autant d'être caution qu'otage. Dans la réalité, la carrière politique étant charnière naturelle avec la syndicale, la distinction se maintient difficilement. D'une part, les adversaires parlementaires l'attaquent, lors de l'étude du bill F 186, pour son prosyndicalisme québécois. De l'autre, les ouvriers de Lauzon comprennent mal que leur ancien président confédéral n'engage pas son avenir politique pour sauver le petit chantier George T. Davie de Lauzon, promis à la mort économique. « Quelques permanents syndicaux n'ont pas de préoccupation plus importante que de me détruire politiquement ... Je vous laisse le soin de les découvrir. Je les connais bien ; c'est moi qui ai engagé quelques-uns d'entre eux à la C.S.N. » On échappe encore moins à un passé prestigieux qu'à une réputation négative.

Marchand a trop vu de barricades friables pour ne pas se faire d'illusion sur sa force politique. En syndicalisme, c'est relativement simple : la position *unilatérale* se défend en responsabilités que restreint, sans l'étouffer, l'impératif de l'efficacité. En politique, c'est plus complexe : l'impératif de l'efficacité reste aussi exigeant qui joue en position de responsabilité *multilatérale*, qui se trouve à être également celle d'un

dernier recours. Il est inévitable que les *clients* d'hier ne comprennent plus. Il est aussi fatal que les nouveaux *clients* d'aujourd'hui, s'étant multipliés, ne comprennent que difficilement.

Conscient de sa force précaire, Marchand avait d'abord refusé de se présenter en 1963 sous l'étiquette d'un parti qui adoptait une politique militaire combattu par lui-même et sa propre confédération syndicale. Deux ans et demi plus tard, cette *question* était devenue caduque lorsqu'il adhéra au parti libéral fédéral. Mais il se refusait au rôle de commando-suicide. Frappé par les expériences solitaires d'un Favreau ait fédéral et d'un Lévesque au provincial, il voulut s'entourer de deux ailiers pour former la ligne d'attaque des « trois colombes » - ou selon d'autres variantes, qui n'eurent pas la même fortune sémantique, les « trois sages », les « trois hommes propres » (« *The Three Clean Men* »), ou tout simplement « les trois ».

L'histoire des « trois colombes » devra être un jour écrite. Nous ne pouvons guère ici qu'en évoquer de façon furtive, sous trois rubriques, des aspects connus de tous. Par delà le pari en quelque sorte insensé que prirent trois Canadiens francophones en leur belle maturité, il y aurait un vif intérêt pour la science politique *appliquée* à savoir comment un parti, à tous égards vieilli, peut se renover par l'entrée de trois éléments aussi hétérogènes à cette formation. Entre « the *old New Guard of Guy Favreau* », selon les expressions du regretté Blair Fraser, Marchand, qui avait imposé Trudeau et Pelletier, forma avec ces derniers « a *separate Super-New Guard* ». Marchand, que, seul, voulait le parti libéral, dut accepter, dès son élection, d'être nommé ministre puis, à cause de la défection de Favreau, de diriger l'aile québécoise des Libéraux. Il était nouveau dans ce double rôle de direction, qu'il assumait avec la déformation du dirigeant syndical qu'il avait toujours été. Il n'eut pas le temps de se roder. Il commit des erreurs en rapport à ce parti et à l'opinion publique. Fraser, dans un texte par ailleurs sympathique, note que Marchand fut « couronné, prématurément et artificiellement, comme nouveau leader libéral fédéral du Québec ».

Le caucus des Libéraux du Québec n'est pas un groupe facile à manipuler, surtout en ces années de transition et d'inconfortable exercice d'un pouvoir minoritaire. Les *représentants du peuple* n'aiment pas être bousculés même pour la bonne cause. Un groupe de cette nature n'a que des rapports lointains avec un grand conseil syndical. La sincérité flagrante, jointe à un nécessaire sentiment d'urgence, ne peut, en toutes circonstances, tenir lieu d'habileté tactique. Marchand, qui ne désirait pas exercer ce magistère, du moins pas si tôt, se vit l'objet de critiques sérieuses au sein de son pro-

pre parti. Après coup, puisque l'aventure, pour l'ensemble, n'a pas tourné si mal, on aurait mauvaise grâce de critiquer des tactiques bougonnes et maladroites.

La *public image* de Marchand est aussi variée que la gamme des opinions sur le destin du Canada. Ceux qui acceptent l'hypothèse canadienne, même avec toutes sortes de conditions, applaudissent à l'opération *reconquête du Québec* et à la part capitale que Marchand y tenait jusqu'à l'émergence sensationnelle de Trudeau. Mais ceux pour qui le destin indépendant de la Terre Québec importe par dessus tout le vouent aux gémonies. Marchand a parfois explosé en public. Il ne tolérera pas d'être traité de « vendu » et de « traître » par de « petits bourgeois » ou de « p'tits morveux ». Cette façon de *se crier des noms* et d'employer un langage inflationnaire en politique trouve peu d'approbateurs chez ceux qui considèrent la politique autrement que comme un jeu de cirque. On est volontiers plus sévère pour la première victime surtout si elle détient un poste de responsabilité publique. C'est peut-être injuste, mais c'est ainsi. De même, on a l'impression que l'homme politique se rabaisse en pratiquant un style faussement humoristique du genre : « Si la p'tite a mal aux amydales, c'est la faute à la Confédération ; s'il fait froid sur la Côte Nord, c'est la faute à la Confédération ; etc... » À la limite, les « visées impérialistes » de la France selon les ententes franco-québécoises ne sont pas plus fantaisistes que ces « barbus qui rêvent de dominer l'Amérique du Nord ». Il n'y a, non plus, aucun profit à rejoindre sur leur propre terrain ceux qui simulent un combat dissymétrique : « S'il (Johnson) continue, je ne me laisserai pas manger la laine sur le dos et je vous assure qu'il y aura de la bagarre. »

Le passé social de Marchand, l'importance cruciale de son pouvoir politique sont suffisamment impressionnants pour qu'il ne fasse pas flèche de tout bois. Quand il dit : « Nous nous battons là où est la bataille et il faut que nous la gagnions, il faut que nous obtenions l'égalité, » ou : « Quand bien même un jour nous nationaliserions toutes les industries, nous n'en serions pas pour autant indépendants ... car pour être vraiment indépendants, il nous faut des hommes qualifiés capables de diriger l'économie », il se trouve à reconnaître la profonde aliénation politique et économique dont ses contradicteurs d'un jour, barbus ou non, se font les interprètes, peut-être intempestifs, mais eux aussi sincères. Les conflits de générations ne se gagnent jamais en escarmouches, ni en une seule bataille, - ni même par aucune des générations qui s'identifient comme antagonistes. Ce n'est qu'après coup que cela apparaît tel par la grâce simplificatrice des historiens. Mais chose certaine, la *génération d'avant* - qui se trouve à être celle du *maintenant politique* - peut désamorcer le potentiel explosif

de la génération qui prétend la bousculer en lui administrant la preuve que le jeu (dangereux) n'en vaut pas la chandelle. « Notre objectif à Ottawa, c'est d'améliorer le sort des petites gens et d'atteindre à l'indépendance dans la réalité concrète, pas dans les discours ». Tant il est vrai que « l'unité canadienne n'est pas un objectif mais un résultat », elle sera faite par une succession d'autres résultats.

Avec quelques autres, mais lui toujours comme fer de lance, Jean Marchand aura transformé une *congrégation* syndicale en un syndicalisme peut-être le plus progressif de l'Amérique du Nord. En une phase cruciale de sa carrière, il aura dénoncé efficacement l'imposture généreuse du crédit social. Comme membre de la Commission Laurendeau-Dunton, il aura appris *de visu* la coexistence difficile des Canadas. Conscient de ses limites, ce « non pestiféré de la fédéralite », comme il l'a déjà dit de lui-même, a refusé de se mettre en course pour le leadership des Libéraux fédéraux. Ce faisant, sans le prévoir exactement comme tout le monde, il pavait la voie du nouveau premier ministre du Canada.

La rumeur publique, qui ne l'a pas consulté, lui suggère de temps à autre de prendre en charge les Libéraux provinciaux. Il n'a pourtant pas de contentieux officiel avec Lesage, si des règlements de compte l'attendraient avec Johnson, son ami Lévesque et Bourgault. D'ici là, d'Ottawa, le ministre des *disparités régionales* a fort à faire pour le Québec, si « l'unité canadienne n'est pas un objectif mais un *résultat* ... »

Gérard PELLETIER

[Retour à la table des matières](#)

La tête - sans les grimaces et tics ! - d'un Louis de Funès maigre, d'avant *le traitement*. En fait, une rare intensité intérieure en instance de se projeter en action extérieure : un introvert en débordements extroverts. Un intellectuel dont se méfient les hommes d'action ; un homme d'action qui ne trouve pas grâce devant les intellectuels. Une capacité hors du commun pour susciter, sans chercher à les provoquer, les jugements les plus contradictoires. D'ailleurs, une aptitude très spéciale à se retrouver toujours *en situation*. La situation actuelle semble hétérogène à la précédente, alors que chez lui (ou selon l'observateur qui y pense à deux fois) elle n'en est, après un dénivellement pris en douce, que le prolongement.

Un intellectuel polyvalent, c'est-à-dire sans formation de spécialité, avec beaucoup de centres d'intérêt d'ailleurs changeants, qui flaire les déplacements de problèmes plutôt qu'il ne les analyse, qui s'ajuste aux problèmes tout en agissant sur eux. Un intellectuel homme d'action ou un homme d'action intelligent, on ne sait trop et ça n'importe guère, puisque sa *tare* fondamentale est d'avoir à peu près tout réussi de ce qu'il a entrepris. Moyen tout indiqué pour se faire beaucoup d'ennemis en dehors du cercle large des adversaires obligés.

À l'âge de 45 ans, il est élu député fédéral d'Hochelaga. Il est le troisième point d'angle de la bizarre formation des « trois colombes ». Il complète Marchand, le leader social naturel, Trudeau, l'analyste passionné de la chose politique. Lui, il est l'intuitif de ce qu'il y a de signification dans le quotidien vécu. Il travaille en miettes et par impressions juxtaposées, la plus récente n'effaçant pas la précédente : c'est plutôt dans son mode de perception que réside sa continuité. Il perçoit et enregistre, ce qui lui tient souvent lieu de compréhension. Son esprit de finesse complète Marchand et Trudeau, engagés dans leur dialectique de l'action et de la pensée. Ce n'est pas qu'il soit plus large d'esprit ou moins passionné qu'eux, mais son esprit perceptif plus fin lui permettra souvent d'être moins déphasé par rapport à l'événement. D'où il sera

mieux prémuni contre les bourdes. Ceux qui ne l'aiment guère le trouveront plus superficiel, changeant, opportuniste. En fait, tout cela surtout parce qu'il déroute, qu'il dérange les *chères catégories* où tout un chacun aime ranger ses contemporains.

Ce n'est que vers 27 ou 28 ans qu'il commence à porter intérêt réel à la vie politique. Il le déplora devant un auditoire de jeunes lors de sa campagne dans Hochelaga en 1965. C'est la politique qui s'imposa à ses préoccupations des années précédentes. Collégien, il avait été l'animateur le plus marquant du mouvement de l'action catholique étudiante. Dans un milieu officiellement catholique de A à Z, pratiquant à 100 %, militer dans l'action catholique naissante impliquait un retour aux sources oubliées de l'évangélisme. En sa face négative, c'était heurter de front le raide conventionnalisme d'une religion s'exprimant en principes codés et animés par la peur *sécurisée*. D'une part, il y avait le providentialisme païen des *croyants* ; de l'autre, son armature institutionnelle que la notion de cléricalisme recouvre assez exactement. Prendre au sérieux le message évangélique, en mesurer l'effroyable défi, c'est une aventure spirituelle qui n'est pas sans repos. C'est comme se mettre en retrait d'un milieu pour le féconder, à moins que le milieu n'ait d'abord exercé la menace de sa faculté de rejet.

Pendant ces années, Gérard Pelletier aura signé le plus grand nombre des textes importants sur le mystère chrétien qui aient été écrits par des laïques canadiens-français. Quelques années avant que ne se produise l'événement, il annonce la fort de *Feu l'unanimité* (religieuse). A la direction de la J.E.C., ce futur journaliste, qui ne se voyait pas exerçant d'autres professions, organise en *corporation* la presse étudiante. Il se retrouve à la fin de la guerre secrétaire du fonds international de Secours aux Étudiants avec siège à Genève. Il voyage à travers l'Europe, effleure les continents contigus. Il avait déjà une bonne connaissance des États-Unis, avait fait, comme responsable d'action catholique, un périple en Amérique latine. L'Europe dévastée, l'Amérique latine sous-développée, les États-Unis en période préopulente, c'est une expérience d'internationalisme politique qui se superpose à l'oecuménisme d'un catholicisme d'origine à réinventer.

Gérard Pelletier refuse de s'ancrer en cet *ailleurs* où rêvent de se retrouver en se libérant tant de jeunes Québécois. A la maison du Canada de la Cité universitaire de Paris, au siège de l'Unesco, on lui offre des emplois intéressants. Il décide de rentrer. Il sera journaliste au *Devoir* qui paie mal, mais qui offre une ambiance favorable à la liberté d'expression. Il y avait eu auparavant la rencontre avec l'étudiant Pierre Elliott Trudeau, déjà machine à apprendre, à comprendre la politique - en attendant de la

faire, le cas échéant ! Il y avait eu, entre les deux jeunes gens, le projet de faire, un de ces jours *Cité Libre*.

Ce sera en 1950. Pelletier et Trudeau en sont les deux codirecteurs-fondateurs. Pendant dix ans, ils lui imprimeront sa marque particulière : puis, il y aura les transformations, les petites rébellions, etc ... Le Québec prend le tournant des années 1960. La revue avant-gardiste, gauchiste, socialisante, etc... apparaît à une génération de jeunes loups aux dents déjà longues comme stabilisatrice, centriste, conservatrice. Cette jeune génération loge à l'enseigne volontairement provocante de Parti Pris. On peut mesurer alors la brièveté d'une génération intellectuelle au Canada français. Il y avait eu, il y a encore Liberté pour amortir la transition, mais si Parti Pris se considère sortie (et libérée !) de Cité Libre, celle-ci accepte mal de se voir ainsi prolongée ... Selon Pelletier lui-même, Cité Libre voulait s'employer « utilement à situer nos problèmes ». Pour Parti Pris, il s'agit de les régler. S'ensuit un beau dialogue passionné. Pour son propre compte, Pelletier reconnaissait « qu'il y avait une certaine angoisse dans mon attitude face à Parti Pris ... Si j'ai été si sensible à l'hostilité de ces jeunes, c'est parce que je les respecte dans la mesure où ils ont des idées où ils sont intelligents et cultivés ... Il est troublant de se battre contre des gens avec lesquels on a un but commun ».

Pourtant, Cité Libre n'était qu'une activité professionnelle marginale pour Gérard Pelletier qui en eut bien d'autres. Au Devoir, il fut chroniqueur à l'éducation, critique radiophonique, responsable d'enquêtes sociales, chroniqueur syndical couvrant pour ce journal la célèbre grève de l'amiante de 1949. Puis, il devient rédacteur en chef de l'organe de la Confédération des Travailleurs du Canada (C.T.C.C., avant sa transformation en C.S.N.), *Le Travail*. Il écrit des textes dramatisés pour la radio. Il est animateur, à l'occasion star-reporter, à la télévision de Radio-Canada. Il est partout. Ce qui en gêne quelques-uns, peut-être envieux de succès trop faciles et si rentables ! Puis ce sera, en 1961, l'opération sauvetage de *La Presse*, menacée par *Le Nouveau Journal*. Après quelques années, la grève ambiguë du « plus grand quotidien français d'Amérique » confine son rédacteur en chef à un silence opaque. Personne ne comprend, du rédacteur de *Parti Pris* à Claude Wagner ! Pelletier n'explique rien. Peu après la grève, il est viré de spectaculaire façon. Il accepte l'événement avec franchise et un brin de philosophie. Mais il n'explique toujours rien de l'épisode précédent. Peut-être songe-t-il au seul épisode qui compte désormais, le jour où Marchand se décidera...

À l'automne 1965, « les trois » adhèrent au parti libéral fédéral. La nouvelle direction collégiale de *Cité Libre* dit sa déception. Les deux fondateurs cosignent une longue réponse circonstanciée. En exergue, cette phrase de Platon : « Ce qu'il en coûte aux gens de se désintéresser de la chose publique c'est d'être gouvernés par des gens pires qu'eux-mêmes ». En conclusion, cette autre de Péguy : « Ils (les intellectuels qui ne se mouillent pas) ont les mains propres ... parce qu'ils n'ont pas de mains ». Voilà pour le risque de l'engagement. Sur le motif de l'engagement, retenons cette phrase sur « un certain état d'urgence » au Canada : « Il ne s'agit pas de prédire la catastrophe finale mais de prévoir l'éventualité de dislocations sérieuses dans l'ensemble canadien. Et même s'il est question ici de ruptures partielles qui ne seraient irréparables, il est certain que la nécessité de ramasser ensuite les morceaux absorberaient des énergies considérables dont nous avons mieux à faire ». Pour les fondateurs de *Cité Libre*, « il n'existe aucune rupture, nous ne renions aucune de nos convictions. Nous avons seulement résolu de poursuivre ailleurs et autrement le même combat intellectuel et social qui nous occupe depuis toujours ». Tout au moins ceux qui leur reprocheront de n'avoir pas changé reconnaîtront que c'est *le même combat* qu'ils mènent encore.

Le reste de l'histoire est du domaine public. Pelletier, simple « M.P. », s'emploie à faire son apprentissage de *back-bencher* avec méthode et mutisme. Le journaliste garde une *column* dans le *Montreal-Star*. Un peu Candide, un peu Paysan du Danube, il signe des articles sur ce qui attend un nouveau député aux Communes, qui observe et qui pense. Comme Trudeau, Pelletier s'entendra citer en Chambre ses diatribes de naguère contre les Libéreaux. Ce n'est pas tellement que la députation libérale du Québec ou le leader du parti le tiennent en plus grande suspicion que les deux autres, niais Pelletier trouve moins vite un rôle qui soit de son emploi. Il y a bien les affaires de Radio-Canada, mais il y a aussi JUDY... Pelletier sera finalement nommé assistant parlementaire aux Affaires Extérieures. Au moins en une circonstance, il aura contredit son ministre, Paul Martin : ce qui n'est pas indiqué pour l'avancement. Une autre fois, il lance une idée incongrue à force d'être rationnelle et courageuse : « Nous ne pouvons faire des déclarations fracassantes de neutralité dans la guerre du Vietnam, comme l'a déclaré M. Pearson et je lui donne raison, en tant que chef responsable de notre pays - mais à partir du moment où le silence devient une complicité, la situation changerait totalement ... La solution positive que je vois, c'est celle qui consisterait pour notre gouvernement à organiser officiellement des secours au Vietnam Nord comme au Vietnam Sud ». A moins que le premier ministre Trudeau ne se décide à

chambarder notre politique étrangère - ce qui n'est pas exclu -, Gérard Pelletier ne sera pas Secrétaire d'État aux Affaires Étrangères. Pour l'instant, le légataire de l'héritage culturel de JUDY aura fort à faire entre Radio Québec et quelque affaire du Gabon. Inversement, Daniel Johnson devra compter avec celui qu'il a déjà décrit comme « le transformateur des trois haut-parleurs » (Marchand, Trudeau, Sauvé).

Gérard Pelletier ou un impressionnant itinéraire qui, d'un engagement religieux à l'origine, passe à celui du social pour aboutir à l'action politique - et toujours, pour le mieux ou le pire, voulant faire dominer les valeurs de l'humain sur celles du culturel ethnique.

Jean-Luc PEPIN

[Retour à la table des matières](#)

Un sourire au beau fixe. La moustache, en absorbant la lèvre, semble le figer à jamais. « Oh ! je sais bien que mes idées ne sont pas populaires. Mais ça fait rien, j'ai confiance ! » L'assurance tranquille de ceux qui savent qu'ils vont réussir. La confiance récompensée, l'optimisme conquérant de ceux qui sont en train de réussir.

Il aimait suffisamment la politique pour y consacrer sa vie, d'abord en l'enseignant à l'Université d'Ottawa. Il poursuit un cycle classique d'études en science politique à Ottawa et à Paris, cueille au passage une licence en philosophie et une autre en droit. Dans un département naissant de science politique, il *vadrouille* toutes les matières fondamentales au programme que des collègues peu nombreux ne veulent ou ne peuvent enseigner. Il monte un service de documentation politique encore jeune, il devient assistant au doyen de sa faculté. C'est déjà un personnage tout *rond* dont la polyvalence s'épanouit en accommodements positifs. Son surcroît d'énergie il l'emploie dans des conférences devant des clubs sociaux et des associations culturelles, des séries de cours aux forces armées du Canada, des émissions de Radio-Canada ou des textes pour l'Office National du Film.

Ce « p'tit gars de Victoriaville » se présente candidat libéral dans son comté natal de Drummond-Arthabaska à l'élection fédérale de 1963. Il y a disette de *ministrables*

francophones pour le premier cabinet Pearson ; mais il n'est pas de la première four-née. Malgré son *record académique*, il n'impressionne pas d'abord - rapport à son jeune âge et peut-être à ce sourire perpétuel dont la jovialité obstinée a quelque chose de suspect pendant ces années troubles. Il s'initie aux arcanes du pouvoir économique sous la direction de Mitchell Sharp dont il est l'assistant parlementaire. Le ministre du Commerce et de l'Industrie l'appréciera, appuiera son accession au Cabinet et se pré-parera ainsi un successeur au prestigieux ministère. D'abord ministre des Mines et Relevés techniques, Pépin devient titulaire du nouveau département de l'Energie, des Mines et des Ressources, qui absorbe l'ancien mais avec des responsabilités considé-rablement élargies. Et, au cas où cela ne se saurait pas assez, Pépin précise qu'il a sous sa direction « les plus grandes responsabilités jamais confiées à un seul ministère du gouvernement canadien ». Il sut *piger* vite et faire montre d'esprit de travail et de méthode. Il confirma les espoirs qu'on avait mis en lui et étonna agréablement ceux qui étaient encore réticents à son sujet.

La grande surprise du premier cabinet Trudeau fut sa nomination au Ministère du Commerce et de l'Industrie. Personne dans les « milieux généralement bien infor-més » n'avait prévu le coup ! On n'imaginait pas Pépin dans la lignée qui, de C. D. Howe à Winters, n'était constituée que d'anglophones, près du *Big Business* sinon forcément tous millionnaires. Encore s'il eut été économiste ou homme d'affaires, même canadien-français ... Vraiment un coup plutôt *shocking* ! Rien n'est jamais ga-gné en politique, surtout pas les carrières qui montent en flèche. Ce « *minister of eve-rything* » comme l'appelait le *Financial Post*, sera étroitement surveillé. S'il s'impose, c'est qu'il sera doublement bon. Pour que tombe à jamais le tabou sur l'inaptitude des Canadiens français à diriger les grands ministères économiques - si nous comptons trois premiers ministres nous n'avons jamais eu de ministre des Finances -, Jean-Luc Pépin n'a pas le choix de ne pas réussir. A 43 ans, il peut nourrir tous les espoirs de relancer son destin politique en cas d'accidents de route ... ce qui ne l'empêchera pas de sourire !

Son pragmatisme ouvert lui suggère des formules que n'eut pas désavouées Mac-kenzie King. « Je suis continentaliste si c'est dans l'intérêt national ». Ou : « Personne ne sait si les eaux canadiennes seront exportées aux États-Unis qui les demandent. Pour l'instant, il s'agit de dire aux Américains ni oui ni non ; mais il est essentiel d'établir ce que le Canada devra dire éventuellement ».

Le noeud gordien des relations fédérales-provinciales ? Ça va s'arranger ! D'abord « les gens du Québec en ont assez de la rivalité entre Ottawa et Québec et ils veulent la collaboration entre les deux ordres de gouvernements sur des questions aussi essentielles que la prospérité, la santé et l'éducation ». Ensuite, il y a la théorie du *vide à combler*. Québec ou les autres provinces n'occupent pas tout le terrain qui leur est constitutionnellement dévolu, alors l'État central est habilité à agir par suppléance. « Mais il n'y a aucune raison pour que le gouvernement fédéral se réserve les domaines qui, soit selon la lettre, soit selon l'esprit de la constitution, appartiennent essentiellement aux provinces. Il y a, par exemple, l'éducation et la sécurité sociale, qu'il faut laisser aux provinces ». Le *statut particulier* du Québec ? Toutes les provinces en ont un, si le Québec a un statut un peu plus *particulier* que les autres : question de plus ou de moins ... D'autre part, « si j'étais à Québec, je serais prudent en matière de rejet des programmes à frais partagés ... Le gouvernement du Québec entend ainsi assumer des budgets qui sont considérables en termes de chiffres, mais qui risquent d'être gelés en termes de qualité ». On juge l'arbre à ses fruits ... Revu et corrigé par lui, le fédéralisme *coopératif* devient un fédéralisme *harmonique* ...

Les philosophes du 18^e siècle croyaient à l'harmonie pré-établie des choses. L'optimisme foncier de Jean-Luc Pépin n'est pas que la marque d'un caractère jovial et d'une bonne santé. Il leur est apparenté. En tout cas, un Canadien français tout ce qu'il y a de plus décomplexé à Ottawa ...

Mitchell SHARP

[Retour à la table des matières](#)

Au repos, une tête d'épagneul roux, au regard triste comme chez tous les chiens de chasse. Quand il parle, on s'étonne de le voir sourire presque constamment, rapport à sa forte mâchoire inférieure qui est aussi un signe de volonté. Quand il s'anime, l'oeil suit le dernier, mais il devient alors pétillant d'intelligence. Enfin, il éclate volontiers de rire avec l'air de dire : « Vous êtes surpris de ce que le grave Mitchell ne se prenne pas trop au sérieux »

Il est de la race des grands commis, des technocrates impressionnants, des caciques du plus fermé peut-être des *establishments* : celui de la haute fonction publique. Un jour, la tentation devient trop forte et hop ! ils secouent leur sécurité dorée et plongent dans la grande bagarre ! Une façon de parler, car ils profitent du moment et du lieu, qu'il serait du reste insensé de ne pas choisir favorables ! Ceux qui succombent à la tentation sont, malgré tout, assez peu nombreux comme pendant la longue période du pouvoir ininterrompu des Libéraux de 1935 à 1957. Guère plus nombreux à décrocher pendant l'inter-règne Diefenbaker ceux qui allèrent plutôt *pantoufler* dans l'industrie privée ou les universités. A Ottawa, on savait que le sous-ministre Mitchell Sharp *ferait* de la politique un jour.

Né à Winnipeg en 1911, d'une famille pauvre, il n'a pas été élevé dans quelque carnavansérail où passent, sont cotangents sans se gêner mutuellement, les fils des *establishments* de notre société dite sans classes. Un curriculum classique : l'Université du Manitoba, puis la presque obligatoire London School of Economics and Political Science. Dans la fonction publique, il conquiert vite ses galons. Il a à peine 40 ans lorsqu'il est nommé sous-ministre associé au ministère du Commerce en 1951. Quelques années plus tard, il est le sous-ministre en titre. Il a la réputation de l'homme fort d'un ministère clé quand commence l'ère conservatrice. Il préfère prendre l'air du grand large. Il subit un échec à l'élection de 1962, mais, l'année suivante, il se fait élire député de Toronto-Eglinton. Il retrouve naturellement son département, mais en qualité de grand patron, dans le premier cabinet Pearson.

Suit *the Great Debate* entre le ministre des Finances, Walter Gordon, et le ministre du Commerce au sujet du continentalisme économique. Sa thèse, moins révolutionnaire et donc plus populaire, il la défend avec quelque ardeur et beaucoup de probité intellectuelle. Dans la suite, sa position ayant prévalu, il se gardera bien d'abuser de sa victoire. En 1965, il remplace Gordon au ministère des Finances. Son prestige personnel et sa force politique s'accroissent dans le parti. On sait qu'il sera l'un des candidats les plus sérieux à la succession de Pearson.

À part Martin, gagnant assuré dans l'hypothèse d'une succession rapide, Sharp apparaît en tête de liste. Il est économiste ; il connaît tous les détours de l'administration des grands problèmes (sous-entendu : économiques). Ce *westerner* peut rallier l'Ouest sans effaroucher le Québec ni les Maritimes, qu'il s'est efforcé de *bien traiter*. Il est rassurant au sujet de la prospérité du pays, qui n'a guère le choix de ne pas vivre par procuration de la prospérité du gigantesque voisin. Un handicap de taille qu'on ne

manque pas de lui rappeler. Le ministère des Finances n'a jamais été l'antichambre du cabinet du premier ministre. Il a sa réponse toute prête : « Si le ministre des Finances a une tâche difficile, la tâche de premier ministre au cours des mois et des années qui viennent sera plus difficile encore. Donc, le ministère des Finances est un bon apprentissage. » Donc...

Le fait est que, dans des conditions normales, il aurait pu faire mentir l'adage selon lequel un grand Argentier n'a guère de chance de devenir le *Primus inter pares*. Des « conditions normales » auraient impliqué que le phénomène Trudeau ne se produisit pas et que la guigne ne s'acharnât pas contre lui au moment crucial. La candidature de Sharp était sur sa lancée quand eut lieu le désastreux vote du 19 février aux Communes. Le gouvernement était mis en minorité en troisième lecture sur une importante et impopulaire mesure fiscale ! Il porta l'odieux de la situation. Il dut rappeler la mesure. *Anti-climax* désormais insurmontable dans sa course au leadership. Il suspendit sa campagne, qu'il avait livrée jusque là en isolé volontaire, sûr de lui et de son prestige, tandis que d'autres candidats donnaient déjà dans l'activisme et l'affairisme. Mais, quand il se remit en course, les clientèles s'étaient déjà distribuées ailleurs. La magie de Sharp n'agissait plus pour l'opération récupération. Plutôt que d'aller au devant d'une défaite humiliante, il se retira avant le dernier tourment. Il jeta son dévolu sur Pierre Elliott Trudeau, non par opportunisme, mais parce que c'était le candidat qu'il estimait le plus et avec lequel il se trouvait, pour l'ensemble, en communauté de vues.

Il est intéressant de rappeler ce que disait, il y a quelques mois, le futur ministre des Affaires étrangères. « Pour nous, Canadiens, la crise institutionnelle interne et la crise économique mondiale ne sont que deux fronts d'une même guerre ». Si le Canada doit réviser fondamentalement sa participation aux alliances militaires, c'est pour que ce pays « porte un intérêt croissant au relèvement des standards de vie des deux tiers de l'humanité qui vivent encore dans le dénuement ». Aussi, faut-il inciter « les Canadiens à partager davantage leurs richesses avec les pays moins bien pourvus que le nôtre ». Paroles platoniques, peut-être ? On verra. Peter Newman, qui le connaît bien, rapporte que Sharp « a vu, encore enfant, des créanciers prendre possession des meubles de sa famille : le procédé a laissé une marque indélébile chez lui ». Tout le monde véhicule un coin de son enfance.

Sharp a l'intention et les moyens de présenter une image généreuse et souriante d'une nouvelle politique étrangère, du Canada, plus dynamique et discriminatoire.

Aux Finances ou aux Affaires extérieures, Sharp est fait pour les grands seconds rôles. Un des piliers du cabinet Trudeau, comme il le serait dans toute équipe ministérielle.

John TURNER

[Retour à la table des matières](#)

« Le plus beau, c'est lui ; mais Trudeau a un charme fou ! » Ce qu'on l'a entendu ce jugement bilatéral lors de la dernière campagne pour le leadership libéral. Ce qui fait la preuve, non pas qu'une convention est un concours de beauté, mais qu'à l'âge électronique l'aspect plastique de la fameuse *public image* est au moins aussi importante que le propriétaire qui la supporte. Il tint bon, s'acharna dans la lutte jusqu'à la fin, mais c'est l'autre *bel homme* Winters - qui représentait évidemment autre chose de plus substantiel, qui a nom *Big Business* ! - qui fut le grand finaliste. Les deux candidats de la jeunesse, du rajeunissement du parti, ou de la simple nouveauté furent donc Trudeau et Turner tandis qu'Hellyer, pourtant d'âge intermédiaire, apparaissait le candidat de la *vieille garde*, d'une droite qui trouvait plus séant de ne pas avouer son nom.

Turner ne fut pas un candidat de la onzième heure comme Trudeau. Deux ans avant l'ouverture de la succession, il affectait une hésitation prudente : « Si je peux être utile au peuple..., si je peux rallier la confiance des gens de ma génération j'aimerais avoir mon mot à dire dans la politique de mon pays ». Il avouera même être entré en politique par hasard mais pour une motivation qui est la marque des vocations profondes : « Je suis entré dans la vie publique par pur hasard. Dans une discussion entre amis, nous avons exprimé les inquiétudes que nous ressentions pour notre pays. J'ai estimé alors pour ma part qu'il ne servait à rien de vouloir pratiquer ma profession d'avocat dans un pays où je ne me sentirais pas heureux de l'exercer ». Avant que l'actuel premier ministre décide de s'inscrire dans la course, Turner déclarait « Je suppose qu'on peut me situer assez près de Pierre Elliott Trudeau ».

S'il y eut une magie accélérée de Trudeau, il y avait eu un *appeal* constant de Turner. Le gros du *vote jeune* se partagea entre les deux hommes - et le *following* de Turner fut particulièrement ardent, enthousiasme, tenace ! Ce qui fit la différence : Trudeau put rallier une plus forte proportion des votes des autres groupes d'âge. Divers aspects seconds - mais non *secondaires* à notre époque - de la personnalité des deux hommes étaient mis en parallèle. Le jeune homme à la beauté mâle, au sourire Pepsodent, était aussi un athlète : bon joueur de tennis, adepte du karaté (ce qui vaut bien le judo), ancien champion de course à pied dans la catégorie des 100 et 220 verges. Sans être aussi parfait bilingue que Trudeau, il était de loin parmi les candidats anglophones celui qui maniait le français avec le plus d'aise, pouvant même se permettre la coquetterie de *joualiser* quelque peu pour la frime ! Boursier Rhodes dès l'âge de 19 ans, lui aussi avait fréquenté de grandes universités. Sa légende commence avec une agréable exigence de protocole : il était « celui qui a fait valser la princesse Margaret ». Sans s'en faire un drame, la persistance de la légende l'a quelque peu embarrassé.

Ceux qui comparent Trudeau à Kennedy ne dépassent pas l'analogie très superficielle et ignorent la carrière d'au moins un des deux hommes. Le parallèle entre Turner et Kennedy serait autrement suggestif et bien plus aisé à soutenir. Deux Irlandais catholiques, plus charmeurs que charmants sans abuser de leur charme, une certaine similitude physique dans l'allure encore plus que dans la morphologie, une commune détermination qui ressemblera à de l'obstination. Turner publie *Politics of Purpose* dont certaines phrases auraient pu se trouver dans *Profiles in Courage*. Il cite Laurier pour la fidélité aux origines et le panache ; mais aussi, Marshall McLuhan pour s'introduire dans le monde de demain qui est commencé aujourd'hui, mais aussi, Michael Harrington, ce porte-parole de la nouvelle gauche américaine, pour asseoir idéologiquement son idéalisme pragmatique. Il n'y eut pas de *clan Turner*, mais il est un fils méritoire de bonne famille.

Il est né en Angleterre, où son père était journaliste et écrivain. La mère de cet orphelin paternel dès l'âge de 3 ans, après avoir été économiste à l'emploi de l'administration fédérale, fut la première femme à devenir chancelier d'une université canadienne, U.B.C. Son beau-père, directeur d'une grande firme d'assurance dont le siège social est dans l'Ouest, fut lieutenant-gouverneur de la Colombie-britannique de 1955-1960. D'où la *date* avec la princesse...

Actif dans le parti libéral depuis 1960, député depuis 1962 après sa victoire contre Egan Chambers, président du parti conservateur, constamment réélu depuis, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires du Nord en 1963, ministre d'État en 1965, et agissant en cette qualité comme un ministre associé aux Transports sans en avoir le titre, c'est presque un vétéran quand Trudeau, son aîné de dix ans, commence sa carrière politique. Nommé Registraire général du Canada, il s'emploie à faire quelque chose d'administrativement important de ce qui n'était qu'un bureau d'enregistrement quasi automatique. Quand, après quelques velléités de jacquerie des consommatrices du Canada, le gouvernement Pearson institue le nouveau ministère de la Consommation et des Sociétés commerciales, John Turner en devient le titulaire naturel.

Turner pouvait s'amener devant la Convention libérale en présentant un mélange équilibré d'expérience politique et de jeunesse politique. C'est un jeu un peu factice que de chercher à déterminer à quel point du continuum centre-gauche, centre, centre-droite, si situèrent les candidats au leadership libéral. Trop loin encore des puissances centrales de l'appareil du parti, ne pouvant compter sur une forte clientèle régionale, handicapé en outre par sa condition de *junior minister*, le candidat Turner ne pouvait prendre le risque de vouloir tout casser ! Il adopta une politique ouverte envers le rôle spécial du Québec, ce qui évite de se prononcer pour l'épineux *statut particulier*. Au sujet du *continentalisme*, qui « ne fait pas partie de mon vocabulaire politique », il est d'accord avec les buts de Walter Cordon tout en semblant consentir aux moyens de Mitchell Sharp. Mais c'est surtout le modèle d'un Canada revigoré qu'il propose. « Le Canada n'a pas seulement besoin de qualifications inscrites sur un certificat. Nous avons besoin de 50 millions de personnes, Et si la proportion de 11 à 1 subsiste entre la population des États-Unis et celle du Canada, nous ne pourrons jamais atteindre quelque équilibre, par rapport aux Américains ».

Avec cran, le jeune secrétaire parlementaire avait harangué, en 1963, le groupe des marcheurs du syndicat des marins qui venaient d'être mis en tutelle. Turner insiste sur son aspect jeune, contemporain, engagé : « Les moyens de communication modernes sont le vrai ferment de l'unité nationale... Vous pouvez voir de près les efforts de la guerre et de la pauvreté, vous vous sentez mêlés aux problèmes courants, vous ne pouvez plus vous en abstraire ». Il attache aussi le grelot des critiques des jeunes contre le trop lent rituel parlementaire. « Comme la jeunesse du monde entier, la jeunesse canadienne est pressée d'agir. Elle trouve exécrable le délai de cinq à dix ans qu'il faut souvent pour qu'un projet du gouvernement devient texte législatif ». Le

dernier Parlement n'est pas l'objet de son admiration. Il évoque « l'agonie d'une génération de parlementaires ». D'ailleurs, « la législature actuelle est la dernière à pouvoir vivre en dehors de son temps ».

Toujours la question des générations : « Il y a un véritable fossé entre les Canadiens qui ont moins de trente ans et ceux qui en ont plus de 40. Les jeunes jugent que la génération précédente a prouvé son ineptie... » Il reste peu de temps à John Turner, né en 1929, avant d'être, chronologiquement du moins, basculé de l'autre côté du fossé...

CEUX D'AILLEURS

JOEY Smallwood

[Retour à la table des matières](#)

Il est JOEY comme sous d'autres cieux on est JUDY ou BONA. La brièveté du prénom en quatre lettres encapsule à jamais le pittoresque du personnage. Il y en eut un ; il ne peut y en avoir un autre. Pas un prototype : un exemplaire unique, aussi bien au point de vue qualificatif que quantitatif. JOEY est autre et plus que Smallwood. Le fait d'être incapable de dire quoi que ce soit d'ennuyeux, d'être allergique à toute espèce de mode conventionnel pour le dire, le range dans une niche à part dans la galerie de nos politiciens canadiens. Il n'est pas un prototype ou type pur, pas même une catégorie à lui seul. Il est une essence, posée dans l'existence et assumée par elle. Mais en plénitude et une fois pour toutes. C'est JOEY de Terre-Neuve.

Pour les Terre-Neuviens, il est « notre JOEY ». Ce qui peut s'entendre avec les nuances de la propriété admirative, de l'identification, de la tendre appropriation, mais aussi de la reconnaissance un peu craintive pour le créateur, protecteur, fondateur, dispensateur. « Notre JOEY », c'est un parti et un gouvernement, une législative et une administration, un homme à tout faire (dans les deux sens) et une sécurité sociale, un oncle gâteau et un usufruitier, une providence quotidienne et une police d'assurance. « Votre JOEY » des continentaux, c'est tout cela mais en distanciation un peu hautaine, quoique sans mépris ; avec, plutôt, deux grains de méfiance et, parfois, un brin de remontrance, sans doute pharisaïque. « Ce JOEY », c'est l'attitude, en principe détachée, de l'observateur extérieur, mais qui cache mal un sentiment confus de crainte vers l'inconnu et de connivence amusée pour le connaissable.

Très tôt il devint JOEY, ce Joseph Roberts Smallwood qui naquit avec le siècle dans le petit port de Gambo dans la baie de Bonavista. Son père était lumber surveyor, ce que cet unilingue à regrets aimerait sans doute traduire par ingénieur à pitounes. À quinze ans, il ferme définitivement les livres scolaires pour apprendre le métier d'imprimeur. A dix-sept ans, il décide de fabriquer lui-même la copie pour

l'impression. Il devient journaliste à l'Evening Telegram de Saint-Jean. Imaginons la tête, le bagou, le coup de griffe, le culot qu'il avait à cet âge de l'autoaffirmation. Ça ne prendra pas goût de tinette avant qu'il devienne star reporter. Il était près d'Alcock et Brown lorsque les audacieux aviateurs préparaient leur vol de Terre-Neuve en Irlande. En plus d'alimenter régulièrement son journal, il est en demande à l'étranger. Il vend de ses features à des journaux canadiens, britanniques et américains. La légende de JOEY est lancée.

Deuxième chapitre : il sort de son île. Il travaille pour le compte de journaux de Halifax, Boston et même de New York et Londres. Dans ses temps libres, c'est un vorace rat de bibliothèque. Nous sommes au début des années 1920. Il y a, aux États-Unis, récession comme conséquence de la prospérité factice et trop rapide de la guerre et de l'immédiat après-guerre. JOEY devient organisateur syndical. Il fait ses classes d'action sociale. Mais son véritable *field work*, c'est son île, où il retourne en 1925. Il organise une grande grève dans l'industrie forestière et papetière. A la suite d'une longue marche de plus de 500 milles, il aurait usé trois paires de bottes de *lumber-jack*. Après la *pitoune*, la morue. Il s'emploie à mettre sur pied des coopératives de pêcheurs. Il écrit un livre sur l'apôtre pionnier des pêcheries coopératives de Terre-Neuve, William Coaker. Ce fils de la lointaine colonie publie son livre à Londres. Il reprend goût à l'écriture. Kipling avait écrit *The Jungle Book*. JOEY écrira le *Book of Newfoundland*, espèce d'épopée encyclo-pédique publiée en 1937, quelques années après la sensationnelle banqueroute qui avait entraîné la suppression du statut d'un dominion virtuel. Ce livre - incidemment : contemporain de *Menaud, maître-draveur* - est comme un cri compensateur de Terre-Neuve retournant au statut colonial de jadis.

On n'est pas impunément gloire littéraire dans ce microcosme sans qu'un médium plus puissant ne vous sollicite : la radio. Au cachet mirobolant de 45 dollars par semaine, il adapte et raconte chaque soir des histoires et légendes du *Book of Newfoundland*. D'un chapitre à l'autre, il reprend son souffle, en faisant un *petit brin de causette* avec les auditeurs. Il est devenu la coqueluche insulaire. Tout le monde connaît JOEY et presque tout le monde l'adore : les jeunes, les vieux ; les hommes, les femmes ; les instruits, les non-instruits ; les urbains, les ruraux ; les bûcherons, les pêcheurs côtiers et même ceux de la haute mer, qui se font un devoir, en s'approchant des côtes, de synthoniser la station d'où JOEY irradie. Cela allait durer sept ans. JOEY I est déjà prince non couronné du royaume de Terre-Neuve. Les princes du

sang ne croyaient pas déchoir en exploitant leurs terres. C'est la guerre. Il faut soutenir le moral anglais de *bacon and eggs*. JOEY, qui a le sens de l'opportunité, établit une fabrique de bacon, ou, si l'on préfère, il se lance dans l'élevage des porcs à la rentabilité assurée.

La guerre est terminée. L'Angleterre travailliste procède à un inventaire de ses ressources et charges coloniales. *Newfoundland* n'a jamais été un *imperial asset*. L'île devra apprendre à se débrouiller. Le gouvernement Attlee, démocratiquement, offre aux Terre-Neuviens le choix entre trois possibilités : le statut d'un *self-governing* dominion ; l'annexion aux États-Unis ; l'intégration dans la fédération canadienne. C'est le quatrième chapitre de la vie de JOEY.

Ce plus que *favorite son*, ce héros légendaire de son vivant entre en force sur la scène politique. Il s'engage à fond pour la troisième option. Comme nul ne peut défendre les deux autres l'option de JOEY est forcément la meilleure. Terre-Neuve sera la dixième province. Le nouveau premier ministre craint un dépeuplement accéléré. Il contre cette menace par un tel battage de propagande sur l'expansion à venir de l'île qu'on peut se demander si ce n'est pas Terre-Neuve qui traîne, comme une barque ou un chaland, l'énorme terre canadienne ! La guerre, qui avait converti l'île en stratégique porte-avions, lui avait été bénéfique. Les quelques millions accumulés pendant ces années bénies seront avancées à des industriels européens pour qu'ils viennent installer des usines. Ils vinrent. Une enquête minutieuse se fait pour dresser l'inventaire des richesses naturelles de l'île et de l'« empire » du Labrador continental qui, par la bonne grâce du Privy Council de Londres, lui avait été concédé une vingtaine d'années auparavant. Aujourd'hui, c'est la pomme de discorde que l'on sait entre Terre-Neuve et le Québec nouveau, qui trouve que le Nouveau Québec est vraiment à l'étroit dans ses solitudes nordiques. Qu'on pense ce qu'on voudra du *bon* droit en cette affaire, on ne peut blâmer JOEY d'avoir durci ses réflexes de Terre-Neuvien numéro 1.

Dans sa féodalité insulaire, JOEY a détenu pendant vingt ans les pouvoirs d'un potentat d'Orient. Sous la couverture d'institutions représentatives, les droits publics et libertés démocratiques n'y ont pas toujours trouvé leur compte. Comme Drapeau, dans sa métropole insulaire, ce n'était tout de même pas à JOEY de susciter une opposition pour la frime. Depuis que l'opposition gronde dans son propre parti, JOEY a laissé entendre qu'il ne s'accrochera pas.

Il pourra se retirer avec la satisfaction du devoir et d'une grande mission accomplis. Il y a trois ans, il avouait : « Mon seul regret, c'est que Terre-Neuve ne soit pas entrée dans la Confédération longtemps, bien longtemps avant qu'elle ne l'ait fait ». Le bibliophile de classe qu'il est ne s'ennuiera pas à étudier l'histoire des religions, à l'enseigne de tous les grands isme : bouddhisme, hindouisme, confucianisme, taoïsme, etc ... Pour la détente, il cédera volontiers à sa dernière manie : l'archéologie. Il n'est pas indifférent de retracer les preuves préhistoriques de la première visite touristique d'Eric le Rouge il y a dix siècles. Quel meilleur point final à mettre à la légende vivante de JOEY que de la faire coïncider, à mille ans d'intervalle, avec la plus grande des sagas scandinaves ?

L'après-joeysme ? Terre-Neuve continuera. Dans le Canada. Les hommes nouveaux et encore inconnus feront, par d'autres méthodes, la même chose que lui. D'abord ils continueront à quémander d'Ottawa « plus, plus, plus, toujours plus d'argent ! » L'université Memorial qui est son monument, ne peut encore offrir la gratuité qu'aux étudiants de première année ... ; mais, déjà, quelle leçon aux gouvernements des provinces plus riches !

Dans cette perpétuelle plainte pour « toujours plus d'argent », on pourra entendre la voix en sourdine de JOEY, les sourcils en bataille plus que jamais ...

Louis ROBICHAUD

[Retour à la table des matières](#)

Il avait déjà dit : « Je serai premier ministre, un jour ». Il n'avait recueilli que des sourires sceptiques. C'est lui qui aujourd'hui peut avoir le sourire narquois. Cet arrière, arrière, arrière-petit-fils d'un de ceux de la grande diaspora de 1755 a pu prendre et confirmer une revanche contre un destin historique. Mais il n'avait pas d'esprit de revanche. Sans quoi, il n'eut pas réussi, même pas percé.

Deux siècles après, c'est tout de même un « p'tit Acadien » qui gouverne en Acadie continentale, qui s'appelle aussi le Nouveau-Brunswick. Une trentaine d'années auparavant, un Acadien, Pierre Véniot, avait déjà dirigé le gouvernement provincial, mais

ce n'était guère qu'un interim. Succédant à un premier ministre qui venait de décéder en 1923, Véniot se faisait écraser deux ans plus tard. A la force des poignets et par une obstination de lierre, Louis Robichaud devint chef du parti libéral, puis du gouvernement.

C'est parce que ce petit homme énergique faisait le poids qu'il put répéter deux fois l'opération depuis. Après l'assaut forcené et, à maints égards, excessif que lui livra « Charlie » Van Horne en 1967, le pouvoir de Robichaud est plus fort qu'aux premiers jours.

Louis Robichaud est né, il y a 43 ans, à Richibouctou, sur le littoral est du Nouveau-Brunswick. D'une pure famille d'Acadiens : lui-même ne parlera bien l'anglais qu'à vingt ans. Cinq membres de sa famille ont émigré aux États-Unis. Il fait ses études classiques au Collège de Bathurst. Puis, il suit des cours de droit et de sciences sociales à Laval. En 1952, il n'a que vingt-six ans lorsqu'il ouvre un bureau d'avocat dans sa petite ville de Richibouctou et se lance dans l'action politique.

Il est élu, se fait réélire en 1956. Deux ans plus tard, se produit une vacance de leadership dans son parti libéral, faiblard et qui n'offrait qu'une opposition pâlotte au fort gouvernement du conservateur Hugli John Flemming. « Le parti libéral est à prendre, pourquoi pas moi ? » Il s'en empare. A l'élection suivante il devient premier ministre. Il n'a pas encore 35 ans. En 1963 et 1967, il est reporté au pouvoir avec des majorités à peu près constantes.

En particulier sa dernière victoire, il ne l'a pas volée. Il s'agissait surtout de faire approuver son programme d'Egale Opportunité pour Tous (*Program for Equal Opportunity*). Une commission d'enquête avait conclu qu'une grande partie de la pauvreté du Nouveau-Brunswick provenait d'un mode d'imposition fiscale désuet jusqu'au féodalisme. Il perpétuait des injustices qui amplifiaient la disparité entre les zones relativement prospères et les régions les plus défavorisées. Un tel réaménagement ne va pas sans déranger. Les régions urbaines à prédominance anglophone se trouvèrent en situation de *subventionner* des régions rurales et côtières, à forte densité acadienne. Il y avait la ligne de clivage religieux : les Acadiens avec leurs nombreuses familles n'étaient-ils pas des pauvres *by choice* ? Un *clergyman* écrivait à propos du programme Robichaud dans un journal de Saint John : « *It's robbing Peter to pay Pierre* ».

Les deux grandes puissances de la province entrèrent dans la mêlée : Michael Wardell, ancien assistant de Lord Beaverbrook (natif de la province) et directeur du *Daily Gleaner* de Frédéricton ; et l'encore plus redoutable K.C. Irving, le tsar économique dont l'empire, évalué à quelque 400 millions de dollars se trouvait affecté par les nouvelles mesures de réaménagement fiscal. Le petit Robichaud tint bon, dénonça l'imposture des propagandes intéressées. Il pouvait arguer que toutes les régions défavorisées n'étaient pas celles où prédominaient les Acadiens, plaider la valeur objective de son programme. Il risquait gros. Les électeurs approuvèrent la nécessaire audace gouvernementale au scrutin d'octobre 1967. La guerre des *racés* n'eut pas lieu. Les cris à tonalité raciste n'avaient fait qu'effleurer les consciences.

Quand il se produit dans les grandes circonstances, comme aux conférences fédérales-provinciales, Robichaud ne tente pas de jouer un rôle plus grand que sa taille ni que celle de sa province. Mais son air de petit provincial en visite dans la grande ville cache plus d'astuce qu'on serait enclin à lui accorder. Il rabroue de Gaulle en des termes qu'on peut qualifier d' « enfantins » sans le calomnier. Mais le mouvement d'humeur passé, il laisse les quatre dirigeants acadiens faire leur voyage à Paris à titre privé, en attendant de préparer le sien. Quand Robichaud paraît à la télévision française de Radio-Canada, c'est comme avec le trac d'un étudiant qui passerait un examen d'aptitude au français.

Il a la profonde fibre acadienne, qui vibre ; mais il doit en rien laisser paraître. Il doit faire abstraction. Il danse sur la corde raide. Du point de vue des uns, il va trop vite, risque d'aller trop loin ; de celui des autres, beaucoup trop lentement et surtout avec trop de timidité. En attendant, il se fait réélire trois fois coup sur coup. Ça ne s'était pas vu dans l'histoire de cette province depuis 1892. Il n'est pas banal de battre un record de longévité gouvernementale à l'âge de 42 ans !

Jusqu'à maintenant, il est resté en deçà du *point où il ne faut pas aller trop loin*. Il semble savoir quand appuyer sur le piston ou lâcher la vapeur. L'élite acadienne traditionnelle a subi les premiers assauts de la rébellion étudiante de l'université de Moncton, qui ne s'est pas encore ouvertement attaquée au gouvernement. Quand cette génération arrivera *au pouvoir*, les majorités linguistiques vont basculer. Que sera un Nouveau-Brunswick à majorité francophone après la *révolution tranquille* de Louis Robichaud ?

C'est déjà beaucoup qu'on puisse dire : « Avant lui, c'était telle chose. Maintenant c'est autre chose ». Un vieil Acadien d'Edmunston confiait à un journaliste : « Qu'on dise ce qu'on voudra, mais on ne m'enlèvera pas de l'idée que 'Robichotte' est un bon homme. Les jeunes n'auront plus à traverser la rivière pour aller s'exiler dans le Maine, comme j'ai été obligé de le faire pendant trente-quatre hivers ».

John ROBARTS

[Retour à la table des matières](#)

Comme les peuples heureux qui n'ont pas d'histoire, les provinces heureuses n'ont pas de politique. C'est vrai pour l'Alberta et la Colombie-britannique, où l'administration absorbe la politique qu'assume en totalité un seul homme. C'est aussi vrai, quoique de façon différente, pour l'Ontario. Les règles du jeu ne sont pas les mêmes, si la partie semble toujours jouée d'avance. Quinze ans de régime Duplessis nous sont apparus interminables. Les Conservateurs ontariens sont au pouvoir depuis plus de vingt-cinq ans et ne présentent aucun signe de déclin.

Après Leslie Frost, ce Duplessis supportable, il y eut, il y a encore John Robarts, qu'un journaliste ontarien a déjà qualifié « *the hottest nobody in politics* ». Et pourtant, à nous du Québec, il donnerait plutôt l'impression d'être *Quelqu'un*, précisément cool..., tandis que Frost s'occupait davantage de mise en scène qui était d'ailleurs plutôt voyante. Ce qui visiblement, rassure la majorité des Ontariens désespère plutôt les adversaires et déconcerte les analyste politiques. Quand le *gérant* de Queen's Park en appelle au peuple, l'impact populaire est à peu près celui de la convocation régulière de l'assemblée des actionnaires d'un prospère consortium industriel. Un journaliste québécois, *couvrant* la dernière campagne électorale de 1967, intitule une de ses analyses : « Une campagne électorale apathique, silencieuse et d'un calme plat... » Plus lapidaire, un des confrères de la presse anglophone titre son papier : « The non-event in Ontario ».

On a l'impression de se trouver devant un *antisujet* de psychologie politique quand on veut traiter de John Robarts. Il y a certes quelque chose d'opaque en lui.

L'observateur extérieur peut toujours se dire qu'il est trop loin, qu'il ne peut avoir de perceptions immédiates, que son *insight* ne petit prétendre à plus de clairvoyance que *l'hindsight* des analystes sur place. Quand, pour suppléer à l'information de la presse torontoise, il interroge des Ontariens, le double stéréotype qu'il voudrait nuancer se trouverait plutôt confirmé. Robarts serait une espèce de Janus politique, ou peut-être même un plus troublant *Dr Jekyll and Mr Hyde* ...

Il y a de plus en plus, avec les années, Robarts le Grand Canadien, le non-partisan, qui est, de beaucoup parmi les hommes politiques provinciaux, celui qui est le plus intelligemment sensible aux courants de fond qui travaillent la société canadienne et, corollairement, aux ajustements qui s'imposent au fédéralisme canadien. Vivant dans le présent, travaillant pour l'avenir, il a engagé tout son poids pour déclencher le premier mouvement vers une reconnaissance effective de la langue et de l'enseignement français dans sa province. Elle devient alors le laboratoire-vitrine d'un Canada qui, en dehors du Québec, avait, jusque-là, fait sa portion congrue aux droits culturels de l'autre *peuple fondateur*. Aux conférences fédérales-provinciales, spécialement à la conférence interprovinciale convoquée sur son initiative, il fait montre d'une largeur de vues qui confinerait à de la générosité à l'échelle de quelques-uns de ses homologues d'autres provinces.

Davantage : il est le désintéressé à l'état pur. Celui que les esprits mal tournés soupçonnaient de se faire graduellement un *build up* national a décliné l'honneur de diriger le parti conservateur fédéral et, par là, d'accéder à la plus haute magistrature du pays. « Vous pouvez y aller, M. Stanfield. Je ne suis pas dans le coup ». Vraiment l'aîné le plus raisonnable et responsable de la famille. Ou un grand seigneur qui n'en aurait pas la manière somptueuse ni les attitudes hautaines. Il est celui qui donne l'exemple sans insister : « Je donne l'exemple ».

Mais *on* nous parle aussi d'un autre Robarts. Celui qui a recueilli l'héritage doré de Frost n'était guère que le deuxième, ou troisième choix des délégués à la convention qui l'a élu. Celui qui était un *pas si mauvais avocat* de London n'était pas une vedette du barreau, ni du monde des affaires ou de l'enseignement quand il devint ministre de l'Education. Il *fit bien* avec son *plan Robarts* de réforme des structures de l'enseignement secondaire ou de création de nouvelles universités ; mais il n'eut pas à débloquent une situation figée et paralysante comme celle du Québec, le sens du mouvement étant déjà connu avant qu'il ne le concrétise. À la tête du gouvernement, il ferait encore preuve de quelque arrogance, bien dissimulée en l'occurrence, de l'homme d'affai-

res arrivé. Fondamentalement, il ne serait qu'une version modernisée de la ferme tradition dit *Family Compact*. Ce n'est certes pas lui qui mettrait en cause le fondement de droit divin de *l'establishment tory* dans la province privilégiée. Il serait même capable de quelque mesquinerie. L'Ontario-nord, moins favorisé, s'est permis l'indiscipline de voter du mauvais côté ! Eh bien ! on le lui fera sentir. La région n'aura pas de représentant au cabinet. Il faut assumer les conséquences : « *The north voted itself the short end of the stick* ». Bref, c'est un bon premier ministre, mais..., mais... mais...

Venant à peine de dépasser la cinquantaine, Robarts est au pouvoir depuis 1961. Le pourtant tory *Telegram* de Toronto le définissait « *about as close to the average Ontarian as could be found* ». C'est peut-être son titre de gloire personnel en même temps que le faux secret de sa force politique. Il aime encore taquiner la truite, est un fervent des *Maple Leafs* et, comme goûts plus compromettants, aurait un penchant pour le jazz et une véritable passion pour le théâtre, s'imposant l'agréable devoir de ne jamais rater le Festival de Stratford. Il aurait eu la coquetterie de surmonter le handicap de son *Ontario education French* au moins en une circonstance solennellement symbolique. Devant présenter son homologue Lesage à une cérémonie à l'Université de Toronto, il répéta et enregistra sur magnétophone les quelques mots en français qu'il pouvait prononcer, quitte ensuite à imiter des lèvres les sons émis, selon la bonne tradition du *show business* mécanisé ...

Au total, on aurait si peu à reprocher à Robarts qu'on serait malvenu de chercher à savoir s'il y a beaucoup à le louer. Sa tâche première et quotidienne est d'organiser, en sa province bénie, des structures homogénéisantes de la société opulente. Il y a pire comme *challenge*. Robarts s'en donne un plus redoutable. Il semble parfaitement conscient que la voie de l'avenir canadien est dans un accord fondamental entre l'Ontario et le Québec, entre *l'Upper Canada* et le *Lower Canada* du siècle dernier. C'est le Canada uni de 1840 à 1867 qui a inventé la formule bicéphale dans la direction des partis et, par elle, du gouvernement. En outre, si la « province du Canada » n'avait pas *marché* entre 1864 et 1867, il n'y aurait pas eu de Canada tout court, tout au plus une fédération de provinces maritimes. La bicéphalie d'aujourd'hui s'imaginerait autour de ce qu'avec quelque exagération - par cela même suggestive - on appelle « l'axe Robarts-Lesage », « l'axe Robarts-Johnson ».

Peut-être l'homme-mystère de la politique canadienne : mais pas tellement parce qu'il est si *mystérieux* que parce qu'il a tellement de cartes en mains ... Et qu'il le sait au moins autant que vous ou moi !

Dufferin ROBLIN

[Retour à la table des matières](#)

Diefenbaker était à peine élu conservateur que « Duff » était consacré dauphin par les *milieux bien informés*. Ou si l'on veut, c'était Eliacin dans le Temple conservateur. Le moment venu, ce serait lui. Quoiqu'il dirait, on savait qu'il se préparait. Il serait homme à surmonter les deux handicaps qu'on chuchotait déjà. Après le « lion des Prairies », un autre Westerner ? - Pourquoi pas ! L'un est l'antipode de l'autre. Et puis, Winnipeg n'est-il pas le centre géométrique du pays ? Sans compter que Duff parle un français à donner des complexes aux paroissiens les plus cultivés de Saint-Boniface.

Un premier ministre conservateur d'une province n'est jamais devenu premier ministre du Canada ? Voyez les cas Bracken, Drew. - D'accord, mais pour Duff c'est différent. D'abord parce qu'il est un Roblin et que c'est un nom magique. Ensuite, parce qu'on n'a qu'à considérer sa carrière. Le succès le suit comme l'écho, le cri.

Dufferin Roblin est né à Winnipeg d'une famille de moyenne bourgeoisie commerciale : exploitation agricole, commerce d'automobiles. En fils de bonne famille, il fréquente les grandes écoles, les universités du Manitoba et de Chicago, mais, assez bizarrement, il ne se préoccupe pas de collectionner les diplômes. Il travaille d'abord dans les entreprises familiales, vend de l'assurance, fait la guerre qu'il termine comme chef d'escadrille, établit une entreprise métallurgique. Rien dans tout cela de sensationnel, mais s'appeler Roblin de Winnipeg risque de devenir un impératif politique. Son premier ancêtre, Philip du nom, avait fui la Révolution américaine. De ses descendants avaient siégé à la Législature du Haut-Canada et au Parlement des Bas et Haut-Canada. Le grand-père de Duff, sir Rodomond, fut premier ministre du Manitoba de 1900 à 1915. Il fit montre d'un « esprit de tolérance » envers les écoles françaises, qui cessa en 1916 lorsque son successeur Morris donna le coup de grâce aux derniers droits du français. (C'était le dernier épisode d'une longue histoire remontant à la constitution de la province, alors que les Métis avaient fait inscrire une disposition

garantissant l'enseignement de la langue française et de la religion catholique dans les écoles.)

1949, Duff Roblin a 32 ans. Il se lance à corps perdu dans la politique, se fait élire député à la législature du Manitoba, contribue à faire sortir les Conservateurs du médiocre gouvernement de coalition auquel ils participaient sans éclat et sans gloire. C'est après l'élection de 1953, qui permit aux Conservateurs de redevenir l'opposition officielle, que le jeune député au nom-programme supplanta le chef du parti Errick Willis. Il fit aussi un discours cinglant, qui fit son tour de presse transcanadien, en portant de durs coups mérités aux partis conservateurs manitobain et canadien. Avec un parti qui n'était guère qu'un souvenir, il construisit en quatre ans une équipe gagnante. D'abord de justesse : en 1958, il était à la tête d'un gouvernement minoritaire. Mais, 43 ans après le départ de son grand-père, un autre Roblin devenait premier ministre conservateur du Manitoba. Il réaffirma sa majorité aux élections de 1959 et de 1963.

Ce fut l'âge d'or de son gouvernement. Il rééquipa, modernisa une fausse province pauvre, quitte à importer des hauts fonctionnaires d'Ottawa ou d'autres capitales provinciales. Il sut contrer les assauts du nouveau chef des Libéraux, qui avaient décidé de ressusciter eux aussi, Gil Molgat. A celui-ci qui soutenait : « Quand il a pris le pouvoir, la province avait une dette infime et possédait des réserves substantielles. La situation était belle. Dans telles conditions, il est facile de se faire aimer ... » - Roblin, répliquait : « Etant également ministre des Finances, je me préoccupe de ces questions, mais je m'efforce de faire travailler l'argent. Le précédent gouvernement ne distinguait pas entre investissements et dépenses ». Le Manitoba d'avant Roblin était à l'heure du Québec de Duplessis, avec ses budgets bien équilibrés et ses basses taxes... démagogiques ! Et, comme tout se paie d'une façon ou de l'autre, une situation identique de sous-développement et de sous-équipement qui faisait du Manitoba la province la plus retardataire de l'Ouest.

L'expérience Roblin était connue en dehors de la Province. Il laissait dire, mais étaient de plus en plus nombreux ceux qui voyaient en lui un prochain premier ministre du Canada. Pendant la campagne fédérale de 1963, Diefenbaker, lors d'une assemblée électorale à Winnipeg, se tourna vers le premier ministre manitobain pour lui dire : « J'espère que vous deviendrez un des grands chefs canadiens au Parlement de ce pays ». Par deux fois, le chef du gouvernement canadien avait offert un poste ministériel à Roblin. Les esprits malveillants soutenaient que Dief. voulait avoir Duff à

ses côtés pour le surveiller de plus près. La seconde fois, Diefenbaker s'était fait particulièrement pressant : il offrait le prestigieux ministère des Affaires Extérieures à ce premier ministre provincial entreprenant, qui menait déjà un début de politique étrangère en exportant des instituteurs en Malaisie et au Ceylan.

Quand le pouvoir de Diefenbaker devint de plus en plus chambranlant, dans l'inverse proportion Roblin apparaissait être l'homme de la succession. Au printemps 1965, un groupe de Conservateurs dont l'influent Alvin Hamilton le réclamait avec insistance à Ottawa, et le plus tôt possible ! Un autre groupe, comprenant Dalton Camp (qui n'avait certes pas, à ce moment-là, mis au point l'opération Stanfield) arguait qu'il risquait trop à s'exposer aux Communes si tôt, qu'il valait mieux que Roblin complétât son tableau de chasse dans sa propre province. Le risque était gros d'un côté comme de l'autre. Roblin, après de visibles hésitations, resta dans sa province. Il affronta une dernière fois le corps électoral manitobain en juin 1966. Mais il ne remporta qu'un succès atténué : 30 sièges (et un peu moins de 40% des suffrages) contre les 26 de l'opposition réunie. Dur coup à son prestige. Il avait fait campagne sur le thème de la croissance économique. Comme Jean Lesage dans le Québec quelques semaines auparavant, il subissait, quoique moins cruellement, le contrecoup de la *politique de grandeur*. Telle est la loi d'airain de la politique.

Son prestige n'était pas toutefois à ce point amoindri pour n'apparaître pas le grand favori à la course pour le leadership conservateur une quinzaine de mois plus tard. Mais il finira deuxième au point d'arrivée. Comble d'amertume, il ne réussira pas à se faire élire à l'élection fédérale (le juin 1968. Il subit le sort d'à peu près tous les *cracks* conservateurs. Son rival heureux d'un soir, Stanfield, doit chercher à la loupe les principaux lieutenants sur qui s'appuyer, tandis qu'un Roblin et un Fulton sont inemployés.

Cela aurait bien arrangé la légende que le grand-père, Sir Rodomont, ait annoncé la vocation politique de son petit-fils. Mais, en fait, lui qui fut victime de collaborateurs trop *zélés* et sombra dans une sale histoire de corruption, avait conseillé au jeune Dufferin de se tenir à l'écart de cette jungle !

Duff Roblin est encore à un âge où une carrière politique peut rebondir. Même s'il devait retourner définitivement à la vie privée, il aura toutefois, selon le lieu commun *laissé sa marque*. Il avait en politique le genre *common man* distingué, si l'on peut dire, avec quelque chose du boy-scout (qu'il fut) monté en graine. Sans dons particu-

liers, il devint un bon orateur dans les deux langues et parla un aussi bon français qu'il se peut à l'est d'Outremont, ne se faisant pas faute de le faire à l'occasion à l'Assemblée législative de sa province. Il aura toutefois déçu les attentes des Franco-Manitobains qui, à l'époque du *B. and B.*, attendaient une politique plus positive du petit-fils du premier ministre *tolérant* du début du siècle.

Il avait aussi appris la cornemuse pour le plaisir sans doute, mais aussi pour être *dans la parade* et vaincre sa timidité.

Il y réussit si bien qu'il devint chef du parti à 37 ans, premier ministre à 41 ans. Quand il fut élu leader, il décida de porter la petite moustache si soignée, qui faisait les délices des caricaturistes, afin de faire plus *sérieux*. Duff Roblin, né en 1917 vient d'atteindre la cinquantaine. La moustache et les cheveux blonds ont pris la couleur de cet âge.

Ernest MANNING

[Retour à la table des matières](#)

L'Alberta, terre du pétrole, serait aussi le territoire canadien comprenant le plus grand nombre de fossiles préhistoriques. En surface, au point névralgique de sa capitale, on trouve le phénomène le plus accompli de fossiles politiques vivants. Sa durée est le propre de sa nature.

Ministre depuis 1935, premier ministre également sans interruption depuis 1943, Manning est, comme l'on dit en langage de sport, « l'homme de fer » de la politique canadienne. Faisons le compte en 1968 : ministre depuis 33 ans ; chef du gouvernement depuis un quart de siècle. N'ayant pas encore atteint la soixantaine, jouissant d'une bonne santé, sans opposition menaçante devant lui, il peut durer encore longtemps. À moins de quelque imprévisible bouleversement tellurique, on ne voit pas quelle autre influence terrestre peut déloger une force à ce point immuable.

Voilà pour la durée, le *record* historique déjà inégalable. Il y a encore l'idéologie. Ce prêcheur biblique en a écrit la petite bible dans un court ouvrage de 92 pages, pu-

blié en 1967 : *Political Realignment - A Challenge to Thoughtful Canadians*. C'est le Nouveau Testament.

L'Ancien, c'était la Révélation du major Douglas : le « Théorème A plus B », « l'escompte compensée », le dividende de \$25 par mois, qui n'est toujours pas payé, etc. Il avait son prophète canadien, Aberhardt, qui avait fondé la religion nouvelle dans la Rome ou la Byzance créditiste de l'Ouest, Edmonton. Le Prophète avait vu son message mutilé, émasculé par les persécuteurs impériaux, les détenteurs du pouvoir civil dans la païenne Ottawa, qui avaient commis le sacrilège de désavouer les premiers commandements monétaires et bancaires de la nouvelle Table de la Loi. Près du Prophète se tenait son premier disciple, Manning, tous deux pasteurs de la nouvelle Parole, applicable au double niveau surnaturel et temporel. A la mort du Prophète, le premier Disciple prit naturellement sa place. Il y est encore. Il fait mieux et plus, parce qu'à lui, il est donné le temps de faire davantage.

Il a aussi employé les mêmes moyens, qu'il a toutefois perfectionnés à l'âge de l'électronique. C'est la radio qui avait fait le crédit social au moment où ce nouvel ustensile familial se généralisait. Le pasteur Aberhardt eut le génie de s'en servir à fond avant Roosevelt lui-même et alors que Réal Caouette n'était encore qu'un gamin à la culotte. A l'heure de l'électronique envahissante, Manning, comme Caouette le Disciple dissident de l'autre et lointaine Terre Promise, ne fut pas le dernier, non pas à s'adapter à, mais à ajuster le puissant médium à la diffusion de la même Parole toujours Nouvelle. Où l'on voit, comme dans les autres cas du premier sénateur McCarthy (Joe du Wisconsin), de Poujade en France, de Caouette dans le Québec, que les plus réactionnaires idéologues politiques savent faire montre d'une audace révolutionnaire dans l'utilisation des techniques nouvelles - pour ne pas parler d'Hitler et de Goebbels.

Aux *Sunday Sermons* radiophoniques d'Aberhardt succédèrent donc les identiques prêches et prônes de Manning. Aussi utilisation identique des *Bible Thumpers*. Cela a l'avantage, non pas de rejoindre l'opinion, mais de *la faire*, et de le faire sans ou contre les journaux, souvent antagonistes parce que hérétiques. Un régime de radiocratie se transformant en télécratie. De Gaulle lui-même n'a rien inventé. Les affaires de l'administration courante ou de *l'intendance*, comme aurait dit ce dernier, ne sont pas pour autant négligées. La province est prospère, le sait, se le fait dire au cas où la tentation lui viendrait de l'oublier. Ce qui dépend du pétrole est imputé à mérite au

créditisme et à son actuel prophète. Aussi peut-il aspirer à rester en place aussi longtemps qu'il le voudra. Le voudra-t-il ?

Les électeurs albertains eurent un début d'esquisse de velléité de rébellion il y a douzaine d'années. C'était en 1955 lorsque les Libéraux, en recueillant 30% des suffrages, purent présenter avec 15 députés une opposition qui n'était pas que fictive, mais le cabinet Manning n'était pas *menacé* avec ses 37 sièges. Aux consultations suivantes, tout rentrait dans l'ordre, c'est-à-dire que trois ou quatre députés constitueraient l'opposition devant la soixantaine des gouvernementaux. Mais le petit coup de semonce avait porté ses fruits. Le Prophète pragmatique choisit mieux ses collaborateurs à l'avenir. Et parmi ses ministres se discernent quelques successeurs plausibles. Une succession, du reste, de tout repos.

En attendant, l'emprise de Manning est assurée. Il n'y a pas encore suffisamment d'Albertains qui ont de bonnes raisons de voter contre lui. Depuis quatre ou cinq ans circulaient des rumeurs qu'il se retirerait de la politique pour se consacrer uniquement à son devoir pastoral, ou qu'il déboucherait en politique sur un plan plus vaste. Son *Political Realignment*, à l'époque de la célébration du centenaire, pouvait aussi être considéré comme un coup de trompette. Ce nouveau Testament partait de l'idée de simplifier, en vision manichéenne, la politique canadienne de plus en plus confuse. Personne ne s'y reconnaît avec deux grands partis qui ont une gauche, un centre et une droite, tandis que les deux tiers-partis, francs ceux-là, ne peuvent aspirer à l'existence nationale. Le créditisme qui connaît une ahurissante bonne fortune en sa Terre Sainte, n'a pas de promesse d'avenir dans l'universalité canadienne : il ne reste qu'à en tirer les conséquences. Il faut donc réaligner tout cela : d'un côté, les « *leftist-type Liberals and the NPD* » ; de l'autre : « *The Tories, many right-wing Liberals and most Social Crediters and a substantial bloc of people not now associated with any party* ». Ce serait plus simple. Tout le monde s'y reconnaîtrait : les citoyens, les politiciens, les journalistes et cette faune qui aime raffiner sur ce qui est déjà compliqué, les professeurs de science politique !

Le credo est constitué de 20 articles que Créditistes et Conservateurs peuvent accepter en leur intégralité. Les Libéraux peuvent en accepter 19. Tout le monde, hormis d'être fasciste ou marxiste, peut se mettre d'accord avec les 18 autres. Véritablement un appel œcuménique ait plus bas dénominateur possible. Conséquence : personne ne marcha. Ni Diefenbaker, qui en rejeta la *base réactionnaire*, ni W.A.C. Bennett, qui trouva qu'il n'était pas assez question de son royaume transalpin. Ni non

plus la conférence des Penseurs conservateurs qui se tenait à la Maison Montmorency quelques semaines plus tard, et, à laquelle Manning avait accepté de participer ; ni la Convention du Leadership conservateur en septembre suivant. Personne, absolument personne ne marcha. Si le Disciple devenu prophète quitte son *premiership*, ce sera pour l'exégèse et la prêche biblique.

Sur les terrains sédimentaires de l'Alberta qui se tasse aux flancs des Rocheuses, se trouve un Museum d'histoire (politique) naturelle. Le conservateur en est aussi l'exhibit-vedette. C'est un monument peut-être unique au monde qu'il faut visiter. Il est facile à repérer, entouré qu'il est de derricks sur un territoire veiné de pipe-lines.

W.A. Cecil BENNETT

[Retour à la table des matières](#)

On ne le connaît que sous ses initiales. Lui-même ne signe que W.A.C. à l'anglaise. Mais il faut lui donner son nom au complet parce qu'il est énorme et qu'il faut le restituer au complet. D'ailleurs, n'est-il pas le maître de B.C., qui, comme tout le monde le sait, est *the greatest, richest, most wonderful place in the world* ? Cela même incite à la déférence. Son homologue de l'autre côté des Rocheuses n'est pas très drôle, tout coreligionnaire émancipé du créditisme d'origine soit-il lui-même. Mais W.A.C. est plus que drôle. Il est l'optimisme même, se vivant, se répandant, se re-constituant par cela même. Une chaîne sans fin d'optimisme. Une provocation d'optimisme. L'optimisme dynamisé en forme humaine. Il aurait même l'optimisme écla-boussant à l'égard de ceux qui n'ont pas le bonheur de vivre en *Bennettland*.

C'est un *gambler*. Un *gambler* qui a le bon esprit de réussir ses grands coups et le non moins bon esprit d'oublier les moins grands, plus fréquents, et qu'il rate assez souvent. Le plus grand fut la conversion subite de ce Conservateur à la foi créditiste. Il n'y eut pas de prosélytisme, ni de chemin de Damas. Cela s'est produit comme ça, d'un coup de *gambling*, instantanément. Mais puisqu'il convient de commencer par le commencement...

Comme JOEY, il naquit en 1900, ce qui lui fait l'âge du millésime du moment où vous lirez ces lignes, soustrait bien sûr de 1900. Savait-on qu'il est né tout ce qu'il y a de plus à l'Est ? Dans le comté d'Albert au Nouveau-Brunswick. Il n'est pas indifférent de le savoir même si cela n'explique rien de ce pourfendeur de tous les *establishments*, à commencer par ceux de l'Est. Que ses parents descendaient des United Empire Loyalists n'explique pas grand-chose non plus, si ce n'est qu'il n'est pas éligible au poste de gouverneur de l'État de Washington ou de l'Oregon. Mais qu'à seize ans il ait été d'un défilé au flambeau pour marquer la défaite de Sir Wilfrid, que, les années suivantes, il ait participé à une réunion politique, cela nous donne une première indication qu'il avait *la politique dans le sang*. Aujourd'hui, bon prince, il fait équilibrer, dans son bureau inévitablement gigantesque, le buste de Sir Wilfrid avec celui de Sir John A.

« *Go West, young man ...* » Jeune homme, il s'installe à Edmonton. Mais ce n'est pas encore assez loin. S'étant marié avec une institutrice originaire de B.C., le couple franchit les Rocheuses, s'installe à Kelowna. Pour faire de la politique, il faut être libre, c'est-à-dire riche. Il sera riche. Terre à exploiter, la vallée d'Okanagan. Il ouvre une, puis deux, enfin toute une chaîne de quincailleries. Il est capital d'entrer en politique « sans être le poulain de quiconque ».

Cela demande quelques années. A quarante et un an, en 1941 donc, il est élu député conservateur d'Okanagan-Sud. Réélu quatre ans plus tard sous une étiquette de coalition, il trouve peu de satisfaction dans une formation au pouvoir aussi diffus. Par deux fois, il tente vainement de supplanter le leader conservateur, qui s'appelle, quoique cela n'ait aucune importance aujourd'hui, Herbert Anscomb. 1947-1948 : il tâte de la politique fédérale. Ayant accepté de se porter candidat conservateur dans le comté de Yale - nom symbolique pour un riche quincaillier -, il est défait par le candidat de la C.C.F. Il retourne donc à l'arène provinciale. En 1949 sous l'étiquette de la coalition, il est réélu à nouveau dans le comté d'Okanagan-Sud. Il n'est pas homme à avoir la discipline facile dans un parti, encore moins clans une coalition.

Il aura son parti. Cela se fait en deux temps : il se déclare d'abord indépendant puis se rallie à un groupe de pauvres types qui balbutient la doctrine d'Aberhardt. Le crédit social avait pris quinze ans à franchir les Rocheuses.

Mais, porté par le souffle puissant du ténor Bennett dans le désert politique qu'avaient créé les partis traditionnels, il faut aussi le dire, le crédit social s'affirme

l'une des deux puissances politiques de la province. L'autre est le C.C.F. qui recueille 18 sièges à l'élection de 1952 ; mais le crédit social le bat d'un nez en enlevant 19 sièges. Mais il n'attendit pas la cérémonie de *passation des pouvoirs* pour s'installer « aux rênes du gouvernement ».

Précaution opportune car, avec une majorité si précaire, Bennett est tôt renversé. L'année suivante, les suffrages créditistes étant passés de 30 à 45%, le parti s'assure de 28 sièges. Puis de 38 sièges à l'élection de 1956 ; etc... Bennett a, depuis lors, largement battu le record de longévité gouvernementale dans la province qui, avant lui, appartenait au Conservateur Richard Mc Bride. Depuis lors, il règne en roi et maître et... Providence. Son pouvoir n'est guère plus menacé que celui de Manning, dont il est davantage l'émule tacticien que le disciple doctrinaire.

Pour qui se souvient du duplessisme, il y a en Bennett du Duplessis, avec toutefois une belle humeur plus constante et plus contagieuse. *Ça boum* partout dans sa province, Bennett amplifie l'élan et se fait surtout le héraut et du boum et de l'élan qu'il lui a imprimé. Et vive le *Social credit* qui est Bennett, et Bennett qui puisque c'est la même chose ! Le slogan est aussi impératif que simple : *Progress, not Politics*. Il n'y a pas à rougir d'une attitude éclectique : « Nous prenons ce qu'il y a de mieux dans tous les autres partis ». C'est pourquoi - et, ici, il faut laisser le texte en son originale pureté : « *We're the government that gets things done. All the opposition can do is smear, smear, smear. All it can talk is fluff, fleuff, fleuff* ». Qu'une troublante affaire de pots-de-vin éclate en 1958, Bennett n'en sera pas moins porté au pouvoir avec une confortable majorité. Bennett est spécialement fier de proclamer qu'il a effacé la dette publique de la province en pratiquant *a business-like pay-as-you-go-policy for future expenditures*. C'est peut-être le Bureau national de la Statistique qui emploie de douteuses méthodes comptables puisque ses chiffres révèlent que la Colombie-Britannique en 1963, avait une dette par tête, directe et indirecte de \$813, ce qui était le plus fort chiffre de toutes les provinces ! Ce n'est pas la seule alchimie fiscal-financière du sorcier de Victoria qu'il faut se résigner à ne pas comprendre.

Arthur Laing, ex-chef du parti libéral qui devint membre du cabinet Pearson, a déjà qualifié Bennett de « démagogue menteur, mystificateur ivre de puissance » et son parti de « nid de songe-creux croyant au vaudou ». Il a dû choisir un autre champ de bataille, émigrer. Attitude très digne de la victime : « Je blâme sévèrement les individus et les publications qui consentent, à mon avis, à sacrifier le bien de leur province pour amener mon gouvernement à capituler devant les puissants intérêts auxquels ils

sont asservis ». Ces accents vous rappellent qui ? Duplessis ? Caouette ? Ou les deux ? « C'est ce que fait un premier ministre qui est important, et non pas la longueur du temps qu'il est au pouvoir. Pour certaines personnes, un jour comme premier ministre serait beaucoup trop ». Cet humour n'est pas de Duplessis ; c'est encore de Bennett ...

W.A.C. a déjà refusé de diriger le *social credit national*. Il n'a pas donné dans le panneau du *Political Realignment* de Manning. Sa réponse était laconique : envoyer des « créditistes dans les 23 circonscriptions de Colombie-Britannique ». Car, en définitive, « ce dont nous avons besoin à Ottawa, c'est du levain pour faire lever la pâte. Dans cette période importante de notre destinée, nous avons besoin de gens qui parlent au nom de la Colombie-Britannique. je ne sais pas au nom de qui parlent les gens d'Ottawa ». Et il paraît qu'il n'y a des séparatistes qu'au Québec.

Un échevin de Vancouver, Tom Campbell, a déjà résumé ainsi le paradoxal phénomène : « Il a construit des routes, rendu le peuple heureux, étouffé toute opposition - et, depuis douze ans et demi, on rit de lui ! » Il doit bien se trouver des gens pour voter anti-Bennett. Mais à Victoria, Vancouver, Prince Rupert, Kamloops, les gens se défilent plutôt quand on veut connaître leurs opinions politiques ...

William Andrew Cecil Bennett ou le prince non couronné d'une île entourée de montagnes, d'océan et de fleuves : un prince d'ailleurs plus préoccupé des prébendes sonnantes du royaume que de la couronné. (S'il en acceptait une, ce serait le casque d'acier du constructeur sous lequel il aime se faire photographier.) A l'autre bout de *l'usque ad mare*, il est le pendant de JOEY dont il est le presque jumeau, tous deux étant nés avec le siècle. Mais son « île », à lui, n'est pas une terre de Caïn amarrée dans l'Atlantique. C'est une riante terre de cocagne pour le capitalisme d'expansion industrielle en Amérique du Nord.

EN GUISE D'INTERMÈDE FOLKLORIQUE

Ralph COWAN

[Retour à la table des matières](#)

Certes, la *région* la plus sous-développée des Communes. A ce titre combien sympathique ! La franchise, poussée à ce point dans son oscillation entre l'ingénuité et la hargne, a de quoi impressionner. Le WASP (White, Anglo-Saxon, Protestant) n'aura jamais au Canada de voix plus sincère pour exprimer son simplisme passionné de *petit blanc*.

Il ne parle pas. Il tonitruue. A l'emploi d'un journal de Toronto, où il fut un efficace directeur des ventes, on entendait sa voix à trois étages de distance. Ce qu'il dit ? Des bêtises, bien sûr, mais qui n'apparaissaient pas telles aux membres de la *congrégation* WASP. Député, il ne parlait pas que de C.B.C., qui a imposé à Toronto une station radiophonique de langue française comptant « plus d'employés que d'auditeurs », ou de Pearson et des Canadiens français ! .. « *When I started to realize how much he'd sold his soul and his country to those French-Canadian bastards* », (traduisible, mais l'original est tellement préférable !). Quelques autres « cowaneries » : le (son) chef de parti, Pearson, « souffre d'aliénation mentale » ; la commission sur le bilinguisme et le biculturalisme, du « pur gaspillage » ; « la meilleure pilule contraceptives c'est "non !" ». Quand la bêtise s'exprime en anglais, il vaut mieux lui conserver sa saveur d'origine : « *I'm fed up with French Canadians who want the earth at the expense of English Canadians who've worked damn hard for everything they've got and don't deserve to have it taken off them and given to Quebec, which had the same chances as everyone else but didn't damn well take them* ». A partir de là, ce séparatiste de langue anglaise peut tout dire ; les nôtres apparaissent d'une pondération et d'une largeur de vues !

Le député Cowan abhorrait les journalistes qui adoraient ce merveilleux pourvoyeur de manchettes croustillantes. Ses collègues des Communes s'estimaient chan-

ceux qu'il n'y en eut pas plus d'un de son espèce. Au caucus libéral, il valait à lui seul toute une opposition. Le mettre au ban du parti, c'eut été lui conférer quelque importance que tout le monde lui refusait. Parfois, en Chambre, il commettait une trouvaille qui faisait rire tout le monde. Ainsi il demandait un jour au solliciteur-général Pennell si le gouvernement avait pensé de surseoir au procès d'un homme accusé du meurtre d'un policier « ... de telle sorte que sa libération conditionnelle pour six ans à partir de maintenant ne soit pas abusivement retardée ».

En avril 1967, Gilles Grégoire exhiba son collègue séparatiste de l'autre bord, ou dans l'autre sens, devant un auditoire d'étudiants séparatistes à Jonquière. Ce fut, inévitablement, épique. Tom Sloan du *Montreal Star* rapportait : « Pendant ces deux pleines heures, le courage de M. Cowan n'a été dépassé que par son insensibilité à son auditoire ». L'inverse n'était pas vrai puisqu'au moment où le député de York Humber disait que, l'anglais étant la langue officielle du Canada, « le plus tôt vous le reconnaîtrez le mieux ce sera », un étudiant s'empara du microphone pour déclarer : « Nous sommes trop intelligents pour écouter des sottises telles que celles que nous venons d'entendre ».

Comme quoi tout sert à tout, rien n'est jamais perdu : même les bouffons involontaires ont leur utilité et même, pour dé-dramatiser certaines situations, leur nécessité.

JUDY LaMarsh

[Retour à la table des matières](#)

Comme Bona Arsenault est BONA, elle est JUDY pour les intimes, les collègues, les journalistes, le peuple canadien et toutes les postérités ! Diefenbaker avait déjà donné un élégant coup de chapeau au beau *sexe* en faisant de l'efficace et souriante Ellen Fairclough un bon secrétaire d'État. Pearson ne pouvait faire moins. Il avait le choix entre JUDY la Terrible (au sens d'Yvan...) et Pauline Jewitt, docteur en science politique, femme agréable et sans préjugés pro ou antimasculins. JUDY était la doyenne parlementaire et était JUDY, ce qui constituait deux arguments objectifs difficilement réversibles.

Bien avant que ses fonctions de Secrétaire d'État ne la fassent première hôtesse des festivités du Centenaire, elle avait acquis par son *style* et son franc-parler une notoriété *from coast to coast*. Les blagues, les on dit, les caricatures qui avaient leur origine ou leur point de chute dans ce petit mot de quatre lettres sont innombrables : JUDY. Députée de Niagara, elle en avait le tonnerre, sans que son Niagara n'évoque le film du même nom de la regrettée Marilyn Monroe. Parmi les candidats au leadership du parti ce Diogène féminin cherchait un Homme et, comme Claude Ryan, trouva Paul Hellyer.

Elle s'est quelque peu adoucie par la suite dans sa hargne contre Pierre Elliott Trudeau. Mais trois semaines après l'élection, elle revenait à la charge. Elle trouve le nouveau premier ministre du Canada bien seulet dans son univers d'hommes. « Je ne pense pas que M. Trudeau considère les femmes comme des personnes. Il les considère comme des parures. Aussi, je ne pense pas qu'il donne suite au rapport (sur le statut de la femme) qui lui sera présenté ... Sur Mike, l'ancien premier ministre Pearson, il y avait l'influence de sa femme, de sa secrétaire et de moi-même. Il n'y a pas d'influence semblable exercée sur Pierre ». Et voilà pourquoi dans le cabinet d'un premier ministre *playboy* il n'y aura pas de *playgirl* !

D'une part, JUDY fait des déclarations fracassantes (comme la pourriture à Radio-Canada) à croire qu'elle n'est qu'une petite cabotine. De l'autre, elle a horreur de la publicité qu'elle suscite. Pour un interview à la revue (pourtant très féminine) *Châtelaine*, elle fit patienter six mois la journaliste (pourtant fille du gouverneur-général) Wendy Mitchener. Quand un journaliste se sert de bandes magnétiques pour une plus grande fidélité, elle s'objecte : « Je n'aime pas ça. Ça me fait l'effet de bombes à retardement ».

Comme femme, elle est coquette. Comme femme ministre, elle est toujours en pleins feux de l'actualité. On l'épie : du méchant caricaturiste, en passant par le journaliste partisan ou antagoniste, à la chroniqueuse de mode. Une vie impossible ! Si elle n'a pas de complexe de femme en tant que femme, elle a l'inconfort de celle qui se trouve un peu *femme forte* - pas nécessairement au sens de l'Evangile ! Aussi, pour devancer, elle parle à tout propos de sa taille. A la fin avril 1968, alors qu'elle n'était plus ministre, elle visite une exposition internationale de sculptures à Ottawa. Sur téléphoto de la Presse canadienne, que reproduisirent en grand format nombre de journaux, on pouvait la voir devant un nu monumental du type de Vénus hottentote.

En légende, citation de JUDY : « À côté d'elle, je parais svelte ». Ministre ou pas, JUDY n'a pas fini de faire les manchettes, les photos, le carnet social, les caricatures.

Féministe, JUDY ? Que non pas ! « Quelle raison stupide pour accorder son suffrage à quiconque. Si un homme se présentait devant l'électorat et déclarait : « Votez pour moi parce que je suis un homme », je le trouverais complètement cinglé ». Quand on lui fit remarquer qu'elle avait trouvé normal de nommer nombre de femmes dans les services administratifs sous sa responsabilité, la réponse, toute prête, ne se fit pas attendre : « Je ne les désigne pas à ces postes parce qu'elles sont du sexe féminin, mais parce qu'elles sont aussi compétentes que d'autres et qu'elles sont des femmes. Je crois qu'il faut donner aux femmes l'occasion de faire leurs preuves. Et j'ai 25 collègues qui, eux, considèrent qu'être un homme est un atout. Alors l'égalité ... » Avec JUDY, tout est franc, direct. Elle n'en veut pas, consciente de la force de sa personnalité, à ses collaborateurs masculins de dire ce qu'ils pensent d'ELLE. Clyde Batten, le publicitaire des projets du Centenaire, trouve que « son tempérament est nettement ambivalent ». Son sous-Secrétaire d'État, Ernie Steele voit en elle « la plus imprévisible des femmes imprévisibles ». Merveilleux sortilèges de *l'understatement* . . .

Si Ottawa a perdu un bon Secrétaire d'État, Niagara Falls a récupéré sa seconde attraction. Si on y affectait un journaliste de la Presse Canadienne en permanence, l'agence y ferait ses frais et les lecteurs canadiens y trouveraient leur compte.

« Je sais fort bien qu'on me prend au sérieux. Mais j'ai l'impression que l'on voudrait bien, quelque fois, que je me comporte comme un homme. Cela m'enrage vraiment. Car, enfin, je ne leur demande pas d'agir comme des femmes, moi. Je ne suis pas un homme et je ne veux pas en être un ». Quand une femme parle ainsi, c'est qu'elle est heureuse ...

Charlotte WHITTON

[Retour à la table des matières](#)

Sa supériorité sur JUDY et BONA consiste en ce qu'elle n'est pas que CHARLOTTE. Pour la prospérité, elle sera autant connue comme WHITTON. Ce nom, précédé d'un tel prénom - qui fait, paraît-il, à la fois un peu fofolle et *terrible*, rapport à Corday -, exprime une force politique aussi naturelle que dévastatrice. Trois fois élue maire d'Ottawa, Whitton fit une fausse sortie en 1956, mais réapparut plus forte que jamais en 1960. Défaite en décembre 1964, elle sera plus tard conseiller municipal. Le *style* de Whitton est tel qu'on s'est toujours moins intéressé à sa politique et à ce qu'elle fait qu'à sa manière de la faire et à ce qu'elle fait hors de la politique. En vérité, à ce qu'elle est et à ce qu'elle fait voir de ce qu'elle est.

Réglons d'abord un point de sémantique. Charlotte Whitton était *maire* et non *mairesse*. La mairesse au sens strict est la femme du maire. Or Whitton, étant célibataire, ne pouvait être la femme d'un maire qui, du reste, n'existait pas. Au sens familial, précise le dictionnaire, mairesse peut se dire d'une femme maire. On ne peut en l'occurrence adopter un ton *familier* au sujet d'une femme qui fut décorée de tous les Orders of British Empire imaginables et dont le curriculum peut arborer on ne sait plus combien de doctorats réels ou *honoris causa*. Le premier ministre Saint-Laurent, avec un sourire malicieusement tendre, a pu taquiner la *mairette*. Fantaisie que seul *Uncle Louis* pouvait se permettre. Le respect est donc de rigueur pour le premier magistrat de la capitale fédérale : le maire Charlotte Whitton. Churchill et la reine elle-même ont donné l'exemple de *l'officialité* solennelle . « Mister Mayor »...

Whitton a déjà soutenu qu'une femme en politique doit être deux fois meilleure pour paraître deux fois moins bonne qu'un homme. Or, comme elle l'emporta contre les hommes qui l'ont affrontée, c'est donc qu'elle leur était au moins quatre fois supérieure. En dynamisme et loquacité, en pittoresque et efficacité, elle les surpassait dix fois. Son succès était d'abord là : elle était *le meilleur*. Son succès fut ensuite rendu possible, dans cette ancienne municipalité de Bytown qui avait de l'avenir, par une population :

- a) qui est à forte prédominance féminine ;
- b) qui, forcée d'être neutre en politique fédérale et trouvant en comparaison insignifiante la politique provinciale, n'a pas d'autre choix que de *sublimar sa* politique municipale, qui offre par surcroît la sécurité de n'être pas *partisane*.

Le point b) n'a pas à être démontré. On n'a qu'à l'illustrer par les journaux de la capitale. Aucun des trois journaux n'est *national*, ni *provincial* ; *Le Droit*, pour des raisons de clientèle, est quelque peu *régional* : mais tous trois sont d'abord et avant tout terriblement *municipaux*. A Ottawa, on chuchote *ce qui se passe* en politique nationale ; on ignore les deux politiques provinciales. Mais on se passionne pour la politique municipale.

Le point a) est un fait statistique. Il n'a pas l'ampleur numérique que la rumeur lui a toujours accordée ; mais ce qui compte c'est la façon dont il est perçu, non les chiffres qui l'étaient. Il n'est pas vrai que les femmes célibataires s'ennuient à Ottawa, qu'elles trouvent, à trois *contre* un, plus de difficultés d'y trouver mari. S'il semble y avoir à Ottawa plus de jeunes filles prolongées qu'ailleurs, c'est qu'elles sont plus concentrées dans les administrations et qu'elles y développent naturellement *l'esprit de corps* propre à toutes les bureaucraties.

Cela fait un double conditionnement favorable à une forme de *féminocratie*. Ce n'est en rien diminuer les mérites de, Whitton qui a toujours fait sa carrière sur la base de l'efficacité et du rendement maximum. Le pittoresque, la saveur folklorique du premier magistrat de la capitale, ce sont les autres qui en faisaient état. Pour être maire on n'en est pas moins femme, tout le long des cinq pieds et un pouce de longueur, et au complet des cent trente livres de civisme passionné. Son *motto*, elle l'avait trouvé sur un bibelot désormais en bonne place dans sa collection : *Ce que Diable ne Peut Femme le Fait*. C'est plus fort que le classique « Ce que femme veut, Dieu le veut ». Quoiqu'il en soit, elle fut la première attraction d'Ottawa pendant ses quatre termes à la mairie, éclipsant les Masseys ou Vaniers, les Diefenbakers ou Pearsons et autres gloires locales. Que pense-t-elle de la *trudeaumania* et du premier ministre actuel ? Ce *tory* ne doit pas être plus tendre que le *grit* JUDY.

Car Whitton est *tory* et ne s'en est jamais caché. Elle a déjà fait une incursion dans la politique fédérale en se présentant comme candidat conservateur. Elle n'aime pas s'appesantir sur ce *péché de jeunesse* non pas parce que c'était un *péché* mais parce qu'il n'eut pas de suite. Quand elle revint à la mairie en 1960, Diefenbaker lui-même ne put cacher un malaise de se voir ainsi concurrencé en torysme, sur son propre terrain qu'il avait pourtant enlevé de haute lutte ! A l'été 1967, nous apprenions par les bons soins de la *Canadian Press* que Whitton, maintenant simple conseiller municipal, se tenait en disponibilité pour la succession de M. Diefenbaker. Avec la coquetterie de ceux qui parlent de leur âge qu'ils ne peuvent plus cacher, Whitton confiait : « Je suis six mois plus jeune que Diefenbaker et un an plus âgée que Mike et je suis en bonne forme ». Mais ce n'est pas elle qui sonnera le premier coup de trompette : « Je serai au congrès. Si ces gens veulent m'avoir, ils n'ont qu'à travailler et à m'appuyer ». « Ils » n'ont pas dû assez « travailler » : il n'y eut pas de candidat Whitton. Son idéal en politique fédérale, c'est « un parti conservateur fort ». « J'aimerais voir un parti dirigé par Wally McCutcheon et Bob Winters, l'actuel ministre libéral du Commerce, si c'était possible ». Whitton n'a rien du « libéral » (avec un l minuscule), encore moins « de gauche »...

À part son dévouement pour le petit citoyen accablé d'impôts, et, en corollaire, sa passion pour des finances saines, elle nourrit un véritable culte pour la famille royale et tout ce qui s'y rattache, à commencer par la reine-mère. Probablement une persistante admiration de jeunesse qui s'est encore renforcée en une, solidarité de génération. Au Québec, elle est surtout connue pour son unilinguisme de croisé intransigeant. Le whittonisme, à lui seul, est assez fort pour résister aux assauts dissolvants de plusieurs commissions *B and B* et pour entraver la naissance de ce monstre d'un District fédéral bilingue. D'ailleurs, si on n'y prend gare, c'est le Canada tout entier qui risque d'être englouti par l'impérialisme francophone. Whitton se fait prophétique en 1966. Il convient de la citer en anglais : d'abord par honnêteté, ensuite par *loyalisme* et aussi pour l'exactitude de ses statistiques ! On en est rendu au point où le Canada est « directed by the French, 12 per cent of the nation ». Et si « next year will be the end of the first and last century of Confederation » c'est que « the other 88 per cent can't be asked to hand over control of public service and private business to that 12 per cent ». Et voilà ! ... Dire que *Dear Charlotte* - selon le titre de son programme à la télévision locale - pourrait être à la place de Stanfield et donc, en instance de remplacer Trudeau !

Charlotte Whitton ou un Camillien Houde en jupon et, *of course, British to the core*. D'elle émane une assez extraordinaire sympathie pour ce qui est bougon et démodé, franc et intempestif. Avons-nous dit plus haut qu'elle était célibataire. ? Il y a une pointe de poésie dans cette déclaration amère de la romancière Edna Ferber : « Being an old maid is like death by drowning, a really delightful sensation after you cease to struggle ».

Mais Charlotte Whitton ne sombrera jamais. Le remous créera d'éternelles ondes concentriques...

BONA Arsenault

[Retour à la table des matières](#)

Ce n'est pas une distraction du typo qui a composé le prénom plutôt que le patronyme en capitales. Il fut, est et restera toujours BONA avant d'être Arsenault. Cela date de sa naissance, à Bonaventure comté de Bonaventure dont il sera député. Sa mère avait décrété, sur un ton péremptoire à commander la postérité : « Il ne s'appellera ni Joseph, ni Ambroise, ni Bonaventure, il s'appellera BONA ! »

En pleine chambre, Lesage lui a déjà lancé : « Bien voyons, Bona arrête ! Ce sont des bêtises ». A quoi Maurice Bellemare ajoutait : « Bon, on l'a le "Toé, tais-toé !" » BONA ne se fait pas faute de l'avouer : « C'est exact, je parle trop ! » Peut-être, aussi, écrit-il trop ? Faut-il le lui reprocher ? Nos hommes, politiques écrivent assez peu. Pour ce qu'ils disent quand ils parlent, nos regrets restent mitigés. Lui, BONA, ancien journaliste si vous l'aviez jamais su, il écrit beaucoup, se propose de continuer tant qu'on ne l'arrêtera pas. En outre de son autobiographie *Malgré les Obstacles* (2e tome à venir), il s'est fait l'historien-généalogiste des Acadiens : *L'Acadie des Ancêtres, Histoire et Généalogie des Acadiens* (2 tomes, 1,200 pages), *History of the Acadians* (manuel scolaire adopté par le Board of Education de la Louisiane). « La vente de ce livre d'histoire me rapportera un montant déjà assuré de \$100,000, et je vais me consacrer définitivement, et jusqu'à plein temps, à des travaux historiques sur l'Acadie et les Acadiens ». L'historien de l'Acadie, « après d'autres », selon sa propre précision,

le frère Antoine Bernard se réjouit d'un tel succès de vente : « Bonne nouvelle, en effet. Avec cette petite fortune, l'auteur pourra se payer le luxe d'un *nègre* capable de traduire son livre en français d'abord, avant de le traduire en anglais ... » Mesquinerie confraternelle sans doute.

Les jeunes générations ignorent trop que BONA est un vieux routier de la politique, fédérale puis provinciale. La gloire d'historiographe du « Roi des Acadiens » (décret louisianais fin janvier 1966) n'est venu qu'après. Comme il se doit l'autobiographe parle de lui à la troisième personne : « Bona se leva ensuite pour prononcer son premier grand discours politique. Il était candidat ». Il l'a été longtemps candidat avant d'être député. Erreur d'aiguillage : il s'était trompé de parti. Ça arrive à tout le monde. En 1931, à l'âge de 27 ans, il se présente candidat conservateur aux élections provinciales : il est défait, mais non psychologiquement, ce qui ne lui arrivera jamais. A l'élection suivante de 1935, il est candidat de la coalition Duplessis-Gouin : le docteur Camille Pouliot, candidat libéral, l'emporte. Plus tard son adversaire heureux sera ministre dans le cabinet de l'Union nationale, tandis que BONA sera porte-étendard du parti libéral. La vie politique connaît de ces renversements de situation. 1940, c'est du côté d'Ottawa qu'il regarde : candidat conservateur, il est à nouveau défait. Prix de consolation : il devient tout de même président de l'Association conservatrice du Québec. Il éclate qu'il est de la graine des futurs chefs.

Le point tournant, c'est 1944. Il démissionne de son poste de président et rompt toutes amarres avec les conservateurs, déclarant ne vouloir « à l'avenir n'avoir, ni de près ni de loin, aucune affiliation avec ce parti ». Il n'est pas pour autant vire-*capot*. Ce n'est qu'une demi volte-face. En 1945, il est enfin élu comme *indépendant*, après avoir refusé la candidature officielle que le sénateur J.A. Lesage, organisateur libéral au Québec le pressait d'accepter. Mais le gouvernement de Mackenzie King est précaire, ne pouvant compter que sur une majorité de 7 sièges. Comme première preuve de son indépendance, BONA offre son appui au parti libéral, ce qui allait faciliter les transitions prévisibles. Echange de bons procédés : les Libéraux lui assignent un siège de choix à proximité des membres des banquettes ministérielles. Mais « il refuse net, lorsqu'on voulut lui organiser un triomphe. Il se rendit plutôt à Ottawa où, comme on le pense bien, il fut reçu à bras ouverts par le premier ministre King et l'honorable M. Louis Saint-Laurent ». Le vrai triomphe, non « organisé » celui-là, ce fut lorsqu'il prononça son *maiden speech*. On vit alors le pourtant peu émotif premier ministre s'émouvoir littéralement : « Le député de Bonaventure avait à peine terminé que le

vieux premier ministre Mackenzie King, apparemment sous le coup d'une grande émotion, se lève de son siège de la façon la plus inattendue .. » Quant à lui, BONA, philosophant quelques années plus tard sur l'événement, il ne trouve rien d'autre à déclarer : « Les Conservateurs avaient fait de moi un Libéral. Je devais le rester ». Il vole enfin de succès en succès, sous la nouvelle étiquette gagnante, en 1949, puis en 1953. En 1957, le premier souffle de la tornade diefenbakerienne l'emporte ; mais ça n'a rien d'infamant. Ils sont plusieurs dans son cas.

Mais il y a toujours *ses premières amours* provinciales et ses *nouvelles amours* libérales qui, dans le Québec, prennent tout à coup le visage séduisant du parti rénové de Jean Lesage. Son ancien collègue d'Ottawa, qui avec une tendre méchanceté l'appelle BONA comme tout le monde, avait accepté son concours dans sa campagne pour le leadership des Libéraux du Québec. Il était naturel que, de part et d'autre, l'on songeât à BONA comme futur député, non pas dans Bonaventure, où se trouve l'enfant chéri, Gérard D. Lévesque, mais dans le comté voisin de Matapédia. Il est non seulement élu, mais ministre de la première *équipe du tonnerre* qui se met en place pour faire la *révolution tranquille*. Titulaire du ministère des Terres et Forêts, il sera ensuite *promu* au Secrétariat de la Province. Aux élections de 1962 et de 1966, il survit, mais avec des majorités très diminuées, l'emportant la dernière fois par la frêle marge de 22 voix. « C'est facile à expliquer. Daniel Johnson avait ouvert la campagne de l'Union nationale dans mon comté (en 1962). 'Il faut battre Bona', tel était le cri de guerre de l'opposition, non seulement dans Matapédia, mais dans toute la province. On m'accusait de tous les péchés d'Israël, à la façon de Maurice Duplessis ». D'ailleurs, il n'y a pas de quoi en faire un draine : « Fait assez paradoxal, c'est lorsque les choses vont le plus mal que vous trouverez Bona Arsenault le plus souriant et débordant de vitalité ».

Seulement, quand ça va bien, il faut aussi que ça se sache. Un ministre de Sa Majesté a droit au titre *d'Honorable*. Par respect pour la fonction, il faut l'exiger. Les lettres adressées sans la respectueuse mention, seront tout simplement renvoyées à leur expéditeur. Délicat problème que nous aura légué le constitutionnalisme britannique. André Laurendeau avoue dans *Le Devoir* un déchirement intime : « Cette décision me chagrine. J'aurai peut-être un jour à écrire des lettres à M. Bona Arsenault. Je ne crois pas au titre *d'honorable*, et ne l'inscris jamais. Alors comment l'atteindre ? ... M. Arsenault se contenterait-il du libellé : M. Bona Arsenault, dit honorable ? ... Tout compte fait, il reste une solution, laquelle arrangera tout. C'est d'écrire au ministre en

anglais. *To the Right Honorable Bona Arsenault*. Voilà qui sonne juste. Il y en a un peu trop, mais pourquoi mesurer ça au compte-gouttes ? Ça paraît tant lui faire plaisir... »

L'honorable BONA a ses idées et il les partage ! Il est une espèce de chien de garde de la pureté idéologique du milieu. Il prolonge l'oeuvre de salubrité publique que Robert Rumilly avait déjà lancée aux derniers beaux jours du duplessisme. *L'infiltration gauchiste*, il la dénonce partout : dans la presse, à Radio-Canada, chez les pseudo-intellectuels, dans son propre parti. Les *victimes*, ainsi traquées, n'ont pas d'autres ressources que de répondre que ces dénonciations sont de la matière anthologique à un éventuel sottisier politique. BONA, quant à lui, ne s'affirme pas moins à *gauche* comme son collègue et ami René Lévesque, ce qui, après l'intéressé, fait rire la province entière ! Pour bien confirmer cette parenté idéologique, le *whip* libéral Pierre Laporte, au début de la session de 1966, allait assigner aux deux compères la même banquette jumelée au premier rang des collègues nouvellement oppositionnistes à l'Assemblée législative.

Sous le titre « Humour noir ou coïncidence ? On ne le saura jamais ! », *Le Soleil* du 2 décembre 1966 rapporte ainsi la scène qui vaut d'être déjà consignée aux dossiers de l'histoire : « M. Arsenault a semblé s'amuser fermement de la coïncidence, peut-être voulue du whip libéral ... Quand le député de Laurier, René Lévesque, prit place sur sa banquette et constata la chose, il commença par se prendre la tête avec sa main gauche, jeta un coup d'oeil en face de lui, c'est-à-dire vers les ministériels d'où fusaient les sarcasmes, puis il tourna carrément le dossier de son fauteuil en direction de M. Arsenault en s'esclaffant. Bona fit de même, puis quelques secondes plus tard, les sièges revinrent à leur position originale et tout le monde comprit qu'il s'était agi d'une blague... »

On trouve dans *Malgré les Obstacles*, quelques souvenir qui-essuient-une-larme-furtive : « Le jeune Bona mit tant d'ardeur à l'étude qu'avant même d'avoir atteint l'âge de quinze ans, il obtint son diplôme d'études commerciales avec grande distinction ». La langue anglaise, il la maîtrise aussitôt : - « Ironie des choses, cette expérience devait servir plus tard à Bona pour défendre ses compatriotes devant la majorité anglo-canadienne d'Ottawa et ... dans leur propre langue ». Bona par ci, Bona par là, c'est normal puisque c'est un personnage politique qui vit déjà sa vie propre aux côtés de l'individu Bona Arsenault : « Pauvre Marcelline (sa mère) si elle vivait encore, comme elle se réjouirait de voir que le nom de 'Bona', qu'elle avait tronqué dans

un moment de mauvaise humeur, est devenu une salutation d'amitié pour son fils ! » Il ne s'était pas contenté de « se faire un prénom » ; son prénom l'avait fait, que, lui, avait fait symbole de ralliement. La sympathie dévastatrice de BONA alla jusqu'à ébranler Winston Churchill lui-même ! Saint-Laurent en le présentant au grand homme rappelle les antécédents conservateurs de BONA. « J'ai fait encore mieux que vous puisque j'ai changé de parti politique à trois reprises, dit WINSTON. J'ai commencé ma carrière conservateur, je suis devenu libéral et me voici de nouveau conservateur. Si je devais vivre encore plusieurs années, je me demande si je ne reviendrais pas au parti libéral. Arsenault croyez-en ma vieille expérience, on fait des erreurs à tout âge ».

Mais c'est la qualité d'une pensée politique qui, elle, survivra à son auteur, qui fait l'intérêt principal de *Malgré les Obstacles*. Exemples : « Le sens de l'occasion, la prudence du jugement et l'esprit de méthode sont des qualités essentielles à tout homme qui veut se livrer à la politique. C'est pour cette raison que, dans toutes ses luttes, Bona¹ Arsenault a toujours préféré être son propre organisateur en chef. Il ne laisse rien au hasard. Sans que personne ne s'en doute, tout se déroule suivant un plan soigneusement préparé à l'avance. Les textes de ses principaux discours sont prêts, ses organisateurs sont triés sur le volet. Il connaît bien son monde dans les deux camps, libéral et national ; il a payé chèrement par ses défaites passées la précieuse expérience qu'il a acquise ». Ou : « La seule chose qu'un bon politique peut se permettre de laisser au hasard, c'est peut-être le choix de ses adversaires. Et encore là, il y met parfois la main ». O mânes de Machiavel ! D'autres confidences et aphorismes d'une comparable profondeur : « Je ne suis pas le gars des platitudes, des lieux communs ... Je suis une force politique en perpétuel mouvement ... Je n'ai jamais été l'homme d'un parti, je suis l'homme d'un homme, ça me paraît beaucoup plus logique ... J'ai encore beaucoup à faire. Et puis, je suis le stratège politique du parti. La stratégie politique, c'est mon affaire. Je suis près du peuple, j'ai l'oreille du peuple ... Il n'y a pas de petits ministères, il n'y a que de petits ministres... etc ... »

Il y a bien des façons de dire BONA : celles de Marcelline qui le claironna pour la première fois ; celles de Lesage, de Bellemare ou de René Lévesque ; enfin, celle de Jacques Normand, aux *Couche-Tard*, et qui, à elle seule, vaut tout le programme (quand il est bon) : « BOO-NA ... » Mais la grande qualité de Bona, c'est qu'il n'est

¹ En omettant malicieusement le prénom : autre mesquinerie confraternelle...

pas dupe de BONA. Il reconnaît que « cette seule phrase » de Georges-Emile Lapalme « me dépeint assez bien » : « Bona Arsenault, c'est le seul homme que j'aie rencontré dans ma vie, qui ne se prend pas au sérieux et qui est parfois pris au sérieux... »

Ils sont assez peu réjouissants, au total, ceux qui peuplent notre galerie. Pour une fois qu'on en a un ... Il fallait lui faire une niche à sa mesure.

Yves GABIAS

[Retour à la table des matières](#)

D'avoir été l'organisateur électoral de Duplessis lui semblait une claire indication que le comté de Trois-Rivières lui était dévolu. Après y avoir été élu en 1960, puis en 1962, il aurait eu des confuses velléités de recueillir tout l'héritage du grand Patron. Celui-ci en aurait-il été fier, ainsi que de tout le reste ?

Car il y a un certain style Gabias, de traiter des affaires publiques (affaire René Hainel, qui lui valut l'expulsion de la Chambre, appui d'Adrien Arcand en campagne électorale). Depuis la prise du pouvoir, ce style tend à s'uniformiser dans une certaine homogénéisation gouvernementale. C'est en matière de censure que le Secrétaire de la Province a refait récemment les grandes manchettes avec l'affaire dite des films *co-chons* (pour initiés et par initiateurs mercantiles).

C'est le BONA de l'Union nationale, mais sans la circonstance atténuante d'être *drôle*, lui...

Ne bougez plus!
Portraits de 40 de nos politiciens.

2

Ceux du Québec

LES GRANDS PATRONS

Daniel JOHNSON

[Retour à la table des matières](#)

S'il y a un *cas* Johnson, c'est en référence rétroactive à Duplessis et en rapport actuel à Lesage qu'il se pose. Or, il y a un cas Johnson.

Le Chef, célibataire autocrate, n'avait pas préparé ni ne s'était reconnu de fils héritier. Plus il vieillissait, moins il se gênait de dire à ses ministres et députés qu'ils n'existaient que par sa procuration. « Quand je ne serai plus là, le bateau coulera » (toujours la même idée avec des variantes mineures selon diverses versions orales). On le laissait dire. On savait bien qu'un certain Paul Sauvé ferait l'unanimité à la succession et qu'il relancerait le bateau sur la haute mer. Le Chef, lui, laissait penser. Il n'était pas de l'espèce à prendre une retraite, anticipée, oisive. C'était pour un plus *tard*, indéterminé. Il semble qu'il ait acquiescé à ce consensus graduel qui s'établissait autour de Sauvé.

C'est à l'idée même de la succession qu'il répugnait et non pas à la désignation vox populi de l'héritier présomptif. Ne s'agissait-il d'ailleurs pas d'un cousin en alliance collatérale, fils d'Arthur, chef d'opposition perpétuellement malheureux devant

Taschereau ? Et puis, Sauvé le jeune laissait dire, laissait faire, à l'occasion *en remettait* au duplessisme, ne permettant aucun doute quant à sa loyauté ; mais c'était toujours à la façon d'un fort qui n'admettait pas tout, qui contestait même, qui le faisait savoir assez rudement surtout dans les dernières années. Donc Sauvé existait, se préparait. Le doyen législatif des ministres de l'Union nationale, qui existait par lui-même, n'était pas de la famille immédiate. Le Chef, le Patron ou le Boss, s'il avait un héritier, ce serait en ligne collatérale. Duplessis tolérait. Le début de pouvoir parallèle qu'exerçait ce neveu politique ne gênait pas son égocentrisme autoritaire et volontairement stérile.

Il y eut Sauvé et ses Cent-Jours : il radouba le navire, le huila, en remit le moteur en marche. Il n'eut pas le temps de couper toutes les amarres ; mais le bateau devait pouvoir reprendre la mer sous peu. C'est après les capitaines intérimaires, Barrette, Prévost, Talbot, que Daniel Johnson put enfin prendre la barre en 1961. Mais de justesse : il l'emportait sur Jean-Jacques Bertrand par moins de 100 voix sur 2,000 votants. On sait maintenant que c'était le bon choix ; mais à l'époque ? On allait assister à la lointaine et laborieuse remontée d'un leader au pouvoir longtemps précaire, contesté : exactement la courbe inverse de Lesage. Après sept ans, c'est une assez spectaculaire autoréhabilitation.

La chance de Johnson fut moins gratuite que celle de Lesage (les deux opportunes crises cardiaques). Le régime électoral dont celui-ci lui faisait cadeau, encore fallait-il en profiter au maximum dès 1966 comme regain indispensable avant l'explication décisive de 1970. L'événement dépassa la prévision la plus optimiste. Le 6 juin au matin, Johnson devenait premier ministre avec quatre ans d'avance ! Comme le Chef, Johnson savait enlever une élection à la marge. Davantage : il convertissait une forte marge *défavorable* de 6% (le plus faible pourcentage de voix de l'Union nationale depuis 1944 !) en une victoire suffisamment confortable de sièges parlementaires. Ça dépassait de beaucoup la prouesse *stratégique* de Duplessis en 1944, qui, minoritaire en suffrages, avait arraché le pouvoir à Godbout ! On sait la suite ... interminable !

Duplessis n'aimait guère les ambitieux, et encore moins les jeunes ambitieux. Le jeune avocat Daniel Johnson s'était fait dire par Athanase David : « T'as la politique écrite dans la face ». Mais le futur Patron lui dit crûment dès le premier contact : « Si j'étais ton père, je te conseillerais de ne pas songer à la politique... » L'avancement de Daniel Johnson fut lent : douze ans député dans un parti, marqué de gérontocratie, avant d'accéder à un poste ministériel. Comme première distinction, il est nommé

assistant parlementaire du premier ministre, comme si ce dernier voulait l'avoir à l'oeil ; puis il occupe la présidence des commissions (comités comme l'on dit en français parlementaire) de la Chambre, avant de devenir vice-président (*orateur suppléant*) de l'Assemblée législative, postes qui laissent peu de place à l'initiative personnelle. Enfin nommé ministre des Ressources hydrauliques en 1958, le *gros morceau* de l'Hydro-Québec lui échappe presque totalement, les dirigeants d'icelle ne le prenant pas au sérieux avec assez probablement l'approbation au moins tacite du seul grand Patron.

À l'époque des guérillas de succession, l'argument décisif invoqué pour les nominations de Barrette, Prévost ou Talbot, c'était de barrer la route au député de Bagot. Ce qu'il fera de plus minable comme nouveau leader du parti sera précisément d'agir comme héritier de Duplessis en un mimétisme assez pénible, et tôt estimé peu *rentable*. Il n'insistera pas, sauf en quelques récurrences officielles et pour ainsi dire obligées (le panégyrique devant le monument Duplessis à Trois-Rivières). Il commencera à vouloir être, puis à devenir Daniel Johnson, malgré les sarcasmes des Libéraux qui l'affublaient de la paraphrase dérisoire de « meilleur chef de l'opposition depuis la Confédération ! »

Le rapport actuel à Lesage : beau sujet de parallèle pour un Plutarque indigène et contemporain ! A trois années d'intervalle, l'un et l'autre devinrent chefs de leur parti à l'âge de 46 ans - celui qu'avait Duplessis quand il prit le pouvoir en 1936 : à croire qu'il s'agit d'un chiffre magique en politique québécoise ! Lesage naquit en 1912 sous le signe (double) des Gémeaux ; mais c'est sous le signe du Bélier (fonceur) que Johnson vint en ce monde. Qui dira qu'il ne faut pas croire à l'astrologie !

On n'a jamais parlé des *sincérités successives* de Johnson. On a plutôt mis en doute sa sincérité. On le fait encore, on continuera sans doute à le faire. C'est, dans la politique comme au théâtre, la question centrale de la *crédibilité*. Il est des politiciens, comme des comédiens, qui ne réussissent pas à refermer ce fameux *credibility gap*. Chez Johnson, cet écart se rétrécit, mais y parviendra-t-il jamais ? Le petit mystère du cas Lesage tenait en fait que la dernière de ses sincérités successives apparaissait toujours la plus sincère. Chez Johnson, l'explication est peut-être moins complexe mais plus paradoxale.

Voici un homme qui n'avait pas changé d'idée, qui avait toujours été l'homme d'une seule politique. En accédant aux hautes responsabilités de chef de parti, il l'avait

encore durcie et pour ainsi dire rétrécie. Et pourtant il est l'homme au sujet duquel on met souvent en doute sa bonne foi, même à l'intérieur de son propre parti : « Johnson, il est intelligent, astucieux, etc. ..., mais il ne croit en rien ». Qui peut savoir ces choses ? L'important du phénomène, c'est sa persistance. Son chef ne l'avait pas gâté d'une confiance excessive ; ses pairs le tenaient en suspicion, retardèrent tant qu'ils purent son émergence ; sa faible majorité au congrès de leadership fut la mesure du principe de contradiction qu'il constituait dans les rangs de l'Union nationale. « C'est Bertrand qu'il faudrait, mais c'est Johnson qu'il faut. Seul, Daniel nous permettra de reprendre le pouvoir ». Tout le jeu dialectique se jouait entre ce conditionnel et cet impératif. Pour une Union nationale renouvelée, démocratisée, ça devait être Bertrand ; pour un parti efficace, agressif, ce sera Johnson.

Alors que les Libéraux ont le vent en poupe, fouettent la *révolution tranquille*, répètent en l'amplifiant deux ans plus tard leur victoire de 1960, Johnson tient bon, se multiplie, fait flèche de tout bois. Il veut donner l'impression qu'il est un leader fort à la tête d'une formation divisée. Il a tout contre lui et comme si ce n'était pas assez, il avait commis au départ l'impair de jouer, un temps cours heureusement pour lui, au petit Duplessis. Les partisans murmurent dans son dos ; la presse lui est réticente, sinon antagoniste. Il se trouve dans la très inconfortable position d'un chef d'opposition qui est sous la défensive au parlement, dans l'opinion, dans son propre parti.

Son opposant du congrès de leadership, cette conscience d'une Union nationale renouvelée, ne s'était rallié que très conditionnellement. Les réformes démocratiques tardant à venir au sein du parti, Bertrand lance le débat sur la place publique, recourt à l'ultimatum. Pendant quelques semaines, il est à deux doigts de la rupture. Il est question qu'il passe à la politique fédérale, bien que Diefenbaker n'ait pas fait d'efforts frénétiques pour s'attacher un second lieutenant de langue française. On parle aussi d'une coalition des *deviants* Bertrand et Lévesque, avec le solitaire Drapeau. Il ne semble pas que cela ait été très loin, si toutefois ...

La crise se tassera. Mais Johnson, dont la suite allait montrer qu'il avait l'instinct de conservation, a compris. Avant de basculer la forteresse libérale, il devra s'emparer de l'Union nationale. Et sans effaroucher ceux qui savent faire la part des « intérêts bien compris » et les « tenants de la tradition » (« Qu'en termes élégants... ! »), il lui faudra donner satisfaction aux réformistes et aux représentants de la jeune génération. Cela se passe en plusieurs épisodes, contacts, discussions, connus des seuls participants en 1964.

La date est à retenir. C'est à peu près le moment où la *révolution tranquille* commence à trop valider son épithète. Les Libéraux s'essoufflent, se cherchent, poursuivent d'autres grands desseins mais moins spectaculaires (la Caisse de Dépôts) ou qui avortent en semi-clandestinité suspecte (Sidbec). Au nom de l'autonomisme traditionnel et intransigeant, Johnson harcèle plus que jamais Lesage au nom d'une présumée connivence entre Libéraux d'Ottawa et de Québec ; il vise surtout à ne pas se laisser (trop) déborder sur sa gauche nationale par les mouvements séparatistes. Dans les affaires internes, il dénonce l'allure désordonnée incohérente et dispendieuse de cette soi-disant *politique de grandeur*.

Le coup de maître de Johnson ne fut pas la décision de tenir les *grandes assises de l'Union nationale* en mars 1965, il y était acculé ou, tout au moins, à quelque chose de semblable. Ce fut la façon magistrale avec laquelle il les organisa (ou les laissa s'organiser), les domina en une espèce *d'engagement* désintéressé. En donnant le parti aux partisans ou sympathisants, il s'en emparait ! L'efficacité électorale de l'Union nationale pouvait se répéter en un congrès du parti démocratiquement orienté. Les Libéraux, qui avaient eu l'expérience de dix congrès annuels, en furent suffoqués. La presse et l'opinion, assez sceptiques au début, devinrent curieux, puis franchement sympathiques. Pensez donc, l'Union nationale se démocratisait ! Dans ses commissions et ateliers, on jonglait avec des idées *de gauche*, on élaborait des programmes socio-économiques avancés ! Ce fut un spectaculaire renversement d'opinion : le plus fort est qu'il dure encore, à peine atténué. Après la séance de fermeture, dans une salle déserte mais devant les caméras de télévision, Johnson confiait à Fernand Seguin : « J'ai risqué gros... » Mais qui se souvient aujourd'hui qu'un second congrès devait se tenir en 1967 ?... Il est vrai qu'entre temps il y avait eu la prise du pouvoir *par erreur* de juin 1966 : mais les assises de 1967 auraient pu être l'occasion de le présenter comme un *congrès de la victoire*, ajoutant ses flonflons à ceux de l'Expo et de la célébration du Centenaire. Le plus regrettable, c'est qu'en 1968 il n'en soit plus question : ajournement *sine die* ! ...

Les débuts de Johnson premier ministre furent turbulents ; mais l'homme sait, a appris encore à encaisser. La position est plus difficile, mais, personnellement, moins inconfortable qu'aux jours où son leadership était contesté à l'intérieur du parti. Lesage a toujours eu deux ou trois, puis quatre grands lieutenants, qui pouvaient faire ou lancer des politiques, affirmer une apparence de présence collégiale. Johnson ?... Il est presque seul. Il est le gouvernement en plus du parti. Les lacunes, attermoissements,

reculades ou rebondissements sont suffisamment flagrants pour qu'il ne soit pas nécessaire de les rappeler dans le détail.

Au total, on est bien forcé d'admettre qu'il ne fait pas si mal, qu'il surprend même assez agréablement parfois - compte tenu, bien entendu, de la situation qu'il a trouvée et des effectifs dont il dispose. Cède-t-il à la tentation d'auto-cratisme ? Ça ne se voit pas encore clairement, tant il est clair qu'il doit être à peu près partout. En tout cas, il pousse jusqu'à la caricature des traits de caractère opposés à la psychologie de Lesage. Son insécurité profonde, il la voile avec une pondération, une espèce de nonchalance fatiguée et responsable, qui contrastent avec le comportement de Lesage qui fut toujours nerveux et fringant, et qui donne maintenant l'impression d'être souvent désabusé et arrogant. Alors que l'image publique de Lesage déçoit, celle de Johnson devient presque aimable : « l'homme que nous détestons d'aimer », a déjà dit un journaliste en une antithèse à décourager tout commentaire...

Il est le premier à savoir que le pire est encore à venir. Les grands affrontements avec le pouvoir central ne lui laissent pas une large marge de manoeuvre. Sans compter que les Libéraux peuvent finir par retrouver leur assiette, l'indépendantisme s'est donné un symbole frémissant du nom de René Lévesque et qui a tout au moins un potentiel de locomotive. Il s'est fait la main à la conférence Robarts et à la conférence constitutionnelle de février 1968. Il n'a pas alors perdu toutes ses plumes lors de l'escarmouche avec Trudeau. Il a finalement opté depuis la dépêche d'Hawaï : d'autres que lui construiront l'impossible muraille de Chine autour du Québec.

À l'intérieur, il n'a pas plus de *politique* que les Libéraux des deux dernières années de leur pouvoir ; mais il a plus de *tactique* qu'eux. Et comme les problèmes s'avancent en rang serré ..., le dernier problème chasse le précédent : et pendant qu'on pense à autre chose, Johnson passe à cette *autre chose*. Les circonstances l'aident dans ses tactiques de diversion. Ne se faisant pas faute d'avouer que « la réflexion, c'est mon péché mignon... », il peut toujours, à l'intérieur de certaines limites, attendre ou faire attendre. En outre, une bonne partie de sa force actuelle provient de l'incohérence libérale.

Mais son pouvoir mal assuré ne pourra se satisfaire indéfiniment de cette garantie tout de même aléatoire. Les observateurs prétendent qu'à moins de changement radical imprévisible, Johnson l'emportera assez décisivement dans une prochaine épreuve électorale qu'il se garde bien d'avancer ; et, davantage, qu'il pourrait répéter l'opéra-

tion. Déclinons toute espèce de compétence dans ces jeux hasardeux de la prospective électorale.

Si Lesage est ambigu dans sa personnalité, Johnson est, au moins, maître de l'équivoque dans ses actions. Il flaire le moment, s'ajuste à la question. Moins improvisateur que Lesage, il est peut-être plus efficace adaptateur. Ce n'est pas une qualité négligeable de l'art politique. Cet ancien séminariste a déjà confié avec une pointe de cynisme : « Dans l'opposition, c'est comme en chaire : on peut prêcher l'absolu, la vertu à 100 p.c. Mais au pouvoir, c'est comme au confessionnal : il faut administrer, trouver des compromis ; c'est l'art du possible ».

Jusqu'à maintenant, « il fait son possible ». Et davantage, au point de s'en être rendu malade de surmenage.

Jean LESAGE

[Retour à la table des matières](#)

Il est devenu un cas. On a beau considérer la profondeur d'une carrière politique d'un quart de siècle, on a beau par avance relativiser un futur politique ou son avenir personnel, connus de Dieu seul, un malaise nous saisit lorsqu'on veut examiner le cas Jean Lesage depuis le 5 juin 1966. Bienheureux inconditionnels de l'attaque ou de l'adulation ! Eux, ils ne doutent pas ; ils sont à l'abri de tout malaise. « Voyez sa pesanteur réelle depuis que sa chance inouïe l'a déserté, depuis qu'il a enfin opté, jetant bas le masque. Eut-il été maintenu au pouvoir, c'était une nouvelle histoire de Duplessis que recommençaient ». Ou : « Vous n'y êtes pas. Il est toujours le grand Lesage.... le promoteur de la *révolution tranquille*, celui qui a donné de la réalité et un sens à l'autonomie québécoise et qui nous a enfin fait entrer dans le vingtième siècle. S'il donne l'impression de se chercher, c'est qu'il a rudement été ballotté dans son parti où des éléments disparates, et même contradictoires, avaient pris place. Demain, il redeviendra lui-même, rebondira, relancera le parti, donnant enfin sa propre mesure ».

La plausibilité des deux lignes d'argumentation montre la complexité du personnage. Parce qu'il fut un beau cheval de bataille, sachant alterner le trot et le galop, la

caracole et le dandinement, on conclut trop tôt que la *bête politique* a beaucoup de légèreté. Lequel doit primer dans l'explication : un homme que la politique a d'abord fait, ou cet homme qui a fait telle politique ? À supposer qu'une telle dissociation soit possible, serait-elle, en l'occurrence, éclairante ?

Jusqu'à l'absurde échouement du 5 juin 1966, sa carrière avait eu la netteté d'une épure. Sa chance ? Elle lui a souri, mais ce fut toujours après qu'il l'eut forcée, après qu'aux trois ou quatre occasions décisives de sa carrière il l'eut littéralement arrachée à la force des poignets. En politique, comme en toute activité humaine, la chance n'est que l'ingrédient à happer, à empoigner, comme s'il s'agissait d'un outil pour se forger un destin. Aussi, elle « ne sourit qu'aux audacieux »... Justement, son audace ? Il donne l'impression d'en avoir eu à revendre. Pourtant... Chaque fois qu'il fut véritablement audacieux, c'était à la façon d'une fuite en avant ! Ceux qui ne fuient pas en arrière, ni d'un côté ou de l'autre, sont des audacieux et non des craintifs. Ils méritent la chance que génère cette audace. Une épaisse malchance sort-elle d'une audace mal - précisément parce que *trop - calculée*, comme l'élection anticipée de juin 1966, elle apparaît injustement méritée.

On s'effondre ou on se cabre. Alors qu'il faut plutôt apprendre à encaisser. Non pas seulement apprendre psychologiquement à faire, comme l'on dit, « contre mauvaise fortune bon coeur » - ce qui est beaucoup demander quand cette première fois arrive trop tard. Mais savoir intellectuellement qu'on n'échappe pas à la règle commune : toute vie hors-série est rythmée de coups durs, qui donnent relief aux coups d'éclat, les uns et les autres forcément rares et, en définitive, mutuellement bénéfiques. Qui a jamais pu, en quoi que ce soit, gagner tout le temps et sous tous les rapports ? Consentir à l'effondrement, c'est de la lâcheté. Se cabrer, c'est ne se donner qu'une fausse assurance. Entre les deux, sans *l'encaissement véritable* pour la nécessaire propulsion subséquente, c'est risquer de ne libérer que ses petits démons intérieurs... On ne s'y reconnaît plus et on n'est plus reconnu.

Nothing succeeds like success ... Comme tout axiome, ce n'est qu'à moitié vrai, ou complètement faux pour la contre-partie qu'il ne dit pas. Il doit être lu au complet :... *as long as success is lasting* : affaire de redondance ou de simple définition. Rarement à point nommé, mais presque toujours dans la plus ironique des situations, la contrepartie apparaît. Quand on est de la race des forts, on amorce la réussite de demain dans l'échec d'aujourd'hui, l'un et l'autre provisoires comme tout épisode de vie. Il faut renouer la chaîne du succès, générateur d'autres succès. Pas si simple ?... Cer-

tes non en situation vécue. Mais est-il d'autre issue que cette espèce de logique pure, nominale ?

On a assez dit que Lesage fut l'homme d'une situation qu'il n'avait pas créée, qui fut accélérée par d'autres. Mais qu'il l'ait assumée en plénitude et dirigée plus qu'on y consent, n'était certes pas d'un esprit médiocre. De l'opportunisme, mais d'une forme supérieure qui est une des marques des hommes politiques efficaces : pourquoi le taire ? Ses *sincérité successives* ne lui sont pas un trait de caractère exclusif parmi la faune politique. Est-ce que tout changement de rôles politiques ou de niveaux de responsabilités ne commande pas des conduites différentes, parfois contradictoires ? Mais il faut dépasser l'observation banale. La dernière de ses *sincérités successives* était toujours plus sincère que la précédente. L'ambition elle-même n'est pas négatrice de la sincérité, ni des sincérités renouvelées. Elle est encore l'énergie des nécessaires audaces. Il faut, mais il suffit, qu'il y ait concordance entre l'ambition, la sincérité et l'audace.

Sincère et audacieux, le Jean Lesage de 33 ans, qui siégeait aux Communes dès 1945, l'était déjà. Il fallait qu'il le fut pour s'affirmer comme le plus méthodique et travailleur des députés du *Petit Chicago* ; pour se faire désigner à la présidence d'une commission parlementaire, d'une conférence internationale, pour diriger la délégation canadienne à une réunion annuelle du Conseil économique et social de l'ONU ; pour être nommé adjoint parlementaire du ministre des finances avant de devenir à 41 ans Ministre des Ressources et du Développement économique, qui devait se transformer quelques mois plus tard en ministère du Nord canadien et des Ressources nationales. Ce ne furent pas là fonctions honorifiques. Entre temps, il s'était fait réélire sans trop de mal dans Montmagny-L'Islet en 1949 et 1953 ; de même, victoire à peine plus difficile à l'élection de 1957, la vague dieffenbakérienne *n'ayant pas* encore ballotté les électeurs québécois. Dans son nouveau rôle d'oppositionniste, il fut le plus combattif et efficace des *debaters* francophones de ce parti qui, après 22 ans, prenait soudain conscience qu'entre lui et le peuple canadien il n'y avait pas de lien dynastique. Lors du cyclone conservateur de 1958, il est de la vingtaine des rescapés du Québec. Il *arracha*, littéralement, une victoire atténuée à ses électeurs, pourtant continûment fidèles depuis 1945. C'était suffisant pour asseoir une réputation de rude *campaigner* et de *votes getter* jusqu'à l'invincibilité.

Ce n'était donc pas un laissé pour compte de la politique fédérale que le congrès spécial de leadership de la Fédération libérale du Québec élu en mai 1958. A 46 ans -

incidemment l'âge de Duplessis quand il prit le pouvoir en 1936 - il s'attaque au pouvoir réputé invincible du Chef, plus fort que jamais après la scandaleuse élection de 1956. Cascade de chances : l'affaire du Gaz naturel, dévoilée par *Le Devoir*, mais dont il sut profiter avec un maximum d'astuce ; la mort, pathétique à certains égards, de Duplessis, la fin tragique de Sauvé - toutes deux opportunes pour son avenir politique. Le 22 juin 1960, il bascule une Union nationale, désorganisée à sa tête mais d'une infrastructure encore rigide et très *professionnelle*... *Il faut que ça change ! Tant l'immobilisme avait été généralisé et épais, la moindre innovation pendant les cent jours de Sauvé apparaissait révolutionnaire. La révolution tranquille fut une évolution tapageuse et surtout... bavarde*². Lesage, qui l'incarna, la parla plus que quiconque. Il en était naturellement le héraut.

Le Québec *bougeait*. Au gré des impatients, trop peu ; des timorés, trop ; des pessimistes, trop tard. Le premier ministre était le moyen terme de convergence dans cette effervescence, secouait l'inertie ici, rappelait au sens de la mesure là. L'apothéose fut atteint après l'élection surprise de 1962 au sujet de la nationalisation de l'électricité : il s'agissait de ralliers au cabinet divisé, et un parti hésitant en conséquence, par une large adhésion électorale. On a trop peu noté que c'était d'une *stratégie* peu courante, à l'inverse des règles. Poussé à l'impasse, Lesage s'appropriait l'idée, la *vendit* avec une conviction de croisé. Cette élection à principe de referendum prit l'allure d'un plébiscite personnel. C'était à s'y tromper : il paraissait être l'initiateur du mouvement, mais en fut le mobile à la phase de l'exécution. Un coup de maître.

Dans les grands affrontements avec le gouvernement fédéral, son ardeur presque trop violente - à en être suspecte ! - ne se démentit pas non plus. Même prouesses lors des phases successives de la grande réforme de l'éducation, en rattrapage de malencontreuses déclarations de principe alors qu'il n'avait pas encore pris le vent du Québec nouveau. Selon un style classique, donc un peu démodé, de politique, il épousait les idées nouvelles, les propageait, les explicitait. La fonction, plus les circonstances *bonifiait* l'homme dont on remarquait moins ce qui lui restait d'emphase oratoire. Tout le monde y trouvait son compte.

² Pour un jugement moins elliptique, voir du même auteur *Le Canada-français après deux siècles de patience* (chapitre VI, pp. 163-190 ; Paris, Edition du Seuil, 1967) ; *Du Duplessisme au Johnsonisme : 1956-1966* (chapitres VIII, IX, X, pp. 331-424 ; Montréal, Editions Parti Pris, 1967).

Puis suivra à partir de 1964 la phase digestive de la récollection, non créative, de la fameuse *révolution tranquille*. Ce n'était pas encore la stagnation, mais ses risques... à moins d'une relance. L'accident imprévu, mais prévisible à cause des règles du « Qui perd (41 % des votes à l'U.N.) gagne » (contre les 46% des votes libéraux), se produit le 5 juin 1966 : traumatisme dont Lesage ne se serait pas encore relevé.

Toute politique est conductrice de quelque ambivalence ; il n'y a que les dictateurs ou les politiciens cyniques à pouvoir ne pas céder à certaine dose d'ambiguïté. Lesage ne fut jamais dictateur ni cynique. D'où vient que, même aux jours fastes de la *révolution tranquille*, alors qu'il s'y engageait avec le plus de ferveur, on reportait à l'ambiguïté du personnage l'ambivalence en grande partie obligée (le contexte social, le rythme de l'époque ...) de sa politique ? Comment répondre sans la future référence au nécessaire décalage historique ?

Tout le monde vit de la tension de ses contraires. Les contraires de Lesage sont presque trop apparents : formé à l'école du libéralisme classique, il devient de but en blanc un promoteur du progrès socio-économique ; il fait ses classes dans une ambiance de centralisme fédératif, il graduera dans une classe terminale d'autonomisme revendicateur ; il est d'une carrière par définition conservatrice et de la fin d'une génération qui n'a été touchée que par osmose par les idées nouvelles. Il est dedans et en dehors, à gauche et à droite. Il fut avant tout un *débloqueur* de situation. Il n'a pas été au principe du mouvement, mais il a tenté de lui donner une direction dans des *couloirs* s'élargissant ici, se rétrécissant là. Il devient l'homme d'une situation, sinon l'homme de la situation. Pas un mince mérite tout de même que d'avoir été tout cela, qui, au jour le jour, est beaucoup de choses à faire tenir ensemble. Que si l'on soutient que son apport de *conditionné* - *conditionnant* pèse peu lourd en définitive, je *dis* : « Les choses étant ce qu'elles étaient qu'il n'aurait pu, l'eût-il voulu, transformer radicalement, quel autre aurait pu faire autant à de pas plus lourds frais ? » - « Paul Sauvé, peut-être ? » - Outre que l'Union nationale n'aurait pu sécréter un Paul Gérin-Lajoie ou un René Lévesque, la réponse à la négative est quand même plus plausible que l'affirmative, le conservatisme de Sauvé étant plus foncier que celui de Lesage.

L'ambiguïté du lesagisme tient en bonne partie dans l'événement ou l'époque, dans les structures et la réceptivité d'une société. L'autre *partie* et dans l'homme. La malléabilité du personnage l'a ainsi servi ; mais, dans une proportion comparable, il aura aussi servi l'époque et la société au moins jusqu'en 1964. Ce n'était pas suffisant, ni

assez vite. D'accord, cent fois d'accord ! Mais, si elle est linéaire, la marche du progrès promet, requiert même, des replis, des temps d'arrêt.

En fait, la métaphore est mauvaise. Le progrès marche en lignes rayonnantes à partir d'un centre énergétique. Combien de lignes en rayon sont restées intouchées par la *révolution tranquille* ? *L'échec* de Lesage fut de n'avoir pas été ce centre énergétique. C'est un réacteur, un amplificateur, un multiplicateur ; pas un initiateur, un effecteur, un accélérateur. Il n'a jamais pu amener à une unité ferme ses dualités de psychologie et de vie professionnelle. Les tenants de la caractérologie astrale y verraient un beau cas type de Gémeaux.

Ce qui en faisait le Québécois numéro 1 le faisait également considérer candidat idéal au titre de premier ministre du Canada. Des voix inquiètes du Canada anglais l'ont, pendant une couple d'années, consacré dauphin naturel de Pearson. Il avait beau protester qu'il en avait « les mains pleines » avec son gouvernement du Québec - jouant les grandes coquettes, disaient les mauvaises langues - , les spéculations allaient bon train, s'atténuèrent à peine après de rudes passes d'armes avec « ceux d'Ottawa », amis et collègues d'hiver. Le voyage dans l'Ouest à l'automne 1965 le fit douter et de son intérêt et de son aptitude (*fitness*) à la fonction. Selon une hypothèse hors de propos aujourd'hui, même après l'échec du 5 juin 1966, on l'aurait encore considéré comme l'aspirant le plus valable à condition de prendre une revanche décisive sur l'Union nationale. Dans l'intervalle, on a *inventé* à un rythme affriolant un certain Pierre Elliott Trudeau, jeune ministre qui n'avait eu le temps que de commencer à se manifester.

En février 1965, Lesage s'en prenait à Toronto aux « possesseurs tranquilles de l'inquiétude », retournant contre des détracteurs un mot prudhommesque qu'il avait eu la faiblesse de commettre. En une autre circonstance, il s'expliqua sur sa philosophie politique : « Cette absence de système, ce refus d'un système, je soutiens que c'est, - loin de n'être pas une pensée politique - une philosophie politique en soi ». Puis, en veine d'humour aussi optimiste que macabre, il composa son épitaphe :

LESAGE (Jean) - 1912 - 2012

prit sa retraite à 98 ans, après avoir été premier ministre pendant 50 ans. Ennemi des systèmes conçus avant l'expérience, il ne voulut être qu'un modeste relais dans la marche ininterrompue vers une société aussi humaine que possible.

Avant d'être premier ministre, dans un discours sur la doctrine du néo-libéralisme, il proclamait : « Le libéralisme n'est ni de gauche ni de droite : il est du centre, il cherche surtout à aller de l'avant » (Lesage *s'engage*, Montréal, 1959, p. 102). Beaucoup de citoyens québécois, dont de ses proches collaborateurs, attendaient une radicalisation naturelle d'un parti, jeté dans l'opposition dans de telles circonstances. Ils sont plus d'un à regretter le premier ministre d'antan dans ce chef de l'opposition qui, s'il va quelque part, donnerait plutôt l'impression d'aller vers l'arrière que de l'avant.

René LÉVESQUE

[Retour à la table des matières](#)

Il ne sait pas dans le détail ce qu'il veut, parce qu'il *cherche*. Mais ce qu'il veut de façon générale, nul plus que lui ne le veut de façon plus intense, passionnée, brouillonne et, au sens étymologique, *déroutante*. Il l'a dit cent fois, ou mille fois ; s'il ne le dit pas cent mille fois, c'est qu'il aura enlevé le morceau auparavant :.

« Maintenant que les nouvelles générations nous apportent annuellement des compétences, il n'y a aucune raison qui puisse, qui doive empêcher le Québec de réaliser cette chose qui traîne dans les coulisses collectives depuis 200 ans et qui est d'avoir sa chance de faire sa carrière comme société ».

D'autres avaient *trouvé* avant lui qui ne comprenaient pas qu'on cherchât si longtemps. Enfin, d'autres, de beaucoup les plus nombreux, ne se préoccupaient pas plus de chercher que de trouver : ils y allaient à l'intérieur d'une vague voie mitoyenne, également distante des chemins divergents que suivaient les deux clans de ceux qui avaient trouvé. Au milieu de ce beau monde aux confortables certitudes, ou plutôt à côté d'eux tous, il poursuivait une recherche douloureuse, avec éclaircies de sérénité, mais toujours en grande solitude. Il sera peut-être l'homme de la future réintégration celui qui est déjà polarisateur et principe magnétique d'intégration de ces sous-sous-Américains de Québécois ! Il aura suffisamment montré qu'il n'est pas celui qu'on intègre ou qui s'intègre, tout au plus celui qui s'annexe, un temps, pour un bout de route parallèle.

Un tel idéalisme joint à une si forte dose de pragmatisme font un mélange détonant : en compressions et malaxages alternatifs, ça ne pouvait finir que par éclater ! Après la grande rupture d'octobre 1967, il confiait à un journaliste : « Je savais d'avance qu'il y aurait des concessions à faire. Ceux qui n'en font pas je leur en souhaite. Ils vont probablement finir avec toute leur pureté » ; mais aussi : « J'ai l'impression de renouer avec quelque chose qui me permet de continuer ».

Bâti comme ça, on n'est pas à l'aise dans sa propre peau, qui doit envelopper cette espèce de frémissement subconscient de tout un peuple dans son inconfort d'être Canadien français en Amérique du Nord. Tout au long de cette recherche laborieuse pour trouver à ce groupe un *espace-temps* qui ait du sens, Lévesque est devenu autre et plus que lui-même : il est, en s'efforçant de la contenir, cette population même en ses rares moments d'effervescence, entrecoupés de longs silences d'eaux endormies. Il n'est pas de la famille courante des *bêtes politiques* : « Je ne serai jamais un politicien » ou encore : « Si ce n'est pas politiquement habile, cela m'est incroyablement égal ! » La vedette politique a prolongé la vedette de la télévision dans ce secteur du super-vedettariat où nichent quelques *monstres sacrés* que nous avons produits : entre Réal Caouette et ... Pierre Elliott Trudeau ! Mais Lévesque déclenche, lui, des réflexes collectifs d'identification davantage à la façon. de Gilles Vigneault que des deux autres, qui sont aussi des catégories à eux seuls.

En toute mythologie vivante, rien n'est moins aisé que de tenter de cerner la personnalité du porteur - j'allais dire : du *propriétaire* - du mythe. Il y a le phénomène du *dénivellement*, qui est presque entièrement rebelle à l'analyse. L'observation enregistre le phénomène mythologique, lui donne des dates, le mesure avec quelque approximation en étendue, mais est bien inapte à rendre compte, par d'artificielles décompositions, de ce qui peut ne se percevoir que comme un tout. Il est aussi certain qu'il y a un lévesquisme qu'existent, à des échelles différentes, un caouettisme et un trudeauisme. A-t-on assez remarqué que Lévesque, avant Caouette et Trudeau, fut un prototype de la communication humaine à l'ère électronique Que le Canada anglophone n'a rien produit de semblable, en politique du moins, puisque les exemples qui viendraient à l'esprit auraient noms... Wayne and Shuster, Pierre Berton ?

Si le destin de Pierre Elliott Trudeau est celui du Canada, le destin de René Lévesque avait déjà commencé d'être celui du Québec. Dans la mesure, qui est grande à l'heure actuelle, de la contradiction entre ces deux destins personnels, les deux destins collectifs, celui du Canada emboîtant jusqu'à maintenant celui du Québec, sont-ils à

jamais mutuellement incompatibles ? Trudeau n'accepte-t-il pas enfin une révision de la constitution tandis que Lévesque prône l'Association après la Souveraineté dans un nouveau pacte, celui-là vraiment *confédéral* et à inventer de toutes pièces ? La politique n'existe-t-elle pas pour rétrécir de tels abîmes ?

« Les risques calculés, je connais ça ... Il y a eu quatre tournants dans ma vie, et chaque fois, ç'a été crucifiant, mais, par la suite, ç'a vraiment donné quelque chose ... » Seulement, le quatrième tournant, avec tous les « risques calculés », n'engage pas que le destin personnel de René Lévesque comme aux trois autres : c'est celui de tout un peuple en instance de se donner une nouvelle assiette historique.

Aujourd'hui, comme à l'été 1962 alors qu'il forçait envers et contre tout (et tous) la question de l'étatisation de l'électricité, il pense et dit sans apprêts, ce qu'on appréciera comme on voudra : « J'ai toujours été fier d'être Canadien français. On a mangé toutes sortes de merdes dont nous avons fabriqué une grande partie nous-mêmes. A l'heure qu'il est, je ne vois pas d'intérêts plus dévorants que ceux de cinq ou six millions de Canadiens français. Ça ne m'empêche pas de regarder de l'autre côté des frontières chaque fois que c'est nécessaire. L'important c'est de ne pas retourner dans la merde ». Du groulxisme prophétique en langage de taverne ... Ou du teilhardisme social en forme de discours de circonstance : « Pour la première fois depuis que l'homme est sorti des cavernes, depuis que, par inadvertance, il s'est séparé du singe, l'humanité possède les moyens techniques et économiques d'éliminer la misère chez ses membres ». Le besoin du « supplément d'âme » dont parlait Bergson, devrait combler « dans cette société, un 'trou', un 'manque' extrêmement grave : l'absence d'impatience, la disparition facile de l'indignation ». Tout Lévesque est dans ces trois citations.

Dans sa carrière de journaliste, il l'aura réprimée au maximum jusqu'à la grève des réalisateurs de Radio-Canada en 1959, sa faculté *d'impatience* et d'indignation. Un nouvel homme naissait ; ou plutôt, un homme qui n'avait pas encore surgi, émergeait de l'ancien, plus intégralement authentique. Cette grève ne fut pas un *nez de Cléopâtre* accidentel, mais son inévitable, un jour ou l'autre, *chemin de Damas*. Il faut toujours remonter à l'enfance à ce point où elle s'épanouit plus ou moins mal en adolescence. De ses jeunes années à New Carlisle, nous ne savons de René Lévesque que ce qu'il nous en a dit : les petites bagarres avec *les Anglais* du coin pendant les années grises de la grande crise et de la *révolution trahie* du Duplessis de 1936. On ne voit pas qu'il y ait eu là racine d'un traumatisme particulier. A 14 ans, il est annonceur

surnuméraire au poste local : il s'apprivoise facilement dans cet univers de manettes à lancer, assourdir ou éteindre toutes espèces de sonorités. Des études secondaires apparemment sans histoires ; mais je n'en jurerais rien. A l'exemple du paternel, Dominique du nom, associé un temps à l'étude d'Ernest Lapointe, il entreprend ensuite sans conviction des études de droit à Laval. Il n'était pas le genre à ânonner le droit civil et le code de procédure bien longtemps : premier tournant, il ne sera pas *professionnel*.

Il se réinstalle tôt derrière les micros d'une station privée, puis derrière ceux de Radio-Canada à Québec. Là-bas, au loin, c'est la guerre mondiale. On a besoin d'agents de liaison, de reporters radiophoniques. Bonne occasion d'aller voir ce qui se passe. Il y va, perd la voix et gagne une somme d'expériences politiques qui le prépareront à son rôle de futur grand reporter. Au retour, il est versé au Service internationale de Radio-Canada, les reportages et interviews étant encore dans leur enfance préhistorique à la chaîne française tout au moins. Puis c'est la guerre de Corée : autre occasion d'aller voir ce qui s'y passe. Quand il revient, la monstre télévision s'étire avec lourdeur pour prendre toute la place. Mais la radio, jusque là somnolente, décide tout à coup de ne pas se laisser faire ! Elle s'avise de profiter de sa souplesse, de son potentiel d'ubiquité. René Lévesque est le jeune aîné de cette nouvelle génération de journalistes radiophoniques. Aux côtés de Judith Jasmin, il forme le couple le plus complémentirement disparate. Et ce sont les jours fastes de *Carrefour*. Mais, « deuxième tournant, c'est en 55, quand j'ai lâché la sécurité de Radio-Canada ». Il devient pigiste pour tenter la grande aventure en pleine liberté.

C'est *Point de Mire* à la télévision qui lui permet d'accéder au vedettariat. Mais d'emblée : il est prêt certes, puisqu'il tiendra trois ans ; mais aussi quelle veine ! Le soir de la première, c'est la dernier dimanche d'octobre 1956 après cette semaine sanglante du déclenchement des crises jumelles de Hongrie et de Suez. Un *rating* à 100% ! Excellent reporter (don de la formule pour décrire les ambiances), piètre interviewer (questions trop longues et parfois insidieusement provocantes), il affirme maintenant des dons de génial vulgarisateur. Il est celui qui, de semaine en semaine, rend compréhensible à tous ce qui est malaisément intelligible aux spécialistes. Il sait expliquer. Expliquer avant que d'interpréter. Interpréter sans pouvoir conclure : rapport à la sacro-sainte *objectivité* de Radio-Canada. Mais les clés de la conclusion sont dans la position du problème - comme dans tout problème bien posé ... Tout le monde y trouve son compte : intellectuels renseignés et spécialistes comme les *non-instruits* et les non-intéressés (jusque là) de tout âge, de toute classes. Phénomène assez inouï :

sans préparation universitaire approprié, rien qu'avec les services de la bibliothèque de McGill à côté, le *cerveau Lévesque* détecte et enregistre, à travers une masse d'informations incohérentes, les composantes essentielles, les paramètres et variables (sans, bien sûr, se servir de ce jargon dit *scientifique* !) de toutes espèces de crise.

Il travaille en artisan, avec la farouche indépendance du *lone wolf* qu'il est et sera sans doute toujours d'instinct. Davantage, il est lui-même un défi intégral aux règles du genre : pas de voix, *pas d'allure*, des tics à la pelle, fumant comme une locomotive s'enrageant de ne pas partir, des phrases *longues comme ça* et tressées d'invraisemblables associations d'idées, et, avec tout cela, réhabilitant la valeur pédagogique du bon vieux tableau noir ! Mais tout le monde a compris ... Ça ne s'est jamais vu et ne se verra probablement jamais en aucune télévision au monde. C'est une nouvelle réussite *tribale*, mais avec un outil cent fois plus puissant et souple que celui dont Louis Francoeur, que Lévesque admirait tant, disposait quelque vingt années auparavant. Disons-le en passant, ce que Lévesque fit dans ces conditions pendant trois ans tient du coup de force. (Le seul autre coup de force comparable, c'est la prouesse hebdomadaire de Roger Lemelin qui, pendant huit ans, *pondit* seul 26 scénarios de film d'une demi-heure à sujet unique quoique avec une distribution inchangée. Ce sont les deux performances cérébrales individuelles les plus *musclées* de notre télévision et peut-être de toutes les télévisions.)

Puis vint la grève de Radio-Canada, qui devait n'être qu'un long week-end du temps des fêtes. Lévesque et Gérard Pelletier, les deux têtes politiques de cette faune radio-canadienne, s'y engagent à fond, avant que le *professionnel* Jean Marchand ne la mène à son terme, toujours retardé. C'est, a-t-on dit, le *chemin de Damas* de Lévesque. Pour lui, il se cogne sur une bureaucratie extérieure (d'Ottawa) et qui, au niveau décisif, *parle anglais* : c'est sûrement à ce moment-là que son anti-fédéralisme viscéral s'est cristallisé. C'est le troisième tournant qui s'annonce. Après, la grève, qui ne fit que des perdants comme en toute guerre trop coûteuse en même temps qu'ambiguë, *Point de Mire* reprend l'affiche quelques mois pour la forme. À ce programme comme en d'autres, le coeur n'y est plus qui appauvrit l'esprit, désormais difficile à ranimer en un élan nouveau.

Dans l'intervalle, Duplessis meurt, puis c'est Sauvé ; un nouveau Lesage prend la tête de la « cohorte libérale », selon le lieu commun des discours de fin de congrès. Des élections s'annoncent pour le printemps 1960. Lévesque ne se sent pas « prêt » intellectuellement, mais mûr psychologiquement pour le plongeon. Il est surtout sen-

sible à l'argument d'urgence et peut-être d'occasion irrépérable. C'est le programme de la F.L.Q. qui lui sert d'amorce et d'alibi. « S'il n'y avait pas eu d'engagement écrit, je ne me serais pas montré la face ». En février 1960, il parle de ses projets à un ami, rencontré par hasard dans un restaurant. « Mûr psychologiquement », cet ami en est sûr ;. Lévesque ne cherche que des approbations à une décision déjà prise. S'en rendant compte, cet ami ne lui dit que les deux conditions essentielles pour ne pas rater l'opération : « Premièrement avoir la 'couverture' financière pour ne pas dépendre des fonds du parti avant ou après l'élection, quel que soit son statut parlementaire ; secondement, accepter par avance de devoir prendre la décision de rupture lui-même ». Il remplissait déjà cette première condition ; pour le mieux ou le pire, pour lui-même ou le parti, il honora la seconde à l'été et à l'automne 1967.

Avant qu'il n'en vienne à durcir son *Option Québec*, René Lévesque se situait, toute question de personnalité mise à part, dans une catégorie unique à deux titres : 1° Dans toute sa carrière de journaliste, ce rarissime internationaliste dans notre milieu avait *fait* dans l'extérieur ou le cosmopolitisme ; 2 : il fut le seul, et donc le premier, de sa famille idéologique à faire le grand bond dans un *vieux parti*, fait d'autant plus marquant que son allergie à ce sujet n'était pas moins épaisse que celles d'autres qui *sauteront plus* tard, ou s'abstiendront de le faire jusqu'à aujourd'hui.

Les sept années où Lévesque fut *libéral*, les six où il fut ministre et député ne se racontent pas, tant il en a mené large dans la *révolution tranquille* et lui a imprimé un style particulier. Plus que tous ceux qui l'ont animée, il en a ponctué les étapes par des prises de position d'habitude pittoresques, comme il en fut aussi le symbole parfois déchiré de ses contradictions latentes ou éclatantes. On pourrait de ses déclarations pétaradantes faire autant de titres de chapitre de l'histoire de ces brèves années de mouvement. Il ne fut pas le seul à faire la *révolution tranquille*, mais il fut le plus voyant et peut-être le plus efficace convoyeur de ses idées et de ses réalisations. « Ma génération a sacré pendant quinze ans sous Duplessis. Cette maudite génération passait sans qu'on ait aucune prise sur la vie publique au Canada ... Je suis maintenant à la place où ça se décide, quand ça se décide ».

Avant de briser avec son parti à la suite d'une longue et mutuelle *tolérance*, sa rupture avec la chose politique *Canada* était presque avouée. Dès 1963, à la télévision torontoise, il avait déclaré : « *I am a Quebecer first, a French Canadian second ... and I really have... well, no sense at all of being a Canadian* ». « On a vraiment l'air fin avec nos rois nègres, écrivait-il dans un article de *Cité Libre* (mai 1960). Je me

demande si on ne pourrait pas emprunter aux Arabes un de leurs sultans ou même de leurs colonels ». Six ans plus tard, il servira un sévère avertissement aux industriels et hommes d'affaires anglophones du Québec qui « feraient bien de se départir au plus tôt de leur état d'esprit rhodésien pendant qu'il en est encore temps ». Jusqu'à l'élection de juin 1966, il combat « une minorité à la science infuse », qui croit que l'indépendance est « réalisable pour le Québec d'aujourd'hui ... Nous connaissons les dossiers ». Il avait dénoncé toute forme de violence terroriste : « C'est du romantisme anarchique et anarchisant de jeunes qui ont mal digéré les lectures sur l'Algérie, Cuba et toute la décolonisation depuis vingt ans ». L'histoire éclairera plus tard comment, après qu'il se fut rendu insupportable pour son parti, le duumvira Lesage-Kierans a *exécuté* Lévesque prestement et avec moins d'élégance que le courage digne qu'il montra à livrer une dernière bataille perdue d'avance.

René Lévesque s'emploie maintenant à « tirer le Québec d'un vieux lit double qui craque ». L'unique règle du jeu, il l'avait déjà établie. « Lorsqu'on est petit dans un monde de gros, il n'y a pas d'objectifs irréalisable pourvu qu'on soit capable de calculer deux fois mieux que le gros ». Le mouvement Souveraineté-Association reflète encore l'antinomie entre une indépendance éminemment souhaitable, mais non pratiquement faisable, ce qui ne facilite pas la jonction avec les séparatistes inconditionnels qui ne « connaissent pas les dossiers », ou qui ne veulent surtout pas reconnaître l'importance des dossiers.

Ceux qui sont profondément sympathiques à l'homme, pour sa richesse intérieure et son quasi mystique désintéressement, commencent à s'inquiéter de certains écarts de langage chez cet homme qui disait hier encore : « Il faudrait tout de même cesser, de part et d'autre d'ailleurs, de se traiter entre Québécois de traîtres, de se déculotter » (La Presse, 2 novembre 1967). Les injures et les calomnies à l'adresse d'amis d'hier, qui ont pris une autre *option*, ne sont jamais d'un bon *calcul*, puisqu'ils trahissent des marques de faiblesse ou même de doutes. D'ailleurs., il n'a pas le temps contre lui, sauf s'il s'emploie à le syncoper en stratégie brusquée. Et, à la limite, s'il doit y avoir *fade out* de son destin et de sa cause, que ce soit du moins en noblesse et non pas en démagogie joualisante. Il aura été trop indispensable pour qu'on garde une dernière image, indigne de lui et de ce qu'il pourra encore, au moment où il aura peut-être commencé à cesser de croire à sa cause actuelle... Car il sera toujours, par-dessus tout, *celui qui cherche*.

Avec Robespierre, il n'a de commun que la rare incorruptibilité. A son sujet, on préférerait invoquer plutôt la pureté et la ferveur d'un Camille Desmoulins ou d'un Saint-Just.

Pierre BOURGAULT

[Retour à la table des matières](#)

À la tête de leur formation nombreuse et de leurs effectifs partisans stables, nos deux chefs de parti chevronnés feraient bien de le prendre au sérieux, un tout petit peu plus que lui-même en donne parfois l'impression. D'abord parce, et non pas en dépit du fait, qu'il a 20 ans de moins qu'eux. S'il a un avenir, il est tout grand ouvert, si son trop court passé n'en peut être garant. Il a tout de même accompli deux choses : la transformation d'un groupe de discussion passionné pour l'indépendance en parti politique structuré et permanent, quoique à faibles ressources ; le débordement, sur leur gauche nationale, des trois formations politiques principales, menace qui peut s'amplifier par l'entrée sur la scène politique des nouvelles classes d'âge toujours plus nombreuses. Le Rassemblement pour l'Indépendance nationale est au bout du continuum de l'affirmation politique du Québec : l'Union nationale qui doit se montrer plus statut *particulieriste* que les Libéraux ; le Mouvement Souveraineté-Association qui pousse ce statut *particulierisme* jusqu'à l'État associationnisme. Quoi qu'il sorte de cette cocoon d'éléments séparatistes, l'individu Pierre Bourgault n'y pourra jouer qu'un rôle de premier plan.

Qui est-il ?

Un comédien raté qui était, de son avis même, « plus cabotin qu'acteur », un écrivain sans message à livrer qui devint journaliste d'occasion, un aventurier sans autre esprit de nécessité que d'occuper le temps, un jeanfoudre qui est devenu démagogue à froid, un tribun fonceur plutôt qu'un orateur convaincant, un agitateur d'instinct qui est en train de faire ses premières classes de leadership, un précurseur qui accepte par avance de n'être pas celui qui tirera les marrons du feu ? Sans doute un peu tout cela et autres choses encore, qu'il raconte lui-même avec quelque complaisance. Le per-

sonnage, en sa face négative, ne se considère pas comme un Messie libérateur ; en sa face positive, il fait son dur apprentissage de technicien de l'indépendance.

Il ne s'embarrasse pas d'une dialectique compliquée : puisque l'indépendance est inévitable, qu'elle aurait dû se faire il y a longtemps, qu'elle est désormais irréversible, ce n'est plus qu'une question de temps ; mais comme elle ne se fera pas toute seule, il faut commencer à la faire dès maintenant pour n'en plus jamais démordre ! Tout cela se livre à coups de slogans, de formules frappées, d'exemples à choisir parmi les « 100 ans d'injustice » : la technique de la goutte d'eau mais avec la détermination du marteau-pilon. Il y a le côté sérieux et sécuritaire : le programme et les structures du R.I.N. Il y a l'autre côté, tapageur et risqué : les assemblées et les manifestations de rue.

Sur lui-même, embarqué dans cette galère, Bourgault est franc, direct jusqu'au cynisme, ce rebelle qui a maintenant trouvé sa cause : « Le Québec termine son adolescence. Je ne crois pas qu'elle (l'indépendance) soit pour demain, mais elle approche ... Je suis embarqué et pour de bon. Ce qui explique l'instabilité d'hier, je pense, c'est que je n'avais pas encore trouvé mon métier... C'est mon « métier » ... C'est le métier que j'aime... J'aime la bataille, c'est évident. C'est peut-être un peu infantile, mais je suis comme ça. Masochiste ? So what ? Et je suis aguerri ; j'en ai mangé des coups durs, j'en suis toujours sorti. Alors je fonce... Faire l'Indépendance et la révolution, c'est ce qui m'intéresse. Voilà pourquoi nous réussirons, nous, contrairement aux autres, c'est que nous avons un objectif précis et que nous n'arrêterons jamais ». Ce qui peut s'appeler se donner le change par la méthode de l'auto-suggestion, mais autant contrôlée que contrôlante. C'est à une journaliste anglophone ³ qu'il confiait : « Je crois en ce que fais, mais il y a toujours un doute fondamental. Je crois suffisamment en l'indépendance pour le faire très honnêtement, mais je ne sais pas si l'indépendance est bénéfique (... is good). En public vous devez paraître sûr même quand vous ne l'êtes pas. Ça fait partie du métier et ce me fut très difficile à acquérir ».

Bourgault a la certitude de ceux qui ne récusent pas un « doute fondamental ». C'est peut-être ce qui le rend, au gré des irréductibles du R.I.N., trop souple sur le plan tactique, donc insuffisamment *fiable* pour la longue durée. Il combat la ligne dure des socialistes doctrinaires, la ligne pure des séparatistes absolutistes. Il a vili-

³ Catherine Breslin, « Is this man already the most dangerous politician in Canada ? », *MacLean's Magazine*, juillet 1967.

pendé un temps Gilles Grégoire et sa « faction de grincheux », René Lévesque, ce personnage assez « insignifiant », mais ce fut pour se faire, peu de temps après, le plus ardent promoteur de la sainte union indépendantiste. Lui, qui a « quitté le parti au moins dix fois en cinq ans », ne reculera pas devant une démission tactique de la présidence du parti. « Ce sera elle (Andrée Feretti) ou moi ! » L'intégrité de la doctrine, la pureté originelle de la cause ne sont pas sa préoccupation majeure. C'est plutôt l'odeur du champ de la bataille. Pour la livrer plus efficacement qu'en 1966, il faut lever les troupes complémentaires du R.N. et du M.S.A., quitte à devenir un des deux chefs d'état-major en abandonnant le poste de généralissime à un combattant plus prestigieux.

Sa force au sein du parti, c'est la faiblesse que lui reprochent les irréductibles : il est la seule *nature* politicienne du groupe. A ce titre, il est en position de force, celle de son indispensabilité, pour surmonter les tensions et crises internes de son groupe. Cela durera aussi longtemps que le R.I.N. subsistera comme groupe autonome ou tout au moins identifiable. Après ?... S'il se pose la question, ce ne semble pas être de façon lancinante à cause de son avenir tout grand ouvert dont il était question au début. Dans cette galerie de nos hommes politiques, la plupart ont un *avenir* en grande partie écoulé derrière eux, lui pas... Il a du temps. Et semble croire invinciblement en sa bonne étoile.

Quand ce n'est pas lui qui se livre avec quelque impudeur, ce sont ses proches amis qui nous confient des secrets de cette personnalité plus complexe qu'elle ne semble. On apprend, sans avoir cherché à le savoir, que l'insécurité de sa jeunesse mouvementée faisait craindre ses amis qu'il se suiciderait ; qu'il se prenait pour un « génie » et que, ne sachant qu'en faire, il devint un « voyou » après avoir eu une « crise religieuse terrible » dont il sortit en agnosticisme ; qu'il vit avec un maigre traitement de \$100. par semaine dans l'appartement que lui prête un ami ; qu'il « aime bien l'amour » et que des femmes l'appellent pour dormir avec lui ; etc... Il y a plus qu'un relent d'exhibitionnisme dans ce comédien tourné politicien, qui aspire à désaliéner tout un peuple : « Je déteste qu'on ait pitié de moi. Je vis exactement de la façon que je veux, ce qui est fantastique à l'âge de 33 ans. Je voulais être un terrible voyou ou un terrible saint - je suis maintenant les deux à la fois ». Une forme de *la rage de vivre* chez cet ancien *rebel without a cause* ...

Pour l'instant, il joue avec son parti le jeu démocratique. Mais les seules indépendances acquises démocratiquement furent *octroyées*. Comment tout cela finira-t-il :

mal, médiocrement, bien ; avec ou sans violence ? Il l'ignore et ne s'en effarouche pas. Ou plutôt il est engagé dans le processus de se faire croire que cela ne peut que bien se terminer et sans violence. A l'intérieur du système qu'il rejette, Bourgault, à la tête du R.I.N., joue la règle du jeu électoral. Il se portait à l'attaque de deux mastodontes à l'élection de juin 1966. « Nous avons quand même obtenu 220,000 votes. Or, Johnson a pris le pouvoir avec 850,000. Maintenant que nous sommes trois en piste, 35 p.c. des votes donne la course, le pouvoir ... C'est très encourageant car, aux prochaines élections, nous comptons bien présenter 108 candidats et offrir un programme encore plus fort, un régime vraiment actuel ».

Avant la première trouée électorale, il fallait faire une poussée de publicité. La grande, la belle occasion fut l'idée saugrenue d'inviter la reine, en 1964, à la première phase de la commémoration du glorieux Centenaire. Ce fut le désormais célèbre *samedi de la matraque* : passablement d'ecchymoses, mais « pas une seule goutte de sang versé » (Wagner *dixit*). Mais l'important, ce n'était pas la casse qu'on eut ou qu'on risquait. C'était que la presse mondiale accoure pour *couvrir* l'événement. Elle vint : succès au-delà de toutes les espérances. Bourgault le disait, sans magnifier autrement la manifestation, à la télévision torontoise, aux journaux anglophones du Canada, à ceux de la presse mondiale qui voulurent recueillir ses propos. Il mettait ainsi le Québec sur la carte internationale des « indépendances à venir ». Trois ans plus tard, la reine ne fera qu'une visite *extérieure*, ontarienne et en eaux et territoires internationaux. Peu auparavant, c'était un glorieux général-président qui s'appropriait le slogan du R.I.N. : et ce cri fameux fit le tour de la terre ...

Parmi ses congénères du R.I.N. il en est qui commencent à lui reprocher un début de *culte de la personnalité*. Il a beau jeu de les envoyer paître selon les équations : ce qui est bon pour Bourgault l'est pour le R.I.N. ; ce qui est bon pour le R.I.N. l'est pour l'Indépendance - et c'est ce que nous voulons tous ! Il n'exerce pas le magnétisme de Caouette, l'envoûtement de Lévesque, la fascination de Trudeau. Il est une espèce de point neutre de qualités bien moindres *d'attraction*, mais qui peuvent toutes jouer selon les circonstances. C'est déjà énorme qu'il ait pu crever l'enveloppe de l'indifférence. En référence à la typologie de McLuhan, « enfin un cool type », observait un étudiant de Laval - ce qui le rangerait dans la catégorie des John F. Kennedy, Lécane, la séduction du sourire en moins. Il ne cache pas sa satisfaction lorsque les caméras de la télévision le suivent, payant à travers un champ de glace, lors d'une visite dans son comté de Duplessis : « *It's good for the image, for the legend ...* » dit-il

avec candeur à la journaliste du *MacLean's Magazine*. Il ne peut plus flâner comme il l'aimerait rue Sainte-Catherine ; mais le chef de ce « parti yé yé » - comme il le dit - ne s'interdit pas de fréquenter les discothèques.

Ni grand ni petit, ni beau ni laid, c'est un jeune homme qui porte ses 35 ans de dynamisme en quelque sorte animal avec, comme seul signe caractéristique, ses cils blancs ! Son « doute fondamental », il le cache bien ; son pouvoir réside dans sa force de l'affirmation, constamment répétée, en forme de postulats répondant par avance à toutes les objections. Il ne cherche pas ; il a trouvé. Et, comme pour Caouette, ce semble être une bonne fois pour toutes !

Cet extrovert verbo-moteur ne risque pas de devenir schizophrène. Mais peut-être court-il le danger du dédoublement du comédien, qu'il n'a pas été, en se voyant vivre et agir comme quelqu'un d'autre que lui ? Il confiait à la journaliste Claude-Lyse Gagnon : « Jusqu'ici, j'ai été relativement doux, aimant la tranquillité mais je ne le suis plus. Je me sens même assez féroce. Et d'attaque. J'ai cent ans d'injustice à reprendre et dix mille ans de liberté à prendre ! » Rien que ça ...

Gilles GRÉGOIRE

[Retour à la table des matières](#)

Dans cette panoplie de *ceux qui peuvent changer la situation*, il faut inclure tous les chefs de parti. Gilles Grégoire, chef du Rassemblement National, a sa place dans ce chapitre. De toute façon, il méritait plus qu'une brève annotation parmi ceux qui peuvent changer la situation.

Petit, cheveux bien lisses, traits anguleux, il est surtout doué d'une voix sonore - celle de son père, J.-Ernest, le maire réformateur de la vieille capitale, lorsqu'il commençait en couperet ses harangues : « Citoyens de Québec... »

Pour ceux d'un certain âge et qui ont quelque mémoire politique, la voix de Gilles Grégoire évoque cette fin du régime Taschereau et l'époque du premier règne de Duplessis. Il y avait le vieux parti conservateur, éternellement malheureux devant Tas-

chereau, dont le fringant député de Trois Rivières s'était emparé à la convention de Sherbrooke en 1933. Principalement dans la région de Montréal, un groupe de jeunes Libéraux réformistes et dissidents s'était formé à l'appel de Paul Gouin. Pendant ces années-là, un trio de choc combattait pour la réforme sociale à Québec : d'abord le docteur Philippe Hamel, noble et courageuse figure qui, en franc-tireur, harcelait sans répit les trusts, en particulier celui de l'électricité dont il avait dévoilé et dénoncé les abus ; son ami, le jeune avocat nationaliste René Chalout, qui menait une lutte complémentaire, notamment à l'Assemblée législative, où il siégera longtemps comme député indépendant ; enfin, le maire J.-Ernest Grégoire qui, à la tête de son cartel d'échevins, mettait de l'ordre dans l'organisation municipale de Québec, dénonçait lui aussi les trusts, prônait la réforme sociale et sera également député de Montmagny à la législature. Tous ces espoirs réformistes furent déçus ou trahis par Duplessis. Ils furent tous ou éjectés ou neutralisés par l'Union Nationale.

Ce rappel pour dire que le jeune Gilles Grégoire avait la politique et la réforme sociale dans le sang. Son père, professeur d'économie politique à la Faculté de Droit de Laval, s'était tout à coup passionné pour les idées du major Douglas dont Louis Even se faisait l'efficace propagateur dans la province. Il aurait caressé l'espoir de devenir une espèce d'Aberhardt du Québec. C'est de son père que Gilles Grégoire reçut ses premières leçons de doctrine créditiste. Dirigeant de vagues entreprises de publicité, il s'occupe de la propagande des créditistes, dirige leur journal, organise les cadres du mouvement. Auparavant, il avait été des jeunesses libérales, avait fait campagne pour certains candidats, ce qui ne l'empêchait pas, selon des mauvaises langues, d'être au mieux avec Jos. D. Bégin, l'organisateur en chef de l'Union nationale. En 1958, Quand Réal Caouette et Laurent Legault mettent sur pied le Ralliement des Créditistes, le jeune politicien Gilles Grégoire est de leur bord, tandis que Louis Even et Gilberte Côté-Mercier, avec les derniers fidèles des *Pèlerins d'un Monde Meilleur*, se retirent dans le monastère de la *Maison Saint-Michel* de Rougemont. Les Créditistes, maintenant délestés de leur branche congréganiste, vont pouvoir faire de la politique !

Et ils en font ! Caouette et Grégoire sont deux *bêtes politiques* naturelles. Ils s'avisent que, si la télévision existe, c'est peut-être pour qu'elle serve autant les politiciens que les fabricants de détersifs ou d'automobiles. L'un dans la région de l'Abitibi, l'autre dans celle du Saguenay-Lac Saint-Jean, ils établissent petit à petit leur féodalité créditiste. Ils font des disciples, moins doués mais non moins fervents, dans d'autres

régions avec le résultat ahurissant, pour tout le monde sauf eux, que 26 député créditistes du Québec iront siéger aux Communes après l'élection de 1962 ! Si le Ralliement des Créditistes, c'est surtout Caouette, ce n'est pas que lui : c'est Caouette plus Grégoire, son brillant second.

Nerveux et affairiste, curieux de tout et astucieux, le jeune député de Lapointe réussira à en imposer aux autres partis et aux chroniqueurs parlementaires. Il est de tous les débats, en suscite, possède à un haut degré l'art opportun de poser des questions inopportunes. Agile et roublard, c'est dans les commissions parlementaires qu'il donne le mieux sa mesure. Malgré les quolibets qu'on décerne à son groupe, on doit bien admettre que c'est un redoutable joueur avec lequel il faut compter. Une espèce de petit corsaire de la lutte parlementaire déguisé en Mickey Mouse.

L'affaire énorme du non moins éléphanterque Daniel Gordon (qui avait déclaré qu'il n'y avait pas de Canadiens français assez compétents pour être nommés aux quinze postes de la vice-présidence des Chemins de fer nationaux), c'est lui, « le petit Grégoire », qui l'avait suscitée, dirigée et amplifiée au point d'en faire toute une affaire *nationale* ! En cette occurrence, il n'était pas la *mouche du coche*, plutôt la souris de l'éléphant - si l'on veut bien se rappeler que l'animal qui peut le plus faire souffrir l'éléphant est précisément la souris lorsqu'elle s'introduit dans sa trompe ...

C'est presque un grand art que de posséder à ce point la faculté de pouvoir irriter ! Il la poussera à son comble, en décembre 1966, lorsqu'il sera le seul député à s'opposer à l'étude d'une loi d'urgence pour régler un important conflit portuaire qui sévissait alors sur la côte du Pacifique. (En certaines occurrences, la Chambre, moyennant le consentement unanime de ses membres, peut procéder à l'étude d'un projet de loi d'urgence avant qu'il n'ait été régulièrement inscrit au feuillet.) Une fois de plus, Gilles Grégoire faisait les grandes manchettes du Canada, surtout celles des journaux du Québec puisque le député néo-indépendantiste reliait cette question à la navigation d'hiver sur le Saint-Laurent ! La publicité qu'il retirait de cet acte était corrélative à l'odieux de cette tactique. C'était l'époque où il faisait le vide à la Chambre. Son voisin, J. A. Mongrain, député indépendant de Trois-Rivières ayant le premier donné l'exemple, des grappes de députés sortaient avec ostentation de la Chambre dès que le député de Lapointe se levait pour intervenir ...

Quand on lui rappelle que sa conversion à l'indépendantisme est de fraîche date, qu'il a été élu trois fois à l'enseigne d'un parti *fédéraliste*, à répond sans coup férir :

« En 1962, quand je suis arrivé à Ottawa, j'étais convaincu que ça pouvait marcher cette patente-là. Mais j'ai évolué graduellement. J'ai été frappé surtout par l'avachissement des députés canadiens-français devant le parti : ils préfèrent se taire plutôt que de désobéir à leurs chefs ». Une poignée de députés trouvent grâce à ses yeux : parmi *quelques bons hommes*, Jean Marchand, les ministres Drury et Turner, le député (alors) Pierre Elliott Trudeau parce qu'il a « le courage de ses idées ». Quant à Gérard Pelletier, « je ne vois pas ce qu'il fait là-bas ». C'est un point commun qu'il possède avec Douglas Fisher - dont il est l'antithèse parfaite - de porter des jugements aussi définitifs qu'impitoyables !

Après *consultation* avec ses électeurs, Grégoire a clairement laissé entendre que le premier député séparatiste des Communes terminerait son mandat sans laisser tomber, par question de principe, les privilèges afférents, le traitement, les indemnités de voyages, la franchise postale, etc ... D'ailleurs, sa récente option indépendantiste serait en continuité avec son passé de créditiste, qu'il ne cesse pas d'être : « Cela n'entre pas en contradiction avec l'indépendantisme. L'indépendance économique et monétaire est ce qui compte le plus après l'indépendance politique. Et pour obtenir cette indépendance économique, il faut appliquer les théories du créditisme : que le peuple contrôle le crédit, qu'il n'y ait plus de banques à charte dont les sièges sociaux se trouvent en Ontario ou en Nouvelle-Écosse... » À l'hiver 1963, lors d'un de ses premiers discours, le nouveau député de Lapointe, faisant état de malheureuses expériences personnelles, avait fait une charge pathétique contre les compagnies de financement - dont René Lévesque n'est pas seul à croire qu'elles ont un côté requin.

Nous n'avons jamais eu de députés aussi nationalistes que ce contingent des 26 créditistes de 1962 et de ce qu'il en est resté dans les élections subséquentes, Dès leur arrivée, ils avaient obtenu la traduction du manuel de procédure de Beauchesne comme une carte (*menu*) bilingue du restaurant du Parlement. « Nos victoires sur le bilinguisme étaient des miettes, disent nos adversaires de mauvaise foi. Peut-être, mais à force de ramasser des miettes, on va finir par emporter le morceau », disait-il pendant la campagne électorale de l'hiver 1963.

Grégoire n'est pas moins optimiste que certains Rinistes qui croyaient sincèrement que le Québec ne serait pas de la célébration du Centenaire du Canada. Au début de septembre 1966, il déclarait que les Québécois voteront en faveur de l'indépendance « dès la prochaine élection provinciale, si elle a lieu dans plus de deux ans. Avant, le Ralliement national ne serait pas un parti suffisamment bien organisé pour prendre le

pouvoir ». Le moins qu'on puisse dire des premières discussions en vue d'une fusion ou d'un rapprochement entre le R.N. et le R.I.N. c'est que les réticences et arrières-pensées n'en étaient pas absentes. Aujourd'hui, la question est dépassée ou plutôt englobée dans le phénomène plus vaste du M.S.A. Sur le papier, on peut penser une ligne d'attaque avec Bourgault à l'aile gauche, Lévesque au centre, Grégoire à l'aile droite. Même en tenant compte de la dissidence Ferretti, on est loin d'être sûr que les troupes suivraient : s'il y a telle chose qu'une *aile gauche* du R.N., elle est plus à droite que le centre du M.S.A. ou que la droite du R.I.N.... Quoiqu'il en soit, il y a les effectifs des États-Généraux dont le dénombrement s'étale selon une palette au moins aussi large.

Caouette a déjà qualifié son premier lieutenant de *has been*. Le « petit Grégoire », qui peut encore bien faire des ravages, nourrit certes l'ambition de démontrer que le plus *has been* des deux n'est peut-être pas celui qu'on pense.

Quelques-uns de ceux qui comptent

Maurice BELLEMARE

[Retour à la table des matières](#)

On ne fait pas plus *nature* que lui. L'ancien serre-freins, qui vendait du *coton jaune* à \$19 par semaine pendant la crise est devenu le « député du Cap » en 1944 à l'âge de 31 ans. Après sept victoires consécutives, ce robuste quinquagénaire est le doyen des députés de l'Assemblée législative : une invincibilité d'un quart de siècle. Par la bonne grâce de la carte électorale des Libéraux, il est devenu enfin ministre, ministre *double*, comme les autres *piliers* de l'Union nationale, Bertrand et Dozois, tant Johnson se trouvait devant une pénurie de *ministrables* quand il prit le pouvoir en juin 1966. « Avec ce ministère que j'ai sur le dos, je travaille, même vingt heures par jour. C'est ma vie actuellement ... Un jour, je vivrai auprès de ma famille, je m'appartiendrai, je lirai à mon goût et je ferai des voyages beaux comme ça ».

Quand son parti était au pouvoir, n'eût été le pittoresque de sa personnalité, Bellemare serait passé inaperçu parmi les six douzaines de *députés comme les autres*. De 1960 à 1966, il devient le député surprise des « travées sombres de l'opposition ». Il ne frappait pas toujours juste, mais souvent et, surtout, à la bonne place ! Avec son physique d'ancien bûcheron devenu commis-voyageur prospère et débonnaire, il ne laisse pas de répit au gouvernement Lesage. Cet autodidacte, jusque-là sous-employé, montre qu'il peut s'attaquer à des problèmes techniquement ardu, poser des questions opportunes, mettre mal en point le gouvernement. Et puis, il y a *sa manière* ... L'exposé classique en trois points n'est pas son fort. Le sens de la nuance et lui ne se sont jamais rencontrés.

Maurice investissait Maurice quand le jeune Bellemare se présenta à Duplessis en 1944 : « Maurice c'est des hommes comme toi dont j'ai besoin ». A la cérémonie d'assermentation du nouveau cabinet, Duplessis qui avait l'humour lourd, faisait observer

à l'un de ses collègues : « Oui, il est plus beau que moi, mais ça ne paraîtra pas parce que son siège est derrière le vôtre ! » Après la fidélité au Chef, qui l'avait déjà bafoué (qui ne le fut jamais dans l'Union nationale ?), c'est la valeur de permanence du parti que sert Bellemare. Son credo politique est direct, carré, à l'image du personnage : « Tu peux pas rester dans la politique si tu bernes le peuple. Tu composes avec lui ou t'es contre lui. Tu l'as ou tu l'as pas. Si t'es un visage à deux faces, t'es mieux de rentrer chez toi. Quand ils m'ont élu, moi un gars du peuple, ils m'ont fait toute une faveur. Dans Champlain, les vieux, ceux qui sont mes aînés de 30 ans, m'appellent Maurice. Les fines bouches disent que c'est de la démagogie. Ils ne comprennent pas. C'est pourtant simple, j'ai toujours voulu que l'Union nationale ne déçoive pas le peuple. C'est pour ça que Dozois - un autre invincible - et moi, on tenait le gouvernail à quatre mains alors que Johnson, Bertrand et Gabias se disputaient la direction du bateau ! »

Un débat avec Bellemare est un spectacle où l'on ne s'ennuie pas d'habitude. Il suscite sans le vouloir ou provoque consciemment les sarcasmes de l'opposition quand ce n'est pas les taquineries des collègues. De façon beaucoup moins sympathique, il ne recule pas devant certaines vilénies, dont l'une particulièrement odieuse à l'égard de René Lévesque. Parfois, il ira brouter sur les plante-bandes de BONA ou d'Emilien Lafrance les jours où Gabias ne les piétine pas. Du parquet de la Chambre, Bellemare s'en prenait récemment à deux émissions de télévision : *Tirez au Clair* et *Le Sel de la Semaine (expérimental)* : « J'ai été scandalisé de voir ces deux programmes et d'entendre les propos tenus par certains jeunes de 16, 17 et 18 ans. Mais l'attitude de Radio-Canada m'a scandalisé cent fois, mille fois plus. Eux qui, ayant ce programme sur vidéo, ont eu l'avantage de l'écouter, de le disséquer, eux qui savaient qu'ils sèment un poison, une semence de révolution, une semence d'athéisme, ils auraient dû censurer et l'empêcher de pénétrer dans nos foyers ». A quoi, après avoir trouvé la déclaration très « exagérée », Marcel Ouimet répliquait au nom de la digne Société : « J'admets que de telles émissions choquent ou scandalisent certains, mais il vaut mieux qu'ils soient au courant de ce qui se passe, plutôt que de se tapir confortablement en feignant l'ignorance ».

Conformément à une tradition bien établie dans son parti Maurice Bellemare est un paladin de la *free entreprise* en laquelle il « est décidé plus que jamais à faire confiance ... Si de 1960 à 1966 le gouvernement québécois s'est dirigé vers l'entreprise mixte, la socialisation et les étatisations à 50%, il n'en est plus question aujour-

d'hui. Le gouvernement actuel ne cherche pas sa voie. Lorsqu'on voit les réalisations de notre grand voisin, les États-Unis, réalisations assurées par sa foi en l'entreprise privée, il n'y a pas à hésiter ... Quelques-uns diront que c'est là des vieux ragots, mais j'aime mieux des ragots qui réussissent que des nationalistes qui faillissent ». Et voilà pourquoi il fallait changer de gouvernement !

À l'hiver 1964, la Chambre discute le Rapport Bouchard (affaire des manuels scolaires). Le premier ministre Lesage s'exclama : « Comment voulez-vous que nous puissions restaurer véritablement le parlementarisme tant que nous avons des gens de l'acabit du député de Champlain ? - M. le président, je demande au premier ministre, vu qu'il m'a traité d'"acabit"... » le chroniqueur du *Devoir* rapporte : « Pliés sur leurs bureaux, les députés se tordaient pendant que le député de Québec-Comté tentait de rétablir d'ordre. Après une immense rigolade générale, Jean-Jacques Bédard parvient à parler et, sérieux, il déclare solennellement : En examinant attentivement les notes au bas de l'article 295-20 du règlement, je ne vois pas le mot 'acabit', mais si le ministre a traité d' "acabit" le député de Champlain, je lui conseille de retirer cette expression ». Le député libéral de Mercier, Jean-Baptiste Crépeau, observa : « C'est le meilleur spectacle en ville ! » Et c'est ainsi qu'acabit est devenu synonyme de Bellemare. Une autre fois, constatant la prolifération de cette nouvelle race des *chercheurs* dans notre milieu, Bellemare aurait dit sa nette préférence pour des *trouveurs* ! Il en est déjà un pour avoir fait une telle trouvaille...

Disons-le sérieusement. Pour une plus large représentativité de notre population à l'Assemblée législative, il en faudrait d'autres de son « acabit » ... Pas trop tout de même, car on risquerait de tomber dans le régime sec de la *prohibition* !

Jean-Jacques BERTRAND

[Retour à la table des matières](#)

S'il y a quelqu'un qui n'a pas d'ennemis à l'Assemblée législative, c'est lui. C'est sur son initiative qu'en 1963 les Libéraux acceptèrent la formation du Comité de la Constitution qui allait avoir une existence plutôt sporadique, jusqu'à en devenir fantomatique. sous le gouvernement même du parti de son promoteur. Dans la politique, il est des êtres purs ou qui donnent l'impression d'une intégrale pureté, auxquels on *donnerait le bon Dieu sans confession*. Ils ne s'en rendent pas compte. On serait bien en peine de dire pourquoi cela est. Cela est.

C'est d'autant plus notable qu'on appartient à une vieille formation qui, dans les dernières années, surtout depuis 1956, était devenu une espèce de lieu mal famé de notre politique provinciale. Aussi, a-t-il semblé obsédé par le souci de réhabiliter le renom, entaché, de son parti et de revaloriser les hommes politiques de façon générale : « Améliorer les partis, dont le rôle est nécessaire, voilà la tâche qui s'impose... Je ne connais pas de meilleur critère que celui-ci : "Autant valent les hommes, autant vaut le parti" ». Quatre ans plus tard, au printemps 1966, des rumeurs d'élections anticipées circulent. Devant un club social de Montréal, l'ex-ministre de la jeunesse enterre définitivement le passé d'un parti dont on sent, malgré sa double foi conservatrice et nationaliste, qu'il n'a pas toujours été fier : « Qu'on ne vienne plus parler d'un groupe qui pratique l'immobilisme. Trente ans, c'est le passé... Il ne faut pas pratiquer l'esprit de parti. Il faut plutôt chercher à mettre un peu plus d'esprit dans les partis... »

En 1948, le jeune avocat de Sweetsburg se fait élire, à l'enseigne de l'Union nationale, député de Missisquoi. Ce parti allait connaître des jours encore moins spirituels une dizaine d'années plus tard ; mais, déjà, il est reconnu pour ne pas faire une très forte consommation d'esprit. Raison de plus pour y entrer... C'est désormais une équipe perpétuellement gagnante sous le double oriflamme du conservatisme social et de l'autonomisme anti-outaouais.

Jean-Jacques Bertrand est un enraciné dans Missisquoi ; il se fait élire sans trop de peine lors des défaites de 1960 et 1962 comme lors des victoires de 1952, 1956, 1966.

Sa carrière suit un cours parallèle à celle de Daniel Johnson, son collègue du comté de Bagot. En 1954, il est nommé adjoint parlementaire du ministre Bourque, titulaire du département des Terres et Forêts. Quatre ans plus tard, il est nommé ministre en même temps que Johnson. Tandis que celui-ci hérite du porte-feuille des Ressources hydrauliques, Bertrand se voit assigner celui où il avait déjà fait son temps de probation. Dans un cabinet, qui donnait depuis longtemps des signes de gérontocratie, deux jeunes députés apportent un certain air nouvelle vague. Mais le renouvellement de l'Union nationale se fera trop peu et trop tard.

Surviendront les tourmentes de 1959-1960 : les Cent-Jours *de \$auvé* ; les petites guerres de dévolutions avec les successions incertaines de Barrette, Prévost et Talbot. Au congrès de leadership de 1961, se retrouvent face à face Daniel Johnson et Jean-Jacques Bertrand. L'un et l'autre apparaissent encore plus dissemblables qu'ils ne le sont en réalité. L'un symbolise la tradition et le style de l'ancienne Union nationale - garants d'une relance prochaine de sa bonne fortune ; l'autre incarne les valeurs et les forces du renouvellement - promesses d'un avenir plus accordé aux conditions changeantes. L'un apparaît trop politicien ; l'autre, pas assez. Selon les niveaux, tous deux sont très forts par rapport au second. Dans un caucus des députés du parti, Johnson l'emportait à 4 ou 5 contre un, dit-on ; mais on suppose que, dans une consultation populaire, Bertrand drainerait un vote populaire beaucoup plus important. Dilemme pour les délégués du congrès de leadership, au niveau intermédiaire. L'issue du vote le montre assez clairement, à la suite d'un congrès particulièrement tumultueux, dans les coulisses desquelles divers *trafics* auraient été mystérieusement négociés. À la phase finale du combat, Bertrand fait éclater son angoisse de façon pathétique : « Liberté ! Liberté ! » C'est le *politicien* Johnson qui l'emporte finalement sur le réformateur Bertrand par la faible marge de 94 voix (1006 contre 912).

Ce résultat même annonce le destin immédiat des deux hommes : le *politicien* devra renover son parti sous l'aiguillon du *réformateur*. Ce sera un long processus : confus, interrompu et relancé, semi-clandestin et marqué d'éclats publics. Assez curieusement, ce qui affaiblit la position du leader contesté ne renforce pas l'autorité de l'ex-aspirant leader contestant. Bertrand manque, en apparence, de continuité et d'esprit de détermination. On l'appelle le *Hamlet* de la politique provinciale, lui aussi un *pur*, mais qui ne parvenait pas à se décider... Il prit du temps avant de préciser, non pas seulement le *pourquoi*, mais surtout le *comment* de la démocratisation du parti qu'il réclamait. Une fois de plus, il a l'opinion publique de son côté, qui lui assigne

d'autres tâches : participer à la constitution d'une très hypothétique troisième force avec René Lévesque et Jean Drapeau, ces deux autres solitaires réformistes ; ou devenir le grand leader canadien-français des Conservateurs fédéraux alors que le principal intéressé, Diefenbaker, n'en ressent pas un besoin très, très pressant, L'hésitant Bertrand devient principe de contradiction dans son parti, sans devenir pour autant pôle de ralliement.

« Gerry » Martineau aurait déjà dit : « Pas bon pour pas bon, moi j'appuie Johnson ». Un député unioniste disait de façon plus imagée : « Bertrand, c'est un pékinois qui jappe. Dans le parti on n'aime pas les chiens qui se contentent de japper. Bertrand n'est pas agressif ». Quand Bertrand rendit enfin public son ultimatum en quatre points (1°, hommes nouveaux dans le parti ; 2°, franchise et honnêteté intellectuelles plutôt que la démagogie courante ; 3°, collaboration d'experts extra-partisans ; 4°, participation active des adhérents à l'U.N. et du public en général), Johnson répond par téléphone trans-atlantique qu'il n'y a rien là-dedans qui ne puisse être satisfait en moins d'un an. Lors d'une explication ultime au sein du caucus du parti, Johnson, guidé par un instinct du *fair play* en pareilles circonstances, fit montre d'une grande habileté et de ... libéralisme ! Bertrand avait remis sa lettre de démission avant le début de la réunion, persuadé sans doute qu'il était allé trop loin. Johnson fit part du contenu de la lettre et dit abruptement : « Y a-t-il quelqu'un ici qui veut imposer le silence à mon lieutenant ? » Personne ne répondit...

Le reste de l'histoire, c'est l'opération récupération de Bertrand, puis celle de sa réintégration : les deux opérations, se soldent par l'opération auto-réhabilitation de Johnson, dont le leadership n'allait plus être sérieusement contesté. Les *assises* de l'Union nationale en mars 1965 permettaient de canaliser les idées de Bertrand dans le parti de Johnson. « Je crois sincèrement que toutes les réformes ont été faites dans la mesure du possible... Tout le monde a pu constater les efforts réels que M. Johnson a faits pour rajeunir le parti ». Quant à sa faiblesse *hamletienne* Bertrand répond : « En somme ce qu'on me reprochait, c'est de n'être pas sorti en claquant la porte. Ma devise serait plutôt : 'Patience et longueur de temps font plus que force ni que rage.' C'est en effet une attitude profonde chez moi que le temps doit être un allié, et que la patience porte plus de fruits que la violence ».

Quand l'Union nationale prit le pouvoir *par erreur* en juin 1966, Johnson fit de Bertrand son principal lieutenant. Il lui confia deux ministères particulièrement *stratégiques* : l'Éducation et la Justice. Cette double assignation apparaissait comme l'en-

gagement moral qu'on n'effacerait pas ce qu'il y avait eu de plus présentable dans la *révolution tranquille*, qu'on ne reculerait pas aux jours du duplessisme triomphant. Bertrand s'emploiera à consolider, puis à *accélérer* la grande réforme de l'éducation. Tenant compte de certaine inflation verbale, on doit constater que la transition eut pu être bien plus inquiétante. Débordé par ses trop lourdes charges administratives, surmené comme ses collègues titulaires de deux ministères, Bertrand se consacre aujourd'hui à la seule administration de la Justice. Le reste de l'histoire, c'est l'actualité quotidienne et, au moment d'écrire ces lignes, on vient de lancer le projet d'une loi des pouvoirs spéciaux de police.... qui, par définition et en tous lieux, est une matière qui n'est jamais de tout repos...

Jean-Guy CARDINAL

[Retour à la table des matières](#)

On ne le connaît que très peu. Il vient d'arriver. Au physique, il fait terriblement homme d'affaires concentré et méthodique, sorti d'une famille dont il ne décevrait pas, dont il relancerait plutôt la bonne fortune méritée. De fait, c'est dans la quiète carrière universitaire qu'il a fait sa marque. Juriste de qualité et professeur apprécié, on l'appelle, jeune encore, au décanat de la Faculté de Droit de Montréal en pleine réorganisation. Il est donc d'une espèce rare, sachant combiner recherches et enseignement, direction et exécution. Derrière une belle apparence et sa correction naturelle, il y a peut-être la froideur des faux timides, qui se donnent tout de même bonne contenance. Il a l'esprit vif pour percevoir et concevoir : les mots sortent vite en un débit vif et monocorde. S'il a des tensions intérieures il ne s'en rend pas compte. Un métronome.

Outsider, il n'a pas encore fait ses preuves dans la bousculade politique. Il fait mieux que se débrouiller dans le fratrias administratif. Il a pour mandat de continuer et compléter une oeuvre. Au lieu d'accélérer, les circonstances lui imposent de corriger, d'adapter. Il est trop tôt pour faire un bilan, même d'étape. Il faut attendre. Mais comme le disait un Libéral : « On aurait pu trouver pire pour succéder à Gérin-

Lajoie ». La rumeur récente, annonçait la retraite politique de son prédécesseur, conférait aussi à celui-ci le poste de... doyen de la Faculté de Droit de Montréal. La suite montrera la véracité et la portée de cette interchangeabilité des deux hommes, qui, pour l'instant honore l'un et l'autre.

Jean-Guy Cardinal n'a pas la démagogie instinctive. Il ne cherche pas à plaire. Il ne se donne pas des airs de répudier un passé dont il ne retiendrait que les carences. Sous l'attaque, il a toujours la réponse plus que prête, préparée. Avec habileté, il peut friser le sophisme, mais sans donner prise facile à la contre-attaque, ni surtout, sans sembler esquiver. Il ne se dépouillera jamais complètement de la défroque du juriste enseignant, plus porté à l'analyse qu'au plaidoyer et encore moins au réquisitoire. Ses justifications se donnent en forme d'explications. Les circonstances changeant, les explications qu'il en donnera seront différentes, qui seront autant de justifications nouvelles. Certainement une *tête bien faite*.

Arrivé au cabinet Johnson en même temps que Marcel Faribault dont il était, dit-on, le protégé, il serait ce qu'on peut appeler un conservateur éclairé, ce qui peut aussi se dire un esprit ouvert mais prudent. Avant de traverser la rivière, il s'assure, s'il n'y a pas de pont, que la barque pourra atteindre l'autre rive. La *publicisation* de notre système d'enseignement lui apparaît un phénomène aussi nécessaire qu'irréversible.

Il a repris le mot tant à la mode de *participation* devant la Corporation des Enseignants du Québec en juin 1968. C'est, selon lui, le moyen d'éviter les deux dangers parallèles de la démocratie que sont la montée des technocraties publiques et privées et l'apathie des masses avides de confort matériel. « Les groupes de pression et d'intérêts, les corps intermédiaires... finissent par revendiquer le privilège de remplacer l'État dans le secteur où ils opèrent », car « ils désirent en définitive imposer à la société le point de vue d'intérêts forcément et par définition particuliers ». L'État, devant cette *érosion progressive* de son pouvoir, « doit gouverner et décider de plein droit et ne pas se contenter de surveiller de loin les groupes auxquels il aurait donné les responsabilités essentielles dans les domaines de leurs activités ». Le point de contact se trouve dans la *participation*, qui « peut s'incarner dans des modalités très différentes qui vont de la simple consultation occasionnelle à la consultation obligatoire et à la prise de décision au sein de comités paritaires... il convient donc d'examiner dans chaque cas quelles sont les modalités appropriées qui pourront concilier à la fois le droit de participation des groupes et l'exercice par l'État ou ses instances décentralisées de leur pouvoir légitime de décisions ». Il n'y a rien là dedans que n'auraient pu

prendre à son compte un Gérin-Lajoie ou un... Charles de Gaulle ! Quant au Gabon, leur accord de principe serait plutôt facile ...

Quand, au début de juillet 1968, Daniel Johnson tomba subitement malade, un député de l'Union nationale confiait à un journaliste : « Tout ce qui nous reste à faire, c'est de trouver un moyen de faire élire M. Jean-Guy Cardinal le plus tôt possible et de le présenter comme dauphin ». Indice de l'autorité que le ministre de l'Education, non encore député, jouit déjà dans les conseils de l'Union nationale. Seulement, il y a quelques handicaps à franchir qui, en d'autres pays, s'élèvent en forme de barricades d'étudiants...

Paul DOZOIS

[Retour à la table des matières](#)

« Le bénédictin », l'avait surnommé Daniel Johnson peu après la prise du pouvoir en 1966. Se voir du coup bombardé titulaire de deux départements dont celui des finances, alors qu'on ne s'y attendait pas comme tout le monde, on n'a pas le choix de ne pas faire deux journées dans une, trois semaines dans une avec les week-ends, lorsque les téléphones cessent de carillonner. Après un examen préliminaire de l'état des finances du Québec, le nouveau ministre déclara les avoir trouvées encore plus mal en point qu'il ne le craignait. Ripostes vives et à fondement empirique des responsables d'hier. Le Rapport Primeau prouvera après coup que l'état des finances publiques québécoises n'avait rien de particulièrement alarmant. Le nouveau gouvernement avait fait de l'électoratisme post-électoral.

Duplessis, qui n'était pas plus enclin d'aller chercher ses ministres en dehors de la politique qu'à donner leur chance aux jeunes députés, tint à en faire son ministre des affaires municipales quelques mois après l'élection de 1956. Acquisition de taille que ce courtier en assurances, féru de finances publiques, et qui était jusque là sans attaches partisans. Ou les Libéraux d'alors se firent moins pressants - eux, aussi, avaient une politique assez velléitaire de recrutement -, ou le postulant député de Saint-

Jacques trouva préférable de parier sur une équipe plus probablement gagnante : ou les deux ...

Déjà Paul Dozois avait fait sa marque comme président efficace et démocratique de la Chambre de Commerce des jeunes de Montréal. Portant un intérêt très spécial à l'administration municipale de la métropole, il s'était toujours tenu à l'écart des coteries qui se formaient et s'affrontaient à l'Hôtel de Ville. Son renom de sérieux et d'impartialité était aussi bien connu au sein de l'Union des Municipalités. Il fut une des chevilles ouvrières du rapport remarquable qu'elle présenta à la Commission Tremblay (sur les problèmes constitutionnels). C'est pourtant l'homme qui avait combattu des décisions injustes de l'ancienne administration Asselin à l'Hôtel de Ville qui proposa et défendit le pernicieux bill 34 et se solidarisa avec des mesures d'exception et d'abus du régime Duplessis dernière manière. Il ne convient pas de lui en tenir une rigueur plus excessive qu'aux autres collègues du ministère ; mais, dans son cas de nouvel arrivé au dossier assez imposant, on avouait un étonnement en forme de déception.

L'homme est solide, trapu, donne l'impression d'une force tranquille et réfléchie. Il a la parole froide, incisive, le ton monocorde. S'il connaît la fatigue, il n'est jamais impatient. Celui qui est incapable d'éclats n'est pas forcément terne.

Le ministre des finances a présenté son deuxième discours du budget en mars 1968. Deux lignes maîtresses : une politique d'austérité (avec de nouvelles taxes) rendue nécessaire à cause de la mauvaise répartition des compétences fiscales au Canada. *La cause du mal* : « Le gouvernement fédéral devra de toute nécessité procéder à un transfert net des ressources au profit de provinces comme le Québec avant le 1er avril 1969... On se fait grandement illusion si l'on croit que le peuple du Québec se résignera à attendre le résultat de négociations globales pour guérir un mal qui a été diagnostiqué par le comité du régime fiscal, il y a deux ans, soit le déséquilibre entre les responsabilités actuellement assumées par les provinces et leurs ressources fiscales ». *La dure loi de la nécessité* : « L'honnêteté m'oblige à dire que la conjoncture présente en est une d'austérité, de frugalité, de modération et de coopération. C'est une contrainte universelle et le Québec ne saurait y échapper... Les solutions trop faciles n'en sont pas. Nous sommes tous solidaires : gouvernement, opposition, population, employeurs ou employés, nous avons tous le même intérêt et le même but : le progrès dans le réalisme, deux mots... qui restent la marque de toute notre politique ».

« ... le progrès dans le réalisme ... » Nous aimerions être aussi sûrs du premier que du second.

Paul GÉRIN-LAJOIE

[Retour à la table des matières](#)

Peut-être le plus énergique de tous nos hommes politiques. Comme tout le monde, il a ses doutes, hésitations, déchirements ; mais c'est en secret qu'il les absorbe, les assume, les *cuve* pour ainsi dire. Énergique, dans le sens que ce qu'il veut, il le veut longtemps, constamment, pour toujours. Une fois pour toutes. Jointe à une *tête bien faite*, i.e. faite pour apprendre vite, cette énergie fait la force globale de cet homme politique qu'on dit difficile à connaître, *mystérieux* même. C'est qu'il est une bizarre fusion d'atouts majeurs et de handicaps difficilement surmontables pour la vie politique.

Les caricaturistes ont en lui un sujet de choix. Il est du type de l'ancien gouverneur Dewey, candidat malheureux aux élections présidentielles de 1948 devant Truman qui confondit toutes les prévisions. L'un et l'autre font penser au *petit bonhomme* du couple de jeunes mariés qu'on plaçait naguère sur les gâteaux de noces... Petit de taille, avec une légère tendance rondouillarde, il est toujours impeccablement mis avec ce rien de correction appliquée qu'on ne peut pas s'empêcher de remarquer tout comme la chevelure... irréfutable ! Sa voix de fausset à étranges intonations métalliques, il a appris à mieux la poser, à en épaissir la texture. Au début, on s'y habitait mal. On s'y est habitué tandis que lui, prenait de l'autorité par sa valeur et commandait le respect pour son courage. Doué d'un « nom à pentures » (Johnson *dixit*), il en a fait une *réputation* qui commençait avec lui.

Étudiant brillant à Brébeuf, boursier Rhodes, docteur d'Oxford, il s'imposa dans les cercles universitaires et politiques par une thèse remarquable : *Constitutional Amendment in Canada*. Pendant ses études européennes, il avait publié des articles sur ses voyages dans *Le Devoir*, collaboré à l'occasion aux radios britannique et française. En somme, le curriculum classique pour une belle carrière universitaire. Mais

c'est la politique active qui le tente par dessus tout, et probablement depuis toujours. Sa spécialité en droit constitutionnel était un compromis entre cette attirance et la pratique du droit civil ou *corporatif*, tellement plus lucrative ! Tout s'arrange pour le mieux : c'est sa réputation de constitutionnaliste qui lui vaut ses principaux clients, la Fédération des collèges classiques, la ville de Montréal. C'était à l'époque de la Commission Tremblay alors qu'il y avait forte demande d'experts constitutionnels. Par des articles de belle venue à diverses revues spécialisées, par sa participation positive aux Chambres de Commerce, au Jeune Barreau, etc.... il est déjà quelqu'un qui sort du rang. Dès 1951 - c'était méritoire à l'époque ! - il avait milité activement au sein de la jeunesse libérale. Il *existait* par lui-même avant d'entrer en politique. Avec René Lévesque, de combien cela peut-il être dit ?

1955, c'est la fondation de la Fédération libérale du Québec. Il en est tout de suite l'un des principaux animateurs comme secrétaire de la stratégie Commission politique, d'abord présidée par Jean-Marie Nadeau.

1956 : les Libéraux veulent donner l'assaut final contre la forteresse duplessiste. Gérin-Lajoie *se cherche* un comté et trouve, sans aide efficace de la direction libéral du temps, Vaudreuil-Soulanges. Il fait une lutte de tous les diables à *l'institution* unioniste locale, le notaire Jeannotte. Il est défait à une faible marge. Tous les observateurs non partisans déplorent que la plus brillante recrue de l'équipe Lapalme ne puisse siéger à l'Assemblée législative, d'autant que les effectifs libéraux sont encore plus faibles en nombre et en expérience qu'en 1952. Mais le ressac vient : il est des victoires honteuses. Celle de Duplessis en 1956 le fut. Comme sous-produit, il en sortit un réflexe collectif de défense démocratique dans la province, qu'avait déclenché la célèbre lettre des abbés Dion et O'Neil. Moins d'un an plus tard, le député de l'Union nationale meurt. Gérin-Lajoie relève le gant. Il fera la lutte à l'organisateur local. Duplessis, qui voyait venir « le petit Lajoie », délègue son homme fort, Paul Sauvé, pour l'exécution, lui rendant ainsi le plus involontairement flatteur des témoignages. Mais la victime désignée ne se laisse pas faire ! Sauvé doit déployer toutes ses ressources de rude *campaigner* et étaler les atouts sonnants de l'équipe perpétuellement gagnante pour l'abattre.

Quand s'ouvrira la lutte au leadership en 1958, Gérin-Lajoie a contre lui ses deux défaites, bien que plus qu'honorables, et son jeune âge qu'on exagère d'autant plus aisément qu'il aura toujours l'air dix ans plus jeune que son âge réel. À cette époque, il était tout de même l'aîné d'un an d'un certain Félix Gaillard, premier ministre de

France à 37 ans. Gérin-Lajoie apparaît la promesse d'un renouvellement du parti auprès d'une fraction importante des jeunes Libéraux et de l'aile réformiste, tandis que, dans les cercles plus traditionnalistes, l'on songe à des « solutions extérieures » : Jean Lesage, Jean Drapeau. C'est l'ex-ministre fédéral qui l'emporta haut la main, mais Gérin-Lajoie avait quand même fait une lutte à l'emporte-pièce. Du point de vue de la majorité des délégués, les dossiers d'état de services des deux aspirants principaux n'avaient pas la même pesanteur ...

Mais l'ex-futur député de Vaudreuil-Soulanges s'était fait connaître à l'échelle provinciale, commandait estime et respect, malgré la péroration d'un discours estimée malheureuse. Les huées s'oublièrent ; l'aspirant chef encaissa. Lesage pourra compter sur ce lieutenant de première valeur pour remporter l'élection de 1960. La victoire acquise, Lesage est entouré de *chefs* : son prédécesseur Lapalme, les deux principaux aspirants, Gérin-Lajoie et René Hamel et... René Lévesque le plus *apprenti* de tous que l'immense popularité consacre déjà... (C'est d'ailleurs à l'honneur de Lesage de l'avoir fait entrer dans le *inner circle*, quoique sans pressentiment très précis du reste de l'histoire...)

Avec quelques années de recul, la question se pose : enlever Gérin-Lajoie et René Lévesque du cabinet de *l'équipe du tonnerre*, qui serait devenue la *révolution tranquille* ? Ce quelque chose qui se serait produit n'aurait probablement pas mérité le substantif, même avec la sourdine de l'épithète. Gérin-Lajoie et Lévesque sont trop connus pour qu'on s'attarde à accumuler les contrastes flagrants entre les deux hommes, parfaites antinomies vivantes des points de vue personnalité, formation, antécédents, style, etc... Le portrait de l'un est l'antithèse caricaturale de l'autre. C'est la similitude profonde de leurs actions et de leur dynamisme qui impose le rapprochement. D'abord, l'un et l'autre *existaient* avant d'être députés-ministres. Ils ne savaient pas ce qu'ils allaient faire dans le détail, mais ils auraient rapidement un programme qu'alimentait déjà une *pensée* politique. Ils surent, l'un et l'autre, réunir des équipes de collaborateurs-experts de premier choix, les *décrochant* ici et là, dans la fonction publique fédérale, l'industrie et l'administration privée, les universités, tout en sachant détecter des recrues prometteuses parmi les jeunes diplômés d'université. Ils n'attendirent pas la tant magnifiée *revalorisation de la fonction publique* - peut-être parce qu'elle tarda tant ? - pour agir en *pirates* agents recruteurs...

René Lévesque allait s'identifier à des réalités et structures économiques du *Maître chez Nous* ; Paul Gérin-Lajoie allait lancer la grande réforme de l'enseignement en

rattrapage d'au moins trois quarts de siècle, tout en établissant une première ligne de clivage dans la séparation nécessaire, et bénéfique pour l'une et l'autre, de l'Eglise et de l'État. Pendant au moins les quatre premières années de la révolution pas tellement *tranquille*, celles du mouvement, Gérin-Lajoie et Lévesque furent en avance sur le cabinet, le parti, parfois la F.L.Q., souvent la population, que, de façon démocratique, ils travaillèrent à mettre au pas. Chacun dans son secteur, ils *forcèrent* la situation, et même l'occulte main financière de la rue Saint-Jacques. Partisans du mouvement, auquel ils imprimaient un style si divergent, ils se tenaient en mutuelle estime. Sans former tandem, ils durent s'épauler souvent dans leurs nécessaires *compromissions*. Ils divergèrent en apparence au moins une fois. C'était pendant l'opération renflouement du Bill 60. Lévesque se serait opposé au Cabinet à ce qu'on précipitât l'adoption du projet de loi tant controversé juste avant la prorogation de la Chambre, pour défendre ensuite en public la primauté de l'économique sur l'éducation ... Ironie des destins : Lévesque, qui ne s'était jamais imaginé à la tête d'un parti, a dû en fonder un et en accepter la direction. Gérin-Lajoie qui aspire officiellement au leadership depuis dix ans, et privément sans doute depuis toujours, attend encore sa chance. Lors de sa rupture dramatique avec le parti libéral, René Lévesque apercevant Gérin-Lajoie à la sortie, lui dit un incisif et peut-être affectueux « - Salut Paul ! »

Gérin-Lajoie aurait préféré, racontait-on dans le temps, recevoir le département du Procureur général (justice). L'intérêt professionnel qu'il portait aux questions de l'éducation depuis nombre d'années le rendait tout aussi apte à occuper ce qui allait devenir le futur ministère de l'Éducation. On n'a pas fini de mesurer le bouleversement global dans notre société des réformes du système d'enseignement. Tant il reste à faire, tant de projets sont en friche et en confusion, qu'on s'impatiente à bon droit. Mais qu'on considère le point de départ, l'envergure de l'opération déblocage initial, puis le chemin parcouru sous Gérin-Lajoie, on ne peut que lever son chapeau devant l'homme qui nous a fait sortir du médiavélisme institutionnel en matière d'éducation. Ça n'a pas été facile nulle part : ni au cabinet - ne serait-ce qu'à cause de la gourmandise budgétaire dont les collègues avaient à se plaindre ! - ni, dans le parti dont les *réalistes* combattaient certaines audaces au nom de la sacro-sainte *rentabilité électorale*, ni dans l'opinion, à côté ou contre les corps intermédiaires, ni devant les détenteurs de monopoles séculaires, ni devant les craintes des timorés se transformant parfois en agressifs intégristes ou en mesquins Séraphins de village.

Si la carrière politique de Gérin-Lajoie devait s'arrêter demain, il aurait droit à un monument devant toutes les écoles du Québec. Il a remis tout un peuple à l'école. L'idée était mûre ? Pas si sûr : le mûrissement n'était pas si avancé puisqu'il fallut de tels efforts pour les grandes mises en branle. Ça, l'historien du futur le fera mieux en donnant à chacun son dû.

L'énergie dont il était question au début a sa source dans le courage calculé. Gérin-Lajoie a pris le risque énorme de livrer d'en bas des combats dont l'issue aurait pu être prédéterminée d'en haut. Mais ça n'aurait guère été démocratique ; et surtout il fallait faire la preuve que la base accepterait de bouger, qu'à l'intérieur de certaines limites elle avait pris au sérieux le fameux « C'est le temps que ça change ! ». Cet homme pourtant peu fait pour les confrontations populacières a, par deux fois, pris son bâton de pèlerin pour *vendre* à la démocratie ces projets révolutionnaires du Bill 60 et de *l'Opération 55*. Il y risquait gros, à commencer par ses chances d'accéder au leadership un jour. Il prenait surtout le risque, auquel on ne pense plus aujourd'hui, que cela ne réussît point ! Mais les risques étaient bons, non pas tellement parce qu'il n'y avait plus guère moyen de faire autrement que parce que le camp adverse, en prenant le pouvoir, s'est senti obligé de prolonger les réformes en cours et d'en compléter les mesures. Il était lié. Il est encore lié par l'obligation de faire mieux, sinon autant, ce dont il s'efforce tout au moins de donner l'impression selon un *tempo* indécis, qui lui est propre, mais qui n'est pas plus désordonné en ce secteur de l'éducation qu'ailleurs.

Gérin-Lajoie possède assez de lucide sérénité pour ne pas minimiser certaines erreurs d'appréciation ou de précipitation. Dans sa ruche, ça bourdonnait tellement que la reine ne pouvait pas toujours dénombrer et apprécier tout ce que faisaient les abeilles ouvrières ! Le doigté manqua dans l'imposition de certaines mesures inévitablement autoritaires qui prirent certaine allure autocratique : les fameuses normes pédagogiques par exemple. D'autres fois, il y avait eu sous-estimation des facteurs d'inertie : « Je crois que nous avons été très naïfs ; nous croyions sincèrement qu'on ne ferait pas opposition à un ministère de l'Éducation ». Qu'importe maintenant, puisqu'avec la campagne d'abord solitaire de Lévesque pour l'étatisation de l'électricité, Gérin-Lajoie administra les plus belles leçons de démocratie directe et participante qu'aucun homme politique n'aura faites dans le Québec.

Toujours solidaire d'un parti devenu fort décevant dans l'opposition, celui qui fut le premier en date de nos ministres de l'éducation (*ministre-fondateur*, faudrait-il di-

re ?) sert d'aiguillon aux nouveaux responsables de notre grande réforme, encore fort incomplète, de notre système d'enseignement. Par l'éducation, nous vivrons et perdurerons plus que par tous les réaménagements constitutionnels pourtant nécessaires. Et ce n'est certes le docteur en droit constitutionnel qui minimiserait la portée de ces dernières questions. Le rapport de Gérin-Lajoie pour un statut particulier est encore le document de base de la position quelque peu flottante, il est vrai, de son propre parti. À l'été 1968, Gérin-Lajoie, en publiant un premier cahier d'analyse économique, contribuait à faire bifurquer l'intérêt majeur du parti vers la réforme économique. Ce n'est pas dire qu'il ait foncièrement changé d'idée depuis qu'il écrivait il y a quelque vingt ans : « La constitution d'un pays, quel qu'il soit, doit être assez simple pour se faire le reflet des générations successives si l'on veut éviter les coups d'État et les révolutions ». Les « générations successives » se télescopent plutôt durement dans le Québec d'aujourd'hui ...

En avril 1968, Gérin-Lajoie lançait une objurgation à son propre parti, le sollicitant « de redevenir le parti du changement, en étant fier de l'être », car l'opposition n'est pas « automatiquement un bain de rajeunissement » ; et de proposer une série de mesures concrètes et réalistes pour répondre au « besoin d'un souffle nouveau ». Comme il l'avait écrit quinze ans plus tôt : « Les idées ont des jambes, a-t-on déjà dit. Les idées ont des jambes à ce point qu'elles font parfois leur chemin de façon inattendue ».

Les « jambes » du parti libéral ne courent plus ; peut-être est-ce parce que la tête ne le leur commande pas assez ? ...

Émilien LAFRANCE

[Retour à la table des matières](#)

Un congréganiste. Il en faut dans chaque paroisse. Celui de la *paroisse* libérale est fort présentable à côté de ceux de l'Union nationale. Il est ou fut de toutes les associations paroissiales ou diocésaines : « Il n'y a, dit-il, que les Dames de Sainte-Anne et les Enfants de Marie dont je n'ai pas fait partie ! »

Un paquet d'os noués - l'image même de l'austérité ; des yeux bleus-gris au fond d'orbites cavernueuses - témoins mélancoliques d'une sincérité flagrante. Une espèce de Prince Philip à la suite d'un jeûne à la mahatma Gandhi. Un pur d'entre les purs, avec la vertu suprême de n'avoir pas pour deux sous de pharisaïsme, ce qui serait insupportable ! À l'antipode de Tartuffe ; plutôt Saint-Jérôme ...

Enfant, il avait eu, entre autres camarades de jeux, Daniel Johnson.... lui aussi originaire de Danville. Dès sa sortie de collège, ce représentant de commerce et agent immobilier est de toutes les « bonnes oeuvres », y compris les politiques : organisateur local de l'Action libérale nationale dès 1935, candidat du Bloc populaire canadien à l'élection provinciale de 1944. Il n'est pas des quatre élus « mais j'avais une consolation : j'étais le seul candidat perdant qui avait réussi à sauver son cautionnement ». À l'élection de 1948, il donne son *appui entier* à l'Union nationale : « moi aussi je croyais à l'autonomie provinciale de Duplessis ». C'était sept mois avant la désormais célèbre grève de l'amiante : « La grève d'Asbestos a littéralement changé ma vie. Je suis né de la grève... La police de Duplessis s'est comportée à Asbestos comme une bande de voyous. Imaginez : je faisais déjà campagne à l'époque contre l'alcoolisme et je voyais les policiers plus souvent qu'autrement en état d'ébriété. Si je vous disais que certains d'entre eux se sont même rendus coupables d'actes indécents dans les rues et les endroits publics... Trois heures seulement après l'arrivée du contingent de la police provinciale à Asbestos, ma décision était prise ; j'allais poser ma candidature... et dire à Duplessis publiquement à l'Assemblée législative ce que je pensais de son régime. La police menaçait de m'arrêter tous les jours ».

De 1952 à 1959, le chef de l'Union nationale ne manque pas une occasion à la Chambre pour régler son compte à « Émilien », qui devient le *recordman* des expulsions de la digne assemblée. Parfois, c'était dans des circonstances rocambolesques : « Un autre jour, je fis mon entrée en Chambre avec un petit sourire en coin : je n'avais pas encore pris mon siège à la gauche du président de la chambre que ce dernier... me demanda de retirer mes paroles. Je n'avais pas dit un seul mot et je tentai de le faire savoir au président mais déjà ce dernier m'avait chassé de l'Assemblée législative pour une période d'un mois. Alexandre Taché attendait toujours le signal de Duplessis avant de prendre une décision. J'appris plus tard que le Premier ministre avait regretté son geste ». À l'élection de 1956, le député de Richmond est victime désignée par « le Chef ». Lafrance, brandissant le slogan : « Rappelez-vous la grève d'Asbestos ! », réussit à survivre. Il est finalement nommé ministre de la Famille et du Bien-être social du premier cabinet Lesage de 1960.

Tout le monde sait que son administration ne fut pas un succès, ni du côté du ministre, ni du côté du département : « ... je vous dirai bien franchement que rien n'a marché et ce, depuis le début... Tout d'abord je n'avais pas, contrairement aux autres ministères, de directeur d'information et aujourd'hui c'est fort important. Si, j'en avais un, mais il connaissant son français comme je comprends le chinois. C'est la commission du service civil qui me l'avait envoyé. J'ai protesté, mais en vain ; il m'a fallu le supporter pendant quatre ans ». Quand René Lévesque lui succéda à son ministère, le nouveau ministre d'État ne put retenir une pointe d'amertume « surtout pour un homme qui a créé un ministère, qui l'a dirigé pendant cinq ans, et qui croit avoir fait tout son possible ». Mais, après coup, sereinement, il se déclarait « Cent pour cent d'accord. René Lévesque, ça c'est tout un homme, mon ami ! Pas un ministre à mon avis n'était plus qualifié que Lévesque pour me succéder pour la bonne raison que pas un ministre du cabinet Lesage n'a autant de sens humain que lui. J'ai vu d'un mauvais oeil son arrivée en 1960, j'ai été longtemps sous l'impression que René n'était que de passage au parti ... » Il est de ces premières impressions dont il faut se méfier puisque ce sont parfois les bonnes !

Comme René Lévesque, Emilien Lafrance eut la solidarité ministérielle « difficile », mais pour des raisons tout autres ! Son grand drame de conscience fut la révision de la loi des Alcools. « Moi, je suis plutôt PRO-SOBRE. On a envisagé le problème de l'alcoolisme d'une façon trop négative, dans le passé... Nous, Lacordaires, nous avons trop misé sur le divin et pas assez sur la psychologie humaine », car, par exem-

ple, nos tavernes « sont des restes d'un puritanisme où on se cache pour boire, où on boit pour cacher ses complexes ». À l'argument du caractère inapplicable de la loi, le ministre solitaire soutenait « qu'on n'a pas pris tous les moyens pour la faire appliquer ». Non seulement, il avait jonglé avec l'idée de se démettre, mais avait même écrit sa lettre de démission. « Le cardinal Léger m'a bien aidé et est venu mettre de l'ordre dans mes idées au moment où je ne savais plus sur quel pied danser ».

Le ministre de Richmond explique ainsi pourquoi il n'a jamais eu bonne presse : « Les journalistes, ça c'est tout un monde ! Je n'ai jamais été populaire auprès de ces messieurs et je sais très bien pourquoi ; mes déclarations sur la confessionnalité ont eu pour effet de me mettre à dos les gens de la presse. Et mes batailles contre l'alcoolisme n'ont pas plu aux journalistes qui bâtissent ou démolissent la réputation et la carrière des politiciens... je n'ai jamais cherché à empêcher qui que ce soit de boire... je suis contre l'abus ; cela est différent il me semble ». Ce que les journalistes n'ont pas voulu comprendre, les électeurs de Richmond, eux, l'admettaient : « Les ouvriers de mon comté, dont plusieurs aiment prendre un verre de bière, m'ont toujours accordé un appui indéfectible. Or, j'ai la prétention d'avoir été, dans l'histoire de cette province, le premier candidat élu sans avoir versé (même *indirectement*), une seule goutte d'alcool à ses électeurs. *Je vous le jure, c'est ça qui a fait ma fortune politique* » L'électoratisme par la sobriété, quoi ! Il est des formes plus basses de démagogie.

Ce qui plaisait à Lafrance dans le parti dirigé par Lapalme et Lesage, c'était sa nécessaire contrepartie au duplessisme, puis une forme de nationalisme cohérent et relativement efficace. L'ancien adhérent de l'Action libérale nationale et du Bloc populaire y trouvait une demeure naturelle, mais qu'il n'a jamais considérée comme inconditionnelle : « Je suis resté très nationaliste. je crois, tenez, que l'indépendance du Québec, c'est fatal... ce sera fait dans 10, dans 15 ans. A Ottawa, je le sais pour y être allé, on nous regarde comme un embarras ». Et même si, « au fond, il y a encore plus de courage devant les dépits que réserve la politique à rester qu'à partir », il déclare par ailleurs : « Je ne suis pas un rouge teint, moi, ni un libéral. J'essaie de servir des idées, des principes, et je ne les sacrifierai jamais ni à la solidarité ministérielle ni à la partisanerie ». Mais le cardinal Léger est en Afrique, beaucoup moins accessible que naguère.

À l'hiver 1967, en plein conflit scolaire, Lafrance déclarait au grand ahurissement des membres de l'Assemblée législative : « Au risque de scandaliser certains de mes collègues, je me permettrai de rappeler ce qu'affirmait souvent un premier ministre

que j'ai combattu dans cette Chambre : "Tout le monde parle de ses droits, personne ne semble songer à ses devoirs". L'expérience administrative que j'ai acquise me fait mieux comprendre aujourd'hui comme l'égoïsme individuel ou professionnel peut très souvent nous aveugler au point d'oublier que c'est dans la mesure où nous savons respecter les droits des autres que nous pourrions exercer et jouir des nôtres ».

Le député de Richmond est un inquiet. Il voit poindre aisément les oreilles du sectarisme et de l'anarchie. Au plus fort du débat sur la « confessionnalité » scolaire, il ne faisait pas mystère de ses convictions : « Au risque de me voir traiter de chasseur de sorcières par certains pseudo-intellectuels, je crains fort que dans un avenir rapproché une petite clique d'agnostiques, qui forment à peine un pour cent de la population du Québec, tentent d'imposer à une population chrétienne de plus de 95 pour cent, des écoles neutres ou sectaires comme celles qu'a connues la France et qui ont fait de si grands ravages au point de vue religieux... Je me demande parfois où s'arrêtera cette révolution qui est en train de saboter tous ces grands principes moraux, religieux, nationaux et familiaux qui ont pourtant été réalisés chez nous et qui font l'émerveillement des étrangers ».

Il convenait, en le citant le plus possible, de laisser Emilien Lafrance se définir par lui-même en des accents d'une sincérité débordante. « Je me demande souvent s'il n'y a pas chez moi un petit côté naïf ! » Quand on a eu le pouvoir aussi solitaire que l'opposition, des illusions se perdent : « Des fois quand je regarde les gens vivre autour de moi, j'ai l'impression d'avoir parlé dans le désert. J'avoue d'ailleurs que j'ai commencé à réviser ma conception de certains problèmes. A force d'être seul en politique, n'est-ce pas ... » Mais, quant au fond : « Je suis un ministre croulant et je ne m'en cache pas. Je ne suis pas dans le vent et j'en suis fier. Surtout ne me parlez pas de la révolution tranquille, j'en ai soupé de cette soi-disant révolution ».

Emilien Lafrance ou une faculté d'indignation frémissante. Une belle âme : (disons-le sans nuance ironique. Cette forme extrême de sincérité n'est pas tellement fréquente dans un monde où une frange de cynisme se porte tellement mieux ...

Pierre LAPORTE

[Retour à la table des matières](#)

Il est tout en solidité. Il a la tête, les mains fortes et courtes, la robustesse générale d'allure d'un vétéran joueur de défense qui prolonge sa carrière comme *coach* d'une équipe de la ligue nationale de hockey. Des études de droit, en passant par le journalisme, à la politique active : c'est une évolution normale, quoique assez rare au Québec. Surtout quand le journal où l'on oeuvre pendant une quinzaine d'années est *Le Devoir*. Il aura démontré que l'unique poste d'observation de la Tribune de la Presse est peut-être le meilleur noviciat à la politique active.

Duplessis, qui n'en était pas à une vilénie près à l'égard des membres de l'opposition, avait un jour traité, ce journaliste, entre autres gentillesces, de « serpent », de « pourceau ». Sans esprit de revanche, le chroniqueur parlementaire du *Devoir* allait, dans un petit livre très *factuel*, nous révéler *Le vrai Visage de Duplessis* (Editions de l'Homme, 1960). Plus tôt, au printemps 1958, Pierre Laporte avait dévoilé le désormais célèbre scandale du gaz naturel. *Le Devoir* s'en était emparé, en avait fait toute une *Affaire* - *c'en* était une ! Le nouveau chef du parti libéral depuis une quinzaine de jours, Jean Lesage, fut comme l'on dit, très *vite sur ses patins*, profita de l'occasion pour porter les premiers durs coups au régime vieillissant. La réputation morale de l'Union nationale dernière manière n'était pas à la hausse depuis cette autre *Affaire* de la lettre des abbés Dion et O'Neil après l'élection de 1956. Le Chef en ayant *trop mis* de ses moyens fort voyants de persuasion électorale, il s'en était ensuivi un sursaut général de moralité publique. Depuis au moins 1952, le grand Patron n'avait pas de raison de porter dans son coeur le journal de Gérard Filion, ni son correspondant parlementaire à Québec. Il vaut mieux, pour la mémoire d'un homme qui fut tout de même premier ministre du Québec pendant tant d'années, ne pas raconter la scène fort disgracieuse dont, en février 1955, fut victime Pierre Laporte, alors correspondant du *Devoir*.

Devenu titulaire de deux ministères et leader de son parti à la Chambre, Laporte confiait : « J'ai toujours aimé la politique. Je ne dis pas que la politique est un métier de tout repos, mais j'aime ça. Il faut aimer ça pour s'y sentir à l'aise. Pour ceux qui l'auraient oublié ou ne l'auraient jamais su, Laporte fit une première entrée ratée à l'élection de 1956. L'union sacrée des forces démocratiques du Québec devait enfin basculer le gouvernement d'Ancien Régime qui était au pouvoir depuis douze ans et qui sévissait particulièrement depuis 1948. Le parti libéral avait conclu des ententes avec quatre candidats créditistes (dont Réal Caouette) et deux nationalistes (avec Laporte, candidat dans Montréal-Laurier - futur comté de René Lévesque -, René Chaulout). Tous ces candidats para-libéraux furent bousculés par la machine du Boss, tandis que les Libéraux retournaient avec une députation encore affaiblie en nombre et en expérience : les oppositionnistes les plus agressifs de la Législature de 1952 avaient été désignés à la vindicte de Duplessis ; pendant un an, le leader des Libéraux, Lapalme, fut absent de la Chambre pour cause de maladie et en instance de démissionner. 1956-1958 : années très sombres pour le Québec démocratique, qui faisaient reculer l'espoir. Le directeur du *Devoir* trouva plus élégant d'affecter son correspondant parlementaire à Québec à la Tribune de la Presse d'Ottawa pendant un an. Laporte y compléta sa formation procédurale dans ce Parlement où les règles du jeu n'étaient pas soumises au « bon vouloir » d'un premier ministre omnipotent. Le scandale de l'application du règlement dit *de la guillotine*, lors du fameux débat sur le pipe-line, était possible en cette enceinte ...

1959 : mort de Duplessis ; la politique du « Désormais... » pendant les Cent-Jours de Paul Sauvé ; sa mort, la succession de Barrette ; les élections de 1960 - Laporte n'en est pas. Comme plus d'un, il prenait le temps de s'y retrouver après avoir bien observé le nouveau style de la *révolution tranquille*. Il s'y était retrouvé lorsqu'une élection partielle dut se tenir dans Chambly à la fin de 1961. Ce fut comme libéral à part entière que Laporte se présenta à la convention. De façon persistante la rumeur le désignait pour occuper un poste de première importance (comme responsable des relations avec le Canada français d'outre-frontières) au ministère des Affaires culturelles. Mais le citoyen de Saint-Lambert allait subir les pressions de militants libéraux de son comté : « On est venu chez moi. On est venu dix, on est venu vingt, dont deux émissaires officiels du parti libéral. J'ai consulté ma femme et ma fille, qui était assez grande à ce moment-là. Et la réponse définitive, ça été non ! Alors, les deux émissaires sont repartis. Et c'était tellement terminé, quant à moi, ce début de carrière politi-

que, que je suis allé me coucher ». Mais, on lui fait une *douce violence* : « Ils sont revenus voir ma femme et lui ont dit : "Il faut qu'il accepte !" Ma femme est venue me réveiller, me dire qu'ils étaient là. Et c'est finalement elle qui m'a dit : "Tu ne peux plus dire non, il faut que tu acceptes !" » *Ce que femme veut...* : « Alors, j'ai téléphoné à M. Lapalme pour lui demander de ne pas faire adopter l'arrêté ministériel qui me nommait sous-ministre, lui expliquant que j'acceptais de me présenter à la convention ». La fonction publique du Québec y perdait un sous-ministre, mais le cabinet allait gagner un important ministre. Mais « ça n'a pas été un pique-nique, la convention ! Sur 495 délégués, j'ai été choisi (contre le docteur Marcil, de Longueuil) par 34 ou 35 voix de majorité. Ce qui veut dire qu'on ne m'avait pas préparé un nid ! » Ou, en langage du métier : « La convention n'avait pas été paquetée... » Il sera élu en même temps que Claire Kirkland-Casgrain, celle-ci dans Jacques-Cartier.

Le besogneux journaliste n'était pas homme à se tourner les pouces à la façon du *back-bencher* débutant, tout désorienté : « J'étais assis à mon pupitre de député et je n'avais pas grand-chose à faire. Et les journalistes me disaient : "Qu'est-ce que tu fais là ? Tu travailles tout le temps" ». En fait, il s'affairait à un projet de révision de la loi électorale pour prévenir les fraudes, dont le régime précédent... enfin, c'est bien connu ! Il « travaillait » aussi à autre chose. Le nouveau député avait une longue expérience de la vie parlementaire du haut de la Tribune de la Presse. Elle lui servit à s'acclimater en un temps record en même temps qu'il pouvait rendre mille et un services à ses collègues. Surtout en matière de procédure : « Ce n'est pas si sorcier ! » dira le futur leader de son parti à la Chambre. « Je n'ai jamais cru que, je pourrais mieux faire que Paul Sauvé, ou être plus habile que Duplessis. J'ai pensé que je pourrais faire différent » Un député de cette classe n'est pas longtemps inaperçu dans un parti, où il n'y a pas pléthore de *ministrables*. Un an après son élection, le député de Chambly devient titulaire du ministère des Affaires municipales ; puis en 1964, il devra cumuler en devenant ministre intérimaire des Affaires culturelles lors de la démission de Lapalme. Entendant la réflexion que le département des Affaires municipales était un *petit ministère*, par son budget comparativement modeste à côté de ces monstres dévorant de la santé, de l'éducation, de la voirie, etc.... il s'en déclare « vexé... Je ne mesure pas l'importance d'un ministère à son budget : tous les ministères sont importants ».

Mais, importants et à petits budgets, ces deux ministères sont aussi à fortes et nombreuses subventions. Obligeamment, Johnson traite Laporte de « patroneux des

patroneux ». Des histoires, à la fois pas très claires quant aux circonstances et suffisamment précises quant à l'objet, circulent sur le compte du ministre-député de Chambly et sa façon d'administrer ce qu'un membre de son parti avait naguère qualifié de « bon patronage... » Des histoires qui rebondissent de temps en temps sous notre ciel politique, et qui, on peut en faire le pari, rebondiront !

Le ministre des Affaires municipales lance deux idées populaires (dans le sens qu'on allait de plus en plus en parler, non dans celui qu'elles allaient être facilement agréées) : l'Urbanisme, avec la majuscule, et l'épineuse question complémentaire du regroupement municipal. Il réorganise un ministère somnolent, crée un service de recherches pour étudier, en toute leur ampleur et complexité, les problèmes de l'aménagement urbain. (Dernière étape planificatrice dans ce secteur, le Rapport Lahaie déposé en juin 1968.) Il force le regroupement des municipalités de l'île Jésus, et Laval deviendra la deuxième ou troisième ville du Québec. Pour la *vieille capitale*, pour la métropole, ce n'est guère facile : « On a mis dix ans à Toronto. Pour Montréal, je ne peux dire le temps que ça prendra. » On peut même demander si ça viendra jamais. ..., si - la question avant la question - c'est vraiment une bonne chose, etc...

Aux Affaires culturelles, Laporte a tenté d'instaurer une *politique* : « ... Les journalistes avaient dit qu'il s'y faisait bien des choses, mais qu'il semblait y manquer une politique ». Un Livre Blanc devait y pourvoir en établissant les besoins et ressources pour dix ans à venir. Il eut une existence un peu *mystère*, semi-clandestine... au point qu'on pouvait se demander s'il s'agissait d'un mythe, d'un ballon d'essai, voire d'une menace indirecte à la culture canadienne-française tant le diagnostic de situation aurait été peu réjouissant... Quoiqu'il en soit, le Livre Blanc, comme tel, aura été relégué aux oubliettes par le gouvernement subséquent, si, toutefois, certaines mesures concrètes ... Enfin, tout le monde sait que l'administration de *la culture - comment* ne lui être pas favorable ? - est de toutes la plus compliquée et la plus subtile dans ses applications quotidiennes, la plus difficilement perceptible, sinon la plus volatile, dans ses effets... Une chose est sûre : Pierre Laporte ne s'est jamais pris pour André Malraux.

« Je ne me considère pas plus près de M. Lesage qu'un autre, mais étant donné que j'ai des fonctions diverses il arrive que je suis consulté plus souvent ». Avec la responsabilité de deux ministères à *subventions*, qui touchent surtout aux différents aspects de la vie matérielle et culturelle de la collectivité, à laquelle s'ajoutait le leadership de son parti à la Chambre, il était inévitable que Laporte ait, non seulement

l'oreille du chef du parti, mais qu'il se fasse une réputation d'intervenant dans les affaires des autres. Il aurait ainsi gêné quelques collègues du cabinet qui ne s'en cachent guère, tandis que, par son esprit de décision et ses dons de dépanneur administratif et de consultant procédural, il se serait fait un beau plus grand nombre d'amis parmi la députation libérale.

La conjugaison de tous ces atouts était suffisamment impressionnante pour qu'on commence à le désigner comme dauphin, ou tout au moins héritier présomptif. C'est une présomption qui en valait d'autres, mais précisément présomptueuse d'autant qu'au moment où on jonglait avec l'idée d'un éventuel départ de Lesage pour Ottawa, celui-ci avait toujours nié qu'il changerait de capitale. Les Libéraux fédéraux viennent de retrouver leur traditionnelle bonne fortune avec un nouveau leader qui n'est pas Lesage. Ce sont les Libéraux provinciaux qui sont maintenant dans une passe difficile. Tout peut survenir ; mais ce n'est pas notre propos de conjecturer là-dessus. Entre le trop entreprenant Gérin-Lajoie et l'« enfant terrible » René Lévesque, Laporte est tôt apparu comme « le troisième homme » rassurant qui peut détenir les clés d'un avenir incertain. Et l'arrivée d'un Kierans et d'un Wagner n'avait pas modifié cette configuration des forces à l'intérieur du cabinet. On a beaucoup fait état de l'amitié qui lie le chef du parti et le leader parlementaire des Libéraux. Il y avait aussi, il y a le député de Matapédia, mais BONA, lui, c'est pour la détente...

Le fait que, au milieu des crises récentes qui ont secoué le parti, Laporte ait de « Conrart observé le silence prudent ... » ont encore accrédité la rumeur de ses prétentions à un éventuel congrès de leadership. Lors des dernières élections fédérales, alors que Lesage et Gérin-Lajoie se taisaient, Laporte a pris un risque personnel qui en a étonné plus d'un en prenant fait et cause pour Pierre Elliott Trudeau. Au directeur de son ancien journal, qui avait dénoncé « l'opportunisme gluant de certains libéraux provinciaux », le député de Chambly répondit par un article court, logique, précis dans le style de ses chroniques de naguère. Le dernier paragraphe emprunte le ton d'un chef en devenir : « Vous savez que je suis un "nationaliste", un Québécois convaincu. Je n'ai ni changé d'idée ni renoncé à certains objectifs de base. L'avenir dira si la discussion sera plus valable avec un Trudeau qu'avec un Stanfield, mais ai-je encore le droit de choisir mes interlocuteurs sans me faire traiter d'opportuniste ? Je vous le demande, monsieur le directeur ».

Qu'un jour s'ouvre la succession de Lesage au leadership du parti libéral du Québec, autant il est vrai que Laporte détient une influence réelle et polarisante dans l'op-

position comme au pouvoir, autant il apparaîtra comme un des très rares héritiers naturels. Ça n'a, du reste, rien d'infamant : « La première fois qu'on a écrit que Pierre Laporte pourrait succéder à Lesage, ça m'a fait bien plaisir. Il est plus agréable de se faire dire qu'on est possiblement un successeur que de se faire dire qu'on est imbécile. Mais, comme je l'ai dit au confrère journaliste qui l'avait écrit : C'est bien gentil, je te remercie, mais aussi longtemps que je serai désigné par les journalistes, ça m'impressionne moins que lorsque un jour je serai - ou ne serai pas - désigné par l'ensemble du parti libéral, s'il faut choisir un jour un successeur. Et je trouve qu'on dispose assez rapidement de M. Lesage. »

Novembre 1965 : ainsi parlait Pierre Laporte ...

Marcel MASSE

[Retour à la table des matières](#)

Un physique de jeune premier de cinéma : une espèce de Tyrone Power des débuts, qui aurait des idées politiques et transborderait celles des autres qu'il estime valables. Dès qu'il parle, sa gravité naturelle ajoute à son charme, qui n'embarrasse alors plus personne, lui le premier. Enfant-prodige de la promotion 1966 des nouveaux élus de l'Union nationale. Enfant-chéri, aussi, de son parti dont le leader allait le faire ministre d'État à l'âge de 29 ans. Le plus doué des membres de la profession enseignante, que l'Union nationale avait recrutés pour rajeunir et revitaliser, en matière grise, ses cadres. Au fait, où furent les enseignants dans les équipes du tonnerre des Libéraux ? « Ce sont, dit-il de ces derniers, des bourgeois, des intellectuels, des aristocrates et moi je suis un homme du peuple. Un instituteur de petite ville de province n'intéresse pas le parti libéral ».

En 1962, il avait été favorable à la nationalisation de l'électricité. Si les Libéraux avaient alors approché cet « instituteur de petite ville de province » pour l'inciter à joindre leurs rangs ? « Je me suis souvent posé la question. Il est possible que j'aurais accepté mais j'aurais exigé que le programme politique soit mis à exécution. Mais à quoi bon discuter d'une chose qui, en fait, n'était pas réalisable ? » Dès leur première

rencontre, Daniel Johnson l'avait « vivement impressionné par sa franchise », qui ne lui apparut « pas du tout le politicien retors dont parlaient ses adversaires ». Les deux hommes furent d'accord qu' « il fallait de toute urgence oublier le passé et préparer l'avenir. »

Le jeune professeur fut-il l'inspirateur ou le simple formulateur du programme de l'Union nationale victorieuse ? Le chef du parti lui avait « demandé de rédiger un mémoire traçant les grandes lignes d'un programme idéal. Avant de démarrer, j'ai d'abord tenu à m'informer : je suis parti pour l'Europe. Ce voyage d'information m'a immensément profité. Finalement, j'ai été nommé coordonnateur des travaux de l'équipe du programme ». Cet ancien étudiant d'histoire, qui avait tâté de la science politique à Paris et à Londres, ne se limitait pas au quoi du programme mais s'intéressa activement au comment on pourrait l'appliquer, i.e. par la prise du pouvoir : « Nous avons procédé à une étude scientifique de chacun des bureaux de scrutin depuis 1936. Les programmes politiques des campagnes précédentes ont été systématiquement analysés et les thèmes sériés par ordre d'importance...

Nous avons réussi à déterminer très exactement les points de faiblesse du parti libéral dans chacune des circonscriptions électorales ». Ce portrait pourrait s'arrêter ici, qui aurait pour légende : « Comment, dans un parti décidé à secouer sa sénescence, on devient ministre à l'âge de 29 ans ».

Le père de Marcel Masse était médecin à Saint-Jean-de-Matha dans le comté de Joliette. Dans la famille, il n'était jamais question de politique. Une enfance heureuse : « En tout cas, je suis reconnaissant à mes parents de m'avoir enseigné une chose : le respect CONDITIONNEL de l'autorité... Vous savez, j'ai eu des difficultés avec certains professeurs parce que je mettais en doute leurs solutions toutes faites... » Cette expérience aurait plutôt confirmé que découragé sa vocation d'enseignant. Après l'école du village, c'est l'Ecole normale, puis des cours d'histoire à l'Université de Montréal, enfin des études en Sciences Po. à Paris et au City of London College. Au retour, Marcel Masse est professeur d'histoire à la régionale de Joliette. Très tôt après, c'est l'adhésion au parti en voie de renouvellement de Johnson et son rôle-clé de coordonnateur du programme aux assises de l'Union nationale de mars 1965.

Il n'aime guère l'épithète de centre-gauche : « Je suis plus à gauche que ça ! » Si le cabinet Lesage en était un de coalition, « le cabinet Johnson en sera un également ». Passant d'emblée d'une salle de cours à la tribune politique, le jeune professeur se voit

« un peu comme un étudiant qui subit des examens : pour nous les examens ce sont les élections et les examinateurs, ce sont les votants : un jour ils décident tout simplement que vos notes ne vous permettent plus de continuer à fréquenter ce grand collège qu'est l'Assemblée législative ». Il a des ambitions de premier de classe : « J'essaierai d'être un bon ministre d'État avant d'être un député élu de l'Union nationale... je n'essaierai pas d'être bon, j'essaierai d'être le meilleur. Si l'excellence de mes services sert, par ricochet, l'intérêt de l'Union nationale, qui pourra m'en vouloir ? » En effet...

D'abord ministre délégué à l'Education, Masse apprend jusqu'au « vertige » les rouages administratifs de la grande réforme qu'il s'agit de compléter, d'« accélérer » même avait dit le ministre Bertrand. Pour ce qui est d'accélération, quelque chose nous échappe quelque part... Pour sa part, Masse croit que « Gérin-Lajoie est allé un peu trop vite. Personnellement, c'est tout ce que j'ai à lui reprocher. Lajoie est un homme de valeur, c'est indiscutable, mais il n'a aucun respect de la démocratie. Un gouvernement n'a pas le droit d'imposer un système d'éducation à la population. On a changé trop rapidement nos méthodes d'enseignement dans la province. Il était préférable, à mon avis, d'entreprendre au début, une campagne d'information et ensuite d'écouter les doléances du peuple ». L'inconvénient du procédé était le risque de s'empêtrer à jamais dans les doléances. Deux campagnes d'information par Gérin-Lajoie furent tout de même entreprises à deux phases critiques du processus législatif. « Mais à quoi bon revenir sur le passé ? Ce qui est fait est fait. Le gouvernement est bien décidé à mettre l'accent sur l'éducation, pas question de revenir en arrière, il faut améliorer le système déjà existant... » C'est toujours ça de pris, pouvaient se dire les anxieux.

Ce ministre *plus à gauche* que le *centre-gauche*, croit que « l'acceptation de la neutralité, même si elle était dans l'absolu souhaitable, parce que plus respectueuse du pluralisme d'une société, donc plus démocratique, risquerait de créer dans les circonstances actuelles un mécontentement social, sinon une révolte, qui nuirait considérablement au progrès de l'éducation au Québec. » Pendant son passage au Ministère de l'Education, le ministre délégué se fit remarquer par les fonctionnaires, pourtant exigeants de ce département, pour son aptitude à percevoir rapidement la complexité des questions, qui sont presque toutes des problèmes.

Mais Masse est plutôt intéressé par le problème des problèmes : celui de la réforme de la Fonction publique. L'étudiant en science politique qui complète sa formation

l'emporte sur les préoccupations de l'enseignant qu'il était. Son diagnostic est impitoyable, qui n'est pourtant pas exagéré : « Vous n'avez pas d'idée jusqu'à quel point la machine administrative de l'État du Québec est désuète et néfaste... La constitution du Québec est tellement compliquée que ça prend souvent trois mois au gouvernement du Québec avant de pouvoir embaucher quelques sténodactylos dont il a un pressant besoin... Nous voulons une Fonction publique efficace - une Fonction publique qui fonctionne. General Motors aurait fait faillite il y a longtemps si elle avait eu une administration comme la nôtre... Oui, les ministres sont impuissants. Ils sont impuissants parce qu'ils doivent tout faire. Et souvent, avant qu'eux-mêmes puissent prendre une décision, il faut qu'une soixantaine de décisions aient été prises par 60 personnes différentes. Les ministres sont impuissants parce que personne n'a d'autorité ... Quand les députés ont autorisé un ministre à dépenser X dollars, ce ministre devrait pouvoir les dépenser dans l'intérêt du peuple - sans attendre le feu vert du Conseil de la Trésorerie ... Toujours il devra y avoir vérification. Et, alors, malheur à celui qui aurait exagéré ! Car n'oubliez pas que les comités sont publics... À l'ère de l'avion supersonique, nous fonctionnons avec les habitudes de 1877 ».

Le parti de Marcel Masse n'a pas davantage que les Libéraux en 1966 commencé par le commencement : « La première décision du gouvernement est bien simple à mon avis ; il faut tout simplement créer une commission d'enquête sur l'administration de la province, déclare-t-il quelques mois après la prise du pouvoir. Le Québec, c'est aujourd'hui un immense pays avec trois ou quatre villes d'importance, et le reste de la province, c'est un vaste désert. Il faut, de toute urgence, remédier à cet état de choses. Comment ? me direz-vous ? Eh bien, d'abord en créant des départements, comme en France, mais des départements qui auraient des pouvoirs de taxation. Je vois la province divisée en une quinzaine de départements et c'est facile à comprendre ». Au niveau suprême de l'administration, « c'est tout à refaire. Il y a beaucoup trop de ministères à Québec. Ce dont la province a besoin, c'est huit ou dix grands ministères et une équipe de secrétaires parlementaires choisis parmi la députation . . . C'est au moins mon opinion il est fort probable que mes collègues du cabinet ne soient pas d'accord avec moi ». Il ne semble pas, en effet, que la majorité des collègues aient été consentants à se voir muter au titre de *secrétaires parlementaires*... Les méthodes de 1877 n'ont pas fini de prévaloir ! La commission d'enquête sur l'administration est toujours remise pendant qu'on reparle de temps en temps de l'éventuel ministère de la Fonction publique, auquel Marcel Masse semble être promis. En atten-

dant, le ministre emploie le plus clair de son temps et de son énergie à négocier de très difficiles conventions collectives avec les fonctionnaires ...

Théoricien en avance de son temps, qui défend ses opinions avec l'impétueuse candeur de sa jeunesse ? Si l'on veut... ; mais on y viendra tôt ou tard à ces idées. Il faudra sans doute que l'engorgement administratif soit plus complet. On évoque parfois ses sympathies indépendantistes, qui ne sont pas encore des convictions. Là-dessus, il s'exprime encore avec franchise : « L'indépendance, c'est un désir légitime pour toute nation consciente de son existence. À mon sens - et dans l'immédiat - une rupture du Québec serait un danger. Nous devons d'abord gagner la bataille des grandes priorités : pureté de la langue française, autonomie du territoire, équipement moderne de l'État du Québec ... S'il s'agissait uniquement du potentiel québécois, l'indépendance ne poserait pas de problème ». Aux dernières nouvelles, Marcel Masse n'aura pas donné son adhésion au Mouvement Souveraineté-Association. Si on l'approchait et qu'il en éprouvait la tentation, sa loyauté personnelle à Johnson pourrait bien l'en retenir : Ça, c'est tout un homme !... Connaissez-vous un seul politicien dans l'histoire du Québec qui ait plus de mérite que Daniel Johnson. Moi, je vous dis qu'il n'y en a pas un seul... ses adversaires ont secrètement pour lui du respect et de l'admiration ».

Le jeune ministre est toujours franc, direct. C'est plaisant de lui céder la parole : il dit quelque chose. Ce n'est pas si fréquent en politique. Il y a peut-être chez lui un moraliste qui s'ignore, mais dont on reconnaîtrait la touche dans des aphorismes comme :

« Je ne suis pas assez vieux pour avoir des souvenirs d'enfance ...

« Oh ! vous savez l'amour libère ...

« L'amour donne une confiance en soi extraordinaire ...

« Il faut se prendre au sérieux pour pouvoir agir ...

« Se sentir capable, c'est le commencement de la sagesse ...

« J'aime les principes, mais dans la mesure où ils aident l'homme à mieux vivre et conduisent au bonheur ...

« La confiance engendre le talent même quand il n'y est pas ...

« Quand les hommes n'ont plus rien à se dire, ils se détestent ...

« Le bonheur, c'est de répondre victorieusement aux défis que la vie nous pose ...

« Critiquer nos prédécesseurs, c'est une faiblesse...

« Les gens se battent parce qu'ils ont peur. Ce sont les idées et la peur qui mènent le monde...

« Ce qui va bien au Québec, c'est les idées... Ce qui va mal, c'est l'agriculture ...

« La politique, "c'est l'art du possible", comme tout le monde sait, mais le possible, chacun lui donne les dimensions de ses exigences ...

« Il est plus important pour l'État de corriger son langage administratif que de voter "en joual" une loi sur l'unilinguisme... »

Il n'est certes pas qu'un joli garçon à bonnes manières, celui que la chorale radio-phonique des coeurs féminins de la très *chouchoutante* madame Lise Payette a élue, cette année, au titre tant (secrètement) convoité du « plus bel homme du Canada » - alors que l'actuel premier ministre du Canada, malgré une spectaculaire remontée des dernières semaines, a dû se contenter d'une piètre troisième place... Y aura-t-il un jour, à point nommé comme dans le cas de Trudeau, une vague - québécoise - de *massomanie* ? Depuis le sort de Jean Lesage, le titre ne semble pas être un taliman électoral... À un journaliste qui lui demandait s'il serait intéressé à devenir un jour chef de parti et premier ministre, Marcel Masse se contente de répondre : « Vous allez un peu loin. Je commence dans cette carrière ». Sujet aux aléas électoraux et biologiques comme tout le monde, il a devant lui plus de décennies de vie politique active que tout homme politique québécois de premier plan.

Ce passionné de la Fonction publique a déjà dit, commentant le mot d'Alain selon lequel « Tout métier durcit la peau » : « Quand j'en serai rendu à avoir la peau assez épaisse pour recevoir des coups de pieds aux fesses sans réagir, il sera bien temps de me faire rond-de-cuir » !

Jean-Noël TREMBLAY

[Retour à la table des matières](#)

Qu'on pense ou dise ce qu'on voudra de notre actuel ministre des Affaires culturelles, lui, la culture, il est *pour* ! Il l'était avant d'être député ou ministre. Cet ancien professeur de littérature plutôt « généraliste » que « spécialiste » comme il se définit, ne voit pas d'incompatibilité entre le culte des valeurs culturelles et la recherche politique du bien commun. Tout au plus, il déplore que la seconde exige tant de temps et d'efforts. Mais il trouve une compensation dans l'objet *culturel* de son activité politique. « Joindre l'utile à l'agréable » - qui est aussi « utile » et vice-versa - à l'enseignement du bien public, voilà un mode de vie qui n'est pas à la portée de tout un chacun, et moins qu'ailleurs à l'Assemblée législative.

Donc, Jean-Noël Tremblay donne l'impression de l'homme pleinement heureux qui a enfin trouvé sa voie dans un métier exaltant. Des adversaires à l'esprit naturellement mal tourné le plaisantent au sujet de son visage émacié de Savonarole et de son sourire édenté, qui seraient à l'image de notre culture anémiée. Lui, il a sa revanche personnelle et professionnelle : c'est tantôt au festival (culturel) des Bleuets de sa région - il n'en faut pas plus que trois pour faire une tarte ! - ; c'est tantôt à Paris en aparté avec Malraux, qui *snobbe* cet ignare de Jean-Luc Pépin, représentant du non représentatif gouvernement. Quand un ministre des Affaires culturelles rencontre un autre ministre des Affaires culturelles, qu'est-ce qu'ils se racontent ? Certainement pas des histoires de concessions ou d'investissements miniers...

À eux seuls, les ancêtres de son patronyme ont colonisé et peuplé la moitié du *royaume du Saguenay*. Tremblay a la fierté de ses origines terriennes : un père cultivateur et à l'occasion bûcheron, une mère fêrue de « grand opéra, des mélodies des compositeurs du début du siècle ». Il serait plutôt traditionnaliste que conservateur, ou s'il est ceci c'est à cause de cela : « Il faut le répéter, nous sommes tous au fond des ruraux. On ne gratte pas loin pour trouver dans son ascendance le pionnier qui a ouvert la paroisse en plein champ. Moi, je suis un cas typique de cette première généra-

tion de gens scolarisés : mon père était cultivateur et j'ai été le premier à faire des études. Mes neveux partent de moins loin que moi ».

Jean-Noël Tremblay est un enraciné. La grande pièce littéraire n'est pas ce roman de l'enracinement, *Maria Chapdelaine*, mais bien ce grand poème obsessif de la dépossession, qui est aussi un déracinement, *Menaud, Maître-Draveur*, « notre seule épopée », comme il dit avec exactitude. Il retrouve la même authenticité des origines dans les chansons de Vigneault qu'il a connu à l'université. « Gilles ... est merveilleux sur scène. Mais sur disque, je préfère les interprétations qu'en donne Monique Leyrac ». Autre remarque juste que ne répudieraient que les vigneaultmanes ou vigneault-lâtres inconditionnels - ce qui exclut Vigneault lui-même !

Un député-ministre qui lit des livres, qui vit au milieu de disques, de peintures et de pièces d'antiquaires n'est pas un fait tellement fréquent qu'il faille oublier de le mentionner, ou le mettre sur le compte d'inoffensives manies d'un célibataire esthète. D'ailleurs, « pourquoi être collectionneur ? Mais peut-être simplement pour se faire un chez-soi ». Qui, ministre des Affaires culturelles ou pas, a jamais dit mieux ? « Il se trouvera évidemment des gens pour dire qu'il est facile à un ministre des Affaires culturelles de se monter une collection d'art. Pourtant, j'ai commencé à acheter des toiles du temps que j'étais étudiant, empruntant au besoin. Encore aujourd'hui, je fais les antiquaires et les galeries chaque fois que j'en ai la possibilité ». Il respecte les deux règles fondamentales du collectionneur chevronné : 1°, « Un bon collectionneur ne donne jamais ses sources » ; 2°, « Un collectionneur ne vend pas. Il donne, il prête ou il échange ». S' « il n'y a plus de place » sur les murs, les nouvelles acquisitions, fussent-elles des lithographies *originales* de Picasso ou de Vlaminck, vont attendre dans le placard ! Comment on devient collectionneur ? « Il y a sans doute une part d'instinct, de flair, et une part d'expérience : on finit par reconnaître ce qui a de la valeur..., mais, au fond, on achète toujours ce qui plaît au premier abord ». Même état de grâce pour la musique et la poésie. Dans sa discothèque, « tous les genres valables sont représentés, de la chanson aux classiques italiens en passant par la poésie ... La poésie, oui, j'aime beaucoup. Il faut la lire à haute voix, la poésie est un chant. ». Et voilà comment on reste un *humaniste* au sens du 16^e siècle, ou un *honnête homme* au sens du 17^e, dans cette jungle barbare de la politique du 20^e...

Deux phases dans la carrière politique de Jean-Noël Tremblay, ou plutôt deux carrières : la carrière (ou phase) de la frustration, celle de la politique fédérale ; celle de l'épanouissement au sein de l'Union nationale et au service exclusif de l'État du Qué-

bec. On ne pouvait pas plus mal choisir le moment ou la formation que d'entrer, il y a une dizaine d'années, dans le parti triomphant de Diefenbaker ! D'Ottawa, il a gardé le souvenir d'une *étrangeté* ! Il en est doublement *revenu* ! Membre de la délégation du Québec lors d'une conférence fédérale-provinciale à l'automne 1966, il n'a pu retenir sa déception de « l'attitude des représentants du Québec en pays *étranger*, c'est-à-dire à Ottawa ... » Le fondement de cette déclaration, qui a fait son tour de presse *front coast to coast* ? « On s'est rendu compte qu'au lieu de s'appuyer sur les députés ou sur les ministres canadiens-français, le premier ministre Lester Pearson, au cours des délibérations les ignorait complètement et demandait avis au ministre des Finances, M. Mitchell Sharp ... Mes remarques s'adressent même à M. Marchand qui a essayé de sauver la face en faisant une déclaration qui contredisait celles faites par MM. Pearson et Sharp. Par ailleurs, M. Sauvé a assisté paisiblement à cette longue rencontre et son silence était aussi exemplaire que son physique ».

Et de s'en prendre ensuite à ce qu'à Ottawa on appelait alors « l'opération reconquête du Québec » - « On est conquis depuis 1760 et au moment où on travaille à une émancipation du Québec, le fédéral est bien mal venu de tenter de nous reconquérir ». A l'invitation de répéter les mêmes propos pour la chaîne anglaise de C.B.C., Tremblay préférait s'abstenir, parce, qu' « après avoir parlé anglais pendant une semaine à Ottawa, je préfère me reposer et revenir à ma grammaire française ». Quelques jours plus tard, dans son Chicoutimi natal, il répétait, en français naturellement : « Je ne conteste pas que les députés canadiens-français sont des patriotes, mais il y a toutes sortes de patriotisme. Lorsque je suis allé à Ottawa siéger en Chambre, j'avais le patriotisme de ma patrie québécoise ». De tels propos furent largement commentés par la presse. On y voyait l'indice que le ministre était un indépendantiste en devenir. Il y aurait eu certaines explications entre le premier ministre et son ministre des Affaires culturelles. Les on *dit* des journalistes il n'y a que l'événement *post factum* à pouvoir les confirmer, s'il est public évidemment.

Un intellectuel est affligé d'une tare : sa pensée réflexive. Un intellectuel en politique ne peut s'empêcher de réfléchir sur l'invraisemblable métier qu'il exerce. Un jour, devant le public intellectuel de l'institut canadien des Affaires publiques (ICAP), il s'en était ouvert. C'était à l'automne 1963, pendant l'interstice politique de ses deux carrières politiques.

D'abord au milieu de quelle faune se trouve-t-on ? « Un certain nombre de citoyens compétents et honnêtes appartenant à divers milieux de notre société, mais qui

doivent partager le pouvoir avec les autres, c'est-à-dire les aventuriers, pas toujours dénués de talents ni d'idées, les rastaquouères, chevaliers d'industrie et agioteurs professionnels et enfin la collection, j'allais dire inévitable, des ignares, des amorphes, gens sans idéal, auxquels Gérard Filion a déjà décerné le titre de 'plorines'. Tous ces gens doivent pour percer, pour être élus se soumettre aux canons d'une loi qu'il faut bien qualifier de 'loi de la jungle' ». Et puis, il y a les attaches par en bas comme par en haut : « ... le candidat doit souvent pour se faire élire donner des arrhes à certaines électeurs... la pratique de la caisse électorale que remplissent au profit de l'un ou de l'autre parti les compagnies intéressées à traiter demain avec le gouvernement ». Et les attaches à l'intérieur : « Y a-t-il liberté au sein d'un parti politique ? Oui et non. Tout dépend de la personnalité de l'élu. Et si vous me permettez cette catégorie sommaire, disons qu'il y a, au sein du parti, les moutons, les ambitieux et les francs-tireurs ». Ces derniers « ne sont pas légion, tant s'en faut ! Et parmi ceux-là, il faut encore faire le partage des ambitieux déçus, des originaux indisciplinés, des égoïstes vaniteux qui choisissent ce moyen d'attirer l'attention publique. Mais il y a les sincères qui répudient, le cas échéant, les agissements généraux du parti, s'insurgent contre certaines méthodes ou condamnent des mesures particulières. Il faut voir le sort qu'on leur fait. On les isole d'ordinaire... Il y a des journalistes encore libres, capables de faire, quand il se doit, l'apologie des indépendants, de ceux qui acceptent d'être la 'voix qui crie dans le désert'. Mais la presse de parti - officielle ou officieuse - en tire des armes : voyez comme ils sont divisés ! »

On sent qu'il s'agit là d'une observation directe et d'une expérience vécue. On sent aussi en quelle sous-catégorie de francs-tireurs se rangeait l'ex-député de Roberval. Par dessus tout, il y a l'inconfortable situation entre les branches du dilemme : législateur et/ou représentant ? « On veut en faire un législateur. Très bien. Mais qu'on ne s'ingénie plus, en période électorale, à le taxer de négligence criminelle en lui faisant porter les conséquences des erreurs ou des actions de tous les potentats et sous-ordres de la fonction publique ... le jour est encore loin où le peuple renonçant à faire de son élu, de son député, au sens latin du terme, un factotum, lui assignera la tâche unique de législateur... Je sais aussi d'expérience qu'il est rare de voir un cas concret, un problème humain qui coïncide exactement avec la description légale qu'on en fait et qui appelle une solution en tout point semblable à celle que proposent les réglementations officielles ». Conséquence, « le député, chez lui, dans le décor de sa vie quotidienne n'est qu'un *factotum*. Son cabinet est tour à tour bureau de renseignements, de place-

ment, d'assistance sociale ou de dépannage général ». C'est à se demander quel masochisme subconscient pousse certaines gens à collecter des votes en même temps qu'à collectionner des oeuvres d'art !

A l'échelle européenne, Jean-Noël Tremblay serait classé comme un *intellectuel de droite*. Tous les nôtres - curieux tout de même qu'il n'y ait pas d'*intellectuels du centre* - sont des *intellectuels de gauche* dont la version libre, quoique courante, n'en fait que des *pseudo-intellectuels*. On n'a pas à s'appesantir sur la vanité de ces topographies qui dégénèrent très tôt en arbitraire et pure logomachie. Devant le Conseil de la Vie française qui décernait à quatre personnalités (dont Marcel Faribault) la médaille de son Ordre de la Fidélité française, le ministre des Affaires culturelles déclarait : « Moi, j'y crois au nationalisme parce que mes maîtres m'ont convaincu et prouvé que je devais être fier de ma langue et de ma culture française. Les hommes comme Mgr Félix-Antoine Savard m'ont insufflé ce qui m'attache au Canada français. Cette oeuvre exprime les gestes d'un peuple qui veut évoluer... C'est de la folie de vouloir maintenir le fait français en Amérique, mais nous sommes tous, vous et moi, atteints de cette merveilleuse folie, pour le grand bien de notre nation ».

Qu'il soit d'extrême-droite, de droite, ou de centre-droite, ce *franc-tireur* ne sera jamais pris en défaut pour carence de fidélité canadienne-française. Il n'est pas indifférent d'avoir un ministre des Affaires culturelles qui considère sa fonction comme un *full time job* ainsi qu'on le dit dans la capitale du pays étranger. Fait-il, fera-t-il un bon ministre ? Ce n'est certes pas la foi culturelle qui lui manquera. Il n'est pas non plus indifférent que les *clients* - au sens aussi bien immédiat que large - des affaires culturelles aient comme interlocuteur un homme cultivé. "Je crois à la permanence des valeurs sûres du passé, auxquelles doit s'ajouter l'apport de notre sensibilité moderne et ses nouveaux moyens d'expression ». Une expérience comme celle de *Culture Vivante*, que le ministre a patronnée en Abitibi et qui doit l'être dans d'autres régions culturellement sous-équipées comme la Gaspésie et la Côte Nord, fait précisément appel à de nouveaux moyens d'expression mieux accordées à la sensibilité moderne.

Il n'a pas l'oeuvre littéraire de Malraux derrière lui (pour le même âge) mais : « Je pense qu'en fonction de mes modestes talents, c'est vers la littérature que je me serais orienté... J'ai des tas de trucs, des poèmes, des ébauches de romans... J'espère que mes héritiers auront le bon sens de les brûler ! » En attendant, il ne les brûle pas.

Claude WAGNER

[Retour à la table des matières](#)

La tête et les cheveux en brosse, sinon la pleine carrure, d'un footballeur : pourtant le tempérament d'un préfet de discipline ... De ceux dont on dit dans les collèges, à tort ou à raison, qu'ils ont *l'esprit étroit*. Le ministre de la justice, au sujet duquel on a pu évoquer l'État policier, la raison d'État, la justice revancharde et autres joyeusetés *démocratiques* du genre, n'a pourtant rien du dragon qui crache le feu, ou, à l'échelle humaine, rien d'un Fouquier-Tinville de l'anti-révolution. Il a la voix douce et confidentielle, onctueuse à force de sincérité, non feinte contrairement à ce qu'ont affirmé certains détracteurs. Dans l'histoire du dragon justement, il est Saint-Michel armé du glaive ; et le dragon, ce fut d'abord et c'est encore la Pègre. Ce Saint-Michel-là en aurait aussi contre les autres archanges incapables...

Ce qui le rend à la fois rassurant et dangereux, c'est le bloc de certitude qu'il est. Il est celui qui ne doute pas. Il est encore celui qui se spécialise dans l'application des règles. Le jeu n'importe pas ; seules, les règles comptent. Il y a ceux qui les respectent et qui ne font pas problème. Il y a ceux qui ne les respectent pas, qui se font une spécialité de les violer : et c'est le dragon à abattre, ou plutôt l'hydre à sept têtes qu'il faudrait pouvoir sabrer d'un seul coup. Il y a enfin celui qui, seul, peut manier avec efficacité le sabre : lui. C'est d'un simplisme manichéen : les méchants et le bon, qui doit l'emporter en faisant la démonstration constante que *crime does not pay* et que la vertu est toujours récompensée. Sinon, il n'y a pas d'ordre naturel des choses. Ce ne sont pas sa pureté évidente d'intention, la rigueur devenue nécessaire de la réaction qu'il déclencha qui doivent être mises en doute ou en cause : c'est sa manière.

En toutes choses, il y a *la manière*. Dans l'administration de « la puissance de juger, si terrible parmi les hommes »(Montesquieu), la manière compte plus qu'ailleurs. C'est *la manière* qu'il n'avait pas. Ou plutôt, il poussa à un rare degré *l'anti-manière* d'administrer la justice, d'en parler, d'en célébrer le culte. On ne peut pas rater plus splendidement une Cause pourtant magnifique et, répétons-le, qu'il était devenu né-

cessaire, urgent même, de servir. Wagner a involontairement réussi ce chef d'oeuvre politique : mettre d'accord Daniel Johnson et Gérard Pelletier. Selon ce dernier, Wagner avait « par philosophie sociale, je ne sais quelle obsession du mal braquée sur les seuls criminels. On aurait dit que vous conceviez la vie en société comme une guerre de tribus entre policiers et malfaiteurs ... Vous vous rattachez à la tradition de l'à peu près, du préjugé, du conservatisme coriace, de l'horizon borné ». Daniel Johnson voit en lui ce Saint-Michel de l'âge électronique, « Monsieur Net, le chevalier sans peur et sans reproche ». Mais « il n'y a rien de plus dangereux qu'un homme qui passe pour vertueux quand il se met à éclabousser tout le monde de cette vertu dont il est rempli ». Faisons la part de l'adversaire systématique dans cette critique. Mais qui a jamais pu mieux caractériser *l'anti-manière* wagnérienne ? « Lorsqu'il était sur le banc, il parlait comme un ministre de la justice. A partir du moment qu'il est devenu ministre de la justice, il parlait comme un juge ». A quoi il conviendrait d'ajouter : Maintenant qu'il n'est plus ni l'un ni l'autre, mais simple député, il parle moins souvent, mais c'est parfois comme un super ministre de la justice et une espèce de juge des juges.

Blâmé enfin par ses pairs du Barreau, il prend conscience tout à la fois de sa solitude professionnelle et de l'appui du peuple, qui par ailleurs le *touche beaucoup*. « Depuis ma condamnation par le Barreau, aucun de mes collègues libéraux ne m'a témoigné la moindre sympathie. Rien n'est venu de personne. Pas un mot, pas une lettre... Je suis seul maintenant... Je dois me battre seul pour un principe très important ». Mais, ultime compensation qui le confirme encore, s'il était nécessaire dans son Bon Droit : « De divers milieux, je reçois des témoignages d'appui. Cela me touche beaucoup ». Dans ce métier-là, en appeler au peuple, c'est comme s'en remettre à l'histoire ou à la postérité pour le départage final. C'est à la fois enregistrer et faire éclater une solitude par trop douloureuse. Mais il y a le fait que Wagner a toujours joui d'une large popularité pour la droiture de son intention, le courage fonceur de son action, la simplification manichéenne de ce qui lui tient lieu de dialectique. *Le peuple* nourrit une admiration latente, presque une connivence, pour les solistes plus ou moins volontaires de la politique : qu'il s'agisse de René Lévesque tout le temps, de Jean-Jacques Bertrand un temps, de Jean-Noël Tremblay de temps à autre ou de Wagner en quelque sorte au-dessus du temps, puisqu'il incarnait - et incarnera ? - l'idée pure, et dure, de la Justice dans l'État du Québec.

Il avait à peine pris possession de ses meubles ministériels, que l'image de Wagner devenait stéréotypée. Le *samedi de la matraque* fut l'occasion. Sans elle, il y

aurait sans doute eu une forme de wagnérisme. Mais le jugement *noir-blanc* qu'il porte sur les autres, l'aurait-on appliqué avec autant de conviction à lui-même ? D'abord, il n'avait pas choisi l'occasion ; s'étant présentée, il fallait que la sécurité de la reine fût assurée et que le dernier mot appartint aux forces de l'ordre. Bon. Mais, pour son coup d'essai, il fait littéralement, un coup de Maître en couvrant tout ce qu'avait fait la police. Il s'y identifie. Contre les témoignages occultes et photographiques, il affirme qu'elle n'a pas été brutale, provocante, intempestive puisqu'aucune goutte de sang canadien-français n'a été versée ! Il contresigne le rapport de la police. Sans discussion. Il se met du côté de *l'ultima ratio*. Le ministre de la Justice devient le Policier en chef en même temps que le Justicier suprême. C'est trop pour un seul homme qui, à partir de là, sera un homme seul. Il est des solitudes hautaines : elles peuvent être fécondes ou nécessaires. Mais d'autres solitudes sont auto-destructrices de leur fécondité. C'est dans ce processus que Wagner s'est trouvé à s'engager, qu'il a rigidifié. Le stéréotype était là. Il l'a cristallisé en stigmat.

Si cela n'avait engagé que lui et sa mauvaise fortune politique, on pourrait passer outre. Mais cela, même sans changement de régime, compromettait les réformes devenues nécessaires. Plus que tout autre, il avait sensibilisé toute une population à la mal-administration de la justice. Sans sa *manière de l'anti-manière*, il était l'homme pour avoir l'esprit de continuité pour mettre enfin de l'ordre dans l'institution dévouée au service de l'Ordre. Autour de lui, il y avait un cabinet, un parti dans un cercle concentrique plus large ; en face de lui, une opposition officielle ; et l'un et les autres avaient à oeuvrer dans une ambiance d'opinion publique éminemment favorable à l'accomplissement de son Grand Dessein. « Comment en un vil plomb l'or s'est-il changé » ? Comment un homme si passionnément bien intentionné en est-il arrivé à passer pour un inquiétant procureur à la lanterne ?

Il y a le cas Wagner. Il y a aussi le cas de la Justice sous tous les cieux. La justice : cette conscience morale de la Société par delà l'État, qui se sert de son bras séculier, lequel ne doit pas l'asservir, elles, ni la Justice ni la Société. Un problème philosophique qui va au fond de ce qui fait tenir les hommes ensemble. Question effrayante... À partir du débat insoluble d'Antigone et de Créon, on n'en sortirait pas. Disons que c'est d'une société saine que de le poser en son prosaïsme administratif de temps à autre. Refermons l'inévitable parenthèse.

Wagner, « affilié, non lié au parti libéral », aura coincé en ses derniers retranchements la pègre, aura accéléré la *justice lente*, modernisé quelque peu un appareil judi-

ciaire encroûté dans les tics et routines de la plus ancienne des *technocraties*, aura fait éclater des mystères de meurtres *non éclaircis* et de *faillites frauduleuses*, etc... Avec une noblesse certaine, il avait réparé, dans la mesure où c'était encore possible, l'erreur judiciaire de l'Affaire Haumont. Et tout cela n'est pas peu.

Ce jeune juge de moins de quarante assigna un juge de la Cour Supérieure à comparaître. Ce fut l'Affaire Meunier. On ne retenait à l'époque que son aspect spectaculaire. Mais déjà perçait la *manière* wagnérienne. La présomption d'innocence vaut même pour les juges, si la preuve se faisait qu'ils sont sujets à la justice comme tout le monde. Au lieu de présenter son rapport au Procureur général, ce fut aux journalistes-dont il se plaindra plus tard très amèrement - que le juge Wagner le livra. L'inculpé, ancien député libéral devenu juge de la Cour Supérieure, mis en accusation par un jeune juge de la Cour des Sessions : quelles manchettes ! Mais cela constituait justement cette espèce de justice très insidieuse et difficilement réversible de *trial by newspapers*, qui répugne aux principes fondamentaux de la justice britannique, de toute justice digne de ce nom. Le juge Meunier fut condamné. Il alla en appel, gagna finalement sa cause dont la nouvelle se perdit dans le fracas de la campagne électorale fédérale de 1968.

De son banc, le juge Wagner passa ensuite aux tribunes des clubs sociaux et des associations, en plaidant la cause d'une bonne justice, pléonasme rendu nécessaire. Tous et chacun, justiciables en puissance, d'applaudir ! Un juge qui manifeste un tel courage lucide ! Une espèce de super-conscience juridique ! Un héros national déjà, un héros politique dès le jour où, après diverses représentations auprès du premier ministre Lesage, celui-ci le fait son ministre de la justice pour mettre en application ses idées de réforme. Puis passe le samedi matraquant...

Un an plus tard, octobre 1965 : « Non, nous n'en avons pas fini avec la pègre. Il y a les roitelets ... mais nous voulons les princes ! Nous les connaissons. Nous les surveillons, ils ne peuvent plus quitter le pays. Ils le savent, et ils sont énervés. Il ne s'agit plus que de relier la preuve à eux. C'est une question de temps. Nous avançons rapidement. Nous nous sentons poussés, pressés par le temps. Nous avons l'impression que si ce n'est pas fait maintenant, ça ne se fera jamais. Nous avons fichûment ébranlé la pègre, mais elle n'est pas encore sous contrôle et dispose de moyens redoutables ». Qui, à part elle-même, n'est pas contre la pègre ? Wagner s'en prend même à la grande Mafia internationale devant l'Association des hommes d'affaires canado-italiens de Montréal. S'ensuit un « malentendu » qui sera finalement réglé à la satis-

faction de tout le monde : « Est-ce que parce qu'il existe, messieurs, dans votre beau pays d'Italie, terre des papes et foyer du catholicisme mondial, une organisation qui s'appelle La Mafia que le Québec refusera de recevoir chez lui des centaines de milliers d'immigrants italiens dont le concours est essentiel à son évolution ? Non. Poser la question c'est déjà y répondre ». Toujours la note personnelle engagée : « Après les êtres qui me sont chers, mon épouse et mes *bambini*, je n'ai d'affection que pour cette justice dont le chef du gouvernement du Québec m'a confié l'administration ».

Le wagnérisme ajouta une autre pomme de discorde dans le contentieux fédéral-provincial qui n'en manquait pourtant pas : « Nous, du Québec, nous avons fait plus, en un an, pour combattre le crime organisé que la Gendarmerie royale depuis 1951... L'Interpol, ça va marcher. Peut-être pas comme les fédéraux le voudraient, sous la férule de la Gendarmerie royale et à sens unique... Il faut que ce soit fait horizontalement et non verticalement ». Et de dénoncer les *pâtes molles* de la conférence fédérale-provinciale sur la lutte contre le crime organisé de janvier 1966. Riposte : déclaration conjointe des trois ministres *juridiques* d'Ottawa, Cardin, Favreau et Pennell pour défendre la R.C.M.P. Réplique de Wagner « Il y a des vérités qui sont dures à avaler... Je n'ai rien à retirer, à ajouter ou à corriger... » Quatre mois plus tard à la télévision : « Je ne vois pas comment il se fait que le gouvernement fédéral refuse cette enquête (sur la pègre dans toutes les régions du Canada), et passe son temps à des enquêtes portant sur une dame qui a eu des relations sociales... », (Affaire Munsinger).

Wagner se déclara avec véhémence contre l'abolition de la peine capitale. C'était son droit le plus strict d'autant qu'il y a derrière lui vingt siècles de civilisation chrétienne pour l'appuyer dans ce principe. Mais nous sommes en train d'apprendre que la société peut se protéger elle-même et tous ses membres sans esprit de vengeance. « Un soir, dans la grande salle sombre des Assises, aux environs de minuit, un verdict de meurtre venait d'être prononcé contre un accusé. Je ne peux m'empêcher de me rappeler le rire sur ses lèvres quand il a été condamné à être pendu ». Une autre fois, c'est la prière qui appuie la vengeance. A la veuve du constable, « littéralement scié » par les balles du Père Noël-Marcotte : « Madame, avec mes prières, je vous dis que la justice a toujours le dernier mot ». La presse, qui avait lancé sa fulgurante carrière, écopa qui commentait avec quelque réticence de tels propos : « Pour être franc je vous dirai sans ambages que certains textes m'ont fait mal... on n'a pas le droit de s'attendre à ce que cet homme-là puisse encaisser avec un sourire, à longueur d'années, les vilénies, le sarcasme, la critique négative de l'éditorialiste ou du journaliste qui

paraissent n'avoir qu'un but : le clouer définitivement au pilori ! » C'étaient pourtant les mêmes éditorialistes qui approuvaient d'autres propos comme ceux qu'il tenait à des amis libéraux : « N'espérez pas que dans des cas même isolés je favorise à la demande de qui que ce soit, la moindre entorse aux lois pénales et civiles, aux législations provinciales et aux règlements municipaux ». Ou : « ... si jamais la liberté de la population était menacée dans notre province, je combattrais pour elle avec la même énergie que je combats actuellement ceux qui veulent propager le crime et l'anarchie ».

Dans l'opposition, le député de Verdun s'est tôt déclaré dégoûté et attristé de l'administration de la justice sous l'Union nationale. Encore à la fin juin 1968, il l'accusait de mollesse, de démission devant ses responsabilités, de partisanerie même. Le « jury de la population ... a le droit de savoir si, selon qu'on est riche ou pauvre, on a droit à une justice différente au Québec. S'il y a une différence entre le gars de la rue et l'individu qui a peut-être des appartenances politiques... » Comme il arrive souvent pour les personnalités tout d'une pièce, le député Wagner sera peut-être autant utile et certes moins inquiétant que le ministre du même nom. Il sera peut-être l'homme pour relancer un jour avec « la manière » qu'il convient cette fois la grande réforme des appareils judiciaires et policier qu'il avait entreprise et qui tarde encore. Pourquoi pas ? *Quis custodiet custodes ?* L'important c'est de pouvoir changer de gardien de temps à autre.

Un jour de mai 1965, on discutait à l'Assemblée législative de la prononciation de son patronyme. *Wâgue-neure* comme on le fait dans tous les pays anglophones, dont le Québec, *ou Vaguenère* à la française ou à l'allemande ? « C'est comme ça (à la française) que le procureur s'appelle », précise Gérin-Lajoie. A quoi Johnson réplique : « Je l'ai jamais entendu s'appeler ». C'est alors que le ministre de la Santé, Alphonse Couturier, commit un mot, qui mériterait de passer à la prospérité : « Il ne s'appelle pas. *Il est toujours là* ».

Celui de Montréal :

Jean DRAPEAU

[Retour à la table des matières](#)

« Le peuple canadien-français veut un roi ». Aussi, se tient-il prêt. Toute sa carrière n'aura été jusqu'à maintenant qu'une longue préparation. Mais cette *disponibilité* s'est refusée plus d'une fois à un pouvoir partagé ou insuffisamment déterminé. « C'est vrai que j'ai dit cela.... Je ne parlais certainement pas d'une vraie monarchie, encore moins d'une monarchie héréditaire, mais du leader populaire, choisi par le peuple par mode électif ». Drapeau a le *complexe Colombey*. Mais il ne sent pas le besoin de l'entretenir par une longue demi-retraite dans quelque village aux *deux Eglises*.

Trois ans ont suffi : de 1957 après sa défaite à la mairie de Montréal jusqu'à son retour triomphal de 1960. Depuis lors, il *règne* sur l'archipel de Montréal construit d'après ses plans. Maire d'une grande ville nord-américaine, il ne se satisfaisait pas de son titre de *métropole du Canada*. Il voulait qu'elle devint une espèce de capitale internationale. Avec 10% de vision et 90% d'obstination, il y est parvenu. C'est ce que la jeune génération, le Canada anglais connaissent on se souviennent de Drapeau. Mais ce Drapeau-là, qui a connu son apothéose pendant six mois de 1967, n'est qu'une avant-dernière étape qui, pour être la plus importante pour lui et pour tous, n'est pas la plus *significative*. L'élaboration récente de la mythologie drapiste est maintenant un résultat à portée politique certaine. Mais elle n'est qu'un résultat.

Il faut interroger le porteur du mythe. Comme il parle beaucoup mais peu de lui - ce qui est très gaullien -, ce sont les étapes antérieures qui peuvent nous renseigner. En gros, ce qui les lie c'est un grand dessein personnel, secret on mystérieux que pour ceux qui ne considèrent qu'un Drapeau de tel instant, qu'un Drapeau *découpe* au sens cinématographique. Le lien significatif se trouve dans l'enchaînement des étapes, dans le processus d'ensemble d'une carrière.

Et cela apparaît translucide : Drapeau se réserve. se tient prêt pour le jour où *l'on* l'appellera. Mais, ce jour-là. il faudra que ce soit d'une voix unanime (du moins de ceux qui *parlent*, d'habitude peu nombreux). Car, à moins d'être *l'homme de la situation* - ce qui veut dire : le seul et tout seul -, il ne marchera pas. Il a suffisamment de boulot à abattre dans ses îles. Il est certain de ne pas s'ennuyer. Et l'opération est, à coup sûr, gagnante : à partir de la base d'opération de son archipel, il évolue du municipal-métropolitain au provincial, de l'un et l'autre au national et à l'international ; puis, il peut effectuer autant de courts ou vastes mouvements de retour qu'il lui semble bon, ne fût-ce que pour recueillir les retombées positives. Donc, il n'est pas, il n'est plus pressé. Il est celui qui petit attendre. Quoi ? Le jour où « les grenouilles-demanderont un roi » ...

1942 : c'est la guerre. « Pas nécessairement la conscription, mais la conscription si nécessaire », avait promis Mackenzie King. Or, elle menaçait d'apparaître « nécessaire ». Pour inciter les Canadiens français à prendre le bon virage, le machiavélisme militaro-politicien d'Ottawa exhume ce type de Canadien à nom français (on n'ose dire francophone, tant son français était douteux en comparaison de son anglais), le major-général L.R. Laflèche, pour faire gober la pilule amère. Un congréganiste de service, du genre général G.P. Vanier. Il faut un *gros ministre* canadien-français, favorable à *l'effort de guerre*, c'est-à-dire à la conscription pour service outre-mer. Nommé ministre des Services nationaux de Guerre, il doit encore se faire élire. Le siège d'Outremont, ce prototype de circonscription urbaine canadienne-française, est justement vacant. Aucune opposition conservatrice n'est concevable dans ce lieu et à cette époque. Le major-général risque d'être élu par acclamation. Quel blanc-seing pour la suite ! Or voilà que s'élève une voix minuscule, presque fluette, venant troubler encore la perplexité de cette population, violemment anti-circonscriptionniste mais plutôt favorable à la participation ... économique à *l'effort de guerre* !

Il s'appelle Jean Drapeau. Il a 26 ans, est étudiant en Droit. De *petite extrace* montréalaise, il n'avait pu faire des études régulières en acquérant, via le collège classique, le B.A. « Sésame ouvre-toi ! » de toutes les portes de l'Université. Il avait d'abord pris une licence en sciences sociales, pour laquelle le magique diplôme n'était pas requis ; puis, *potaché* le *bacc*, pour enfin entreprendre les études de droit. C'est ce qui explique que le jeune candidat était un étudiant en droit assez âgé. Et ce qui nous apprend aussi que le jeune Drapeau n'était pas très bien placé, au départ, sur la structure intellectuelle-économique de *l'élite* canadienne-française de Montréal.

Les Canadiens français attendait un *candidat des conscrits*. Il se distribue ce rôle. Il mène une campagne de tous les diables, moins contre le mannequin en uniforme que pour faire crever le gros ballon d'ambiguïté des chefs libéraux d'Ottawa qui-avaient-fait-une-promesse-qui-n'en-était-pas-une ! Pour dénoncer aussi l'imposture de cette politique de *chair à canon* pour une autre *guerre impériale*. (Mais sur ce dernier point, ce n'était pas vrai. Comme 99,4% de Canadiens français, qui faisaient alors et la guerre de Boers et la guerre de 14, Drapeau croyait que c'était le cas.) Le *candidat des conscrits* se démena si bien qu'il enleva 7,765 suffrages à son adversaire chamarré qui dut se contenter d'une tout au plus modeste victoire avec 12,323 voix. Le Canada français tout entier connut le nom de Jean Drapeau. Et, évidemment aussi, la presse anglophone, ainsi que les gens d'Ottawa : tout ce beau monde eut d'ailleurs la mémoire plus longue que les compatriotes de Jean Drapeau.

Après l'expérience d'Outremont, c'est l'aventure plus large de la Ligue pour la Défense du Canada. Le *candidat des conscrits* est évidemment de toutes les tribunes anticonscriptionnistes. Il est beaucoup plus que la voix du « Je vous l'avais bien dit ». Il est déjà un symbole. Les Canadiens français avaient voulu un *candidat des conscrits*, ils l'avaient eu. Les dirigeants de la Ligue avaient réussi à sortir Henri Bourassa de sa retraite solitaire et quelque peu hautaine. Écoutant de la même estrade un discours du *candidat des conscrits*, le *vieux lion* avait lancé la prophétie classique : « Ce jeune homme ira loin ! »

Pour l'instant, il va dans le Bloc Populaire Canadien. C'est la continuation, en formation partisane, du mouvement populaire de la Ligue pour la Défense du Canada. Le Bloc se divise en deux ailes : l'aile fédérale a, à sa tête, le député Maxime Raymond ; la province, l'ex-secrétaire de la Ligue, André Laurendeau. Les élections provinciales s'étant déclenchées les premières, en 1944, le Bloc n'a pas le choix de refuser la bataille sur le champ où son combat n'a plus qu'un objet diffus. Frapper sur le premier ministre Godbout de connivence avec les fédéraux, ou sur Duplessis qui, après ses fanfaronnades de l'automne 1939, avait eu l'opposition plutôt molle ? Mais le Bloc s'était encore donné un programme socio-économique, qui rééditait quelques propositions du programme réformiste de l'Action libérale nationale de Paul Gouin. Il y avait déjà une tradition A.L.N. - B.P.C., qui était notre pendant autochtone à la C.C.F. introuvable au Québec. Donc, Jean Drapeau est candidat du Bloc dans le comté de Jeanne-Mance à l'élection provinciale de 1944. Comme tous les autres candidats, sauf trois, il est écrabouillé. Défaite d'ailleurs honorable de ce jeune avocat de

28 ans. Seize ans plus tard, son ancien chef de parti, André Laurendeau, écrira dans *Le Devoir* : « Je puis bien confier qu'il est alors celui dont le chef provincial du mouvement déplorera le plus l'absence à l'Assemblée législative ». Les Canadiens français voulaient - assez peu... - un *roi* pour l'éventuelle république laurentienne. A moins de 30 ans, Jean Drapeau se fait la main, se met en course. Après un faux départ, la course est ajournée.

Des années passent. Maître Jean Drapeau est l'avocat de la veuve et de l'orphelin. Il plaide pour des grévistes lors de la célèbre grève de l'amiante. La quelque douzaine de causes *criminelles* qu'il prend ne lui assurent pas un nom de grand pénaliste. C'est la grande corruption municipale de Montréal qui allait le propulser à nouveau dans l'actualité. Un réflexe de la conscience civique se produit à Montréal.

Jean Drapeau n'en est pas l'instigateur, niais il en est, du groupe initial qui dans la suite allait s'élargir en Ligue d'Action Civique. 1953, il est avocat de la Commission d'enquête Caron dont le rapport, l'année suivante, allait révéler un état de corruption encore plus épais que ce qu'on appréhendait. Mais ce n'est pas tout de déloger l'ancienne administration. Il faut encore nettoyer les écuries, surtout garder la maison propre. Il faut l'occuper. Par qui ? Sollicités, quelques « noms » se refusent. Le temps presse. L'avocat de la Commission Caron a son nom dans les journaux. Il a bien su mener la poursuite sur la base du dossier rassemblé avec patience et méthode par maître Pacifique, dit « Pax », Plaine. Il a déjà *fait de la politique*, pour laquelle il ne se déclare pas allergique. Il est candidat à la mairie à l'élection de 1954. La campagne était gagnée d'avance dans le rapport accablant de la Commission Caron, qui est rendu public quelques semaines avant l'élection. Les Canadiens français de Montréal - car les Anglophones s'étaient mis en dehors du coup - voulaient un *roi* municipale. Ils l'eurent de 1954 à 1957.

Un roi choisi par le peuple par mode électif est rarement populaire. Surtout quand le roi *en remet* en impopularité. Des affaires plus entremêlées que complexes, encore plus mal engagées que discutées en tiraillement, érodent pendant ces trois ans la popularité massive du jeune maire de 1954. Cela va de la bizarre émeute du Forum du 17 mars 1955 (affaire Richard-Campbell à forte charge d'émotivité nationaliste..., en passant par une politique de personnel estimée anti-syndicale, jusqu'à l'opposition du tandem Drapeau-DesMarais au projet dit du *Plan Dozois*. Le président du comité exécutif, Pierre DesMarais, dit carrément : « L'administration municipale n'est pas une agence sociale ». Le maire s'engage sur son honneur : « Le Plan Dozois ne sera

pas construit tant que je serai maire ». Il en découle l'impression que c'est l'équipe réformiste Drapeau-DesMarais qui bloque la seule politique sociale effective pour remédier au problème de l'habitation à Montréal, et que c'est Duplessis qui doit l'imposer de force !

Duplessis et Drapeau étaient hommes à ne pas se souffrir mutuellement. Le contentieux entre la métropole et la vieille capitale eut été bien suffisant pour alimenter la tension chronique. 1957 : année du règlement de compte. Duplessis, qui avait réussi à *dé-vitaminiser* l'opposition libérale, ne tient pas à avoir une opposition tapie dans le petit Parlement de Montréal. Il est temps que le jeune Drapeau ne se prenne pas pour quelqu'un d'autre, d'autant que le *MacLean's Magazine* venait justement de se poser sérieusement la question : « Is Drapeau a match for Duplessis ? »

On vit alors la plus hybride des coalitions entre des éléments libéraux - fédéraux et municipaux ; provinciaux, moins sûr ! - et les milieux de l'Union nationale qui fournissent le nerf de la guerre et quelques hommes placés à des endroits stratégiques. Et cette belle cohorte, qui se rangeait sous la bannière du glorieux sénateur Sarto Fournier, se vit renforcée à l'instant décisif par le vote des ouvriers syndicaux. On était évidemment moins pro-Sarto qu'anti-Drapeau, à cause de son administration estimée anti-sociale et anti-syndicale. Les huées qui accueillirent le maire de Montréal, officiant à une cérémonie de mise au jeu de la rondelle au Forum, annonçaient quelques semaines d'avance sa prochaine défaite. Elle eut lieu. Des chefs syndicaux eurent l'occasion de se repentir d'avoir réinstallé Duplessis à l'hôtel de ville de Montréal. Drapeau accueillit la défaite d'un air sombre, avec stoïcisme.

« Lâcher ou tenir », c'est l'interrogation fondamentale de ce faux Hamlet dans une conférence percutante au théâtre Saint-Denis en janvier 1958. Il n'est évidemment pas question de « lâcher » ! Ce qu'il faut « tenir », c'est désormais un champ de bataille plus vaste, la province entière ! C'est Duplessis qui a commencé... En attendant, en cet hiver et printemps 1958, le champ de manoeuvre s'étend à Québec, à diverses villes de province. Ici et là, des ligue d'action civique se fondent, qui se confédéralisent. De ce réseau surgira éventuellement le parti capable d'abattre *le système*, d'abolir le *cabinet fantôme*. « Duplessis va t'y goûter ! » Car les conférences de Drapeau sont proprement *retentissantes*. Certains croient y reconnaître le coup de griffe de tel jeune rédacteur du *Devoir* qui a une pensée politique ; mais, pour tous c'est Drapeau qui pense et parle et qui manie déjà le glaive de l'archange pour couper, d'un coup, les sept têtes de l'hydre.

Au point que les libéraux provinciaux considèrent sérieusement la solution extérieure Jean Drapeau comme remède à leur mal de leadership. C'est l'autre solution extérieure, Jean Lesage, qui prévaudra toutefois assez tôt ⁴ dès avant le congrès de leadership à la fin mai. Mais survient le scandale du gaz naturel. Lesage s'affirme tôt comme *bête politique*. Un deuxième pôle d'opposition à Duplessis est créé. Les deux Jean vont s'ignorer respectueusement. La *révolution tranquille* sera l'oeuvre du vieux parti libéral en cure de rajeunissement après avoir été dans l'opposition depuis 1944. Quand survint la mort subite de Paul Sauvé, terminant de façon dramatique les Cent jours du mouvement, des partisans de l'Union nationale se mettent à leur tour à chuchoter le nom de Drapeau. Mais l'impératif de *la tradition* était encore plus fort et ces chuchotements furent tôt étouffés.

1960 n'est pas très loin. Drapeau avait publié ses grands textes dans *Jean Drapeau vous parle*, publié un mois avant la mort de Duplessis. Lesage, pour mousser son prestige naissant, sent le besoin d'en faire autant en publiant *Lesage s'engage*. Le point à retenir, c'est que, pendant deux ans, Drapeau apparaît à d'influents Libéraux et Unionistes, à un beaucoup plus grand nombre d'esprits indépendants et inquiets, comme l'heureuse solution de rechange à Duplessis. Et cela apparaît sans doute ainsi à Jean Drapeau ... Ce n'est pas la naissance, mais la cristallisation de son *complexe Colombey*. Mais 1960, avec de nouvelles élections municipales en vue, n'est pas loin. La revanche s'impose. Crise dans la Ligue d'Action civique. Tout part et retourne à Drapeau. Impossible de résumer le dossier-charge que J.-Z. Léon Patenaude publie dans *Le vrai visage de Jean Drapeau*. Attaques, explications, polémiques, contre-attaques. Il y avait eu scission. Le parti civique se fonde auquel la L.A.C. fera la lutte. Drapeau et son parti sont élus massivement. Et cela dure depuis, en automaticité.

« De l'opposition, on ne m'en donne pas ; je n'y peux rien ... Pour le moment, l'opposition à l'hôtel de ville est au sein du parti et elle se manifeste constamment dans nos réunions à huis clos de chaque semaine. Je crois qu'une fois que le peuple a élu ses hommes politiques, il n'aime pas qu'on lui demande quoi faire ». Qu'est-ce qu'un parti d'opposition, sinon « un parti qui ne s'est pas rendu au pouvoir » ? Mais « je ne crois pas à l'opposition en principe. Elle est nécessaire pour combattre un mauvais gouvernement dans le but de le remplacer aussitôt que possible ». Mais comme il n'y

⁴ Sur ces « deux solutions extérieures », voir mon *Du Duplessisme au Johnsonisme*, Editions Parti Pris, 1967, pp. 184 et ss.

a pas de « mauvais gouvernement », il n'y a pas lieu de « remplacer » le bon. C'est sans doute pourquoi, « de l'opposition on ne m'en donne pas ».

Mais voilà que ça recommence ! Janvier 1968, les Libéraux fédéraux se cherchent eux aussi un chef pour succéder à Pearson. Le nom de Drapeau est encore mentionné. On n'y croit guère, ni à la plausibilité de l'événement ni à la vraisemblance de son acceptation. Mais ne doit-il pas accueillir les Libéraux, en congrès à l'hôtel Bonaventure ? La rumeur circule que sa présence déborderait l'exercice conventionnel de ses fonctions de maire. Il la démentit en servant une petite leçon de morale politique aux invités, sur la « discipline » nécessaire aux partis et sur la « mannie » qu'ont certaines formations de toujours remettre en question leurs idées et leurs cadres. « Mon équipe municipale est une équipe extraordinaire qui accepte la discipline et je n'en ai pas honte. »

L'autre *vieux parti* fédéral l'avait déjà voulu dans ses rangs. C'était aux jours tumultueux du chancelant cabinet de Diefenbaker. Réponse de Drapeau : « Lisez cet ouvrage (*Jean Drapeau vous parle*) et si vous êtes d'accord avec son contenu, nous pourrions discuter sérieusement ». Un serpent de mer du folklore drapiste est ses rencontres *secrètes* puisque toute la ville et la province en parlent ! - avec, tantôt René Lévesque seul, et tantôt Lévesque et Jean-Jacques Bertrand.

Non seulement Drapeau refuse d'entrer dans les deux *vieux partis* fédéraux, puis dans leurs équivalents provinciaux, mais il ne semble pas qu'il ait poussé très fort pour durcir les velléités de ceux qui jonglent avec l'idée d'une troisième force. Visiblement, il se réserve. Comme quelqu'un qui ne peut jouer qu'un grand premier rôle.

Pour l'instant, il se réserve tout entier à Montréal, ce qui signifie, ces dernières années, qu'il s'est donné tout entier à l'Expo, encore l'Expo, toujours l'Expo ; et, depuis octobre 1967, à Terre des Hommes, encore Terre des Hommes et à jamais Terre des Hommes ! Il n'y a que des esprits chagrins à mesquiner sur l'admiration universelle qu'il s'est mérité, à partir du moment où le gouvernement soviétique qui avait, lui aussi, un glorieux anniversaire à célébrer, s'est fort opportunément désisté. Drapeau serait le premier à dire qu'il n'a pas tout fait l'Expo, ni l'Expo tout seul. Mais, pour la voix populaire, l'Expo et Drapeau c'est interchangeable : l'une a été faite par l'autre, dont c'est le monument dont il est l'âme dont... etc... Le *Montreal Star* du 27 octobre 1967, sous une large photo du maire en première page, proclame en légende : « *MAN AND HIS SYMBOL : Major Jean Drapeau, the human dynamo, the driving force*

which got Expo for Montreal and which got Expo ready on time... » Il est celui « *who gets the things done* » : c'est l'hommage suprême. L'Expo, c'est lui comme c'est lui le Métro, la Place des Arts, la gare maritime, la résurrection du vieux Montréal, les ceintures de boulevards et les échangeurs, les gratte-ciels qui poussent comme champignons après l'averse. Tout le monde le dit. Tout le monde ne peut se tromper. On n'est pas prêt à lui donner de l'opposition.

Il a déjà refusé d'être une opposition, seul ou avec d'autres. Pour l'instant, il faut renflouer Terre des Hommes et la *taxe volontaire* dont la météo, peu coopérante, et un gros brin de scepticisme ont amorti l'élan. L'Expo a pu être un succès éclatant sans la Tour Montréal-Paris. On ne peut tout avoir, ni tout en même temps. Mais les 14 millions de touristes annuels qui vont à Niagara « pour voir couler de l'eau » vont apprendre progressivement à localiser Montréal sur la carte de l'Amérique du Nord. Terre des Hommes est promise à un succès aussi durable que celui de l'Expo a été éclatant.

Le dialogue *Le maire vous parle* continue sur les ondes radiophoniques françaises et anglaises. Il y a des choses qui se comprennent. Après ? C'est le moment présent qui compte pour parfaire ce qui est fait, pour compléter ce qui est inachevé, pour lancer ce qu'on projette. Il y a toujours du pain sur la planche.

Mais APRES ? Ce ne peut être que quelque chose de considérable. Sur un PLAN PLUS VASTE ? Drapeau fait le présent. Il n'est pas propriétaire de l'avenir. Ni de son avenir. Le *complexe Colombey* se refoule d'autant plus aisément que la *royauté* de l'archipel a de quoi occuper tout une vie féconde. D'abord, c'est faux qu'il ne soit jamais considéré comme un Messie ou un Prophète. Il n'y a pas d'esprit autocritique que celui qui se manifeste par un sens de l'humour. Mais une carrière telle, qui a su relever les uns après les autres les défis qui se présentaient, inciterait qui que ce soit à se considérer comme *l'homme de la situation*, d'une situation à venir mais inconnue. Il saura attendre puisque la situation se fait attendre. Si elle doit se présenter, le maire Drapeau, arborant un tel nom, n'aura plus qu'à le brandir pour en faire un point de ralliement. Le slogan historique est tout trouvé.

QUELLE SOLUTION ? N'est convenable qu'une situation très, très, très détériorée -- quelque chose, par exemple, de beaucoup plus profond et grave que l'algarade de certain général-président au balcon de l'hôtel de ville. Une situation à ce point détériorée que, ce jour-là, « les grenouilles demanderont un roi ... »

Les grenouilles se lassant
De l'état démocratique,
Par leurs clameurs firent tant,
Que Jupin les soumit au pouvoir monarchique.
Il leur tomba du ciel un roi tout pacifique ...

.....

Or c'était un soliveau ...

.....

Donnez-nous, dit ce peuple, un roi qui se remue.
Le monarque des dieux leur envoie une grue,
Qui les croque, qui les tue,
Qui les gobe à son plaisir...

.....

Jean Drapeau n'est ni soliveau, ni grue. Il est peut-être le roi que veut le peuple
canadien-français. A surveiller. Surtout le peuple.

Gérard BERGERON
École nationale d'administration publique.